



40°51' N 74°01' W  
40°51' N 74°03' W  
40°34' N 74°43' W  
32°59' N 80°02' W  
34°49' S 58°23' W  
23°32' S 46°37' W  
26°08' S 28°13' E  
37°51' S 145°06' E  
51°09' N 4°27' E  
51°01' N 4°28' E  
50°05' N 8°15' E  
48°08' N 11°34' E  
50°43' N 7°07' E  
53°49' N 1°35' W  
45°22' N 10°08' E  
50°31' N 3°07' E  
31°14' N 121°28' E  
22°17' N 114°08' E  
31°34' N 120°17' E  
3°08' N 101°42' E  
28°35' N 77°12' E  
35°41' N 139°46' E  
1°17' N 103°51' E  
37°34' N 126°58' E

# RAPPORT ANNUEL 2007

## Agfa-Gevaert

## CHIFFRES CLÉS

Millions d'euros	2007	2006	2005	2004 <sup>(1)</sup>	2003
Chiffre d'affaires net	3.283	3.401	3.308	3.762	4.215
Évolution par rapport à l'année précédente	(3,5)%	2,8%	(12,1)%	(10,7)%	(10,0)%
Graphics	1.617	1.712	1.733	1.673	1.622
Part du chiffre d'affaires du Groupe	49,3%	50,3%	52,4%	44,5%	38,5%
HealthCare	1.392	1.452	1.405	1.361	1.408
Part du chiffre d'affaires du Groupe	42,4%	42,7%	42,5%	36,2%	33,4%
Specialty Products	274	237	170	129	315
Part du chiffre d'affaires du Groupe	8,%	7,0%	5,1%	3,4%	7,5%
Consumer Imaging (cédée en 2004)	-	-	-	599	870
Part du chiffre d'affaires du Groupe	-	-	-	15,9%	20,6%
Bénéfice brut <sup>(2)</sup>	1.158	1.299	1.212	1.497	1.766
Résultat récurrent avant intérêts et impôts <sup>(2)</sup>	197	256	219	292	384
Frais de restructuration et dépenses non récurrentes	(72)	(191)	(87) <sup>(3)</sup>	(109)	(87)
Résultat d'exploitation	125	65	132	(129) <sup>(4)</sup>	528 <sup>(5)</sup>
Résultat hors exploitation	(63)	64	(25)	(56)	(71)
Impôt sur les bénéfices	(19)	15	(125) <sup>(6)</sup>	39	(135)
Résultat net des sociétés consolidées (avant part des résultats des sociétés associées)	43	16	(18)	(146)	322
Part des résultats des sociétés associées	-	-	-	-	-
Résultat net des sociétés consolidées	43	16	(18)	(146)	322
part attribuable aux intérêts minoritaires	1	1	1	(1)	(1)
dont attribuables à des actionnaires Agfa-Gevaert NV	42	15	(19)	(145)	323
Résultat net pour la période comptable	42	15	(19)	(145)	323
<b>Flux de trésorerie (Cash-flow)</b>					
Flux de trésorerie bruts d'exploitation	94	140	133	244	393
Flux de trésorerie nets d'exploitation	108	107	82	303	522
Dépenses d'investissement <sup>(7)</sup>	(100)	(105)	(106)	(112)	(178)
<b>Bilan au 31 décembre</b>					
Fonds propres	891	933	1.032	1.082	1.373
Dette financière nette	721	704	679	193	233
Fonds de roulement net (8)	871	554	684	850	1.642
Actif total	3.559	3.832	3.982	3.356	3.839
<b>Données par titre (en euro)</b>					
Bénéfice par action (EPS), résultat net	0,34	0,12	(0,15)	(1,15)	2,44
Flux de trésorerie nets d'exploitation par titre	0,85	0,86	0,65	2,40	3,95
Dividende brut	0	0,50	0,50	0,60	0,75 <sup>(9)</sup>
Valeur comptable par titre	7,40	7,48	8,27	8,58	10,90
Nombre de titres ordinaires à la fin de l'exercice	124.788.430	124.785.530	124.780.270	126.054.680	126.000.000
Nombre moyen pondéré de titres ordinaires	124.788.263	124.781.170	125.603.444	126.008.540	132.045.438
<b>Effectif du personnel (à la fin de l'exercice)</b>					
Equivalent temps plein permanent	13.124	14.015	14.442	14.387	17.340

<sup>(1)</sup> tel que déclaré en 2004, reformulé en fonction de l'impact de l'adoption de l'IFRS 2 *Paiement fondé sur des actions* (2 millions d'euros)

<sup>(2)</sup> avant frais de restructuration et éléments non récurrents et gains/pertes sur désinvestissements, et hors produit exceptionnel de 25 millions d'euros généré par la révision du régime d'assurance médicale postretraite de la filiale américaine du Groupe et comptabilisé au quatrième trimestre 2005

<sup>(3)</sup> y compris une provision de 55 millions d'euros relatives à la liquidation d'AgfaPhoto

<sup>(4)</sup> y compris une moins-value nette de 312 millions d'euros sur la cession des divisions Consumer Imaging et Monotype

<sup>(5)</sup> y compris une plus-value de 231 millions d'euros sur la cession de la division Non-Destructive Testing

<sup>(6)</sup> y compris la contrepassation des actifs d'impôts différés pour 54 millions d'euros constituée lors de la cession de Consumer Imaging

<sup>(7)</sup> pour immobilisations incorporelles et corporelles

<sup>(8)</sup> actifs à court terme moins passifs à court terme

<sup>(9)</sup> y compris un dividende extraordinaire de 25 cents d'euro relatif à la cession de Non-Destructive Testing

# Profil de l'entreprise

Le Groupe Agfa-Gevaert développe, produit et distribue une vaste gamme de systèmes d'imagerie analogiques et numériques et des solutions informatiques, principalement destinés à l'industrie de l'impression et au secteur des soins de santé, ainsi qu'à des applications industrielles spécifiques.

## RÉSEAU MONDIAL DE PRODUCTION ET DE VENTE

Le siège social et la maison mère d'Agfa sont situés à Mortsel, Belgique. Les activités du Groupe sont réparties entre trois grands business groups indépendants: Agfa Graphics, Agfa HealthCare et Agfa Specialty Products. Tous les business groups, fortement implantés dans leur secteur, ont des stratégies bien définies et sont entièrement autonomes, tant sur le plan opérationnel que sur les plans administratif et financier.

Agfa dispose de sites de production aux quatre coins de la planète. Les principaux centres de recherche sont implantés en Belgique, aux États-Unis, au Canada, en Allemagne, en France, en Italie et en Chine.

Agfa dirige ses activités commerciales grâce à ses 40 agences établies à travers le monde. Les pays où Agfa ne possède pas ses propres agences commerciales sont desservis par un réseau d'agents et de représentants.

## ACTIVITÉS

### AGFA GRAPHICS

Agfa Graphics propose des solutions de *préresse* intégrées. Ces solutions comprennent des consommables, du matériel, des logiciels et des services pour la gestion de couleurs, des projets et des flux de production. Agfa Graphics se classe parmi les premiers fournisseurs mondiaux de systèmes d'exposition directe des plaques (CtP) et de films (CtF), ainsi que de systèmes d'épreuve numérique pour les marchés de l'impression de labeur et d'emballage et le secteur de l'édition de journaux.

Agfa Graphics se développe rapidement dans les nouveaux segments de l'impression jet d'encre numérique en offrant des solutions complètes pour des applications variées: affiches, bannières, enseignes, présentoirs, étiquettes et matériaux d'emballage. Son expérience dans le domaine des technologies de traitement d'image et des émulsions lui a apporté le savoir-faire requis pour mettre au point un assortiment complet d'encres de haute qualité.

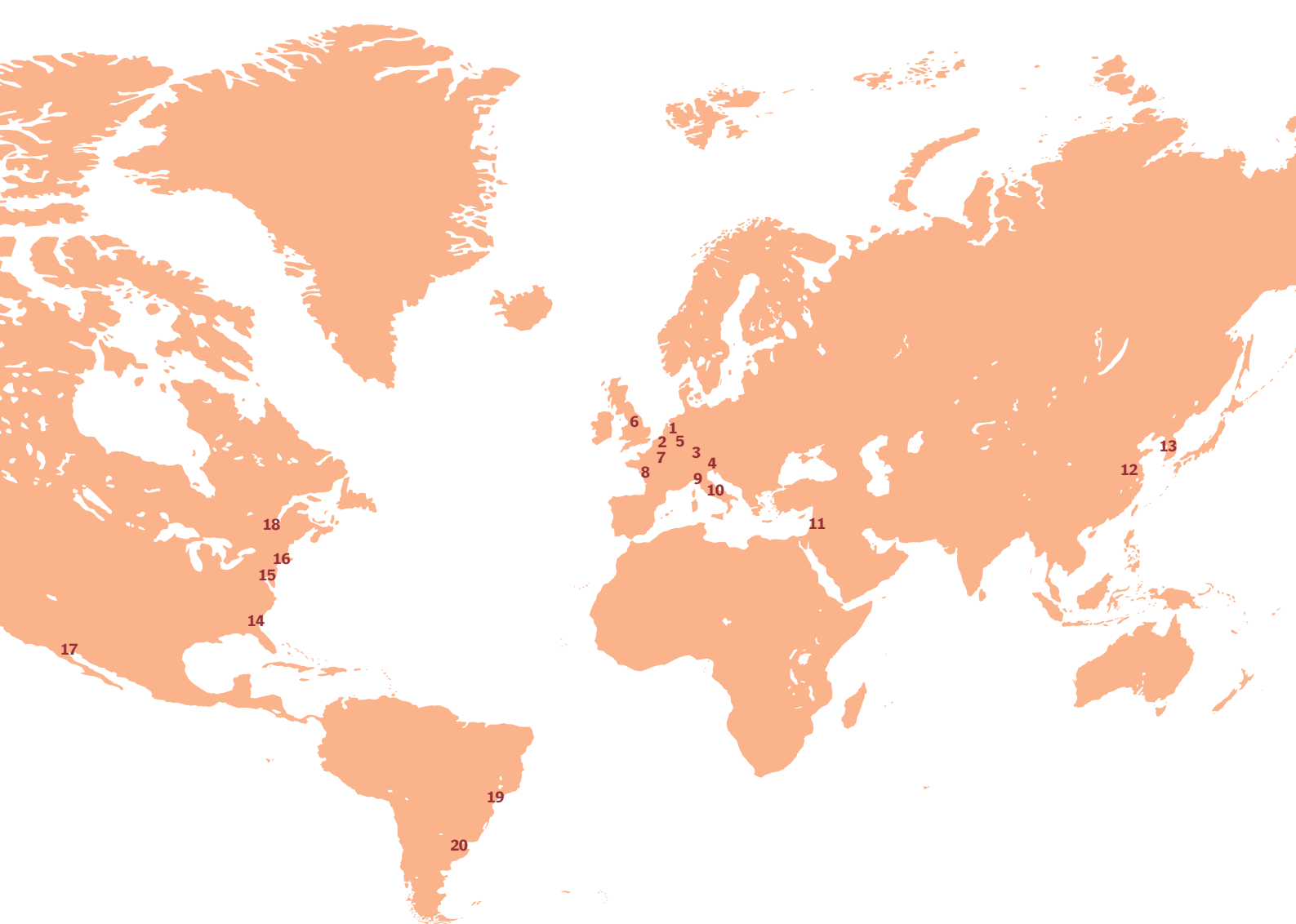
### AGFA HEALTHCARE

Agfa HealthCare fournit aux hôpitaux et autres centres de soins de santé des solutions à la pointe de la technologie pour la collecte, le traitement et la gestion des images diagnostiques. En outre, ce business group est devenu l'un des leaders du marché en pleine expansion des systèmes informatiques intégrant les différents départements au sein du secteur des soins de santé. Ces solutions permettent d'améliorer l'efficacité des centres médicaux et la qualité des soins dispensés aux patients.

La gamme de solutions d'imagerie et informatiques d'Agfa HealthCare comprend des systèmes d'informations cliniques (CIS) et hospitaliers (HIS), des systèmes d'informations radiologiques (RIS), des systèmes de communication et d'archivage d'images numériques (PACS), ainsi que des systèmes de création de rapports, de cardiologie, de planification des activités et d'aide à la prise de décision, des applications cliniques de pointe et de stockage de données, sans oublier des systèmes de radiologie directe et assistée par ordinateur et des films radiologiques traditionnels.

### AGFA SPECIALTY PRODUCTS

Agfa Specialty Products fournit un large éventail de films, ainsi que des solutions de haute technologie pour de grands clients du secteur interentreprises en dehors des marchés couverts par Agfa Graphics et Agfa HealthCare. Son portefeuille se compose principalement de pellicules cinématographiques, de microfilms, de films pour des essais non destructifs, ainsi que des produits destinés à la fabrication de circuits imprimés. Cette branche d'activité a également fait son entrée dans le secteur prometteur des cartes d'identité hautement sécurisées. Pour finir, le business group fournit des matériaux à base de polymères conducteurs pour la production de lampes électroluminescentes ou des laminés destinés à l'emballage et à la protection des composants électroniques. Agfa Specialty Products identifie également de nouvelles opportunités de rentrer sur de nouveaux marchés dans et en dehors de l'industrie de l'imagerie, par le biais de produits innovants, en s'appuyant pour ce faire sur ses connaissances, son expérience et son infrastructure de production existantes. À titre d'exemples du succès de cette stratégie, citons le papier synthétique et les membranes destinées aux bioréacteurs et aux piles à combustible d'Agfa.



## LES PRINCIPAUX CENTRES DE PRODUCTION ET DE R&D D'AGFA

- |    |                      |    |                               |
|----|----------------------|----|-------------------------------|
| 1  | Mortsel, Belgique    | 11 | Yokneam Elit, Israël          |
| 2  | Gand, Belgique       | 12 | Wuxi, Chine                   |
| 3  | Wiesbaden, Allemagne | 13 | Banwol, Corée du Sud          |
| 4  | Munich, Allemagne    | 14 | Bushy Park, CS, États-Unis    |
| 5  | Bonn, Allemagne      | 15 | Branchburg, NJ, États-Unis    |
| 6  | Leeds, Royaume-Uni   | 16 | Westerly, RI, États-Unis      |
| 7  | Pont-à-Marcq, France | 17 | Thousand Oaks, CA, États-Unis |
| 8  | Bordeaux, France     | 18 | Waterloo, Canada              |
| 9  | Manerbio, Italie     | 19 | Suzano, Brésil                |
| 10 | Macerata, Italie     | 20 | Varela, Argentine             |

## QUELQUES DATES QUI ONT MARQUÉ L'HISTOIRE DE LA SOCIÉTÉ

- |      |  |
|------|--|
| 1867 | Création de «Aktiengesellschaft für Anilinfabrikation», plus connue sous le nom d'Agfa, une société berlinoise spécialisée dans les colorants  |
| 1894 | Création de L. Gevaert en Cie. à Anvers, spécialiste du papier photo   |
| 1953 | Agfa devient une filiale à 100% de Bayer   |
| 1964 | Fusion entre Agfa et Gevaert   |
| 1981 | Agfa-Gevaert devient une filiale à 100% de Bayer   |
| 1996 | Acquisition de la division plaque d'impression d'Hoechst (Allemagne)   |
| 1998 | Acquisition des activités film graphique et plaque offset de DuPont (États-Unis)   |
| 1999 | Offre publique de vente: l'entreprise est cotée en Bourse à Bruxelles et à Francfort   |
| 2002 | Bayer vend son solde de participation (30%) dans Agfa  |
| 2004 | Acquisitions de Dotrix (Belgique), entreprise de conception de systèmes d'impression couleur numérique pour des applications industrielles, et de Symphonie On Line (France), qui développe des systèmes d'informations pour le secteur hospitalier<br>Cession de Consumer Imaging |
| 2005 | Acquisitions de GWI (Allemagne), entreprise de conception de systèmes d'informations pour le secteur hospitalier, et de Heartlab (États-Unis), qui développe des réseaux d'informations et d'images numériques pour la cardiologie   |

Chiffres clés

Profil de l'entreprise


## Agfa en 2007

2 Lettre aux actionnaires

4 Rapport de gestion

 10 Agfa Graphics

 18 Agfa HealthCare

 26 Agfa Specialty Products

32 Risques

34 Gouvernance d'entreprise

48 Développement durable

## États financiers

53 Rapport du Conseil d'administration

54 Rapport des auditeurs indépendants

56 Comptes de résultats consolidés

57 Bilans consolidés

58 Fonds propres consolidés

59 Tableau des flux de trésorerie consolidés

60 Notes afférentes aux états financiers consolidés

117 Comptes statutaires

121 Glossaire

États financiers 2003–2007

Bloc-notes de l'actionnaire

# Lettre aux actionnaires



## Chèr(e)s actionnaires,

Pour Agfa-Gevaert, 2007 a été marqué par de nombreux défis et de nombreux changements. Les trois business groups ont été fortement affectés par les coûts élevés des matières premières et la poursuite du renforcement de l'euro.

Agfa Graphics est un leader mondial incontesté du marché du prépresse. Le passage des plaques analogiques aux plaques numériques s'est poursuivi, l'analogique ne représentant plus aujourd'hui que 20% des activités. Ces dernières années, Agfa Graphics a consenti d'importants investissements dans le développement de produits et de consommables pour un nouveau marché porteur, celui de l'impression jet d'encre industrielle. Ces investissements continuent de peser lourdement sur les résultats de 2007. En 2008, nous devrions assister à un important développement des ventes pour ces produits, l'équilibre devant être atteint en 2009. Grâce à la stricte mise en place d'économies de coûts et de mesures visant à améliorer le rendement, le segment du prépresse a pu presque entièrement compenser le coût nettement plus élevé des matières premières du business group. La combinaison des secteurs du prépresse et du jet d'encre, qui sont complémentaires, doit positionner Agfa Graphics pour un retour à la croissance et une meilleure rentabilité.

Agfa HealthCare propose une vaste gamme de solutions informatiques (IT) et d'imagerie aux hôpitaux du monde entier. Au départ d'une position de leader dans le monde de l'imagerie médicale, Agfa HealthCare est devenu un acteur incontournable dans les systèmes d'informations pour les soins de santé, en partie grâce à une série d'acquisitions stratégiques en Europe et en Amérique du nord. Alors que le marché de l'imagerie connaît une récession en raison de la diminution de la demande de films, les marchés des systèmes d'informations d'imagerie (radiologie et cardiologie) et des systèmes d'informations pour hôpitaux connaissent pour leur part une forte croissance. Développer une position forte dans le domaine des systèmes d'informations de soins de santé nécessite toutefois pour le moment d'importants investissements dans la recherche et le développement, ce qui a affecté la rentabilité d'Agfa HealthCare en 2007.

Le business group Agfa Specialty Products présente une double stratégie. D'une part, il essaie d'exploiter au maximum ses compétences traditionnelles et son infrastructure de pointe pour la production de film dans un marché en récession. Pour ce faire, il se concentre sur sa position dominante en matière de coûts et son excellence opérationnelle. D'autre part, Specialty Products développe une série de nouvelles applications non liées à l'imagerie, basées sur ces compétences, dans de nouveaux domaines tels que le papier synthétique, les membranes, les lampes électroluminescentes et les écrans. Agfa Specialty Products a toujours présenté une bonne rentabilité en 2007.

L'un des grands défis du Groupe est son niveau de coûts des ventes, de marketing et d'administration. Amener ces dépenses à un niveau compétitif demande des efforts tant au niveau des achats qu'au niveau d'une importante restructuration. Ces efforts ont déjà permis de réduire ces coûts en 2007 et cette tendance devrait se poursuivre dans les prochaines années. Cette amélioration est indispensable pour préparer les groupes à un avenir entièrement indépendant.





La réduction de notre dette constitue un autre grand défi. L'année 2007 a été marquée par d'importantes dépenses liées à la restructuration et au passif du passé – relatif aux pensions et aux retraites anticipées – et d'une série de mesures uniques comme la préparation de la scission. Depuis le quatrième trimestre de 2007, notre objectif visant à réduire le fonds de roulement a entraîné une diminution de la dette.

Le Conseil d'administration continue à penser qu'une scission constitue le meilleur moyen de créer de la valeur et de permettre à ces entreprises de participer à une éventuelle consolidation de leurs marchés. En 2007, la scission n'a pas eu lieu comme prévu à la suite de résultats décevants et de problèmes de gestion. Plus récemment, l'environnement était moins propice en raison de la crise du crédit, des marchés financiers difficiles, de la consolidation de l'euro et du prix élevé des matières premières.

Dans les difficiles conditions actuelles du marché, le Conseil d'administration donne la priorité à l'amélioration opérationnelle au sein de la société. Dans le même temps, le Conseil recherche les différentes options pour démarrer la scission des trois groupes dans le courant de 2008.

Nous tenons à remercier nos clients et distributeurs de leur confiance et à leur assurer que, quel que soit le scénario, la marque Agfa continuera à être synonyme de solutions innovantes, de qualité et de fiabilité. Nous remercions également nos employés pour leur engagement de tous les instants dans ces moments difficiles.

Enfin, nous aimerions également remercier nos actionnaires pour leur confiance et soutien envers notre société. Nous réalisons combien il n'a pas du être facile d'être actionnaire Agfa-Gevaert en 2007. Les résultats ont été décevants pour nous tous et le prix de l'action a fortement diminué. Tout en restant confiant envers la stratégie du Groupe, le Conseil d'administration considère que la politique de dividende doit refléter les performances de l'exercice, et va donc proposer aux actionnaires, lors de l'Assemblée générale, de ne pas verser de dividende pour l'exercice 2007.

A stylized blue ink signature of Jo Cornu.

Jo Cornu  
*Président et Chief Executive Officer*

A stylized blue ink signature of Ludo Verhoeven.

Ludo Verhoeven  
*Président du Conseil d'administration*

Rapport de gestion

# Rapport de gestion

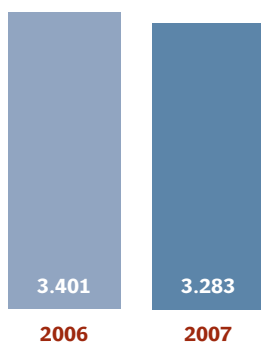
Rapport de gestion

ge

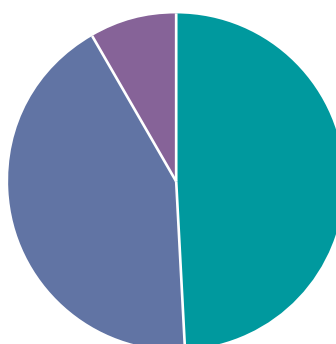
Le Groupe Agfa-Gevaert est composé de trois business groups opérant indépendamment détenant chacun d'importantes parts de marché gérées selon des stratégies clairement définies: Agfa Graphics, Agfa HealthCare et Agfa Specialty Products.



**Chiffre d'affaires Groupe**  
Millions d'euros

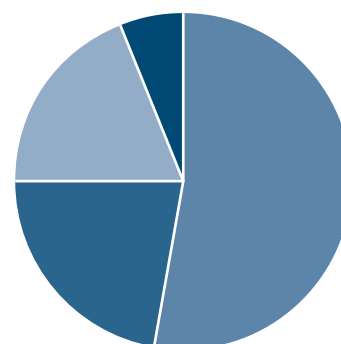


**Part du chiffre d'affaires 2007**  
par business group



Agfa Graphics 49,3%  
Agfa HealthCare 42,4%  
Agfa Specialty Products 8,3%

par région



Europe 53%  
ALENA 22%  
Asie/Océanie/Afrique 19%  
Amérique latine 6%

## CHIFFRE D'AFFAIRES

En 2007, le chiffre d'affaires du Groupe est passé à 3.283 millions d'euros, marquant ainsi une diminution de 3,5% (3.401 millions d'euros en 2006). L'euro fort a non seulement eu des retombées négatives sur les ventes d'Agfa en 2007, mais il a également nuit à la compétitivité de la société vis-à-vis de ses concurrents non européens. Sans les effets monétaires, la baisse des ventes se serait limitée à 0,5%.

L'euro fort conjugué au ralentissement économique des États-Unis au second semestre ont affaibli les ventes d'Agfa Graphics. Par ailleurs, ce business group a enregistré un déclin accéléré dans le segment des produits analogiques, d'une part en raison de sa politique de tarification, mais également à cause de la tendance générale du marché. Les ventes dans le segment jet d'encre sont restées inférieures aux prévisions du fait des retards techniques rencontrés avec la première génération de machines jet d'encre. Les ventes d'Agfa Graphics ont ainsi connu une diminution de 5,6% (2,7% hors effets monétaires) pour atteindre 1.617 millions d'euros.

Les ventes d'Agfa HealthCare ont reculé de 4,1% (0,8% hors effets monétaires), passant ainsi à 1.392 millions d'euros. Le déclin du marché du film médical s'est poursuivi aux États-Unis comme en Europe. D'autre part, l'euro fort a affaibli la position d'Agfa pour les adjudications publiques. En revanche, les solutions de radiographie informatisée (RI) et les systèmes informatiques de santé ont enregistré une augmentation de leur volume de ventes.

Les ventes d'Agfa Specialty Products ont progressé de 15,6% (17,3% hors effets monétaires) pour atteindre les 274 millions d'euros. Ces bons résultats ont été obtenus principalement grâce à Specialty Foils et aux systèmes Identification & Security.

Avec 49,3% des ventes, Graphics reste le business group le plus important. Agfa HealthCare représente 42,4% et Specialty Products 8,3% du total de ventes du Groupe.

En 2007, la part de chiffre d'affaires du Groupe réalisée en Europe s'est élevée à 53% (contre 50% en 2006), la région ALENA a représenté 22% (24% en 2006), Asie/Océanie/Afrique 19% (contre 20% en 2006) et l'Amérique latine est restée à 6%.

## RÉSULTATS

Le bénéfice brut s'est établi à 1.158 millions d'euros, contre 1.299 millions en 2006. La marge bénéficiaire brute récurrente est passée à 35,3%. En 2006 elle était de 38,2%. Cette réduction est imputable aux prix élevés des matières premières, en augmentation de 84 millions d'euros par rapport à 2006.

Les coûts de vente et les frais généraux d'administration (éléments non récurrents exclus) ont baissé dans tous les business groups et s'élèvent désormais à 766 millions d'euros, soit 23,3% des ventes. Cette importante réduction marque un recul de 7,9% par rapport à 2006. Des mesures complémentaires seront prises dans le but de réduire encore davantage ces coûts de vente et ces frais généraux d'administration.

**Comptes de résultat - chiffres clés**

Millions d'euros

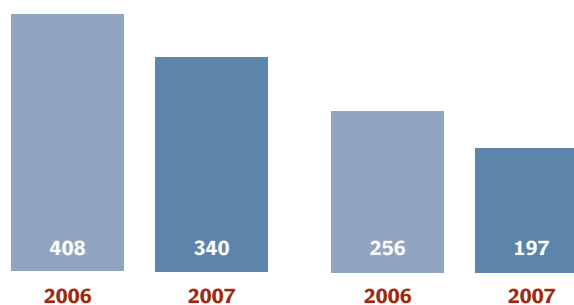
	2006	2007
Chiffres d'affaires	3.401	3.283
Bénéfice brut <sup>(1)</sup>	1.299	1.158
EBITDA récurrent <sup>(1)</sup>	408	340
EBIT récurrent <sup>(1)</sup>	256	197
Restructuration et éléments non récurrents	(191)	(72)
Résultat d'exploitation	65	125
Résultat hors exploitation	(64)	(63)
Résultat net	15	42

<sup>(1)</sup> avant frais de restructuration et éléments non récurrents**EBITDA récurrent <sup>(1)</sup>**

Millions d'euros

**EBIT récurrent <sup>(1)</sup>**

Millions d'euros



Les investissements en R&D ont légèrement baissé (1% de moins) et représentent maintenant 191 millions d'euros (contre 193 millions en 2006), soit 5,8% des ventes.

Les autres coûts d'exploitation s'élèvent à 6 millions d'euros, contre 18 millions l'année précédente.

Bien que l'important programme de réduction des coûts se déroule comme prévu, il n'a pas suffi à compenser l'augmentation considérable des cours de l'argent et de l'aluminium (84 millions d'euros).

L'EBITDA récurrent d'Agfa a atteint 340 millions d'euros, contre 408 millions en 2006, soit 10,4% contre 12,0% des ventes. L'EBIT récurrent a diminué pour atteindre 197 millions d'euros, soit 6,0% des ventes.

Le segment prépresse d'Agfa Graphics, pourtant touché par la hausse des prix de l'argent et de l'aluminium, a eu de particulièrement bon résultats: il a réussi à totalement compenser les augmentations de coûts en matières premières, stabilisant sa marge à 7%. En revanche, le segment jet d'encre a été confronté à des problèmes techniques qui ont retardé la mise sur le marché de la gamme jet d'encre. Ces problèmes ont donné lieu à d'importantes pertes de démarrage dans ce business group.

Les résultats d'Agfa HealthCare ont été affaiblis par l'euro fort, ainsi que par des effets mixtes défavorables. Le portefeuille informatique en pleine croissance a entraîné d'importants investissements initiaux dus au déploiement de la gamme en dehors d'Allemagne. D'autre part, le cycle de vente de ces nouveaux marchés s'est révélé plus long que prévu. La décision a été prise de se concentrer en 2008 sur les pays où l'investissement initial avait déjà été réalisé. En parallèle, de nouvelles initiatives ont été prises dans le but de réduire encore davantage les coûts de vente et les frais généraux d'administration.

Porté par d'importants contrats conclus dans les domaines Specialty Foils & Components et Security & Identification, Agfa Specialty Products a de nouveau enregistré de bons résultats.

Les frais de restructuration et les éléments non récurrents s'élèvent à 72 millions d'euros. Ce résultat doit beaucoup au plan d'économie annoncé en 2006.

Les résultats d'exploitation du Groupe en 2007 se sont élevés à 125 millions d'euros, contre 65 millions d'euros l'année précédente. Le résultat hors exploitation a atteint -63 millions d'euros, contre -64 millions d'euros en 2006. Le résultat avant impôts a atteint 62 millions d'euros, contre 1 million d'euros en 2006.

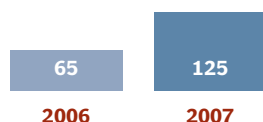
Le Groupe a enregistré un bénéfice net de 42 millions d'euros, soit 34 centimes d'euro par titre, contre un bénéfice net de 15 millions d'euros, soit 12 centimes d'euro par titre, en 2006.

**BILAN**

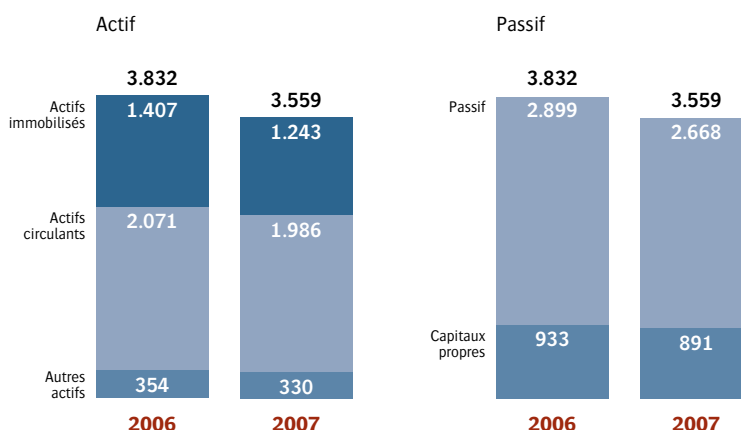
Fin décembre 2007, l'actif se chiffrait à 3.559 millions d'euros, contre 3.832 millions d'euros à la fin de l'année 2006.

**Résultat d'exploitation**

Millions d'euros

**Bilan - chiffres clés**

Millions d'euros

**FONDS DE ROULEMENT**

Les mesures spécifiques prises chez Agfa Graphics ont contribué pour une grande part à la diminution des stocks, lesquels sont passés de 624 millions d'euros (2006) à 578 millions en 2007, ce qui représente 97 jours, soit une diminution de 10 jours par rapport à décembre 2006.

Les créances se sont élevées à 861 millions d'euros – 90 jours – contre 885 millions – 86 jours – fin 2006.

Le délai des créances est passé de 313 millions d'euros – 54 jours – à 275 millions – 46 jours.

En 2008, Agfa compte poursuivre ses efforts pour réduire davantage le fonds de roulement.

**DETTE FINANCIÈRE**

À la fin de l'année, la dette financière nette s'élevait à 721 millions d'euros, contre 704 millions fin décembre 2006. Par rapport à septembre 2007, cette dette financière nette a diminué de 131 millions d'euros, essentiellement grâce à l'amélioration significative du fonds de roulement.

À la fin de l'année 2007, le coefficient d'utilisation des fonds propres d'Agfa s'élevait à 80,9%.

**FONDS PROPRES**

Les fonds propres se sont chiffrés à 891 millions d'euros, contre 933 millions d'euros à la fin de l'année 2006.

**CASH-FLOW**

En 2007, le cash-flow brut d'exploitation s'est chiffré à 94 millions d'euros. Le cash-flow net d'exploitation, qui prend également en compte les variations du fonds de roulement, a atteint 108 millions d'euros.

Les dépenses en capital se sont chiffrées à 100 millions d'euros.

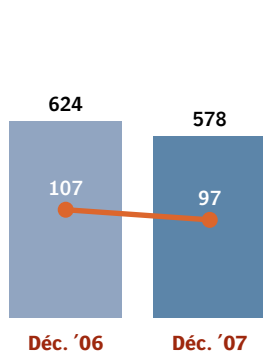
**RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT**

Les frais de recherche et développement d'Agfa ont diminué de 1%, passant à 191 millions d'euros en 2007. 41% des investissements en R&D concernent Agfa Graphics, 56% Agfa HealthCare et 3% Agfa Specialty Products.

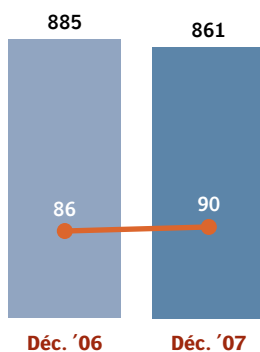
En 2007, Agfa Graphics a investi davantage dans le développement de systèmes innovants et d'encre U.V. pour le marché en pleine expansion du jet d'encre industriel. Agfa Graphics a en outre lancé sa nouvelle plaque d'impression sans chimies sensible au laser violet, qui combine les atouts écologiques des systèmes sans chimies, des coûts d'investissement et d'exploitation peu élevés, ainsi qu'une fiabilité et une rapidité élevées. Les systèmes thermiques ont également bénéficié des efforts en R&D. Ils peuvent en effet être utilisés pour un large éventail d'applications sur les marchés de l'impression de labeur et d'emballages.

**Stocks**

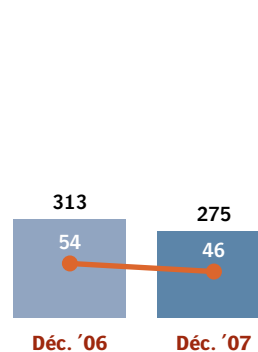
Millions d'euros/Jours

**Créances commerciales**

Millions d'euros/Jours

**Dettes commerciales**

Millions d'euros/Jours



HealthCare concentre ses efforts en R&D sur le développement de technologies d'imagerie innovantes et sur l'intégration et la migration des différentes plates-formes informatiques des hôpitaux vers une seule plate-forme informatique unique. En 2007, de nouveaux systèmes de radiographie et de mammographie numériques ont également été lancés sur le marché. ORBIS, le système informatique pour hôpitaux d'Agfa, a intégré de nouvelles applications cliniques pour les services de soins infirmiers et les laboratoires médicaux. La technologie d'imagerie et d'information numérique d'Agfa offre aux acteurs du secteur de la santé les outils pour améliorer les soins aux patients ainsi que le contrôle et la démocratisation du coût des soins de santé.

Chez Specialty Products, les activités en R&D se concentrent d'une part sur les matériaux nécessaires à la production de cartes d'identité sécurisées, et d'autre part sur les encres, films et revêtements utilisés comme électrodes flexibles pour les lampes électroluminescentes (EL), les écrans tactiles, les moniteurs et les dispositifs électroniques imprimables. Par ailleurs, différents projets de développement et de mise sur le marché de films, chimies et services sur mesure ont été lancés pour répondre aux besoins de diverses applications industrielles. Ces projets concernent notamment le papier synthétique pour le marché graphique, les membranes pour le traitement des eaux usées, les batteries, l'électrolyse et les piles à combustible, ainsi que les produits chimiques fonctionnels pour le contrôle des processus dans l'industrie pétrochimique.

## PROGRAMME DE RÉDUCTION DES COÛTS

L'implémentation du programme de réduction des coûts annoncé en août 2006 et visant à renforcer la rentabilité et la compétitivité des business groups est en bonne voie. L'objectif de ce programme est de réduire les coûts de 250 millions d'euros d'ici fin 2008. Depuis l'annonce de son lancement, près de 1.100 emplois à plein temps ont été supprimés.

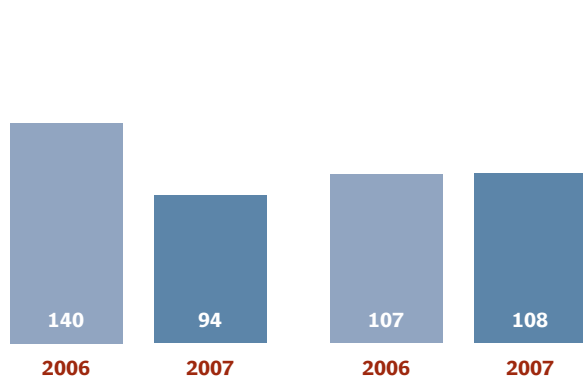
Fin février 2008, le Groupe a annoncé plusieurs mesures économiques supplémentaires. Dans l'ensemble, le Groupe prévoit de réduire ses coûts d'achat totaux de 50 millions d'euros. Dans le segment jet d'encre, le Groupe espère réaliser une économie de 30 millions d'euros en ajustant la structure de coût. Afin de gagner en efficacité opérationnelle et en compétitivité sur un marché prépresse extrêmement concurrentiel, il a été décidé de stopper le développement et la fabrication d'équipements CtP sur le site de Wilmington (États-Unis). Ces équipements seront dorénavant fournis par des tierces parties. Pour ce qui est d'Agfa HealthCare, le Groupe prendra également les mesures adéquates pour amener les coûts fixes à un niveau compétitif et améliorer la rentabilité globale. Lors de la première phase, les coûts en Belgique seront réduits de 12 millions d'euros.

**Cash-flow opérationnel**

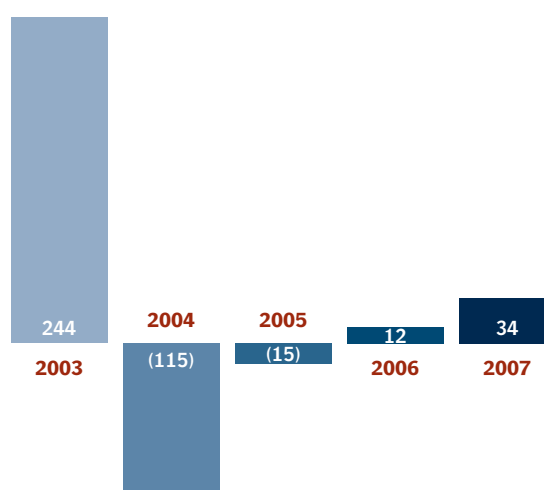
Millions d'euros

Brut

Net

**Résultat par action**

Centimes d'euros

**RESSOURCES HUMAINES**

À la fin de l'année 2007, Agfa comptait 13.124 équivalents temps plein (ETP), contre 14.015 au terme de l'année 2006.

**PERSPECTIVES**

Le Groupe Agfa-Gevaert va continuer à se focaliser à générer du cash et à ses performances opérationnelles de ses différentes entités. Compte tenu de la conjoncture économique actuelle, Agfa-Gevaert s'attend à des ventes stables en 2008 (à taux de change constant), les solutions numériques et informatiques compensant le déclin structurel de ses produits traditionnels. Si les coûts des matières premières demeurent aux mêmes niveaux que le premier mois de cette année, la rentabilité du Groupe risque d'être affectée.

Agfa Graphics s'attend à ce que les ventes de prépresse restent stables (à taux de change constant), la croissance des plaques d'impression numériques compensant le déclin du prépresse analogique.

En mettant en œuvre de manière stricte les mesures d'économie, Agfa Graphics vise à compenser les futures augmentations du prix des matières premières.

Suite à l'implémentation d'importants programmes d'amélioration et de test lors des derniers mois, les problèmes techniques du segment jet d'encre ont été surmontés. La première gamme de produits jet d'encre est désormais prête à être commercialisée. L'objectif consiste à atteindre une part de marché de 10% d'ici 2010 sur les marchés du jet d'encre. Agfa prend les mesures adéquates pour diminuer les pertes sur le marché du jet d'encre et atteindre un seuil de rentabilité au cours de l'exercice 2009.

En 2008, l'augmentation des ventes des technologies numériques d'Agfa HealthCare ne suffira pas à compenser complètement le déclin des activités traditionnelles de films et d'imprimerie. Agfa HealthCare va se focaliser sur la mise en œuvre du plan de restriction budgétaire et sur les mesures supplémentaires visant à diminuer les frais généraux afin d'accroître progressivement la rentabilité, et atteindre des taux supérieurs à 10%. Le PACS et le CR devraient connaître une croissance considérable, surtout sur les marchés émergents. Dans Enterprise Solutions, Agfa HealthCare a introduit ses systèmes ORBIS dans plusieurs pays d'une grande importance stratégique, ce qui devrait fournir une croissance significative.

Agfa Specialty Products va continuer à renforcer sa position de consolidateur dans le secteur, grâce à sa position dominante en matière de coûts et grâce à son efficacité opérationnelle dans la fabrication des films. Ce business group va poursuivre le développement de produits innovants pour les nouvelles zones de croissance.

Dans la difficile conjoncture actuelle, la première priorité d'Agfa est l'amélioration opérationnelle de ses activités. Le Conseil d'administration confirme son engagement en faveur d'une scission répartie en plusieurs phases, mais continuera à examiner toutes les options stratégiques au cours de l'exercice 2008.

Millions d'euros	2007	2006	évolution (%)
Chiffre d'affaires	<b>1.617</b>	1.712	-5,6 %
Excédent brut d'exploitation*	<b>124</b>	141	-12,1 %
% du chiffre d'affaires	<b>7,7 %</b>	8,2 %	
Résultat avant intérêts et impôts*	<b>61</b>	73	-16,4 %
Résultat d'exploitation	<b>27</b>	(12)	

\* Avant frais de restructuration et éléments non récurrents

Le siège social d'Agfa Graphics est implanté à Mortsels, en Belgique. Le groupe possède des organisations commerciales dans plus de 40 pays et est représenté dans plus de 100 autres pays. Ses sites de production sont situés en Belgique, Allemagne, France, Royaume-Uni, États-Unis, Brésil, Chine et Corée du Sud.

# AgfaGraphics

Le chiffre d'affaires d'Agfa Graphics pour 2007 s'est élevé à 1.617 millions d'euros, soit une baisse de 2,7% hors effets monétaires, ou de 5,6% effets monétaires inclus. Les ventes ont souffert de l'euro fort, du ralentissement de l'économie américaine et de l'accélération de la chute du segment analogique computer-to-film (CtF).

En dépit de l'impact majeur des coûts des matières premières, en hausse de 69 millions d'euros par rapport à 2006, le segment prépresse a été en mesure de conserver sa rentabilité en raison de la mise en œuvre stricte du plan de réduction des coûts, de l'augmentation des taux de rendement de production et de la transition vers des technologies numériques plus rentables. En revanche, le segment jet d'encre industriel continue à faire face à d'importantes pertes de démarrage.



## LEADER MONDIAL DANS LE PRÉPRESSE ET INNOVATEUR ■ DANS LE SEGMENT JET D'ENCRE INDUSTRIEL

Agfa Graphics est un acteur de premier plan dans le secteur de l'impression, qui est l'un des marchés mondiaux les plus importants, avec une valeur de 750 milliards d'euros. Nous sommes tous entourés de produits ayant été fabriqués grâce à la technologie d'Agfa. Qu'il s'agisse des journaux, des livres et des brochures, des emballages alimentaires, des sacs plastifiés ou du papier peint, l'impression est omniprésente.

Agfa est le leader du marché dans le domaine du *prépresse* pour les imprimeurs *offset* et joue un rôle majeur dans le lancement de nouvelles technologies à jet d'encre numériques. Pas moins d'une imprimante de labeur sur deux et deux groupes de presse sur trois utilisent les solutions d'Agfa.

### PRÉPRESSE

Agfa Graphics concentre essentiellement ses activités sur le *prépresse*, pour lequel elle fournit des systèmes intégrés, de l'équipement, des logiciels et des consommables. La part la plus importante de son chiffre d'affaires provient des consommables, comme le film graphique et les *plaques d'impression*.

Divers préparatifs doivent être accomplis avant le début du processus d'impression traditionnel. C'est à ce stade qu'Agfa Graphics entre en scène. Dans cette phase, le texte et les images sont associés dans une mise en page, la qualité des couleurs est contrôlée, les pages sont correctement positionnées et plusieurs épreuves numériques sont tirées. Après l'approbation de ces épreuves, les pages sont exposées sur une plaque d'impression, soit directement, au moyen de la technologie numérique *computer-to-plate* (CtP), soit via un film intermédiaire, au moyen de la technologie *computer-to-film* (CtF). À la suite de ce processus, la plaque exposée est montée sur la presse d'impression. Dans un secteur où l'efficacité est un élément capital, les imprimeurs font rapidement la transition des systèmes analogiques CtF à la technologie numérique CtP. Grâce à la suppression d'étapes intermédiaires du processus, les solutions CtP permettent à l'imprimeur d'achever davantage de travaux et de renforcer le contrôle sur le processus de production sans devoir augmenter ses effectifs.

Agfa Graphics concentre principalement ses activités sur le *prépresse*, pour lequel elle fournit des systèmes intégrés, de l'équipement, des logiciels et des consommables. La quote-part essentielle du chiffre d'affaires du business group provient des consommables, comme le film graphique et les plaques d'impression.



Les imprimantes de labeur, les imprimantes d'emballage et les journaux dépendent d'Agfa Graphics pour chaque stade du processus, depuis la conception jusqu'à l'impression. Agfa est non seulement un spécialiste de l'équipement et des consommables, mais elle fournit également des logiciels professionnels et des services connexes. Agfa Graphics dispose des solutions les plus complètes pour les technologies CtF et CtP, y compris les logiciels pour *pramer* des fichiers graphiques et des systèmes d'épreuves numériques, assortis de puissants outils logiciels permettant de gérer la qualité et la stabilité des couleurs. Le *logiciel de gestion du flux de production* d'Agfa guide et contrôle le processus de production des imprimés. Ces systèmes procurent à l'imprimeur un traitement plus rapide, une meilleure qualité et une rentabilité accrue.

La value de marché globale du segment prépresse est de 7 milliards d'euros. Agfa Graphics est un acteur de premier plan, avec une part de marché d'environ 40% pour les films CtF et de plus de 30% pour les plaques CtP.

### ■ IMPRESSION JET D'ENCRE INDUSTRIELLE

Outre le processus traditionnel, les imprimés peuvent également être produits au moyen d'imprimantes numériques. Pour une gamme d'applications extrêmement étoffée dans ce nouveau marché, comme les enseignes, les produits d'emballage et de décoration, Agfa Graphics a l'intention d'établir une forte position avec des solutions intégrées basées sur la *technologie à jet d'encre*.

Agfa Graphics fournit des presses à jet d'encre industrielles dernier cri, ainsi que des *imprimantes à jet d'encre grand format* et des consommables, notamment de l'encre. En s'appuyant sur son expérience dans le domaine des technologies de traitement d'image et des émulsions, Agfa a élaboré une gamme complète d'encres de qualité supérieure. En 2007, Agfa a enregistré plusieurs grands succès grâce aux imprimantes grand format :Anapurna, alors que le lancement sur le marché des presses jet d'encre :Dotrix et :M-Press a été retardé en raison de problèmes techniques avec certaines applications spécifiques.

Ces nouvelles activités complètent toute l'activité prépresse. Les principaux concurrents des systèmes à jet d'encre industriel sont les technologies de *sérigraphie* et d'*impression flexo*. Agfa Graphics n'est pas active dans ces deux segments de marché traditionnels.



:Dotrix Modular est la presse industrielle couleur à jet d'encre la plus productive proposée aujourd'hui sur le marché. Très polyvalente, cette presse imprime sur plusieurs types de supports tels que les étiquettes thermosensibles, autoadhésives et IML (In Mould Label). Qui plus est, la presse :Dotrix Modular est particulièrement adaptée à la production de matériel, d'affiches et d'emballages P.L.V.

La plaque haut de gamme sans cuisson :Energy Elite offre tous les avantages des plaques thermiques aux imprimeries qui entendent réaliser de longs tirages sans cuisson. Sous sa couche thermosensible supérieure, cette plaque intègre une base de technologie brevetée. C'est cette base qui confère à la plaque :Energy Elite sa remarquable résistance chimique.

## TENDANCES DU MARCHÉ

Bien que les imprimés soient confrontés à une concurrence accrue exercée par d'autres médias, la croissance de ce secteur se poursuit. Il évolue en permanence et se caractérise par des vagues de consolidation et par l'apparition à un rythme accéléré de nouvelles technologies.

Combiné à une pression accrue sur les prix, l'avènement de *systèmes de gestion de projet* est responsable d'une vague continue de **consolidation**. Etant donné que les imprimeurs sont maintenant en mesure de communiquer avec leurs clients via Internet, de grandes sociétés peuvent désormais remporter des contrats auprès de clients dans le monde entier. Une clientèle en croissance constante leur donne la possibilité de reprendre des sociétés de plus petites dimensions et de consolider un secteur traditionnellement fragmenté. Des fournisseurs de plaques d'impression et de systèmes prépresse, comme Agfa Graphics, desservent dès lors un nombre réduits de clients plus importants, ayant des exigences accrues en termes de volume et de niveau de service.

Une autre évolution sensible est la tendance vers les **plus petits tirages**. Les cycles d'information se raccourcissent et les éditeurs doivent différencier leurs publications et faire coïncider l'information avec un nombre sans cesse croissant de publics cibles. Un exemple classique est la publication de plusieurs éditions régionales d'un journal. Toutefois, force est également de constater que le contenu publicitaire s'adapte aussi de plus en plus souvent au public cible. Les imprimeries reçoivent dès lors un nombre croissant de commandes pour de plus petits tirages, ce qui induit une demande accrue en plaques d'impression. L'augmentation du nombre de publications en couleur participe également de ce phénomène, car l'impression en couleur nécessite au moins quatre fois plus de plaques d'impression que l'impression en noir & blanc.

La demande de plus courts tirages pour des applications comme l'emballage, la publicité et les matériaux de décoration, ainsi que la nécessité d'imprimer des données variables, ont contribué à la mise au point de nouvelles **technologies numériques** comme le jet d'encre. Grâce à ces technologies, les travaux peuvent alterner beaucoup plus rapidement et plus économiquement qu'avec les techniques traditionnelles, ce qui génère des réductions de coût considérables. Les prévisions indiquent que sur l'ensemble des nouvelles technologies numériques, les systèmes à jet d'encre afficheront la plus grande pénétration de marché. La qualité des imprimantes à jet d'encre industrielles est exceptionnelle; elles sont en outre très polyvalentes et peuvent imprimer sur de très nombreux supports.

Le mouvement de **transition technologique** des solutions CtF vers la technologie CtP dans les grandes sociétés s'accélère également dans les petites et moyennes imprimeries et dans les sociétés des nouveaux marchés porteurs. En outre, les imprimeries ayant investi dès le départ dans les technologies CtP débutent à présent la mise à niveau ou le remplacement de leurs systèmes.

À l'instar d'autres industries, la pression **écologique** exercée sur le secteur de l'impression s'intensifie. Agfa Graphics anticipe sur cette tendance en proposant des plaques d'impression ne nécessitant aucun traitement chimique. Dans le segment numérique, Agfa Graphics défend l'utilisation d'*encre UV*, qui – contrairement à d'autres encres – ne contient aucun composant volatil.







## STRATÉGIE

Les imprimés demeurent une composante essentielle et fondamentale de la palette intégrée des moyens de communication dans un monde numérique en rapide mutation. Agfa Graphics occupe une place de leader dans un grand nombre de marchés et de segments de produit. Pour consolider et étendre sa position, elle a mis au point une stratégie en trois axes.

### LEADERSHIP DU MARCHÉ

Dans le prépresse, Agfa occupe une place de leader dans un grand nombre de marchés et de segments de produit. Elle poursuit ses investissements en innovation afin de consolider ces positions. Les pays BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) composent l'un de ses principaux marchés cibles. Agfa Graphics a été le premier acteur de premier plan à ouvrir un site de production pour les plaques d'impression CtP en Chine et est toujours le seul fabricant majeur de plaques en Amérique latine. Agfa Graphics continuera à se concentrer sur les opportunités de croissance mondiale afin de protéger sa place de leader sur le marché. Forte de sa technologie interne et de ses partenariats stratégiques, Agfa Graphics ambitionne de jouer un rôle éminent sur le marché du jet d'encre industriel en croissance, en proposant un portefeuille novateur de systèmes jet d'encre de qualité supérieure pour grands volumes, d'encres UV, de logiciels d'imagerie, ainsi qu'un vaste éventail de services.

### LEADERSHIP EN MATIÈRE DE COÛTS

Agfa Graphics a initié un programme fondamental de refonte de son organisation de production et de son organisation logistique, d'augmentation de sa capacité de production, de réduction de ses charges opérationnelles et d'optimisation du service à la clientèle.

### LEADERSHIP DANS LES DOMAINES DE L'INNOVATION ET DE LA TECHNOLOGIE

Agfa Graphics investit continuellement dans de nouvelles technologies, synonymes, pour ses clients, de productivité accrue et de qualité supérieure, afin de leur procurer un avantage sur la concurrence dans leurs marchés. La stratégie de recherche d'Agfa Graphics associe ses propres développements à des partenariats externes et à des acquisitions de nouvelles technologies.

Lors du lancement de nouveaux développements, une attention soutenue est accordée à la protection de l'environnement, comme en atteste la plaque d'impression :Azura, la première plaque pouvant être développée sans produits chimiques, ce qui réduit considérablement le volume des déchets. Fruit de la nanotechnologie, :Azura est un succès mondial. Agfa Graphics s'attelle également à la mise au point de nouvelles plaques susceptibles d'être développées sans aucun produit chimique.

## DÉVELOPPEMENT DE PRODUITS

Dans le domaine du prépresse, ainsi que dans les activités jet d'encre, Agfa Graphics ambitionne d'identifier les besoins de ses clients et d'y pourvoir avec des solutions système complètes.

### PRÉPRESSE

En 2007, Agfa Graphics a à nouveau complété sa vaste gamme de produits à destination **des imprimeurs de labeur et d'emballages**. Le logiciel :ApogeeX 4.0 optimise le processus de production, de la mise en page à l'impression, tandis que le module :ApogeeX InkSave permet aux sociétés de faire de substantielles économies d'encre, sans altérer la qualité de la production.

Le logiciel :Delano a également été mis à jour afin d'améliorer plus encore sa convivialité. :Delano permet de contrôler les ordres d'impression, depuis leur placement jusqu'à leur livraison. En associant :Delano et :ApogeeX, le client obtient un réseau de communication complet entre les imprimeries et leurs clients, en procurant à toutes les parties un accès permanent aux données relatives à l'évolution du projet.

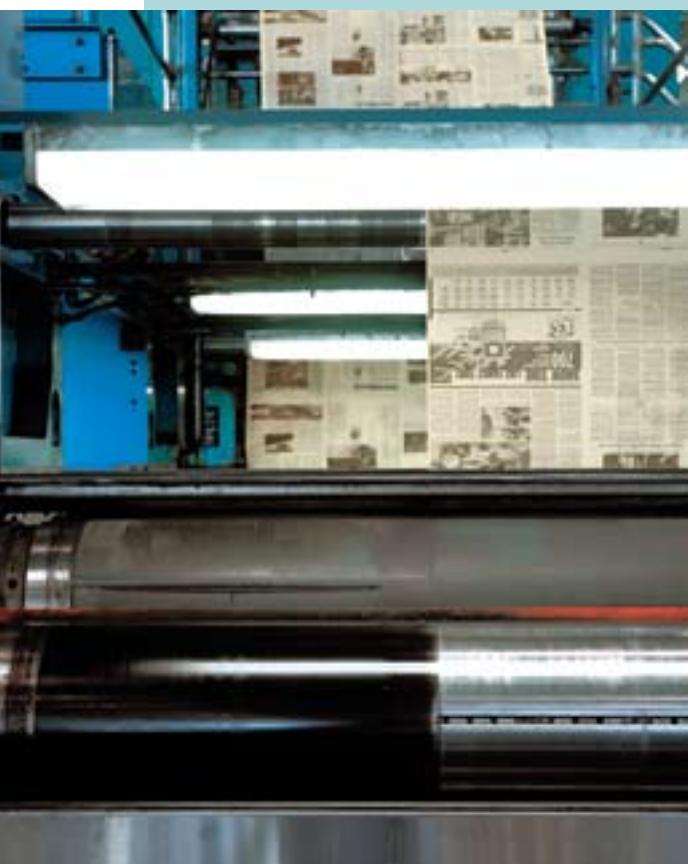
Le nouveau logiciel :Secuseal permet de protéger l'emballage de produits de consommation de luxe ou de médicaments par exemple contre les tentatives de contrefaçon grâce à des arrière-plans sophistiqués ou à des images en motifs au trait d'une grande complexité.

La plaque *thermique* :Energy Elite a reçu l'InterTech Technology Award en récompense de son innovation technique. :Energy Elite permet de produire plus de 500.000 impressions sans devoir cuire la plaque dans un four. Cette plaque génère dès lors des gains de temps précieux et des économies d'énergie.

Agfa Graphics a également proposé plusieurs innovations pour les **journaux**. Lors d'Ifra,

Agfa Graphics a lancé une nouvelle version d':Arkitex, le logiciel de gestion et de contrôle du processus de production le plus prisé des éditeurs de journaux. :Arkitex 6.0 permet d'harmoniser le flux de production et d'en améliorer la rentabilité. Le module :Arkitex OptiInk est une nouvelle fonctionnalité très appréciée par les imprimeurs car elle leur permet de réduire la consommation d'encre tout en améliorant la qualité d'impression.

le salon professionnel du secteur du journal (octobre, Vienne), Agfa a présenté une version de démonstration de sa nouvelle plaque d'impression :N92v. Cette plaque est encore plus durable et propose une qualité encore supérieure à celle de son prédécesseur, :N91v, qui est cependant devenue une norme sur le marché. Elle s'adapte également à certains types d'imprimés commerciaux, comme les magazines et les brochures publicitaires. Elle sera progressivement lancée durant l'année 2008. Agfa Graphics s'attelle également au développement d'une plaque qui est exposée avec un *laser violet* et qui peut être développée sans produits chimiques. Les imprimeurs de labeur et les éditeurs de journaux utiliseront cette plaque dans le cadre de leurs activités d'une manière plus respectueuse de l'environnement. Cette nouvelle plaque complètera la *gamme de plaques thermiques sans chimies* d'Agfa Graphics, qui est principalement adaptée aux imprimantes de labeur. Agfa Graphics a également lancé, pour les éditeurs de journaux, une nouvelle version d':Arkitex, le logiciel de gestion et de contrôle du processus de production le plus prisé des éditeurs de journaux. :Arkitex 6.0 permet d'harmoniser le flux de production et d'en améliorer la rentabilité. Le module :Arkitex OptiInk est une nouvelle fonctionnalité permettant aux imprimeurs de réduire la consommation d'encre tout en améliorant la qualité d'impression.



## ■ IMPRESSION À JET D'ENCRE INDUSTRIELLE

En 2007, Agfa Graphics a complété sa gamme d'imprimantes grand format par deux nouveaux systèmes. Les solutions :Anapurna M et :Anapurna XL<sup>2</sup> utilisent les propres encres d'Agfa afin de produire des images de qualité très élevée. Elles sont utilisées pour l'impression d'enseignes pour l'intérieur et l'extérieur, de présentoirs et d'affiches de maximum 2,5 mètres de largeur.

Agfa Graphics a également lancé une nouvelle version de la presse à jet d'encre :Dotrix.

La :Dotrix Transcolor combine une impression en quadrichromie de qualité supérieure à une impression en base de données à haut débit. Ces caractéristiques en font la machine idéale pour l'impression de documents transactionnels (tels que les factures et les en-têtes), ainsi que pour le publipostage. Le :Dotrix Transcolor vient en complément du :Dotrix Modular, qui avait été mis au point antérieurement pour différentes applications, notamment l'impression d'emballages non alimentaires, d'étiquettes et de matériel de P.L.V.

Le lancement sur le marché des presses à jet d'encre :Dotrix et :M-Press a été retardé en raison de problèmes techniques avec certaines applications spécifiques. Agfa demeure cependant confiante qu'elle sera en mesure d'occuper une place de choix sur ce marché prometteur.

Le logiciel :Delano permet aux entreprises graphiques d'automatiser et d'optimiser leurs opérations en prenant en charge tous les aspects de la gestion de projet. Doté de nombreuses fonctions de surveillance des tâches et de gestion des ressources, ce logiciel s'intègre à une structure de communication complète reliant les processus commerciaux (service clientèle, estimation, saisie de commandes, chaîne d'approvisionnement) et les processus de production (prépresse, impression, post-presse, expédition).

Tout comme l'exposition directe des plaques a permis de tirer un trait sur les variables inhérentes à l'exposition, au traitement et à la copie de films sur plaque, la technologie ThermoFuse permet désormais de supprimer toutes les variables restantes, qui résultent du développement et de l'exposition CtP conventionnels. Également mise à profit dans les plaques :Azura et :Amigo d'Agfa Graphics, cette technologie élimine tout produit chimique du processus. L'image imprimante est créée grâce au laser et aucun autre élément ne l'affecte après l'exposition.





## SUCCÈS COMMERCIAUX

### PRÉPRESSE

Dans le **segment commercial**, Agfa Graphics poursuit sa croissance grâce à ses solutions innovantes. La plaque sans chimies :Azura et la plaque à chimies réduites :Amigo rencontrent un beau succès dans le monde entier. Elles utilisent toutes les deux la technologie *ThermoFuse*, mise au point en interne par Agfa. Cette technologie donne aux imprimeurs la possibilité d'utiliser ces plaques dans le cadre de leurs activités d'une manière plus respectueuse de l'environnement, tout en améliorant dans le même temps la qualité de leur production. Depuis leur lancement en 2004, 2.000 imprimeries dans le monde entier ont d'ores et déjà décidé d'utiliser les plaques d'impression ThermoFuse. En 2007, cette technologie a été adoptée par les principales imprimeries du marché japonais.

Agfa Graphics a également enregistré de beaux résultats avec ses systèmes logiciels. A la fin de 2007, le 1.000ème système :ApogeeX de gestion et de contrôle des processus de production a été installé en Amérique du Nord. Dans l'intervalle, le nombre d'installations à l'échelle mondiale a dépassé le seuil des 13.000 unités. Au début de l'année, Agfa Graphics a également annoncé la 3.000ème installation de son logiciel :IntellSyst. :IntellSyst détecte tout éventuel problème affectant les équipements de prépresse des clients et alerte automatiquement une équipe d'ingénieurs d'Agfa, afin qu'ils puissent réagir immédiatement pour éviter l'interruption du processus de production de l'imprimeur.

Dans le **segment des journaux**, Agfa Graphics a confirmé sa position de leader en Europe et a renforcé sa présence sur d'autres continents. Lors d'Ifra, Agfa Graphics a annoncé avoir déjà vendu 2.000 systèmes CtP pour journaux. Les nouvelles activités concernent de plus en plus souvent des contrats portant sur de coûteux systèmes intégrés composés d'unités d'exposition, de plaques d'impression et de logiciels de gestion du processus de production. Les contrats les plus importants ont été signés avec le premier groupe de quotidiens suédois, V-TAB, avec le groupe allemand Axel Springer spécialisé dans les médias, avec Wegener NieuwsDruk, le premier éditeur de journaux régionaux aux Pays-Bas, et avec The Chicago Sun-Times, l'un des dix plus grands journaux américains. Dans le cadre de son partenariat stratégique avec la New York Times Company, Agfa Graphics a non seulement placé six unités d'exposition supplémentaires, mais a aussi finalisé l'installation d':Arkitex, son système complet de gestion du processus de production. Le système relie harmonieusement tous les bureaux de rédaction et tous les sites d'impression du journal aux États-Unis. En Australie, Nationwide News, le premier éditeur de journaux du pays, a numérisé ses processus de prépresse avec les systèmes d'Agfa Graphics. En Asie, des accords importants ont été signés avec d'importants éditeurs de journaux en Inde (Jagati Publications, Vaartha, Lokmat Group) et en Malaisie (Utusan Melayu Berhad).

### IMPRESSION À JET D'ENCRE INDUSTRIELLE

Des progrès capitaux ont été accomplis dans le domaine de l'impression à jet d'encre industrielle, grâce au lancement sur le marché de la gamme d'imprimantes grand format :Anapurna. Aux États-Unis, de nombreux revendeurs importants ont repris les imprimantes :Anapurna dans leur assortiment. À l'échelle mondiale, plus de 200 systèmes :Anapurna ont été installés à la fin de 2007. Ils utilisent toutes les encres UV propres d'Agfa Graphics.

Contrairement aux imprimantes grand format, le lancement sur le marché de la presse à jet d'encre haut débit :Dotrix et de la *presse jet d'encre à plat* industrielle haut de gamme :M-Press a été plus lent qu'escompté. En dépit de ces éléments, plusieurs unités :Dotrix Modular ont été ajoutées à la base installée en 2007, par exemple pour l'impression de présentoirs, d'emballage en carton et de sachets en plastique. Cette dernière application ouvre un important nouveau segment de marché pour la presse :Dotrix. Un client français a installé une :M-Press ultra-rapide en remplacement de son matériel sérigraphique traditionnel. Tant :Dotrix que :M-Press utilisent les encres d'Agfa Graphics, mises au point en interne.



Millions d'euros	2007	2006	évolution (%)
Chiffre d'affaires	<b>1.392</b>	1.452	-4,1 %
Excédent brut d'exploitation*	<b>180</b>	239	-24,7 %
% du chiffre d'affaires	<b>12,9 %</b>	16,5 %	
Résultat avant intérêts et impôts*	<b>106</b>	161	-34,2 %
Résultat d'exploitation	<b>67</b>	76	-11,8 %

\* Avant frais de restructuration et éléments non récurrents

Agfa HealthCare, dont le siège social est établi à Mortsel (Belgique), possède des organisations commerciales et des représentations dans plus de 100 pays. Ses sites de production et de recherche sont implantés en Belgique, Allemagne, France, Italie, Autriche, États-Unis, Canada et Chine.

# Agfa HealthCare

Le chiffre d'affaires d'Agfa HealthCare en 2007 s'est élevé à 1.392 millions d'euros, soit une baisse de 0,8% hors effets de change ou de 4,1% en tenant compte de l'impact de l'euro fort. Le déclin structurel des segments de produits traditionnels n'a pas été complètement compensé par la croissance dans le secteur de la radiographie numérisée et dans les solutions IT.

Bien que le Groupe soit parvenu à réduire substantiellement ses coûts des ventes et ses frais généraux d'administration au cours du second semestre de l'année, sa rentabilité a été affectée par les dépenses liées à la mise en œuvre, au niveau international, des solutions ORBIS implémentées à l'échelle de tout un établissement hospitalier, par le coût élevé des matières premières et par des effets monétaires et mixtes négatifs.



La solution DX-S d'Agfa HealthCare apporte un large éventail d'examen d'imagerie offrant des délais d'attente réduits directement sur le lieu où sont prodigués des soins. Elle s'adresse aux environnements dans lesquels le confort du patient, la rapidité d'examen et la souplesse de traitement sont indispensables, comme dans les services d'urgences, de traumatologie, de pédiatrie, de soins néonataux et de radiographie. La solution DX-S allie la qualité d'image de la radiographie directe à la souplesse et l'économie de la radiographie informatisée.

## UN SPÉCIALISTE DE L'IMAGERIE MÉDICALE ET DES SOLUTIONS INFORMATIQUES

Agfa HealthCare est active dans le secteur des soins de santé, l'un des plus secteurs – en perpétuelle mutation – les plus importants de l'économie actuelle. On attend que la tendance à la hausse du secteur s'amplifie dans les années à venir. Aux États-Unis, une quote-part d'environ 16% du produit national brut est consacrée aux dépenses de soins de santé. En Europe occidentale, le pourcentage moyen est de 9%, la France et l'Allemagne atteignant 11% au moins.

Agfa HealthCare fournit à des hôpitaux et à des établissements de soins de santé dans le monde entier des produits d'imagerie, des réseaux d'images et de données, ainsi que des systèmes informatiques couvrant tout un établissement hospitalier. Le groupe détient une position de choix dans chacun de ces segments de marché.

### IMAGERIE

La gamme des produits d'imagerie d'Agfa HealthCare peut être scindée en deux secteurs principaux: les produits de film, d'une part, et l'équipement de numérisation des images diagnostiques et de l'impression de ces images numériques, d'autre part.

À l'heure actuelle, pratiquement 50% des ventes d'Agfa HealthCare sont encore générées par les films radiologiques traditionnels et le film d'impression sur lequel sont imprimées ces images numériques. Alors que le marché du film radiologique est en rapide déclin au profit des systèmes numérique, le marché mondial des tirages à sec est toujours relativement stable.



Le reprographe DRYSTAR AXYS concilie qualité d'image (508 dpi de résolution), rapidité d'accès et souplesse avec ses deux formats de films en ligne. Il est actuellement le seul reprographe compact à tirage à sec sur le marché capable de répondre aux normes particulièrement strictes de la mammographie.

La numérisation du flux de travail hospitalier commence souvent dans les services de radiologie, qui passent de la radiographie traditionnelle à des systèmes d'imagerie numériques hautes performances. Agfa HealthCare propose une gamme complète de *numériseurs* pour la *radiographie assistée par ordinateur (CR)* et de reprographes, qui sont capables d'imprimer des images radiologiques générales, ainsi que des images obtenues par d'autres biais, y compris les scanners *CT* et *IRM*. La croissance des systèmes d'imagerie numérique d'Agfa HealthCare a été soutenue en 2007.

#### ■ RÉSEAUX D'IMAGES ET DE DONNÉES

Le premier jalon de la mise en œuvre d'un système informatique entièrement intégré à l'échelle de l'établissement hospitalier est souvent posé au service radiologie. Afin de gérer, traiter et distribuer efficacement des images médicales numériques obtenues par différents biais, les services de radiologie installent des *systèmes d'archivage et de communication d'images (PACS)*. Ces réseaux PACS sont souvent liés à des systèmes d'information, comme les *systèmes d'informations radiologiques* ou *RIS*. Au début des années quatre-vingt-dix, Agfa a été l'une des premières sociétés à commercialiser ces réseaux et sa marque de fabrique *IMPAX* est désormais synonyme, dans le monde entier, de fiabilité et d'efficacité. Forte de son expérience dans le service radiologie, Agfa a également mis au point plusieurs applications cliniques *IMPAX* pour d'autres départements hospitaliers, qui utilisent intensivement des images médicales, tels que les services chirurgical et orthopédique. A la suite de l'acquisition d'*Heartlab* en 2005, Agfa a été en mesure d'étoffer sa gamme en y ajoutant des applications pour le département cardiologie.

Alors que les systèmes PACS et les systèmes RIS étaient initialement liés à un service hospitalier, les centres de soins les utilisent aussi pour relier leurs services de radiologie à d'autres départements utilisateurs de l'imagerie médicale. Les systèmes structurent et fédèrent les flux de données, améliorent le flux de travail dans les départements concernés et assistent les médecins dans leur processus décisionnel. Etant donné que les images et les données liées sont immédiatement accessibles, les systèmes accélèrent le diagnostic. Le temps d'attente des patients est réduit, tandis que les hôpitaux sont en mesure de renforcer de manière significative leur efficacité et leur capacité. En outre, les systèmes PACS évolués offrent les outils nécessaires à la *téléradiologie*. À la fin de l'année 2007, Agfa HealthCare comptait plus de 1.700 clients pour ces systèmes *IMPAX* dans le monde, ce qui est pratiquement le double du nombre enregistré à la fin de 2005. Agfa HealthCare fait également partie du top trois des principaux fournisseurs mondiaux de systèmes PACS et de systèmes d'informations connexes. Agfa HealthCare est clairement le leader sur les importants marchés européen, canadien et latino-américain.



## SOLUTIONS INFORMATIQUES COMPLÈTES POUR HÔPITAUX

Ces dernières années Agfa HealthCare est devenue un acteur en vue du marché en croissance rapide de l'informatique hospitalière, en tablant sur son expérience des PACS et sur des acquisitions ciblées, notamment de la société française Symphonie On Line en 2004 et de la société allemande GWI en 2005. ORBIS, le module de pointe regroupant les systèmes d'informations hospitalier et clinique (HIS/CIS) d'Agfa HealthCare, relie tous les services hospitaliers au sein d'un seul réseau virtuel. Il donne un accès immédiat aux données pertinentes à propos des patients et supporte les activités administratives, de facturation et de planification des rendez-vous et des examens, ainsi que le reporting financier. Ce système peut servir de base au système complet de gestion des dossiers électroniques des patients (EPR). Bref, ORBIS donne aux hôpitaux la possibilité de fonctionner plus efficacement et correctement, afin, in fine, d'améliorer les soins aux patients. L'approche modulaire d'Agfa HealthCare permet aux centres de soins de santé d'implémenter le système ORBIS à leur rythme, grâce à la possibilité d'installer séparément les divers modules de la solution et de les adapter aux besoins du client.

Contrairement au marché PACS/RIS, le marché des solutions informatiques complètes pour hôpitaux est toujours très fragmenté et se compose d'un grand nombre d'acteurs locaux et régionaux. Dans chaque pays où ils sont mis en œuvre, ces systèmes doivent être adaptés à la langue et aux réglementations et organisations nationales spécifiques dans le domaine des soins de santé. Grâce à ORBIS, Agfa HealthCare est le leader du marché en Europe, avec notamment des positions dominantes dans les pays germanophones. A la fin de 2007, ORBIS avait été installé avec succès dans plus de 850 centres de soins et le système est utilisé quotidiennement par plus de 500.000 médecins et membres du personnel soignant. ORBIS est l'un des premiers HIS/CIS de ce type à être installé et en fonctionnement en Autriche, Belgique, Luxembourg, France, Italie, Suisse et Allemagne.

## TENDANCES DU MARCHÉ

Divers facteurs sociétaux et sectoriels incitent le secteur des soins de santé à combler son retard dans le domaine informatique par rapport à d'autres secteurs économiques.

La population mondiale, vieillissante, est en augmentation constante, ce qui accroît d'autant le besoin en soins. Les personnes plus âgées sont plus souvent confrontées à des maladies chroniques et, par rapport aux sujets plus jeunes, doivent subir plus fréquemment des examens diagnostiques. Cette croissance induit aussi partiellement une augmentation des erreurs évitables qui sont toujours commises dans le secteur des soins de santé et induisent parfois des blessures, voire des décès. Nombre de ces erreurs résultent d'une disponibilité réduite en informations appropriées à propos des antécédents médicaux du patient et de ses besoins. Ces facteurs poussent les organisations de soins de santé à rechercher des solutions d'amélioration de l'efficacité et de la qualité de leurs services au-delà des limites strictes des départements et des établissements.

L'adoption et l'utilisation croissante des dossiers électroniques des patients et des dossiers de santé électroniques jouent un rôle sans cesse plus essentiel dans cette évolution. Les programmes de soin, portés par les pouvoirs publics nationaux et locaux dans divers pays et régions, non seulement dans le monde occidental, mais aussi dans les marchés émergents connaissant des taux de croissance économique très soutenus, accélèrent l'introduction de ces solutions de santé en ligne. Des organisations mondiales comme la Banque Mondiale se sont engagées à financer des initiatives de soins de santé en dehors de l'Europe.

IMPAX Enterprise Suite est la plus complète de toutes les suites IMPAX. Elle a été conçue pour répondre aux besoins stratégiques particuliers des grandes institutions de santé comprenant plusieurs sites et utilisant plusieurs domaines d'identification patient. Cette solution repose sur le centre de données IMPAX Data Center™ d'Agfa, une archive d'entreprise multifournisseur servant de référentiel multimédia pour tous les types de résultats de diagnostics et d'images basées sur les standards.



Radiology Suite d'Agfa s'adresse essentiellement au workflow clinique des services de radiologie. S'intégrant en toute transparence à un large éventail d'applications cliniques et d'outils d'imagerie, la suite IMPAX Radiology Suite possède toutes les fonctionnalités cliniques dont un radiologue peut avoir besoin. Grâce à son système de gestion des images et des informations déployable sur le Web, cette solution facilite l'accès aux données, quel que soit le lieu.



L'informatisation a également permis aux patients d'être de mieux en mieux informés et d'être davantage conscients. La percée d'Internet comme source d'information publique, ainsi que l'attention permanente accordée dans les médias aux questions des soins de santé ont débouché sur une émancipation accrue des patients. L'accès aux informations médicales signifie maintenant que les patients disposent d'un contrôle accru sur les questions de santé personnelle ce qui, à son tour, renforce la pression sur les gouvernements, les pouvoirs publics et les prestataires des soins de santé pour qu'ils rendent des services sanitaires de qualité, spécialisés et abordables. La capacité des systèmes informatiques à relier toutes les données pertinentes à propos des patients et de les mettre à la disposition du personnel médical d'une manière parfaitement organisée est devenue une pierre angulaire de la fourniture actuelle de soins de santé.

Nous venons d'aborder plusieurs facteurs fondamentaux esquissant l'image actuelle du secteur des soins de santé. En raison de la pression exercée sur les dépenses de soins de santé dans le monde entier, les gouvernements et les pouvoirs publics ont de plus en plus souvent recours à l'informatique pour compresser leurs dépenses et fournir des soins de qualité à plus long terme.

## STRATÉGIE

La stratégie d'Agfa HealthCare vise à créer de la valeur ajoutée en partant de trois objectifs majeurs: la poursuite de la croissance de sa part de marché sur les marchés traditionnels de l'impression et du film en déclin; le renforcement de sa position dans les secteurs de l'imagerie et de l'informatique dans les départements de radiologie, de cardiologie, d'orthopédie et de chirurgie notamment; la réalisation d'une position mondiale de choix dans le secteur des solutions informatiques pour les soins de santé à l'échelle de tout un établissement.

Pour atteindre ces objectifs, Agfa HealthCare améliorera en permanence ses solutions et continuera à mettre au point des systèmes innovants. Dans ce cadre, elle cherchera à parvenir à une intégration étroite de l'ensemble des solutions qu'elle propose. En outre, Agfa HealthCare envisage d'utiliser des normes ouvertes, ce qui permettra à ses systèmes de communiquer avec les systèmes et les normes informatiques d'autres sociétés actives sur le marché des soins de santé.

Dans l'imagerie, Agfa HealthCare a poursuivi ses efforts visant à atteindre un leadership en matière de coûts et à améliorer son fonctionnement, en s'appuyant sur sa présence massive dans les départements de radiologie acquise au fil des années grâce à ses produits films traditionnels. Agfa continue à fournir ces systèmes traditionnels et s'efforce de fabriquer des produits toujours respectueux de l'environnement et plus rentables. Agfa exploitera en outre sa position de départ favorable dans les départements de radiologie en vue d'aider ses clients – actuels et nouveaux – lors de leur transition des systèmes analogiques vers les systèmes d'imagerie numérique et de PACS.

Grâce à ses acquisitions et à son expérience mondiale avec les PACS, Agfa continuera à étendre son domaine d'activité concernant les systèmes applicables dans un département ou établissement hospitalier complet, les solutions EPR et de services de consultance pour les managers et les organisations de soins. Agfa HealthCare concentre de plus en plus ses activités sur la fourniture de solutions de santé en ligne, facilitant ainsi les communications numériques entre les médecins, et ce, dans le but de renforcer la sécurité du patient et d'améliorer la qualité des soins. Dans le cadre de son engagement en faveur des solutions



de santé en ligne, Agfa joue un rôle actif dans plusieurs opérations de collaboration, dont DebugIT (*Detecting and Eliminating Bacteria UsinG Information Technology*). Ce vaste réseau d'hôpitaux universitaires, soutenu par une subvention européenne, a pour objectif de réduire les infections bactériennes dans les hôpitaux grâce à des solutions informatiques de pointe.

Ces dernières années, Agfa HealthCare a présenté ses systèmes ORBIS innovants, à l'échelle de tout un établissement hospitalier, dans plusieurs pays stratégiquement importants, en l'adaptant aux exigences spécifiques des systèmes individuels nationaux de soins de santé. Agfa se concentrera en 2008 sur la poursuite du développement et de la vente des systèmes ORBIS dans les pays où les premiers investissements ont déjà été effectués.

Au cours du second semestre de 2007, plusieurs décisions d'amélioration des performances opérationnelles d'Agfa HealthCare ont été prises. La direction de l'entité d'exploitation a été renforcée et des mesures ont été prises en vue de réduire les coûts.

## DÉVELOPPEMENT DE PRODUITS

En 2007, Agfa a effectué un grand nombre d'ajouts importants à son portefeuille de solutions. Dans le secteur de l'imagerie comme en informatique, l'objectif est de proposer des solutions intégrées qui sont adaptées aux besoins du client.

### IMAGERIE

Dans le domaine de l'imagerie, Agfa a lancé un nouveau reprographe compact appelé DRYSTAR AXYS. Cette solution est capable d'imprimer à débit élevé des images haute résolution obtenues à partir de diverses sources, dont les scanners CT et IRM, ainsi que les systèmes CR. Il s'agit à l'heure actuelle du seul modèle de bureau disponible qui soit en mesure d'imprimer des clichés de mammographie.

La nouvelle version du logiciel Musica a été lancée à l'échelle mondiale en 2007. Musica optimise les images numériques avant qu'elles ne soient utilisées à des fins de diagnostic. Musica<sup>2</sup> offre une qualité d'image sensiblement optimisée et d'importantes améliorations en termes d'efficacité. Avec Musica<sup>2</sup> et les numériseurs d'Agfa, la dose de radiation peut être fortement diminuée, tout en garantissant une capture d'images numériques d'une qualité optimale.

### RÉSEAUX D'IMAGES ET DE DONNÉES

Lors de l'assemblée annuelle de la Radiological Society of North America (RSNA), Agfa HealthCare a présenté la segmentation de sa gamme IMPAX PACS en sept suites logicielles. Les Suites IMPAX se présentent comme une intégration de plusieurs modules, conçues chacune pour venir en appui d'activités spécifiques et résoudre des problèmes spécifiques dans un seul flux de travail. Toutes les suites disposeront des solutions dernier cri PACS et RIS d'Agfa HealthCare et seront fournies avec les applications cliniques conçues pour les environnements spécifiques dans lesquels elles seront utilisées. Elles pourront être personnalisées au niveau du module pour répondre aux besoins du client. Ces suites, qui peuvent être à la fois des solutions d'entreprise pour des établissements de soins de santé multi-sites et des systèmes spécialisés d'examen mammographique, cardiovasculaire, radiologique et orthopédique, sont conçus

pour fournir aux établissements et aux cliniciens des solutions davantage axées sur leurs besoins en imagerie diagnostique.

Cardiology Suite d'Agfa est une solution dédiée à la gestion des images et la génération de rapports dans les environnements de cardiologie multimodaux. Fidèle à l'approche multifournisseur d'Agfa HealthCare, cette suite améliore la productivité en permettant l'accès rapide et fiable à une vue consolidée de toutes les images issues de différentes modalités de cardiologie et de radiologie, ce à partir d'un même poste d'examen.



La clef de voûte des suites IMPAX est le logiciel d'exploitation PACS, dont la dernière version a été présentée lors du RSNA. IMPAX 6 propose une intégration transparente avec les systèmes RIS, PACS et les systèmes de reporting des résultats d'examen. Ce système regroupe, d'une manière parfaitement organisée et sur l'ordinateur de bureau du radiologue, des informations issues de divers départements et de différentes modalités d'imagerie – y compris les examens CT et IRM qui contiennent souvent des milliers d'images. IMPAX 6 peut être complétée par un ensemble d'applications cliniques intégrées pour un traitement d'image extrêmement complexe.

#### ■ SOLUTIONS INFORMATIQUES COMPLÈTES POUR HÔPITAUX

Lors de l'acquisition en 2005 par Agfa HealthCare de la société allemande GWI, cette entité était déjà le leader du marché dans les contrées germanophones d'Europe grâce à ORBIS, son système complet à l'échelle de l'établissement hospitalier. Forte de son expertise et de ses partenariats, Agfa a adapté ce système pour répondre aux situations spécifiques en matière de soins de santé rencontrées en France, Italie, Royaume-Uni, Canada, Russie, Belgique et Luxembourg. Des modules sont progressivement mis sur le marché américain, et notamment un système central de planification des rendez-vous pour plusieurs départements de l'hôpital.

Au début de l'année, Agfa HealthCare a acheté HYDMedia, un fournisseur allemand de systèmes de gestion documentaire. Les systèmes de HYDMedia sont désormais proposés comme des solutions autonomes et des composants d'ORBIS.

#### ■ SUCCÈS COMMERCIAUX

##### ■ IMAGERIE

Agfa HealthCare a été en mesure d'étoffer considérablement sa liste de clients pour les systèmes CR, par le biais, notamment, de la conclusion en 2006 d'accords afférents à sa technologie avec les organisations américaines Premier et Novation. En 2007, Agfa a augmenté ses ventes de numériseurs de plus de 50% par rapport à l'année précédente, grâce au lancement réussi du modèle d'entrée de gamme, le CR 30-X. Depuis le lancement du numériseur DX-S en 2005, plus de 250 exemplaires de ce système ont été vendus. Le DX-S est le système CR le plus puissant d'Agfa. Ce système combine les avantages de la radiographie informatisée et de la radiographie directe, les deux technologies les plus courantes pour la conversion des rayons X en données numériques. Au Canada, Agfa HealthCare a reçu l'autorisation officielle de proposer des systèmes CR pour des applications de mammographie. Des systèmes tels que le CR 85-X par exemple peuvent être utilisés pour numériser des images radiologiques générales, ainsi que des images de mammographie. À la fin de l'année 2007, Agfa HealthCare avait déjà installé plus de 15.000 systèmes CR dans le monde.



## ■ RÉSEAUX D'IMAGES ET DE DONNÉES

En 2007, Agfa HealthCare a été en mesure de communiquer plusieurs succès commerciaux significatifs pour ses solutions IMPAX PACS et RIS. En Amérique latine, Allemagne, Canada, Royaume-Uni et Espagne, un grand nombre d'hôpitaux ont choisi l'IMPAX. Toutefois, les contrats les plus remarquables ont été signés aux États-Unis. C'est ainsi qu'Agfa HealthCare a annoncé la conclusion d'un deuxième accord de cinq ans visant à équiper dix-sept hôpitaux, sept centres de consultation ambulatoire et le centre de données centralisé de la filiale pour la Floride du groupe Adventist Health System des technologies PACS (communication et archivage d'images) et CR (radiographie informatisée). Toujours aux États-Unis, Agfa HealthCare a mis au point une connexion internet sécurisée entre les départements de radiologie du Walter Reed Army Medical Center (Washington), du National Naval Medical Center (Bethesda, Maryland) et du James A. Haley Veterans Medical Center (Tampa, Floride). Ce faisant, la société a confirmé sa position de premier fournisseur de PACS pour le gouvernement américain. En outre, le renouvellement d'un contrat avec Premier permet à Agfa HealthCare de proposer des systèmes PACS, RIS et de production de rapports aux 1.700 hôpitaux membres de ce groupe d'achat américain. Une autre prorogation de contrat a été signée avec la société Novation, le leader incontesté dans le domaine des services d'adjudication, ce qui permet à Agfa HealthCare de toucher environ 2.500 hôpitaux.

Agfa HealthCare a conclu l'un des plus importants contrats européens de RIS avec le Centre Hospitalier Régional Universitaire de Lille, le quatrième plus grand hôpital universitaire régional de France. En Belgique, Agfa HealthCare a achevé l'installation d'une Suite cardiovasculaire IMPAX complète à l'hôpital AZ Imelda de Bonheiden. Le Royal Brompton & Harefield NHS Trust de Londres, le plus grand centre pour les maladies cardiaques et pulmonaires du Royaume-Uni, a fait d'Agfa HealthCare son fournisseur privilégié dans le cadre de son projet de PACS/RIS et de cardiologie. SingHealth, le groupement oriental des institutions publiques de soins de santé à Singapour, installera un système intégré IMPAX PACS/RIS.

## ■ SOLUTIONS INFORMATIQUES COMPLÈTES POUR HÔPITAUX

En 2007, Agfa HealthCare a été en mesure de conforter sa position de leader du marché dans les contrées germanophones d'Europe pour les systèmes informatiques à l'échelle d'un hôpital grâce aux contrats signés avec des organisations de soins de santé de premier plan. En janvier, Agfa HealthCare a achevé la première phase du projet informatique hospitalier le plus important jamais mis en œuvre en Allemagne. Dans le cadre de ce projet, ORBIS est désormais opérationnel dans les neuf centres de soin du Vivantes Netzwerk für Gesundheit. Un autre contrat important relatif à ORBIS a été conclu avec l'Hôpital Universitaire du Schleswig-Holstein, l'une des trois plus grandes organisations allemandes de ce type. En Allemagne, Agfa HealthCare travaille à l'heure actuelle en partenariat dans les hôpitaux universitaires de Bonn, Cologne, Giessen et Marbourg, Münster, Francfort, Dresde, Halle et Fribourg. En Autriche, ORBIS a été mis en œuvre dans les hôpitaux suivants: le Landeskrankenhaus à Klagenfurt, le deuxième hôpital en importance du pays, et dans les quatre hôpitaux du groupe Salzburger Landeskliniken.

Agfa HealthCare est également en mesure de communiquer des succès significatifs dans des pays où ORBIS a été plus récemment lancé. En Belgique, la première phase d'une installation ORBIS a été achevée à l'hôpital AZ Groeninge de Courtrai, tandis que l'hôpital Heilig Hartziekenhuis de Mol a choisi ORBIS pour l'intégration de son flux de production médical. Aux États-Unis, le Sampson Regional Medical Center de Clinton (Caroline du Nord) a installé le module ORBIS Care, qui permet à cet établissement de gérer les données cliniques et le flux de patient dans tous ses services.

ORBIS d'Agfa HealthCare est un système innovant et exhaustif d'informations cliniques (HIS/CIS) pour l'hôpital. Cette solution a été conçue pour fournir aux hôpitaux et aux établissements de soins de santé un système de dossier électronique de patient (EPR). ORBIS répond aux besoins du secteur des soins de santé dans son ensemble, en matière d'inscription, de planification, de gestion des ordonnances, de diffusion des résultats et de documentation clinique.

Millions d'euros	2007	2006	évolution (%)
Chiffre d'affaires	274	237	15,6 %
Excédent brut d'exploitation*	41	45	-8,9 %
% du chiffre d'affaires	15,0 %	19,0 %	
Résultat avant intérêts et impôts*	35	39	-10,3 %
Résultat d'exploitation	34	26	30,8 %
(*) Avant frais de restructuration et éléments non récurrents			

Le siège social d'Agfa Specialty Products est implanté à Mortsel, en Belgique. Le groupe possède des organisations commerciales dans huit pays. Ses sites de production sont situés en Belgique, États-Unis, Chine et Argentine.

# Agfa Specialty Products

Hors effets monétaires, le chiffre d'affaires de Specialty Products pour 2007 a augmenté de 17,3% (15,6% en tenant compte des effets monétaires), pour atteindre 274 millions d'euros. Les ventes ont été soutenues par d'importants contrats conclus dans les domaines Specialty Foils & Components et Security & Identification, tels que le contrat pour un sous-système complet de production de cartes d'identité marocaines.



Le film reste le support qui convient le mieux à de nombreuses applications industrielles spécifiques. Agfa Specialty Products envisage de consolider sa position dominante dans les produits classiques à base de film. Dans cet objectif, les sites de production de pointe d'Agfa Specialty Products cherchent à fabriquer des produits de manière aussi rentable que possible, sans porter atteinte à la qualité.

## ACTIVITÉS

Agfa Specialty Products fournit des consommables, des systèmes et des services à de nombreux marchés industriels. Son assortiment se compose de produits film classiques, ainsi que de produits et de systèmes innovants pour de nouveaux marchés.

Sur la plupart des marchés où Agfa Specialty Products fournit des produits film classiques, les systèmes analogiques ne seront remplacés que très progressivement par des solutions alternatives numériques. Le film garantit une qualité élevée et une facilité d'utilisation, tandis que la transition vers la technologie numérique exige souvent des investissements élevés.

## MARCHÉS DES FILMS CLASSIQUES

Les activités d'Agfa Specialty Products sur les marchés des films classiques peuvent être ventilées en six domaines.

**Non-Destructive Testing (NDT)** Agfa Specialty Products produit des films radiographiques de qualité supérieure pour les *essais non destructifs*. Lorsqu'Agfa a cédé son activité NDT à la société General Electric Company (GE) en 2003, les deux parties ont signé un contrat à long terme, en vertu duquel Agfa s'engageait à poursuivre la fourniture de films radiographiques à GE. En 2007, ce segment a été en mesure de tirer profit d'une solide croissance du marché.

**Specialty Foils & Components** Agfa fournit des supports de film PET dernier cri, des produits chimiques et des produits (semi-)finis haute technologie à des clients industriels, qui les utilisent essentiellement pour la production de produits d'imagerie. Ces supports peuvent être personnalisés en coopération avec le client. L'année dernière, Agfa Specialty Products a été en mesure de conquérir des parts de marché au détriment d'autres acteurs du marché.





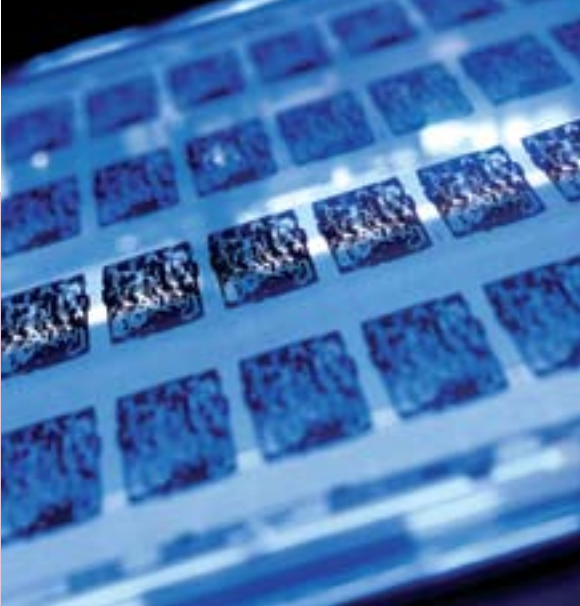
Agfa a acquis une vaste expérience dans l'application de revêtements multicouches haute qualité en chambre noire. Les installations de revêtement d'Agfa permettent l'application en une seule pose de plusieurs revêtements sur une ou deux faces de la base. Les frais de production s'en trouvent réduits et la qualité y gagne.

En outre, des applications pour des films sur mesure ont été trouvées en dehors des marchés d'imagerie habituels. C'est ainsi qu'Agfa a commencé à utiliser ses équipements de revêtement actuels dans la production de papier synthétique pour l'industrie de l'impression. Ce papier synthétique imprimable sera lancé lors de "drupa", le salon professionnel des arts graphiques; Agfa table sur les premières ventes de ce produit dans le courant de 2008.

**Photographie aérienne** Agfa Specialty Products dispose d'une position de leader sur le marché – restreint, mais rentable – de la photographie aérienne, grâce à ses films, produits chimiques, papier photo et logiciel. Dans ce segment, la tendance à la baisse observée pour les produits analogiques au profit de la technologie numérique a clairement débuté. Toutefois, en 2007, Agfa Specialty Products a été en mesure de renforcer sa part de marché et de poursuivre sa croissance en tirant profit de nouvelles applications pour des types spécifiques de film. Il est désormais possible d'utiliser le film de photographie aérienne, par exemple, dans les caméras de surveillance, routière notamment.

**Archivage sur microfilm** Le microfilm d'Agfa Specialty Products est réputé pour sa haute sensibilité et sa qualité d'image exceptionnelle. L'année dernière, Agfa a été en mesure d'augmenter sa part de marché dans ce secteur en perte de vitesse, en anticipant l'augmentation de la demande en supports analogiques pour le stockage à long terme de fichiers d'image et de données. Même à l'ère du numérique, le microfilm demeure un excellent support pour ces applications et est assorti d'avantages indéniables en termes de rentabilité et de fiabilité. Les musées et les bibliothèques par exemple mettent souvent toutes leurs collections sur des microfilms (couleur).

Agfa fournit des films de copie couleur, utilisés pour la production des copies de film destinées aux cinémas, ainsi que des films d'enregistrement sonore. Tous les grands laboratoires cinématographiques du monde utilisent les films Agfa car ils sont entièrement compatibles avec toutes les normes industrielles et conviennent particulièrement pour le tirage de série sur les copies intermédiaires polychromes.



Agfa Specialty Products est le premier fabricant au monde de films destinés à la fabrication de cartes de circuits imprimés. Les fabricants de produits électroniques utilisent le film Idealine pour enregistrer les lignes conductrices extrêmement fines sur les cartes de circuits imprimés.

**Cinéma (Motion Picture)** Dans le monde du septième art, les producteurs doivent s'assurer que tous les cinémas reçoivent une copie de qualité de leur film. Agfa Specialty Products joue un rôle majeur dans ce cadre; elle fournit en effet des *films de copie couleur*, utilisés pour la production des copies de film destinées aux cinémas, ainsi que des *films d'enregistrement sonore*. Tous les grands laboratoires cinématographiques du monde utilisent les films Agfa. A la suite d'un millésime 2006 exceptionnel, le marché a stagné en 2007; toutefois, même si le chiffre d'affaires de ce segment s'est replié, 2007 restera comme la deuxième meilleure année de la division Motion Picture.

**Phototooling** Agfa Specialty Products est le premier fabricant au monde de films destinés à la fabrication de *cartes de circuits imprimés*. Les fabricants de produits électroniques utilisent ce film pour enregistrer les lignes conductrices extrêmement fines sur les cartes de circuits imprimés. Suite à la croissance soutenue observée au cours des deux années précédentes, le volume de film vendu en 2007 dans ce segment a stagné aux niveaux de 2006.

#### ■ NOUVEAUX MARCHÉS

Agfa Specialty Products utilise l'expérience qu'elle a acquise sur les marchés des films classiques pour prendre pied sur de nouveaux marchés prometteurs par le biais de produits et de systèmes de pointe.

**Security & Identification** Avec ses systèmes de production de documents d'identification électronique haute sécurité, Agfa Specialty Products apporte une réponse aux problèmes liés à la mobilité croissante des êtres humains. Pour des raisons de sécurité, les autorités investissent de plus en plus souvent dans des documents d'identification électronique de haute technologie, dont l'authenticité peut être vérifiée rapidement et efficacement. La demande en documents anti-contrefaçon a considérablement augmenté à la suite des attentats du 11 septembre 2001.





Avec ANaiS (Agfa's National Identification System), Agfa Specialty Products vise le segment du marché haut de gamme des cartes d'identité nationales avec puce intégrée. Par ailleurs, Agfa Specialty Products a aussi récemment mis au point des consommables pour la production de cartes en plastique moins complexes intégrant des éléments de sécurité, telles que les permis de conduire, les tickets d'entrée sécurisés et les cartes d'identification pour les entreprises et le secteur des soins de santé.

Le portefeuille de produits comprend des laminés utilisés dans la fabrication de documents d'identification papier classiques ainsi que des systèmes sophistiqués – y compris des machines et des consommables – pour la production de cartes d'identité en plastique avec puce intégrée.

Les systèmes intégrés sont appelés ANaiS (Agfa's National Identification System). Agfa Specialty Products vise non seulement le segment du marché haut de gamme des cartes d'identité nationales, mais a aussi récemment mis au point des consommables pour la production de cartes en plastique moins complexes intégrant des éléments de sécurité, telles que les permis de conduire, les tickets d'entrée sécurisés et les cartes d'identification pour les entreprises et le secteur des soins de santé.

Le principal contrat décroché jusqu'à présent par Agfa Specialty Products sur ce marché a été conclu avec la société française Thales. Dans le cadre de ce contrat, les systèmes et les premiers consommables pour la production des cartes d'identité électroniques destinées aux citoyens marocains ont été fournis dans le courant de 2007. Thales débutera la production de ces documents en 2008. L'année dernière, Agfa Specialty Products a entamé des négociations avec diverses autres parties à propos de projets majeurs similaires.

**Matériels électroniques Orgacon** Agfa Specialty Products est spécialisée dans le domaine des produits à base de polymères conducteurs, susceptibles d'être utilisés comme protection antistatique pour les films et les composants. Forte de son savoir-faire en la matière, Agfa a développé des encres d'impression, des films et des émulsions pour la production d'électrodes transparentes utilisées dans les lampes *électroluminescentes* (EL). Ces produits organiques conducteurs Orgacon sont très souples. Les fabricants de composants électroniques les utilisent pour répondre à la demande des consommateurs désireux d'obtenir des appareils électroniques plus compacts et plus légers. Les lampes EL recourant à la technologie Orgacon peuvent par exemple être utilisées pour éclairer les tableaux de bord et les claviers des téléphones portables haut de gamme.

Tandis que le marché pour ces téléphones portables haut de gamme s'est considérablement tassé au cours de ces dernières années, de nouvelles applications pour les matériaux Orgacon apparaissent régulièrement d'elles-mêmes. Citons à titre d'exemples les écrans d'affichage, les écrans tactiles, l'éclairage solide ainsi que les cellules photovoltaïques souples. Agfa Specialty Products continue d'investir dans Orgacon, partiellement via des partenariats de recherche et développement. Agfa Specialty Products a signé en 2007 un contrat de fourniture avec l'entreprise norvégienne Thin Film Electronics, portant sur la livraison d'encres d'impression Orgacon personnalisés. En outre, l'entreprise suédoise PaperDisplay va utiliser les produits Orgacon pour la fabrication de systèmes d'affichage à bas prix sur support papier.



## STRATÉGIE

La stratégie d'Agfa Specialty Products s'articule autour de trois pierres angulaires.

Tout d'abord, Agfa Specialty Products envisage de consolider sa position dominante dans les produits classiques à base de film. Dans ce cadre, elle ambitionne de fabriquer ses produits d'une manière aussi rentable que possible, sans porter atteinte à la qualité.

Agfa envisage en outre d'accroître sa quote-part sur le marché des documents d'identification électronique, ainsi que sur le marché des supports organiques conducteurs pour la production d'électrodes transparentes. Pour atteindre cet objectif, cette branche d'activité continuera à investir dans la recherche et le développement, ainsi que dans ses capacités marketing et de production.

Agfa Specialty Products identifie également de nouvelles opportunités d'entrer sur de nouveaux marchés dans et en dehors de l'industrie de l'imagerie, par le biais de nouveaux produits – y compris les films spéciaux et les produits chimiques – en s'appuyant pour ce faire sur ses connaissances, son expérience et son infrastructure de production existantes. Des activités de recherche interne ont par exemple permis à Agfa de mettre au point du papier synthétique imprimable. Elle a également adapté une enduiseuse afin de produire des membranes destinées aux bioréacteurs et aux piles à combustible.

Après sa scission du groupe Agfa-Gevaert, Agfa Specialty Products fera partie de la société Agfa Materials. Outre les actuelles activités d'Agfa Specialty Products, Agfa Materials concentrera son champ d'action sur la production de film et de produits chimiques pour les applications graphiques et médicales. En fabriquant ses produits d'une manière aussi rentable que possible, le groupe ambitionne de conforter sa position de leader sur ces marchés.

Agfa Specialty Products est spécialisée dans le domaine des produits à base de polymères conducteurs, susceptibles d'être utilisés comme protection antistatique pour les films et les composants. Forte de son savoir-faire en la matière, Agfa a développé des encres d'impression, des films et des émulsions pour la production d'électrodes transparentes utilisées dans les lampes électroluminescentes, lesquelles sont par exemple utilisées pour éclairer les tableaux de bord et les claviers des téléphones portables haut de gamme.



Risques

Risques

Risque

Ris

Risques

Risques





## RISQUES LIÉS AU MARCHÉ, À LA TECHNOLOGIE ET À LA CONCURRENCE

Comme toute entreprise, Agfa est confrontée à des risques liés au marché et à la concurrence. Les activités d'imagerie traditionnelles d'Agfa Graphics et Agfa HealthCare subissent des changements rapides dans le domaine technologique et ont dû faire face, par le passé, à une érosion des prix.

Agfa introduit également nombre de nouvelles technologies, telles que le jet d'encre industriel pour Agfa Graphics ou la radiologie directe et assistée par ordinateur ainsi que des systèmes d'informations chez Agfa HealthCare. Le marché de l'imagerie et de l'information numérique, sur lequel Agfa opère de plus en plus, se caractérise par une forte concurrence et de rapides mutations.

## COÛT DES MATIÈRES PREMIÈRES

Pour certaines matières premières clés, Agfa s'approvisionne auprès d'autres entreprises. Les matières premières les plus importantes sont l'aluminium (environ 135.000 tonnes par an) et l'argent (environ 800 tonnes par an). L'évolution du prix des matières premières et l'impossibilité d'en obtenir certaines dans les délais nécessaires peut avoir des effets néfastes sur les activités des Business Groups, le résultat d'exploitation et la situation financière d'Agfa.

Par ailleurs, Agfa est susceptible de s'assurer contre les risques inhérents aux matières premières (en tout ou partie) si elle le juge nécessaire.

## RESPONSABILITÉ LIÉE AUX PRODUITS D'AGFA

Les activités du Groupe peuvent engager la responsabilité d'Agfa concernant ses produits. Ceci est particulièrement vrai pour Agfa HealthCare, raison pour laquelle Agfa veille au respect des dispositions légales en vigueur dans les différents pays où elle est présente. Afin de prévenir tout risque lié à ses produits, Agfa a mis en place une politique et des contrôles de qualité stricts et a contracté une police d'assurance générale. Jusqu'à présent, Agfa n'a jamais subi de pertes significatives liées à sa responsabilité et à ses produits, mais nous ne pouvons assurer qu'une telle chose n'arrivera pas dans le futur.

## QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES

En fonction du pays où elle est implantée, Agfa est soumise à certaines obligations d'ordre environnemental, notamment au niveau des émissions d'air et d'eaux pollués, des substances dangereuses, des risques de déversements et de l'épuration. La conformité aux normes applicables engendre de nombreuses dépenses d'exploitation et en capital. Les coûts de conformité et d'assainissement courants et raisonnablement prévisibles sont provisionnés à cet effet.

## TECHNOLOGIE EXCLUSIVE

Agfa détient de nombreux brevets et possède des applications en attente de validation ou utilisées sous licence pour un éventail de produits et de logiciels. L'entreprise compte sur la combinaison de brevets, copyrights, marques commerciales d'une part, et sur les lois sur le secret commercial, les secrets commerciaux, les procédures de confidentialité, les dispositions contractuelles et les contrats de licence d'autre part, pour protéger ses droits de propriété.

Le Groupe applique par ailleurs une politique de respect strict des droits de propriété intellectuelle de tiers. À notre connaissance, aucun de nos produits ne porte atteinte aux droits de propriété intellectuelle d'autrui. Cependant, nous ne pouvons assurer que des tierces parties n'entameront jamais de poursuites contre Agfa pour le non-respect de ses droits par la suite.

## LITIGES

Agfa n'est actuellement pas impliqué dans des litiges majeurs, exception faite de ceux concernant l'insolvabilité d'AgfaPhoto, commentés en détail dans la note 15 p.97 et la note 26 p.111 des états financiers.

Gouvernance

ance d'entreprise

Gouvernance d'e

# Gouvernance d'entreprise

prise

ce d'er

Depuis le 1er janvier 2006, le Groupe se conforme à tous égards avec le Code belge de gouvernance d'entreprise. La Charte de gouvernance d'entreprise d'Agfa-Gevaert est disponible sur le site Web [www.agfa.com/investorrelations](http://www.agfa.com/investorrelations).

Les principaux organes responsables de la politique de l'entreprise sont le Conseil d'administration, le Comité exécutif et le Président-directeur général. Le Conseil d'administration est secondé par un Comité de nomination et de rémunération, ainsi que par un Comité d'audit et un Comité stratégique.

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration est le principal organe de gestion de la Société. Il est autorisé à mettre en œuvre toutes les actions jugées nécessaires ou utiles en vue d'atteindre les objectifs de l'entreprise, à l'exception des compétences légalement réservées à l'Assemblée générale des actionnaires, telles que la modification des statuts, les augmentations de capital n'ayant pas lieu au moyen du capital autorisé et les diminutions de capital.

Au cours de l'année 2007, le Conseil d'administration a, entre autres, débattu et pris des décisions sur les questions suivantes: la définition de la stratégie et des principes-clés de l'entreprise comme la scission de la société; le développement de nouvelles activités et la cessation d'activités existantes; la création ou la fermeture de filiales; la surveillance d'importants litiges juridiques; la gestion du risque; l'approbation des budgets, financements, investissements et cessions; la nomination, la rémunération et le contrôle de la direction; la supervision et la surveillance de l'application des décisions; l'approbation des états financiers; les propositions d'affectation du résultat et de distribution des dividendes aux actionnaires.

Les délibérations et les décisions du Conseil d'administration sont valables si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Si cette condition n'est pas remplie, une nouvelle assemblée avec le même ordre du jour sera convoquée et la décision prise sera valide si au moins deux administrateurs sont présents ou représentés.

Les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité absolue. En cas de parité des voix, la proposition sera rejetée. Dans les limites des dispositions légales en la matière, les statuts prévoient également un processus décisionnel écrit pour le Conseil d'administration.

Il n'existe pas de procédure formelle relative à la manière dont les administrateurs sont informés, ni sur les personnes qui doivent les informer. Ils se réservent le droit d'obtenir des informations sur une base ad hoc.

Les administrateurs susceptibles d'être confrontés à des conflits d'intérêt concernant l'un des points mentionnés à l'ordre du jour sont tenus de faire part de ce conflit avant toute délibération et s'abstiendront de délibérer et de voter sur ce point. Plus précisément, ils ne se placeront pas dans les situations décrites dans le Code de conduite de la Société. Si cela venait à se produire à leur corps défendant, ils en feraient part avant toute délibération et s'abstiendraient de délibérer et de voter sur ce point. En 2007, le Conseil d'administration a été confronté à trois situations où un administrateur a eu, directement ou indirectement, des intérêts opposés à une décision prise par le Conseil d'administration.

Lors des réunions du Conseil d'administration des 17 janvier 2007 et 12 décembre 2007, un point a été inscrit à l'ordre du jour à propos de l'octroi d'une obligation d'indemnisation à l'encontre de certaines imputations et réclamations initiées par AgfaPhoto Holding. En sa qualité de bénéficiaire relativement à ce point, M. Ludo Verhoeven (Président du Conseil d'administration) avait un conflit d'intérêt de nature patrimoniale comme stipulé à l'article 523 du Code des Sociétés belge. M. Verhoeven s'est dès lors abstenu de prendre part à la délibération et au vote sur ce point. Le Conseil d'administration a décidé d'accorder l'obligation d'indemnisation en question à M. Verhoeven notamment.

A cet égard, vous trouverez ci-après l'extrait du procès-verbal du Conseil d'administration du 17 janvier 2007, présidé par M. Ferdinand Chaffart, en remplacement de M. Verhoeven, faisant référence à ce point: «Le Conseil d'administration décide dès lors à l'unanimité que la Société indemniserait totalement M. Ludo Verhoeven.»

A cet égard, vous trouverez ci-après l'extrait du procès-verbal du Conseil d'administration du 12 décembre 2007: «... le Conseil d'administration décide dès lors à l'unanimité – M. Verhoeven s'abstenant toutefois de prendre part au vote – d'étendre ladite obligation d'indemnisation à MM. Verhoeven, Follens et Gedopt en vue d'inclure les présentes réclamations initiées par M. A. Ringstmeier, en exécution des modalités et conditions du 17 janvier 2007, lesquelles s'appliquent mutatis mutandis à la présente résolution.»

Lors de la réunion du Conseil d'administration du 20 juin 2007, un point avait été inscrit à l'ordre du jour à propos de l'octroi d'options sur actions aux membres du Comité exécutif et aux cadres supérieurs dans le cadre du "Long Term Incentive Plan 2007" (Plan d'intéressement à long terme). À cette occasion, M. Marc Olivé (président du Comité exécutif, agissant en tant que représentant permanent de la SPRL MRO Management BVBA), bénéficiaire de ces options, avait un conflit d'intérêt de nature patrimoniale tel que décrit à l'article 523 du Code des Sociétés belge. M. Olivé s'est dès lors abstenu de délibérer et de voter sur ce point de l'ordre du jour. Le Conseil d'administration a décidé de ne pas émettre la Tranche IX du Plan d'intéressement à long terme.

A cet égard, vous trouverez ci-après l'extrait du procès-verbal du Conseil d'administration: «Le Conseil d'administration a décidé à l'unanimité, moyennant le consentement de tous les membres, à l'exception de M. Olivé, absent de la délibération et du vote, de ne pas approuver une proposition d'émission de la Tranche IX du Plan d'intéressement à long terme.»

Lors de sa réunion du 30 juillet 2007, le Conseil d'administration a abordé plusieurs options stratégiques possibles, susceptibles d'aboutir à la cession de l'une des divisions du Groupe. Lorsque le Conseil d'administration a débuté les discussions à propos de ce point, M. Karel Van Miert a quitté la réunion et n'a en conséquence pas participé à la délibération ni au vote. Le Conseil d'administration a décidé de ne pas accepter la proposition en question. A cet égard, vous trouverez ci-après l'extrait du procès-verbal du Conseil d'administration: «Le Conseil d'administration a décidé, après des débats minutieux et approfondis, de ne pas accepter la proposition en exécution des modalités et conditions qui lui ont été actuellement soumises.»

En conclusion, le Conseil d'administration a examiné, lors de sa réunion du 29 octobre 2007, le point relatif à la rémunération supplémentaire pour les administrateurs Cornu, Verhoeven et Chaffart eu égard aux missions supplémentaires que le Conseil d'administration leur a accordées dans les divers comités.

A cet égard, vous trouverez ci-après l'extrait du procès-verbal du Conseil d'administration: «Le Conseil d'administration a décidé à l'unanimité, moyennant l'absence de MM. Verhoeven et Cornu lors des débats et du vote et de l'abstention de M. Chaffart, d'approuver une recommandation à adresser au Comité de nomination et de rémunération en vue d'octroyer une rémunération supplémentaire à MM. Verhoeven, Chaffart et Cornu, en exécution des modalités précisées dans le compte rendu du Comité de nomination et de rémunération.»

Les statuts précisent que le Conseil d'administration se réunit chaque fois que les intérêts de la Société l'exigent ou à la demande de deux administrateurs. En 2007, le Conseil d'administration s'est réuni à dix reprises, notamment lors d'une téléconférence. Une décision a également été prise à l'unanimité par écrit. Tous les administrateurs étaient présents ou représentés lors de ces réunions, à l'exception de M. Christian Leysen, excusé lors de la réunion du Conseil d'administration du 3 juillet 2007.

#### ■ COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les statuts de la Société prévoient que le Conseil d'administration doit être composé d'au moins six membres, actionnaires ou non, désignés pour un mandat maximal et renouvelable de trois ans. Au moins la moitié des membres doivent être des administrateurs non exécutifs, avec un minimum de trois administrateurs indépendants.

Le mandat d'administrateur de la Société de M. Jo Cornu a expiré lors de l'Assemblée générale des Actionnaires du 24 avril 2007. M. Cornu a demandé sa réélection pour un nouveau terme. Lors de l'Assemblée générale des Actionnaires du 24 avril 2007, les actionnaires ont réélu M. Jo Cornu au poste d'administrateur pour un nouveau mandat de trois ans.

Dans un courrier du 26 juin 2007, M. Marc Olivé a informé le Conseil d'administration de son souhait d'être démis de ses fonctions d'administrateur de la Société en date du 30 juin 2007. Lors de sa réunion du 30 janvier 2008, le Conseil d'administration a décidé, dans les meilleurs intérêts de la Société, de pourvoir provisoirement à cette vacance par le biais de la désignation de M. Willy Duron en qualité d'administrateur. L'Assemblée générale des Actionnaires du 29 avril 2008 devra procéder à l'élection définitive, dans le respect de l'article 519 du Code des Sociétés belge.

Au 30 janvier 2008, le Conseil d'administration était composé des membres suivants:

<b>Ludo Verhoeven</b>	(membre depuis 1999)	Président, Administrateur de sociétés
<b>John Buttrick</b> <sup>(1)</sup>	(membre depuis 2003)	Administrateur de sociétés
<b>Ferdinand Chaffart</b> <sup>(2)</sup>	(membre depuis 1999)	Administrateur de sociétés
<b>Jo Cornu</b>	(membre depuis 2002)	CEO, Agfa-Gevaert NV
<b>Julien De Wilde</b> <sup>(1)</sup>	(membre depuis 2006)	Administrateur de sociétés
<b>Willy Duron</b> <sup>(2)</sup>	(membre depuis 2008)	Administrateur de sociétés
<b>Christian Leysen</b> <sup>(2)</sup>	(membre depuis 2003)	Président-directeur général, Groupe AXE
<b>André Oosterlinck</b> <sup>(1)</sup>	(membre depuis 1999)	Président de l'Association K.U. Leuven
<b>Karel Van Miert</b> <sup>(1)</sup>	(membre depuis 2001)	Administrateur de sociétés

<sup>(1)</sup> Administrateur indépendant en vertu de l'article 524§4 du Code des Sociétés belge

<sup>(2)</sup> Administrateur indépendant en vertu du Code belge de gouvernance d'entreprise et du Code de gouvernance d'entreprise de la Société

Depuis le 26 avril 2005, M. Werner Vanderhaeghe, avocat-conseil chez Vanderhaeghe De Wolf Boelens & Lambrecht, est le Secrétaire général de la Société.

M. Chaffart, qui a atteint l'âge limite de réélection tel que stipulé dans la Charte de gouvernance d'entreprise, M. Oosterlinck et M. Verhoeven ne solliciteront pas leur réélection lors de l'Assemblée générale des Actionnaires du 28 avril 2008. Le Conseil d'administration et le Comité exécutif souhaitent remercier M. Verhoeven pour son engagement exceptionnel en faveur de la Société durant toute sa carrière. Ils remercient également M. Ferdinand Chaffart pour ses efforts et son engagement en qualité d'administrateur et de président du Comité d'audit, et M. Oosterlinck pour ses efforts et son engagement en qualité d'administrateur et de membre du Comité d'audit.

Le 10 mars 2008, les membres du Conseil d'administration d'Agfa-Gevaert NV ont annoncé leur intention de nommer M. Julien De Wilde Président du Conseil d'administration, suivant à l'Assemblée générale des actionnaires du 29 avril 2008.

Le 20 mars 2008, les membres du Conseil d'administration ont annoncé que l'Assemblée générale des actionnaires du 29 avril 2008, sera demandée d'approuver la nomination des MM. Michel Akkermans, Horst Heidsieck et Roland Junck comme administrateur, ainsi que la réélection de M. Karel Van Miert et la continuation du mandat de M. Willy Duron, qui était nommé membre du Conseil d'administration le 30 janvier 2008.

Jusqu'au 16 mars 2006, MM. Chaffart et Leysen représentaient Gevaert NV, le principal actionnaire à l'époque. M. Cornu est Administrateur de KBC, la maison mère de Gevaert NV. Bien que le Groupe KBC, maison mère de Gevaert NV, ait annoncé le 10 mars 2006 avoir vendu sa participation de 27% dans Agfa-Gevaert NV via un placement privé auprès d'investisseurs institutionnels, MM. Chaffart, Cornu et Leysen ne sont toujours pas, au terme de cette cession, considérés comme des administrateurs indépendants en vertu de l'article 524§4 du Code des Sociétés belge. Cela s'explique par le fait qu'ils ne satisfont pas à l'exigence en vertu de laquelle seules les personnes n'ayant pas, durant une période de deux années précédant leur nomination, exercé un mandat ou une fonction d'administrateur, ni auprès de la société, ni auprès d'une société ou personne liée, peuvent être considérées comme un administrateur indépendant ou être désignées en cette qualité. En outre, M. Duron ne peut pas être considéré comme un administrateur indépendant en vertu de l'article 524§4 du Code des Sociétés belge pour le même motif.

MM. Buttrick, De Wilde, Oosterlinck et Van Miert jouissent d'un statut indépendant vis-à-vis des principaux actionnaires et de la direction, comme stipulé à l'article 524§4 du Code des Sociétés belge et dans la Charte de gouvernance d'entreprise. Ni en 2007, ni au cours des deux années précédentes, ils n'ont eu aucune relation d'affaires, lien familial ni tout autre lien avec l'entreprise, ses actionnaires majoritaires, sa direction ou tout autre partie, pouvant créer un conflit d'intérêt susceptible d'influencer leur indépendance de jugement.

Outre son mandat au sein du Conseil d'administration, M. Van Miert assume également six autres mandats d'administrateur ou de membre de Conseil de surveillance dans d'autres sociétés belges cotées en Bourse. Ce faisant, il ne respecte pas les dispositions du Code belge de gouvernance d'entreprise, qui recommandent de limiter le nombre de mandats actifs à cinq au sein de sociétés cotées en Bourse. Le Conseil d'administration estime cependant que la vaste expérience et le réseau international de M. Van Miert constituent une réelle valeur ajoutée pour le Groupe. De plus, M. Van Miert s'est clairement engagé à consacrer suffisamment de temps à son mandat auprès d'Agfa-Gevaert.



## ■ CV DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA SOCIÉTÉ



**Ludo Verhoeven** (°1944) a étudié le génie chimique à l'Université catholique de Louvain, en Belgique, où il a également obtenu son doctorat en sciences appliquées. Il entreprend par la suite des études en management à l'Université d'Anvers (Belgique) et à l'INSEAD (Institut Européen d'Administration des Affaires) de Fontainebleau (France).

Il débute sa carrière en 1973 chez Agfa-Gevaert à Mortsel, au département de R&D technologique. À partir de 1980, il exerce ses responsabilités à plusieurs endroits, partagé entre Mortsel (Belgique), les États-Unis (de 1985 à 1988) et Leverkusen (Allemagne) (de 1993 à 1996). Il revient en Belgique à la fin de l'année 1996, après avoir été élu membre du Comité exécutif du Groupe Agfa-Gevaert le 1er juillet. Le 26 avril 1999, il devient membre du Conseil d'administration et vice-président du Comité exécutif du Groupe Agfa-Gevaert NV, qui fait par ailleurs son entrée en Bourse le 1er juin de la même année. Il aura également exercé les fonctions de CEO et de président du Comité exécutif du 20 juin 2001 au 26 avril 2005. Depuis avril 2005, il est président du Conseil d'administration du Groupe Agfa-Gevaert. Adresse professionnelle: Agfa-Gevaert NV, Septestraat 27, B-2640 Mortsel (Belgique).

### MANDATS ACTUELS

Administrateur au VOKA Vlaams Economisch Verbond VZW, membre du Conseil d'administration de l'UZ Leuven, Vanbreda International NV, Vanbreda Risk & Benefits NV, UAMS (École de Management de l'Université d'Anvers), Ons Erfdeel et Lieven Gevaert Fonds VZW.

### MANDATS PRÉCÉDENTS

Président du VOKA Vlaams Economisch Verbond VZW et d'ADM CVBA.  
Administrateur chez INDAVER NV, AGIF NV, Uitgeversbedrijf Tijd NV et membre du Comité exécutif de la FEB.



**John Buttrick** (°1957) est diplômé de l'Université de Northwestern (États-Unis) et est diplômé en droit de la Villanova University School of Law (États-Unis). Il débute sa carrière en 1985 au cabinet juridique new-yorkais Davis Polk & Wardwell, dont il devient associé en 1994. Il travaille notamment au bureau parisien du cabinet de 1988 à 1990. En 2000, John Buttrick devient associé chez LiveWire Ventures, une société d'investissement implantée à New York et financée par les groupes Blackstone et Thomas Lee. Aujourd'hui, il est un investisseur privé et occupe la fonction de directeur général au sein de la société Plastic Energy Americas LLC.

### MANDATS ACTUELS

Directeur général de Plastic Energy Americas LLC et de Plastic Energy California LLC.  
Actionnaire de Plastic Energy Americas LLC et de Plastic Energy California LLC.

### MANDATS PRÉCÉDENTS

Administrateur chez Encoda Systems et HO Systems.



**Ferdinand Chaffart** (°1936) a obtenu son diplôme en sciences économiques appliquées à Anvers (Belgique) et a également étudié aux États-Unis (au Delaware et à Stanford, en Californie). Tout au long de sa carrière internationale, il s'illustre dans de nombreux domaines, notamment dans les secteurs des consommables (P&G), la consultance (Glendenning, Cegos), l'industrie (sucre et ciment) et la finance (IPPA, Générale de Banque). Il a occupé les fonctions de CEO de Tiense Suikerraffinaderij, CBR Ciment et Générale de Banque. Par ailleurs, le gouvernement belge a fait appel à lui pour faire face à la crise de la dioxine en 1999. En 2001, il devient président du Conseil d'administration de la Sabena. Il a également été président de l'UAMS (École de Management de l'Université d'Anvers) et de la Ligue Européenne de Coopération Économique.

### MANDATS ACTUELS

Président de Finances et Industries NV.  
Vice-président de Corelio NV.  
Administrateur chez Chaffart NV, Corelio NV, Icos Vision Systems NV, Icos Vision Systems Corporation NV, Spadel NV et au Fonds de la Recherche Scientifique.

### MANDATS PRÉCÉDENTS

Président de Compagnie d'Entreprises CFE NV.  
Administrateur chez Gebema NV, Gevaert NV, Hottlet Sugar Trading NV, Tiense Suikerraffinaderij NV, Antwerps Innovatiecentrum NV, Finspa NV, Sabena NV, Xeikon NV et Heilig Hartkliniek Tienen.

**Jo Cornu** (°1944) est diplômé en génie électrotechnique et mécanique de l'Université catholique de Louvain (Belgique) et a obtenu par la suite son doctorat en électronique à l'Université de Carlton à Ottawa (Canada). Il est CEO de Mietec de 1982 à 1984, puis directeur général de Bell Telephone jusqu'en 1987. Il siège au Comité exécutif d'Alcatel NV de 1988 à 1995, lorsqu'il prend ses fonctions de directeur des opérations chez Alcatel Telecom, un poste qu'il occupe jusqu'en 1999. Par la suite, il sera un conseiller auprès du Conseil d'administration d'Alcatel. De 2005 à 2007, Jo Cornu a été président de l'ISTAG (Information Society Technologies Advisory Group) de la Commission européenne. De mars 2007 à la fin de janvier 2008, il a été Président de Medea +, le cluster Eureka pour la recherche sur la microélectronique en Europe. Jo Cornu a été désigné à la fin de novembre 2007 au poste de CEO du Groupe Agfa-Gevaert.



#### MANDATS ACTUELS

Président d'Alcatel-Lucent Bell NV.  
Administrateur du Groupe KBC NV, Alcatel-Lucent SA, Alcatel-Lucent France.  
Membre du Conseil de surveillance d'Alcatel-Lucent Deutschland.  
Directeur commercial de Mercodi BVBA.

#### MANDATS PRÉCÉDENTS

Président de l'Uitgeversbedrijf Tijd NV.  
Administrateur d'Alcatel SA (France), de Xeikon NV, Barco NV, Arinso International NV, Essentium NV.  
Administrateur dans certaines filiales d'Uitgeversbedrijf Tijd NV.

**Julien De Wilde** (°1944) a obtenu son diplôme d'ingénieur à l'Université catholique de Louvain (Belgique). Dès 1969, il occupe diverses fonctions de direction chez Texaco avant d'être nommé membre du Comité exécutif européen de Texaco à New York en 1986. En 1988, il prend la tête du service de recherche et de développement commercial de Recticel. Un an plus tard, il devient membre du Comité exécutif d'Alcatel Bell, où il est responsable de la stratégie et des services généraux. De 1995 à 1998, il est CEO d'Alcatel Bell et de 1999 à 2002, il est nommé vice-président et membre du Comité exécutif d'Alcatel à Paris, responsable des zones Europe, Moyen-Orient, Amérique latine, Inde et Afrique. Il sera également CEO du groupe Bekaert du 1er juillet 2002 à mai 2006.



#### MANDATS ACTUELS

Président du Conseil d'administration du groupe Metris, NYRSTAR NV.  
Administrateur chez Bekaert NV, CTO Groupe, KBC Bank NV, Vanbreda International NV et Telenet NV.  
Membre du Comité exécutif de Leuven LRD.  
Président honoraire d'Agoria.

**Willy Duron** (°1945) est titulaire d'une maîtrise en mathématique de l'Université de Gand (Belgique) et d'une maîtrise en science actuarielle de l'Université catholique de Louvain (Belgique). Il a débuté sa carrière en 1970 en qualité d'actuaire pour ABB Insurance (Assurantie van de Belgische Boerenbond), où il est devenu directeur de la branche Life and Reinsurance en 1984 et, plus tard, vice-directeur général. Il a exercé le poste de président du Comité exécutif de KBC Insurance en 2000 et de président du Comité exécutif de la Société holding KBC Bank and Insurance en 2003. A compter du 2005 et jusqu'à la fin de 2006, il a été CEO du Groupe KBC NV.



#### MANDATS ACTUELS

Administrateur de(s) Van Lanschot Bankiers, Ravago Plastics NV, Van Breda Risk&Benefits, Tigenix, K.U.Leuven, Hôpitaux universitaires du Gasthuisberg, de Universitair Centrum Kortenberg, W&K.  
Président du Comité d'Audit de la K.U.Leuven et des Hôpitaux universitaires du Gasthuisberg.

#### MANDATS PRÉCÉDENTS

Administrateur de Warta, CSOB Bank, Argosz, Secura, KBC Asset Management, KBC Private Equity, ADD et Farmers Business Development.



**Christian Leysen** (°1954) a obtenu son diplôme d'ingénieur commercial et sa maîtrise de droit à la Vrije Universiteit de Bruxelles. En 1984, il fonde Xylos, une société prestataire de service dans le domaine des technologies de l'information et de la communication. En 1989, il devient responsable de la gestion quotidienne de la société maritime et logistique Ahlers et en devient le président exécutif en 1994. Il siège également au conseil communal d'Anvers de 2000 à 2002 et est président du Conseil d'administration de la société de distribution des eaux Antwerpse Waterwerken. Il devient en 2004 président du Conseil d'administration de l'UAMS (École de Management de l'Université d'Anvers).

#### MANDATS ACTUELS

Président d'Ahlens NV, Xylos NV, Axe Investments NV et de l'UAMS (École de Management de l'Université d'Anvers).

Directeur commercial d'Anacom BVBA.

Administrateur chez KBC NV, De Post NV, Tradicor NV, Synvest NV, ADM CVBA et Designcenter De Winkelhaak NV.

#### MANDATS PRÉCÉDENTS

Président d'Antwerpse Waterwerken.

Administrateur de Gevaert NV, Besalec NV, Gebema NV, Ortelius NV, Telindus NV et Ecolas NV.



**André Oosterlinck** (°1946) est un ingénieur spécialisé en électrotechnique et mécanique. Il décroche un doctorat et un doctorat spécial en sciences appliquées à l'Université catholique de Louvain (Belgique) (spécialisation en analyse d'images médicales et industrielles). C'est dans cette même université qu'il deviendra en 1984 chargé de cours à la faculté des sciences appliquées. De 1984 à 1994, il dirige le département d'électrotechnique (Esat) et, à partir de 1990, exerce les fonctions de vice-recteur des sciences exactes et ce, jusqu'en 1995. En août 1995, André Oosterlinck est nommé recteur de l'Université catholique de Louvain et, 10 ans plus tard, recteur honoraire et président de la même université. Il est également membre de l'Academia Europaea.

Adresse professionnelle: Association de la K.U. Leuven, Schapenstraat 34, B-3000 Louvain (Belgique).

#### MANDATS ACTUELS

Président d'Essensium NV.

Administrateur chez Icos Vision Systems NV, Icos Vision Systems Corporation NV, Easics NV, Eyetronics NV, Metris International Holding NV, Fidimec NV et Medicim NV.

#### MANDATS PRÉCÉDENTS

Président d'Intelligent System Modeling and Control NV et Eyetronics NV.

Administrateur chez UGINE & ALZ Belgium NV, Hypertrust NV et Q-Medit (Business Integration Company NV).



**Karel Van Miert** (°1942) est titulaire d'un diplôme en sciences diplomatiques de l'Université de Gand (Belgique), et également d'un diplôme de troisième cycle obtenu au Centre Européen Universitaire à Nancy. En 1976, il devient secrétaire général du parti socialiste belge et dirige le cabinet du Ministère belge de l'économie en 1977. De 1978 à 1994, il enseigne à la Vrije Universiteit de Bruxelles et, de 1978 à 1988, préside le parti socialiste flamand. Karel Van Miert occupe plusieurs fonctions politiques, notamment en tant que député au Parlement européen et à la Chambre des Représentants de Belgique. Il est également membre de la Commission européenne de 1989 à 1993 et vice-président de 1993 à 1999, où il est chargé de la politique de la concurrence. Par ailleurs, Karel Van Miert est président de l'Université de Nyenrode (Pays-Bas) de 2000 à 2003.

#### MANDATS ACTUELS

Administrateur chez Solvay NV, De Persgroep NV, Carrefour Belgium NV, Sibelco NV, Anglo-American Plc.

Membre du Conseil de surveillance de Vivendi SA, Royal Philips NV, RWE AG et Münchener Rück AG.

#### MANDATS PRÉCÉDENTS

Président de l'Université de Nyenrode.

Membre du Conseil de surveillance de Fraport AG, Wolters Kluwer et DVH Amersfoort.

**Werner Vanderhaeghe** (°1951) est diplômé en droit de l'Université de Gand (Belgique). Il est également titulaire d'une maîtrise en droit de l'Université du Texas à Austin (États-Unis) et a étudié la gestion à l'INSEAD (France). Il commence sa carrière professionnelle en 1975 par un poste d'assistant de recherche et d'enseignement à l'Université de Gand. Depuis 2001, il travaille au sein du cabinet juridique Vanderhaeghe De Wolf Boelens & Lambrecht. Auparavant, il était avocat-conseil chez Bekaert et Ameritech International et a exercé son métier de juriste dans le secteur privé pour Cleary, Gottlieb, Steen & Hamilton et White & Case. Il a également travaillé au sein des services juridiques de la Générale de Banque, Sidmar et Merck Sharp & Dohme. Il est avocat-conseil chez Agfa-Gevaert depuis 2001 et secrétaire général depuis le début de l'année 2005.



## ■ DÉCLARATIONS À PROPOS DES ADMINISTRATEURS

Le Conseil d'administration d'Agfa-Gevaert NV, représenté par MM. Ludo Verhoeven, Président du Conseil d'administration, et Jo Cornu (représentant permanent de Mercodi BVBA), Président et CEO, certifient qu'à leur connaissance:

- aucun des membres du Conseil d'administration ou du Comité exécutif n'a été reconnu coupable de fraude durant au moins les cinq dernières années, n'a été incriminé ou sanctionné officiellement par les autorités sur la base des dispositions légales ou réglementaires et, en tant que membre du Conseil d'administration ou du Comité exécutif, n'ont pas été impliqués dans une faillite au cours des cinq dernières années, à l'exception de MM. Chaffart et Cornu, qui étaient tous deux membres du Conseil d'administration de Xeikon NV au moment de sa faillite;
- à l'heure actuelle, aucun contrat de travail prévoyant le versement d'une indemnité de fin de contrat n'a été conclu avec les administrateurs;
- MM. De Wilde, Duron, Oosterlinck et Van Miert ne détiennent aucune action de la Société. Les administrateurs suivants détiennent des actions de la Société: M. Buttrick: 7.500 actions; M. Chaffart: 23.200 actions; M. Cornu: 8.000 actions; M. Leysen (par le biais d'Axe Investments NV, dont il est président): 150.000 actions; M. Verhoeven: 9.674 actions;
- actuellement, aucune option sur actions de la Société n'a été accordée à des administrateurs non exécutifs, sauf à M. Verhoeven qui, par le passé, a bénéficié de 161.400 options en tant que membre du Comité exécutif, puis P.D.G. de la Société.
- M. Jo Cornu est l'actionnaire unique de la société Mercodi BVBA, dont il est également le directeur commercial (voir ci-dessus);
- M. Willy Duron a détenu au cours de ces cinq dernières années des actions du Groupe KBC NV, dont il était également administrateur (voir ci-dessus);
- M. Christian Leysen est actionnaire d'Ahlens NV, Xylos NV et Anacom BVBA et de filiales, ainsi que du Groupe KBC NV, où il exerce également des mandats d'administrateur (voir ci-dessus);
- M. André Oosterlinck est actionnaire d'Eyetronics NV, ICOS Vision Systems Corporation NV et Medicim NV. Il est également administrateur de ces sociétés (voir ci-dessus);
- M. Karel Van Miert détient 500 actions d'Anglo-American Plc et 1.000 actions de Vivendi SA, sociétés dans lesquelles il exerce également un mandat d'administrateur ou un mandat au sein du Comité de surveillance (voir ci-dessus).



## COMITÉS CONSTITUÉS PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

### COMITÉ D'AUDIT

Le Comité d'audit assiste le Conseil d'administration dans ses missions de contrôle au sens large du terme, notamment en ce qui concerne les rapports financiers, les contrôles externes et la gestion des risques, les procédures d'audit interne et l'assistance lors des missions d'audit externe. Ses pouvoirs et son mode de fonctionnement sont décrits en détail dans la Charte de gouvernance d'entreprise.

En 2007, le Comité d'audit comptait trois administrateurs non exécutifs dont la majorité est indépendante (cf. "Composition du Conseil d'administration" p. 36), à savoir MM. Chaffart, président, Buttrick et Oosterlinck. Le Comité s'est réuni à sept reprises en 2007 et tous les membres y étaient présents. Entre autres sujets, les points suivants ont été abordés en 2007: la vérification des comptes annuels de 2006 et des résultats trimestriels de 2007; le suivi de procédures judiciaires importantes, telles que le dossier AgfaPhoto; l'évaluation de la gestion du risque dans le Groupe; le suivi du plan quinquennal, le respect du Code de conduite et les conclusions rendues par le département d'audit interne.

Le 30 janvier 2008 – à la suite de la décision de nomination provisoire de M. Duron en qualité d'administrateur de la Société – le Conseil d'administration a décidé de faire passer le Comité d'audit de trois à quatre membres par le biais de la désignation de M. Duron en qualité de membre de ce comité.

### COMITÉ DE NOMINATION ET DE RÉMUNÉRATION

Le Comité de nomination et de rémunération joue un rôle consultatif lors de la nomination, du renouvellement de mandat ou de la destitution des membres du Conseil d'administration et du Comité exécutif, mais également pour tout ce qui concerne la politique de rémunération et la rémunération individuelle de ceux-ci. Ses compétences et son mode de fonctionnement sont décrits en détail dans la Charte de gouvernance d'entreprise. Le Comité de nomination et de rémunération compte trois administrateurs non exécutifs.

Jusqu'au 1er décembre 2007, il comptait en ses rangs MM. Cornu, président, Van Miert et Verhoeven. Le 1er décembre 2007, M. Cornu a démissionné de ses fonctions de président et de membre du comité et a été remplacé par M. Christian Leysen.

Le comité s'est réuni à sept reprises en 2007. Tous les membres du Comité étaient présents lors de ces sept réunions et les questions ayant été abordées en 2007 ont notamment été les suivantes: l'organisation, le fonctionnement et la rémunération du Comité exécutif et des cadres supérieurs, le programme d'intéressement en actions à long terme et la Politique de perfectionnement des collaborateurs et d'amélioration des performances.

### COMITÉ STRATÉGIQUE

Le Comité stratégique conseille le Conseil d'administration à propos des options de politique stratégique et, plus particulièrement, à propos des développements stratégiques dans les domaines d'activité de la société. Le Comité stratégique conseille également le Conseil d'administration à propos du plan quinquennal soumis chaque année par le Comité exécutif, à propos des questions stratégiques telles que les acquisitions, les désinvestissements, les partenariats stratégiques, ainsi que pour l'exécution et le suivi de ces points. En principe, le Comité stratégique se réunit tous les trois mois, ou davantage s'il y a lieu. Le Comité a été créé par décision du Conseil d'administration prise le 12 décembre 2007. Son président est M. Julien Dewilde et ses membres, les présidents des autres comités. Aucune réunion n'a été organisée en 2007.

### COMITÉ AD HOC

Le Comité Ad hoc surveillera étroitement l'évolution des performances opérationnelles de la société et supervisera plus spécifiquement la préparation et l'implémentation du processus de scission. Le Conseil d'administration a porté le Comité Ad hoc sur les fonts baptismaux lors de sa réunion du 20 juin 2007. Le Comité était composé de Ludo Verhoeven, président, Ferdinand Chaffart, président du Comité d'audit, et Jo Cornu, président du Comité de nomination et de rémunération. Ce Comité s'est réuni à deux reprises en 2007 et a été dissout par une résolution du Conseil d'administration adoptée le 12 décembre 2007.

## COMITÉ EXÉCUTIF

Le Comité exécutif, chargé de la gestion exécutive du Groupe, est présidé par le président-directeur général. Le Comité exécutif est responsable de la mise en œuvre de la politique et de la stratégie de l'entreprise telles que définies par le Conseil d'administration. Il est donc investi des compétences les plus larges en matière de gestion journalière de l'entreprise, ainsi que d'un certain nombre de prérogatives spécifiques. Ces compétences sont décrites en détail dans la Charte de gouvernance d'entreprise.

Pour permettre au Conseil d'administration d'exercer sa fonction de contrôle, le Comité exécutif lui soumet régulièrement un rapport sur ses activités et sur le développement des filiales et des sociétés associées.

Le Comité exécutif se réunit en principe tous les quinze jours et chaque fois qu'il le juge nécessaire.

## COMPOSITION DU COMITÉ EXÉCUTIF

Le 1er janvier 2007, la composition du Comité exécutif était la suivante:

<b>Marc Oliivié</b> (représentant permanent de MRO Management BVBA)	Chief Executive Officer
<b>Anne Vleminckx</b>	Chief Financial Officer
<b>Albert Follens</b>	Chief Operating Officer et Président d'Agfa Specialty Products
<b>Philippe Houssiau</b>	Président d'Agfa HealthCare
<b>Stefaan Vanhooren</b>	Président d'Agfa Graphics

Lors de sa réunion du 20 juin 2007, le Conseil d'administration a accepté la désignation temporaire de M. Ludo Verhoeven, jusqu'à la fin de 2007, en qualité de président ad intérim du Comité exécutif chargé de surveiller étroitement, avec le Comité Ad hoc, la performance opérationnelle.

MRO Management BVBA, par le biais de M. Marc Oliivié, représentant permanent, a démissionné au 1er juillet 2007 de son poste au Comité exécutif.

Le 10 août 2007, M. Philippe Houssiau a démissionné du Comité exécutif avec effet immédiat. Dans l'attente de la désignation d'un successeur, M. Albert Follens a temporairement pris la direction du business group Agfa HealthCare.

Lors de sa réunion du 29 octobre 2007, le Conseil d'administration a décidé de désigner Ludo Verhoeven au poste de CEO, chargé, en concertation avec le Comité exécutif, de la gestion journalière des activités de la Société jusqu'à la fin de 2007.

Le 29 novembre 2007, Ludo Verhoeven a démissionné de ses fonctions de CEO et de membre du Comité exécutif de la Société avec effet immédiat. Le 29 novembre 2007, le Conseil d'administration a décidé de désigner Mercodi BVBA, dont M. Jo Cornu est le représentant permanent, en qualité de membre du Comité exécutif et au poste de CEO de la Société.

Le 12 décembre 2007, le CEO a désigné M. Albert Follens en qualité de vice-président du Comité exécutif.

A compter du 1er janvier 2008, Christian Reinaudo est également devenu membre du Comité exécutif, dont la composition est dès lors la suivante:

<b>Jo Cornu</b> (représentant permanent de Mercodi BVBA)	Président et Chief Executive Officer
<b>Albert Follens</b>	Vice-président – Chief Operating Officer et Président d'Agfa Specialty Products
<b>Anne Vleminckx</b>	Chief Financial Officer
<b>Christian Reinaudo</b>	Président d'Agfa HealthCare
<b>Stefaan Vanhooren</b>	Président d'Agfa Graphics

Werner Vanderhaeghe est avocat-conseil et secrétaire général du Groupe Agfa-Gevaert. Jusqu'au 1er janvier 2008, il a également été le Secrétaire du Comité exécutif.

## ■ CV DES MEMBRES DU COMITÉ EXÉCUTIF



**Jo Cornu** (°1944, Belge) est diplômé en génie électrotechnique et mécanique de l'Université catholique de Louvain (Belgique) et a obtenu par la suite son doctorat en électronique à l'Université de Carlton à Ottawa (Canada). Il est CEO de Mietec de 1982 à 1984, puis directeur général de Bell Telephone jusqu'en 1987. Il siège au Comité exécutif d'Alcatel NV de 1988 à 1995, lorsqu'il prend ses fonctions de directeur des opérations chez Alcatel Telecom, un poste qu'il occupe jusqu'en 1999. Par la suite, il sera un conseiller auprès du Conseil d'administration d'Alcatel. De 2005 à 2007, Jo Cornu a été président de l'ISTAG (Information Society Technologies Advisory Group) de la Commission européenne. De mars 2007 à la fin de janvier 2008, il a été Président de Medea +, le cluster Eureka pour la recherche sur la microélectronique en Europe. Jo Cornu a été désigné à la fin de novembre 2007 au poste de CEO du Groupe Agfa-Gevaert.



**Albert Follens** (°1947, Belge) a étudié le génie électromécanique à l'Université de Gand (Belgique) et la gestion d'entreprise à l'Université d'Anvers (Belgique). Depuis décembre 2007, Albert Follens exerce la fonction de vice-président du Comité exécutif d'Agfa-Gevaert. Il occupe le poste de Corporate HR Director et de Chief Operating Officer du Groupe et est aussi le Président du business group Agfa Specialty Products. La carrière d'Albert Follens a débuté chez Philips en 1969. Il est ensuite entré chez Agfa-Gevaert en 1970, où il a occupé plusieurs fonctions dans le secteur de la recherche technologique dans le domaine de l'automatisation des processus et des revêtements, avant de devenir directeur du département Instrumentation, puis directeur du département Logistique en 1990. Albert Follens a été nommé en 1997 directeur technique et de production et responsable du site d'Agfa sis à Mortsels (Belgique). Depuis 1999, il est responsable des pôles technique et de production d'Agfa à l'échelle mondiale. Albert Follens rejoint le Comité exécutif du Groupe en 2001.



**Anne Vleminckx** (°1954, Belge) est titulaire d'une maîtrise d'économie de l'Université catholique de Louvain (Belgique). Chief Financial Officer chez Agfa-Gevaert, elle est membre du Comité exécutif de la Société depuis le début de l'année 2005. Anne Vleminckx a occupé diverses fonctions à la Générale de Banque avant d'être nommée Directrice de la communication d'entreprise et des relations avec les investisseurs en 1990. De 1996 au début de 1999, elle a été vice-présidente du Comité de gestion de la Bourse de Bruxelles et, plus tard, Directrice financière de l'Université catholique de Louvain. Elle entre chez Agfa en 2001 en tant que responsable des relations avec les investisseurs et secrétaire générale du Comité exécutif. En 2002, elle devient également responsable de la communication d'entreprise.



**Christian Reinaldo** (°1954, Français) est diplômé de l'Ecole de Physique et de Chimie Industrielles de Paris et est titulaire d'un doctorat de l'Université de Paris (France). Il a débuté sa carrière chez Alcatel en 1978. Au cours de cette période, il a géré à l'échelle mondiale des activités et des organisations internationales de vente et de services d'une valeur de plusieurs milliards d'euros. Plus récemment, il a été Area President Europe and North pour Alcatel-Lucent et a été chargé du processus d'intégration et de transition lié à la fusion avec Lucent Technologies.



**Stefaan Vanhooren** (°1964, Belge) a étudié les sciences économiques appliquées et a obtenu un MBA à l'Université d'Anvers, UFSIA (Belgique). Président du business group Agfa Graphics depuis 2004, il est membre du Comité exécutif de la Société depuis le début de l'année 2005. Stefaan Vanhooren est entré au service d'Agfa-Gevaert en 1989. Après avoir mis en œuvre des programmes de fusion et d'acquisition spécifiques pour le Groupe aux États-Unis, il rejoint en 1991 le siège social en Belgique pour être affecté au business group Non-Destructive Testing (NDT), où il occupe plusieurs postes de cadre supérieur dans les domaines de la finance et du marketing. Il devient responsable des activités marketing et commerciales mondiales de ce business group en 1999. En 2002, il est désigné au poste de Directeur général de la zone Asie/Pacifique et prend la tête du quartier général régional d'Agfa à Hongkong.

## RÉMUNÉRATION

La politique de rémunération de la Société relative aux administrateurs et à la direction est décrite dans la Charte de gouvernance d'entreprise.

### CONSEIL D'ADMINISTRATION

La rémunération individuelle des membres (exécutifs et non exécutifs) du Conseil d'administration, dans le cadre de l'exercice de leur mandat à compter de l'Assemblée générale des actionnaires d'avril 2007, s'élève à:

Euros	Conseil d'administration	Comités	Comité Ad hoc	TOTAL
M. John Buttrick <sup>(1)</sup>	50.000	12.500		62.500
M. Ferdinand Chaffart	50.000	25.000	50.000	125.000
M. Jo Cornu	50.000	15.000	50.000	115.000
M. Julien De Wilde	50.000	0		50.000
M. Christian Leysen	50.000	0		50.000
M. Marc Olivié <sup>(2)</sup>	25.000	0		25.000
M. André Oosterlinck	50.000	12.500		62.500
M. Karel Van Miert	50.000	7.500		57.500
M. Ludo Verhoeven	166.667	7.500		174.167
<b>TOTAL</b>	<b>541.667</b>	<b>80.000</b>	<b>100.000</b>	<b>721.667 <sup>(3)</sup></b>

<sup>(1)</sup> Hors indemnités de déplacement versées à M. Buttrick (États-Unis – Belgique), d'un montant de 3.000 euros par réunion en Belgique.

<sup>(2)</sup> Administrateur jusqu'au 30 juin 2007.

<sup>(3)</sup> La rémunération totale brute des administrateurs, des membres des Comités, ainsi que les jetons de présence des administrateurs, comptabilisés dans les états financiers de 2007, s'élevaient à 760.168 euros, dont 307.918 euros pour les administrateurs exécutifs. Les différences peuvent être attribuées (a) à des indemnités de déplacement supplémentaires et (b) à une rémunération supplémentaire pour les réunions additionnelles du Comité de rémunération et du Comité d'audit en sus du nombre de réunions prévu, soit respectivement trois et cinq.

Les administrateurs non exécutifs ne reçoivent ni option d'achat d'actions ni warrant. Les avantages complémentaires liés au mandat de Président du Conseil d'administration sont les suivants: une voiture de société, un ordinateur à domicile et diverses assurances. Ces avantages ont représenté 5.717 euros en 2007.

### COMITÉ EXÉCUTIF

En 2007, la rémunération totale brute des membres du Conseil de direction en poste cette année s'est élevée à 3.261.089 euros, dont 2.657.392 euros de rémunération fixe, 603.697 euros de rémunération variable, 611.936 euros au titre de cotisations de retraite et 32.925 euros d'avantages complémentaires. Ces derniers incluent un ordinateur à domicile, une voiture de société, une indemnité forfaitaire et diverses assurances (responsabilité administrative, assistance voyage, assurance médicale, accidents privés, accidents du travail). Dans les montants précités, la rémunération liée au mandat de CEO et de président du Comité exécutif versée en 2007 représentait 1.575.268 euros, dont une quote-part fixe de 1.160.563 euros et une quote-part variable de 414.705 euros, 6.019 euros de cotisations retraite et 7.555 euros sous forme d'avantages sociaux. En outre, un montant de 1.540.842 euros a été versé sous forme d'indemnités de rupture.

### OPTIONS SUR ACTIONS OCTROYÉES AUX MEMBRES DU COMITÉ EXÉCUTIF (à la fin de 2007)

Le nombre d'options d'achat d'actions et autres droits d'acquisition octroyés aux membres du Comité exécutif se répartit comme suit:

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	TOTAL *
Prix d'exercice (euros)	22,00	22,00	20,00	18,00	18,27	19,95	22,57	18,60	
M. Albert Follens	13.000	7.500	11.600	19.000	16.350	20.000	22.000	24.000	133.450
M. Stefaan Vanhooren	0	0	0	6.300	8.650	8.500	22.000	30.000	75.450
Mme. Anne Vleminckx	0	0	3.100	6.300	8.650	8.500	22.000	24.000	72.550
<b>TOTAL</b>	<b>13.000</b>	<b>7.500</b>	<b>14.700</b>	<b>31.600</b>	<b>33.650</b>	<b>37.000</b>	<b>66.000</b>	<b>78.000</b>	<b>281.450</b>

<sup>(\*)</sup> Le Conseil d'administration a décidé de ne pas émettre Tranche IX du Long Term Incentive Plan (Plan d'intéressement à long terme).

A la fin 2007, les membres du Comité exécutif détenaient au total 281.450 options ou warrants, qui leur avaient été accordés en différentes tranches.

## ■ PRINCIPALES CONDITIONS DE NOMINATION ET DE CESSATION DE MANDAT DES ADMINISTRATEURS ET MEMBRES DU COMITÉ EXÉCUTIF

Les administrateurs sont nommés pour un mandat de trois ans. Ils peuvent démissionner à tout moment, sous réserve du respect des dispositions relatives à la composition du Conseil d'administration. Leur mandat peut être révoqué à tout moment lors de l'Assemblée générale annuelle, sans délai de préavis.

Certains membres du Comité exécutif ont été désignés pour une durée indéterminée et d'autres, pour une durée déterminée. Tout membre peut être relevé de ses fonctions à tout moment, sans que cela ne porte atteinte aux dispositions contractuelles des personnes concernées.

Le mandat des administrateurs qui siègent également au sein du Comité exécutif ne prend pas automatiquement fin en cas de cessation de leur mandat, quel qu'en soit le motif.

Tous les membres du Comité exécutif qui sont désignés pour une durée indéterminée ont droit à une indemnité de fin de mandat égale, en moyenne, au double de leur rémunération annuelle brute, conformément aux textes de jurisprudence et à certaines règles de droit. Tous les membres du Comité exécutif qui sont désignés pour une durée déterminée sont habilités à percevoir une indemnité de rupture égale au maximum à un an de rémunération annuelle brute.

Les contrats de tous les membres du Comité exécutif (à l'exception de M. Jo Cornu en qualité de représentant permanent de la SPRL Mercodi BVBA, ainsi que de tous les membres ne répondant plus à la limite d'âge requise) sont assortis d'une clause dite de "changement de contrôle". Cette disposition prévoit le versement aux membres d'une indemnité égale au double de leur rémunération annuelle brute en cas de cessation de leur mandat à la suite d'un changement de contrôle de la Société (cette indemnité ne peut être cumulée avec l'indemnité de fin de mandat susmentionnée).

## ■ RÈGLES D'AFFECTATION DES RÉSULTATS

En ce qui concerne les propositions adressées à l'Assemblée générale au sujet de l'affectation et de l'allocation du résultat, le Conseil d'administration tient compte de différents facteurs, tels que la situation financière de la société, les résultats d'exploitation, les besoins actuels et futurs en liquidités et les projets d'expansion.

En règle générale, la Société entend consacrer 35 à 40% de son résultat net au versement de dividendes.

## ■ RÈGLES CONCERNANT LA NÉGOCIATION D' ACTIONS de la Société (délit d'initié)

En accord avec ses principes et ses valeurs, Agfa-Gevaert a élaboré un Code de négociation peu après son introduction en Bourse en 1999. Ce code établit des règles relatives à la négociation d'instruments financiers de la Société, auxquelles les administrateurs et la direction doivent se soumettre. Le Code leur interdit, entre autres, de négocier des titres pendant une période définie précédant l'annonce des résultats financiers et l'annonce de certaines informations financières sensibles.

Compte tenu de la loi du 2 août 2002 et de l'Arrêté Royal du 5 mars 2006 relatif aux abus de marché, Agfa-Gevaert a modifié le contenu de son Code afin de se conformer aux lois en vigueur. Le Code prévoit donc, entre autres dispositions:

- la description des personnes qui doivent être considérées comme des initiés primaires et secondaires et qui sont tenues de ne pas utiliser des informations privilégiées pour négocier les instruments financiers de la Société, de divulguer ou de partager des informations avec des tiers;
- la divulgation selon laquelle la Société a élaboré une liste des personnes ayant travaillé dans l'entreprise sur la base d'un contrat de travail ou tout autre accord et avaient accès à des informations privilégiées de manière occasionnelle ou régulière. Cette liste doit être mise à la disposition de la Commission Bancaire, Financière et des Assurances (CBFA);
- la divulgation selon laquelle toute personne ayant exercé des postes à responsabilités et toute personne leur étant étroitement associée doivent informer la CBFA des transactions en instruments financiers de la Société qu'elle aurait effectuées pour leur propre compte.

Une version adaptée du Code est disponible sur le site Internet de la Société et fait partie intégrante de la Charte de gouvernance d'entreprise. Les membres du Conseil d'administration, du Comité exécutif ainsi que toutes les autres personnes concernées ont reçu un exemplaire du Code.



## PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

Selon les informations dont disposait la Société au moment de la publication du présent rapport annuel, ses principaux actionnaires sont les suivants:

Franklin Resources Inc. avec 11,5% des actions en circulation au 12 avril 2007,

Nordea Investment Funds SA, avec 5,94% des actions en circulation au 7 décembre 2007,

Classic Fund Management AG, avec 5,14% des actions en circulation au 2 novembre 2007,

Pioneer Investment Management Ltd., avec 3,00% des actions en circulation au 6 novembre 2006.

En outre, la Société détenait fin 2007 3,15% de ses propres parts sous forme d'actions autodétenues.

## AUDITEUR

L'auditeur d'Agfa-Gevaert NV est Klynveld Peat Marwick Goerdeler, représentée par MM. Theo Erauw et Erik Helsen.

Les honoraires internationaux liés aux services rendus par l'auditeur s'élevaient à 4.829.800 euros en 2007. Cette somme comprend 4.047.262 euros d'honoraires de vérification des états financiers annuels, 537.306 euros pour les services fiscaux et 245.232 euros pour d'autres services de vérification connexes.

## PRÉSENTATION GÉNÉRALE À PROPOS DE LA SOCIÉTÉ

Agfa-Gevaert NV (numéro d'entreprise 0404.021.727, Registre des personnes morales d'Anvers) est une société anonyme de droit belge constituée le 10 juin 1964. Son siège social est établi Septestraat 27, à 2640 Mortsel, Belgique.

Les données et les états financiers complets et commentés depuis 2003 sont disponibles sur le site Internet de la Société, [www.agfa.com](http://www.agfa.com), ou directement à son siège social.

Les informations relatives aux questions environnementales sont disponibles dans le rapport environnemental de la Société, publié tous les deux ans, et dont la version annuelle actualisée peut être consultée sur son site Internet.

## ACCÈS AUX INFORMATIONS

Les statuts de la Société sont disponibles au greffe du tribunal de commerce d'Anvers et au siège social de l'entreprise. Ils sont également disponibles sur le site Internet de la Société, [www.agfa.com](http://www.agfa.com). La Charte de gouvernance d'entreprise et le Code de négociation sont mis à disposition sur le site Internet [www.agfa.com](http://www.agfa.com).

Les comptes annuels sont déposés à la Banque nationale de Belgique. Les comptes et les rapports annuels sont communiqués chaque année aux détenteurs d'actions nominatives et sur demande, à toute partie intéressée.

Les rapports annuels, qui contiennent les comptes annuels individuels et consolidés, le rapport annuel et le rapport du commissaire aux comptes, et relatifs aux exercices financiers 2003, 2004, 2005, 2006 et 2007, peuvent être consultés sur le site Web ([www.agfa.com](http://www.agfa.com)) et sont également disponibles au siège social.

La convocation à l'Assemblée générale des actionnaires est publiée dans la presse financière et également sur le site Web. En ce qui concerne les informations financières, les résultats financiers et d'autres renseignements obligatoires sont mis en ligne sur le site Internet de la Société, conformément aux directives de la Commission Bancaire, Financière et des Assurances.

Les décisions relatives à la nomination et à la révocation des membres du Conseil d'administration sont publiées aux annexes du Moniteur belge.

Toute partie intéressée peut s'inscrire gratuitement sur le site [www.agfa.com](http://www.agfa.com) pour recevoir les communiqués de presse et les informations financières obligatoires par e-mail.

Le rapport annuel est disponible en version imprimée en néerlandais et en anglais; il est également publié en français sur le site Internet de la Société, [www.agfa.com](http://www.agfa.com).

Seule la version néerlandaise du rapport est valable pour tout ce qui concerne le prospectus et la procédure d'enregistrement en attente. Les autres versions linguistiques constituent seulement une traduction de la version originale rédigée en néerlandais.

Agfa-Gevaert est seul responsable de la conformité des différentes versions linguistiques.

# Développement durable

Pour Agfa, la politique d'entreprise en matière de développement durable est une approche stratégique qui vise à créer une valeur à long terme pour toutes les parties concernées.

Agfa s'est fixé pour mission d'être le partenaire de choix en matière de systèmes informatiques et d'imagerie en offrant une technologie de pointe et de nouvelles méthodes de travail.

L'un des critères importants pour mener à bien cette mission est la capacité de la société à gérer ses affaires en intégrant les attentes environnementales et sociales de ses parties prenantes.

La société publie des informations sur ses activités de développement durable dans un rapport biennal concis, complété par une mise à jour l'année qui suit sa publication.

Le rapport offre une vue d'ensemble sur les stratégies, les activités et les progrès d'Agfa dans le domaine du développement durable, et est publié sur le site Web d'Agfa: [www.agfa.com](http://www.agfa.com).

## ENVIRONNEMENT

Agfa s'engage à préserver les ressources naturelles, à faire fonctionner ses sites en toute sécurité et à limiter l'impact sur l'environnement de ses activités.

Conformément à ses objectifs environnementaux, Agfa est parvenue à réduire de façon significative l'utilisation de ressources naturelles et à diminuer considérablement les émissions dans l'atmosphère. La situation à la fin de l'année 2001 comparée à celle de décembre 2007 a donné lieu aux observations suivantes.

À l'exclusion de l'eau de refroidissement, la consommation d'eau a été réduite de 27,0%, pendant que la consommation d'énergie diminuait de 22,4% grâce à la restructuration des sites de fabrication à l'échelon mondial. Les composés organiques volatils ont été réduits de 73,3% en conséquence de la fermeture de la division triacétate à Mortsels et à l'installation d'un brûleur de gaz d'échappement thermique régénératif à Mortsels et Suzano. Les émissions de CO<sub>2</sub> ont massivement diminué de 42,8%. Ce succès s'explique principalement par la réorganisation globale des sites de fabrication d'Agfa.

Malgré les excellents progrès réalisés par Agfa dans ses usines de fabrication pour améliorer l'éco-efficacité d'un grand nombre de paramètres environnementaux, la société est persuadée qu'il y a moyen de faire encore mieux. Depuis 2005, l'amélioration continue des paramètres environnementaux mentionnés précédemment est l'objectif principal. Les sites d'exploitation ont défini leurs objectifs mais ils visent aussi à atteindre des objectifs de nature environnementale locaux qui sont spécifiques.

Actuellement, les principaux sites de fabrication mettent à jour et terminent l'inventaire des zones et des installations présentant des risques passés et actuels de contamination des sols et des nappes phréatiques. Il est également prévu qu'ils élaborent des plans dans le but de contrôler et remédier à une contamination éventuelle.

Le maintien ou la mise en place de la norme ISO 14001 est une priorité pour tous les sites de fabrication. L'objectif est que tous les sites de fabrication soient certifiés à l'horizon de 2009.

## BILAN ENVIRONNEMENTAL POUR L'EXERCICE 2007

Le volume de production total a diminué de 1,1% par rapport à 2006. La croissance des activités de production sur les sites de fabrication de plaques d'impression a été contrebalancée par une diminution de la production sur les sites de fabrication des films et des produits chimiques.

Dans une large mesure, les résultats d'Agfa en 2007 correspondent aux objectifs que s'était fixés l'entreprise en matière d'amélioration continue. La société a enregistré de meilleurs résultats pour l'ensemble des indicateurs environnementaux absolus et spécifiques, à l'exception de celui relatif aux émissions dans l'atmosphère, émissions de CO<sub>2</sub> exclues.

La consommation totale en eau a diminué de 8,9% par rapport à 2006.

La consommation en eau de refroidissement a baissé de 14%. Cette réduction s'explique principalement par la mise en service de deux nouvelles tours de refroidissement à Pont-à-Marcq et par la diminution de la consommation en eau de refroidissement pour la climatisation sur le site Wuxi Imaging. La consommation en eau, à l'exclusion de l'eau de refroidissement, a baissé de 4,5%, principalement grâce à la diminution des volumes de production à Mortsels (Belgique) et à Leeds (Royaume-Uni). De ce fait, la consommation spécifique en eau, à l'exclusion de l'eau de refroidissement, a encore diminué de 13 m<sup>3</sup> par tonne produite.

En 2007, la charge totale d'eaux usées a diminué de 55 tonnes, soit 2,4%, grâce à la réduction de la DCO et des rejets d'azote à Mortsels, celle-ci étant en partie pondérée par l'augmentation de la charge de phosphore sur le site de Leeds.

Les émissions de CO<sub>2</sub> ont diminué de 3.808 tonnes, soit 2,8%. CO<sub>2</sub> non compris, le total des émissions dans l'atmosphère a augmenté de 21 tonnes, soit 5,5%, par rapport à 2006. Les émissions de NO<sub>x</sub> ont augmenté de 24% suite à la mise en service d'une centrale force-chaleur à Mortsels. Les émissions de COV ont baissé de 4,1%. Les émissions de SO<sub>2</sub> et de CIV sont restées stables.

En chiffres absolus, le volume total des déchets a fléchi de 8,9% depuis 2006.

Le volume des déchets toxiques est resté stable par rapport à 2006. Le volume des déchets non-toxiques a diminué de 10,4% en 2006 grâce à un nouveau système de traitement des eaux usées sur le site de Leeds. En 2007, ce volume a encore pu être réduit de 10,6% du fait d'une réduction du recyclage à Mortsel et de modifications spécifiques apportées sur certains sites de fabrication des plaques d'impression. En conséquence, les déchets toxiques ont augmenté en volume relatif, passant de 29 à 31%. Les volumes spécifiques de déchets toxiques sont restés stables.

La consommation totale d'énergie a été réduite de 4,6% en 2007. La consommation de gaz naturel a augmenté de 2,1%. Cette augmentation est due à la mise en service d'une centrale à énergie totale à Mortsel, laquelle a été presque entièrement compensée par les économies de gaz réalisées à Wiesbaden (Allemagne), Leeds (Royaume-Uni), Pont-à-Marcq (France), Varela (Argentine) et Branchburg (États-Unis). La consommation électrique a diminué de 14,7% de 2006 à 2007. Le site de Mortsel assume désormais près de 25% de ses besoins en électricité.

La consommation spécifique en énergie a diminué de 3,5% sur la même période.

Mortsel, Leeds, Branchburg, Pont-à-Marcq, Manerbio et Banwol ont signalé des incidents écologiques aux autorités locales. Il s'agissait principalement d'infractions légères au permis de rejet des eaux usées.

Seul le site de Mortsel a été à l'origine de plaintes extérieures en 2007. Elles portaient essentiellement sur le bruit. Dans le cadre d'une procédure de consultation régulière avec le conseil du voisinage, des mesures correctives visant à résoudre ces problèmes ont été débattues et approuvées. En 2007 seuls les sites de Branchburg et de Banwol ont fait l'objet d'amendes liées à l'environnement.

## CITOYENNETÉ D'ENTREPRISE ET PARTICIPATION À LA VIE COMMUNAUTAIRE

Agfa investit du temps, de l'argent et des efforts pour nouer des relations fortes et durables avec les populations vivant à proximité de ses divers sites. Dans les nombreux pays où Agfa est présente, la société est confrontée à des défis sociaux, économiques et environnementaux qui sortent du cadre normal de ses activités stratégiques. En prenant une part active et dévouée à la résolution des problèmes, par l'amélioration de la qualité de vie des populations locales et par une prise de position prévoyante avec les groupes de parties prenantes, Agfa vise à changer de façon tangible la vie des personnes.

Voici quelques exemples qui illustrent l'engagement d'Agfa et de ses employés.

- Le projet **Música é Imagem** est sponsorisé par Agfa dans la ville de Suzano (Brésil). Plus de 70 enfants prennent des cours de chorale, participent à des activités sportives et reçoivent une aide aux devoirs trois fois par semaine.
- En Colombie, Agfa participe au financement d'une institution appelée **Colombia Herida**, qui vient en aide aux soldats blessés au combat.
- Agfa États-Unis participe à hauteur des contributions des employés au projet **United Way**. Les participants à ce projet peuvent préciser à quelles causes philanthropiques ils entendent apporter leur soutien.

Le Groupe soutient également Agfa Aid, qui est une organisation constituée de bénévoles Agfa. La mission d'Agfa Aid est de soutenir des projets de petite envergure, essentiellement axés sur les enfants. Les collaborateurs Agfa sont directement impliqués dans ces projets. Agfa Aid recueille des fonds par le biais de concerts de bienfaisance et la collecte de dons.

Agfa Aid a des projets dans le monde entier:

- **Centro Andino** (Amérique du Sud): soutien matériel et financier d'hôpitaux et d'écoles.
- **SOS Brazil** (Brésil): projet d'école horticole, de centre associatif et d'atelier.
- **Hogar Para Todos** (Équateur): bourses et soutien à destination d'écoles et d'orphelinats.
- **Kalutara** (Sri Lanka): aide matérielle pour la construction de maisons et d'une école locale.
- **Gammol** (Gambie): marché aux poissons, dispensaire et école.
- **Bayti** (Maroc): projet d'alphabétisation et de centre d'accueil diurne pour les enfants des rues.
- **Moeders voor Moeders** (Belgique): aide alimentaire et matérielle pour familles défavorisées à Anvers.
- **De Markgrave** (Belgique): centre d'activités pour aveugles et malvoyants.

## RESSOURCES HUMAINES

Dans le monde actuel de l'entreprise qui évolue rapidement, la possibilité d'apprendre et d'acquérir rapidement de nouvelles compétences est un avantage concurrentiel pour la croissance future. Par conséquent, tous les employés doivent être en mesure de se former en permanence et d'acquérir de nouvelles compétences. Dans cette optique, Agfa a mis en place un vaste dispositif de stratégies, de programmes et d'actions.

L'employabilité, du point de vue de la société mais aussi des individus, est un objectif majeur de la direction d'Agfa dans cette période de mutation intense dans le secteur d'activité d'Agfa et les activités mêmes de ses sociétés.

Agfa a l'ambition d'être un employeur disposant de normes sanitaires et de sécurité clairement définies et appliquées, respectant toutes les exigences réglementaires et adhérant aux principes généraux de la déclaration internationale des droits de l'homme.



États financ

s financiers

États financiers

Éta

États fina

ers

ats fina



## RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 119 DU CODE DES SOCIÉTÉS

### PRINCIPES COMPTABLES

Les états financiers ont été préparés conformément aux principes comptables décrits en détail dans les notes afférentes aux états financiers consolidés, Note 1 – Principales conventions comptables.

### COMMENTAIRES SUR LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

En 2007, les ventes du Groupe ont diminué de 3,5% à 3.283 millions d'euros (3.401 millions d'euros en 2006). L'euro fort a eu un impact négatif sur les ventes d'Agfa en 2007 mais il a également affecté la position concurrentielle de la Société par rapport à ses membres du secteur non européens. Hors effets de change, le recul des ventes a été limité à 0,5%.

L'euro fort et la récession économique aux États-Unis au cours du second semestre de l'année ont affecté les ventes de Graphics. Le Groupe avait déjà annoncé un recul accéléré dans le segment des produits analogiques, en partie à cause de sa politique tarifaire et en partie à cause de la tendance générale du marché. Les ventes dans le segment du jet d'encre sont restées en deçà des prévisions en raison de retards techniques pour les machines à jet d'encre de première génération. Avec pour résultat une diminution des ventes de Graphics de 5,6% (hors effets de change de 2,7%) à 1.617 millions d'euros.

Les ventes de HealthCare ont reculé de 4,1% (hors effets de change de 0,8%) à 1.392 millions d'euros. Le déclin du marché du film médical se poursuit tant aux États-Unis qu'en Europe. En outre, l'euro fort a affaibli la position d'Agfa dans les offres du secteur public. D'autre part, les solutions de radiographie assistée par ordinateur (CR) et les systèmes d'information de santé ont vu leurs chiffres de vente augmenter. Les ventes de Specialty Products ont augmenté de 15,6% (hors effets de change de 17,3%) pour atteindre 274 millions d'euros, principalement en raison des bons résultats des Specialty Foils et des systèmes de Sécurité et d'Identification.

Les résultats d'exploitation de 2007 du Groupe se sont élevés à 125 millions d'euros, contre 65 millions d'euros l'année précédente. Le résultat hors exploitation a atteint -63 millions d'euros, contre -64 millions d'euros en 2006. Les revenus avant impôts ont donc atteint 62 millions d'euros, contre 1 million d'euros en 2006.

Le Groupe a enregistré un bénéfice net de 42 millions d'euros, soit 34 centimes d'euro par titre, par rapport à un bénéfice net de 15 millions d'euros, soit 12 centimes d'euro par titre en 2006.

Les notes des états financiers consolidés font partie intégrante du rapport du Conseil d'administration et donnent des informations détaillées sur les développements et les résultats de la société via des indicateurs financiers et, si nécessaire, non financiers (ex. éléments environnementaux et personnels), une description des risques principaux et des incertitudes (ex. couverture) et des mesures pour les contrôler, informations relatives à la recherche et au développement et l'utilisation d'instruments financiers par le Groupe.

## OPINION SUR LA PRÉSENTATION FIDÈLE CONFORMÉMENT AU DÉCRET ROYAL DU 14 NOVEMBRE 2007

Le Conseil d'administration et le Comité exécutif d'Agfa-Gevaert NV représentés par

M. Ludo Verhoeven, Président du Conseil d'administration,  
M. Jo Cornu, Président et Chief Executive Officer, et  
Mme Anne Vleminckx, Chief Financial Officer

déclarent par la présente, qu'à leur connaissance,

- les états financiers consolidés donnent une image claire et fidèle de la valeur nette et de la position financière du Groupe et de ses résultats conformément aux Normes internationales d'informations financières (IFRS);
- le rapport annuel donne une image claire et fidèle des développements et résultats de la société et de ses filiales comprises dans la consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe est confronté.



**KPMG Réviseurs d'Entreprises**  
Prins Boudewijnlaan 24d  
2550 Kontich  
Belgique

Tél. +32 (0)3 821 17 00  
Fax +32 (0)3 825 20 25  
www.kpmg.be

## **Rapport du commissaire à l'Assemblée Générale des Actionnaires de Agfa-Gevaert SA sur les comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2007**

Conformément aux dispositions légales et statutaires, nous vous faisons rapport dans le cadre de la mission de révision qui nous a été confiée. Ce rapport inclut notre opinion sur les comptes consolidés ainsi que la mention complémentaire requise.

### **Attestation sans réserve des comptes consolidés avec paragraphe explicatif**

Nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de Agfa-Gevaert SA (la « société ») et de ses filiales (conjointement « le groupe ») établis sur la base du référentiel de normes internationales d'information financière (IFRS) tel qu'adopté dans l'Union Européenne et des dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique. Ces comptes consolidés comprennent le bilan consolidé au 31 décembre 2007, le compte de résultats consolidé et les états consolidés des variations des capitaux propres et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes reprenant le résumé des principales règles d'évaluation et les autres notes explicatives. Le total du bilan consolidé s'élève à EUR 3.559 millions et le compte de résultats consolidé se solde par un bénéfice de l'exercice (part du groupe) de EUR 42 millions.

L'établissement des comptes consolidés relève de la responsabilité de l'organe de gestion. Cette responsabilité comprend: la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère des comptes annuels consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs; le choix et l'application de règles d'évaluation appropriées ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes consolidés sur la base de notre contrôle. Nous avons effectué notre contrôle conformément aux Normes Internationales d'Audit, aux dispositions légales et selon les normes de révision applicables en Belgique, telles qu'éditées par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. Ces normes de révision requièrent que notre contrôle soit organisé et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Conformément aux normes de révision précitées, nous avons mis en oeuvre des procédures de contrôle en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes consolidés. Le choix de ces procédures relève de notre jugement, en ce compris l'évaluation du risque que les comptes consolidés contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans le cadre de cette évaluation de risque, nous avons tenu compte du contrôle interne en vigueur dans le groupe lié à l'établissement et la présentation sincère des comptes consolidés afin de définir les procédures de contrôle appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe. Nous avons également évalué le bien-fondé des règles

d'évaluation, le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société, ainsi que la présentation des comptes consolidés dans leur ensemble. Enfin, nous avons obtenu de l'organe de gestion et des préposés de la société les explications et informations requises pour notre contrôle. Nous estimons que les éléments probants recueillis fournissent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, les comptes consolidés clos le 31 décembre 2007 donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière du groupe ainsi que de ses résultats et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel de normes internationales d'information financière (IFRS) tel qu'adopté dans l'Union Européenne et aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.

Sans remettre en cause l'opinion sans réserve exprimée ci-dessus, nous attirons l'attention sur les notes 2 et 12 des comptes consolidés dans lesquelles sont présentées l'appréciation et l'évaluation du management retenues par la société lors de l'établissement des business plans par business group. La réalisation du business plan par chacune des trois business groupes est essentielle au maintien de la valeur des actifs (immobilisations incorporelles et créances nettes d'impôts différés).

#### Mention complémentaire

L'établissement et le contenu du rapport de gestion sur les comptes consolidés relèvent de la responsabilité de l'organe de gestion.

Notre responsabilité est d'inclure dans notre rapport la mention complémentaire suivante qui n'est pas de nature à modifier la portée de l'attestation des comptes consolidés:

- Le rapport de gestion sur les comptes consolidés traite des informations requises par la loi et concorde avec les comptes consolidés. Toutefois, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la description des principaux risques et incertitudes auxquels le groupe est confronté, ainsi que de sa situation, de son évolution prévisible ou de l'influence notable de certains faits sur son développement futur. Nous pouvons néanmoins confirmer que les renseignements fournis ne présentent pas d'incohérences manifestes avec les informations dont nous avons connaissance dans le cadre de notre mandat.

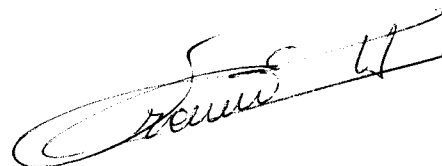
Anvers, le 18 mars 2008

KPMG Réviseurs d'Entreprises  
Commissaire  
représentée par

Erik Helsen



Theo Erauw



**■ GROUPE AGFA-GEVAERT COMPTES DE RÉSULTATS CONSOLIDÉS**

Millions d'euros	Note	2007	2006
Chiffre d'affaires net	4	3.283	3.401
Coût des ventes		(2.136)	(2.102)
<b>Bénéfice brut</b>		<b>1.147</b>	<b>1.299</b>
Frais de distribution		(523)	(564)
Frais de recherche et de développement		(191)	(193)
Frais généraux d'administration		(262)	(281)
Autres produits d'exploitation	7	333	312
Autres charges d'exploitation	8	(379)	(508)
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>125</b>	<b>65</b>
Produits/(charges) d'intérêts – net	9	(35)	(32)
Autres produits/(charges) hors exploitation – net	9	(28)	(32)
<b>Résultat hors exploitation</b>		<b>(63)</b>	<b>(64)</b>
<b>Résultat avant impôts</b>		<b>62</b>	<b>1</b>
Impôts sur les bénéfices	10	(19)	15
<b>Résultat net des sociétés consolidées</b>		<b>43</b>	<b>16</b>
part attribuable aux intérêts minoritaires		1	1
<b>part attribuable aux actionnaires Agfa-Gevaert NV (résultat net)</b>		<b>42</b>	<b>15</b>
<i>dont activités abandonnées</i>	15	(24)	(36)
Résultat de base par action (en euro)	28	0,34	0,12
Résultat dilué par action (en euro)	28	0,34	0,12
Résultat de base par action provenant des activités poursuivies (en euro)	28	0,53	0,41
Résultat dilué par action provenant des activités poursuivies (en euro)	28	0,53	0,41



## ■ GROUPE AGFA-GEVAERT BILANS CONSOLIDÉS

Millions d'euros	Note	31 décembre 2007	31 décembre 2006
<b>ACTIFS</b>			
<b>Actifs immobilisés</b>		<b>1.243</b>	<b>1.407</b>
Immobilisations incorporelles	12	816	856
Immobilisations corporelles	13	407	455
Immobilisations financières	14	20	29
Prêts à long terme	15	-	65
Instruments financiers dérivés	6	-	2
<b>Actifs à long terme disponibles à la vente</b>	19	<b>-</b>	<b>3</b>
<b>Actifs circulants</b>		<b>1.986</b>	<b>2.071</b>
Stocks	16	578	624
Créances commerciales		861	885
Autres créances et actifs divers	17	363	456
Liquidités et équivalents de liquidités	18	152	85
Charges à reporter		21	19
Instruments financiers dérivés	6	11	2
<b>Impôts différés</b>	10	<b>330</b>	<b>351</b>
<b>ACTIF TOTAL</b>		<b>3.559</b>	<b>3.832</b>
<b>PASSIF</b>			
<b>Fonds propres</b>	20	<b>891</b>	<b>933</b>
Capital social d'Agfa-Gevaert NV		140	140
Prime d'émission d'Agfa-Gevaert NV		109	109
Bénéfices non répartis		939	987
Réserves		(288)	(289)
Résultat net		42	15
Écarts de conversion		(54)	(32)
Intérêts minoritaires		3	3
<b>Passif à long terme</b>		<b>1.488</b>	<b>1.269</b>
Dettes pour avantages liés à la retraite	21	654	721
Dettes pour engagements de personnel		24	30
Dettes financières à plus d'un an	22	740	445
Provisions à plus d'un an	24	69	72
Produit reporté		1	1
Instruments financiers dérivés	6	-	-
<b>Passif à court terme</b>		<b>1.115</b>	<b>1.517</b>
Dettes financières à moins d'un an	22	133	344
Dettes commerciales		275	313
Avances et acomptes versés		96	87
Autres dettes	23	237	341
Dettes pour engagements de personnel		89	93
Provisions à moins d'un an	24	275	319
Produit reporté		7	13
Instruments financiers dérivés	6	3	7
<b>Impôts différés</b>	10	<b>65</b>	<b>113</b>
<b>PASSIF TOTAL</b>		<b>3.559</b>	<b>3.832</b>

**■ GROUPE AGFA-GEVAERT FONDS PROPRES CONSOLIDÉS**

Millions d'euros	Capital social d'Agfa-Gevaert NV	Prime d'émission d'Agfa-Gevaert NV	Bénéfices non répartis	Réserves pour actions propres	Plus-value de réévaluation	Réserve de paiement sous forme d'actions	Réserve de couverture	Résultat net	Écarts de conversion	Intérêts minoritaires	TOTAL
<b>31 décembre 2005</b>	<b>140</b>	<b>109</b>	<b>1.069</b>	<b>(296)</b>	<b>(4)</b>	<b>5</b>	<b>(6)</b>	<b>(19)</b>	<b>31</b>	<b>3</b>	<b>1.032</b>
<b>Variations de fonds propres résultant des apports en capital et des paiements de dividendes</b>											
Palements de dividendes	-	-	(63)	-	-	-	-	-	-	-	(63)
<b>Autres variations de fonds propres non incluses dans le résultat</b>											
Bons de souscription exercés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Options sur actions exercées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Palements sous forme d'actions	-	-	-	-	-	3	-	-	-	-	3
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	-	4	-	-	-	-	-	4
Couvertures des flux de trésorerie	-	-	-	-	-	-	5	-	-	-	5
Actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Écarts de conversion	-	-	-	-	-	-	-	-	(63)	-	(63)
Autre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Variations de fonds propres incluses dans le résultat</b>											
Affectation aux bénéfices non répartis	-	-	(19)	-	-	-	-	19	-	-	0
Résultat après impôts pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2006	-	-	-	-	-	-	-	15	-	-	15
<b>31 décembre 2006</b>	<b>140</b>	<b>109</b>	<b>987</b>	<b>(296)</b>	<b>0</b>	<b>8</b>	<b>(1)</b>	<b>15</b>	<b>(32)</b>	<b>3</b>	<b>933</b>
<b>Variations de fonds propres résultant des apports en capital et des paiements de dividendes</b>											
Palements de dividendes	-	-	(63)	-	-	-	-	-	-	-	(63)
<b>Autres variations de fonds propres non incluses dans le résultat</b>											
Bons de souscription exercés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Options sur actions exercées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Palements sous forme d'actions	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	2
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	-	(2)	-	-	-	-	-	(2)
Couvertures des flux de trésorerie	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1
Actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Écarts de conversion	-	-	-	-	-	-	-	-	(22)	-	(22)
Autre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Variations de fonds propres incluses dans le résultat</b>											
Affectation aux bénéfices non répartis	-	-	15	-	-	-	-	(15)	-	-	0
Résultat après impôts pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2007	-	-	-	-	-	-	-	42	-	-	42
<b>31 décembre 2007</b>	<b>140</b>	<b>109</b>	<b>939</b>	<b>(296)</b>	<b>(2)</b>	<b>10</b>	<b>0</b>	<b>42</b>	<b>(54)</b>	<b>3</b>	<b>891</b>

**■ GROUPE AGFA-GEVAERT TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS**

Millions d'euros	Note	2007	2006
<b>Liquidités et équivalents de liquidités en début d'exercice</b>		<b>83</b>	<b>168</b>
Résultat d'exploitation		125	65
Impôts courants	10	(53)	(54)
Pertes de dépréciation, d'amortissement et de valeur		148	159
Changements de la juste valeur des instruments financiers divers		(2)	(3)
Régularisation pour le résultat hors trésorerie		(2)	(1)
Variation de provisions à long terme		(106)	(9)
(Plus-values) moins-values sur reprise d'actifs à long terme	7/8	(17)	(21)
Pertes pour cession	5	1	4
<b>Liquidités brutes résultant des activités d'exploitation</b>		<b>94</b>	<b>140</b>
<i>dont activités abandonnées</i>	15	(35)	(51)
Diminution/(augmentation) des stocks		26	(58)
Diminution/(augmentation) des créances commerciales		1	(57)
Diminution/(augmentation) des dettes commerciales		(30)	12
Augmentation/(Diminution) en avances et acomptes versés		13	26
Variation de provisions à court terme		(14)	37
Autres variations du fonds de roulement		18	7
<b>Liquidités nettes résultant des activités d'exploitation</b>		<b>108</b>	<b>107</b>
<i>dont activités abandonnées</i>	15	(13)	(25)
Sorties de fonds pour acquisition d'immobilisations incorporelles	12	(29)	(28)
Sorties de fonds pour acquisition d'immobilisations corporelles	13	(71)	(77)
Entrées de fonds résultant de la cessions d'immobilisations incorporelles	12	2	-
Entrées de fonds résultant de la cession d'immobilisations corporelles	13	37	27
Entrées de fonds résultant de la cession d'actifs disponibles à la vente	19	19	4
Entrées de fonds provenant des fonds propres et des titres de créance		67	62
Sorties de fonds pour acquisitions antérieures	5	(38)	(53)
Entrées de fonds résultant de cessions	5	2	13
Intérêts et dividendes perçus		11	6
<b>Liquidités nettes consacrées aux activités d'investissement</b>		<b>0</b>	<b>(46)</b>
<i>dont activités abandonnées</i>	15	38	37
Distribution de dividendes aux actionnaires	20	(63)	(63)
Préfinancement par/(de) AgfaPhoto concernant la cession antérieure de Consumer Imaging		(17)	(4)
Émissions nettes de titres de créances		106	(39)
Intérêts versés		(48)	(38)
Autres entrées/sorties de fonds		(12)	14
<b>Liquidités nettes provenant des/(consacrées aux) activités de financement</b>		<b>(34)</b>	<b>(130)</b>
<i>dont activités abandonnées</i>	15	(17)	(4)
Variations de liquidités et d'équivalents de liquidités résultant des activités courantes		74	(69)
Variations de liquidités et d'équivalents de liquidités résultant des fluctuations des cours de change		(6)	(16)
<b>Liquidités et équivalents de liquidités en fin d'exercice</b>	<b>18</b>	<b>151</b>	<b>83</b>

## 1 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

### (A) DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Agfa-Gevaert NV ("la Société") est une société implantée en Belgique. Les états financiers consolidés de la Société englobent les comptes de la Société et de ses filiales (collectivement désignées par le terme "Groupe") ainsi que les participations du Groupe dans les entités associées. L'autorisation de publier les présents états financiers consolidés a été délivrée par le Conseil d'administration le 18 mars 2008. Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes Internationales d'Informations Financières (IFRS) élaborées par le Bureau des normes internationales comptables (IASB) et adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2007.

Le Groupe n'a appliqué aucune règle européenne qui pourrait différer des normes IFRS. Par conséquent, les états financiers consolidés répondent parfaitement aux normes IFRS. Le Groupe n'a pas appliqué les nouvelles normes IFRS qui ne sont pas encore effectives en 2007. Davantage d'informations sont disponibles dans note 1(x) nouvelles normes et interprétations non encore adoptées.

### (B) FONDAMENTAUX DE LA PRÉPARATION

Les états financiers consolidés sont établis en euros et arrondis au million. Selon les normes IFRS applicables, la base de mesure utilisée pour la préparation des états financiers consolidés est le coût, la valeur de réalisation nette, la juste valeur ou le montant recouvrable. Chaque fois que l'IFRS laisse le choix entre le coût et une autre base de mesure, la solution du coût est privilégiée.

La préparation des états financiers consolidés selon les normes IFRS nécessite l'utilisation de certaines estimations et hypothèses d'une grande importance. Elle impose également à la direction d'exercer son jugement avec discernement lors de l'application des conventions comptables du Groupe. Les domaines qui impliquent un haut degré d'analyse ou de complexité, ou les points des états financiers consolidés comportant une grande part d'hypothèses et d'estimations importantes sont expliqués en note 2.

Les conventions comptables ont été uniformément respectées par les entreprises du Groupe et sont identiques à celles appliquées l'année précédente.

### (C) PRINCIPES DE CONSOLIDATION

#### Filiales

Les filiales sont des entités contrôlées par la Société. Par contrôle, on entend le pouvoir de diriger, directement ou indirectement, les politiques financière et opérationnelle d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités. Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date de prise de contrôle effective jusqu'au terme de ce dernier.

#### Entreprises associées

Les entreprises associées sont celles dont le Groupe influence notablement les politiques financière et opérationnelle, sans pour autant en détenir le contrôle. Les états financiers consolidés incluent la quote-part du Groupe dans le total des bénéfices et pertes réalisés par les entreprises associées, selon la méthode de mise en équivalence, à compter de la date à laquelle l'influence notable a commencé jusqu'à son terme. Lorsque le total des pertes du Groupe dépasse la valeur comptable de l'entreprise, cette dernière est réduite à néant et la prise en compte d'autres pertes s'interrompt, sauf dans la mesure où le Groupe a contracté des obligations par rapport à l'entreprise.

#### Élimination de transactions aux fins de consolidation

Les états financiers consolidés ne tiennent pas compte des bilans et transactions intragroupe, y compris les plus-values latentes résultant de transactions internes au Groupe. Les plus-values latentes dérivées de transactions conclues avec les entreprises associées sont éliminées à hauteur de la participation du Groupe dans ces entreprises. Les plus-values latentes résultant de transactions effectuées avec des entreprises associées sont éliminées à hauteur de l'investissement de la Société dans ces entreprises. Les moins-values latentes sont éliminées selon les mêmes principes, à condition toutefois qu'il n'y ait pas de perte de valeur.

## ■ (D) CONVERSION DES DEVICES

### ■ *Devise de fonctionnement et de présentation*

Les éléments inclus dans les états financiers de chaque entité du Groupe sont mesurés à l'aide de la devise en cours au sein de l'environnement économique principal dans lequel l'entité opère ("la devise de fonctionnement"). Les états financiers consolidés sont présentés en euro, qui constitue la devise de fonctionnement et de présentation de la Société.

### ■ *Transactions et soldes en devise étrangère*

Les transactions effectuées en devise étrangère sont converties dans la devise de fonctionnement au taux de change en vigueur à la date des transactions. Les gains et les pertes qui résultent de ces transactions et de la conversion au taux de clôture des actifs et passifs monétaires libellés en devise étrangère sont inscrits dans le compte de résultat. Les actifs et passifs non monétaires évalués au coût historique et libellés en devise étrangère sont convertis au taux de change en vigueur à la date de transaction.

### ■ *États financiers des sociétés étrangères du Groupe*

Les résultats et la situation financière de toutes les entités du Groupe (dont aucune ne possède de devise de fonctionnement caractéristique d'une économie hyper inflationniste) exprimés dans une devise différente de la devise de présentation sont convertis dans la devise de présentation comme suit:

- (a) l'actif et le passif de chaque bilan présenté sont convertis au taux de clôture en vigueur à la date du bilan;
- (b) les recettes et les dépenses de chaque compte de résultat sont converties aux taux de change moyens; et
- (c) tous les écarts résultant des conversions sont considérés comme étant un élément séparé des fonds propres.

Dans le cas d'une cession d'une entité étrangère, la somme cumulée des écarts de conversion, inscrite comme élément séparé des fonds propres et correspondant à ces activités étrangères, figure dans le compte de résultat une fois que le gain ou la perte lié(e) à la cession a été comptabilisé(e).

Les ajustements opérés sur l'écart d'acquisition et sur la juste valeur qui découlent de l'acquisition d'une entité étrangère sont considérés comme l'actif et le passif de l'entité étrangère et sont donc convertis au taux de clôture.

## ■ (E) INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS ET OPÉRATIONS DE COUVERTURE

Le Groupe recourt essentiellement à des instruments financiers dérivés pour se prémunir contre les risques de change et de taux d'intérêt découlant de ses activités d'exploitation, de financement et d'investissement. Fidèle à sa politique de gestion de trésorerie, le Groupe ne détient ni n'émet actuellement d'instrument dérivé à des fins commerciales. Les instruments financiers dérivés qui constituent des couvertures économiques mais qui ne répondent pas aux critères comptables stricts IAS 39 *Financial Instruments: Recognition and Measurement*, sont toutefois considérés comme actif ou passif financier à leur juste valeur en profit ou perte.

Les instruments financiers sont dans un premier temps comptabilisés à leur juste valeur à la date de conclusion du contrat dérivé et sont ensuite réévalués à leur juste valeur. Selon que la comptabilité de couverture du flux de trésorerie ou de l'investissement net est appliquée ou non, tout gain ou toute perte est inscrit(e) directement soit en capitaux propres soit dans le compte de résultat.

La comptabilité de couverture du flux de trésorerie, de la juste valeur ou de l'investissement net s'applique pour toutes les couvertures qui rentrent dans le cadre de celle-ci, lorsque la documentation requise de la relation de couverture est disponible et quand la couverture est considérée comme effective.

Les justes valeurs des contrats d'intérêt dérivés sont estimées en actualisant les flux de trésorerie futurs escomptés à l'aide des taux d'intérêt actuels du marché et la courbe de rendement sur le terme restant de l'instrument. La juste valeur des contrats de change à terme est leur prix du marché coté à la date du bilan, c'est-à-dire la valeur actuelle du prix à terme coté.



### ■ Couvertures en juste valeur

Lorsqu'un instrument financier dérivé couvre les variations de la juste valeur d'un élément de l'actif ou du passif, ou un engagement ferme non comptabilisé, tout gain ou toute perte sur l'instrument de couverture est inscrit(e) au compte de résultat. L'élément couvert est également déclaré à sa juste valeur par rapport au risque couvert, l'éventuel(le) gain ou perte étant inscrit(e) dans le compte de résultat.

### ■ Couvertures des flux de trésorerie

Lorsqu'un instrument financier dérivé couvre la variation des flux de trésorerie attribuable à un risque particulier associé à un élément de l'actif ou du passif comptabilisé ou encore à une transaction prévue et hautement probable, la partie effective d'un gain ou d'une perte sur l'instrument financier est inscrite directement dans les fonds propres. Lorsque la transaction prévue se traduit par la comptabilisation d'un élément de l'actif ou du passif non financier, le bénéfice ou la perte cumulé(e) est retiré(e) des fonds propres et inclus(e) dans le calcul initial du coût de l'élément de l'actif ou du passif. Lorsque la couverture porte sur des éléments de l'actif ou du passif financier, le bénéfice ou la perte cumulé(e) sur l'instrument de couverture est ré-imputé(e) des fonds propres au compte de résultat durant la même période que celle pendant laquelle l'élément couvert a affecté le bénéfice ou la perte (par exemple: lorsque la transaction prévue a eu effectivement lieu ou quand la dépense d'intérêt variable a été comptabilisée. Le bénéfice ou la perte lié(e) à toute partie inefficace est immédiatement inscrit(e) au compte de résultat.

Lorsqu'un instrument de couverture arrive à son terme ou qu'il est vendu, résilié ou exercé, ou quand une couverture ne répond plus aux critères de comptabilité de couverture mais que la transaction couverte doit avoir lieu, le bénéfice ou la perte cumulé(e) à ce stade reste dans les fonds propres, puis est comptabilisé(e) conformément à la convention précitée lorsque la transaction couverte se réalise. Si la transaction couverte n'a pas lieu, le bénéfice ou la perte cumulé(e) inscrit(e) en fonds propres est immédiatement comptabilisé(e) dans le compte de résultat.

### ■ Couverture d'un investissement net dans une entité à l'étranger

Lorsqu'un élément du passif en devise étrangère couvre un investissement net dans une entité à l'étranger, les écarts résultant de la conversion de l'élément du passif en devise de fonctionnement sont comptabilisés directement dans les fonds propres.

Lorsqu'un instrument financier couvre un investissement net dans une entité à l'étranger, la partie du bénéfice ou de la perte relative à l'instrument de couverture, définie comme une couverture effective, est inscrite directement dans les fonds propres, tandis que la partie inefficace est comptabilisée dans le compte de résultat.

### ■ (F) PUBLICATION D'INFORMATIONS SECTORIELLES

La publication des informations sectorielles s'effectue selon deux formats. Le format principal englobe les trois business groups, Graphics, HealthCare et Specialty Products, et reflète la structure de gestion du Groupe. Le second format sert à la présentation des quatre zones géographiques desservies par le Groupe. Les résultats sectoriels comprennent les recettes et les dépenses directement imputables à un segment ainsi que la part des recettes et dépenses qui peut raisonnablement lui être attribuée.

Les actifs et passifs sectoriels englobent les actifs et passifs d'exploitation directement imputables au segment ou qui peuvent lui être raisonnablement attribués.

Les actifs et passifs sectoriels n'incluent pas l'impôt sur le revenu.

L'attribution de l'actif et du passif, communément utilisés par plusieurs business groups peut être résumée comme suit:

En général, chaque élément de l'actif d'exploitation est attribué entièrement à un segment. Par exemple: un élément d'actif tel que les locaux de la société est attribué à un seul business groups. Si un élément de l'actif connexe est utilisé par plusieurs business groups, l'un d'entre eux possèdera cet élément et les autres le loueront (par le biais d'une écriture interne *via* un contrat de service). Cette méthode est également utilisée pour les éléments du passif d'exploitation, tels que les employés. Étant donné que tous les employés, à l'exception de ceux appartenant au Corporate Centre (centre de gestion) et des employés inactifs (voir ci-dessous), sont rattachés à un seul business group, l'ensemble du passif et toutes les provisions sont attribués au segment auquel l'employé appartient.

La principale exception à la règle précitée concerne la branche de fabrication des films et des produits chimiques de l'entité Materials, qui produit des biens pour tous les business groups. En effet, l'unité de production Materials résulte d'une combinaison entre une branche liée au business group Specialty Products et la production de consommables film dans le monde. Les recettes et les dépenses d'exploitation, ainsi que l'actif et le passif d'exploitation liés aux consommables film restent attribués aux différents segments à l'aide des clés de ventilation.

Les résultats, actifs et passifs, liés aux employés inactifs sont repris sous Non attribué. La catégorie des employés inactifs regroupe le personnel parti définitivement en retraite, les anciens employés bénéficiant de droits acquis, ainsi que d'autres employés qui ne sont pas susceptibles de réintégrer l'entreprise (par exemple: les employés en départ à la retraite anticipée). Les employés qui, en théorie, sont temporairement inactifs (par exemple: en longue maladie, en invalidité, en congé maternité, au service militaire, etc.) sont considérés comme des employés actifs et, par conséquent, sont attribués à un business group. Les soldes reportés sous Non attribué incluent également les soldes exceptionnels découlant des contrats de distribution, d'approvisionnement et de service conclus entre le Groupe et AgfaPhoto, ainsi que les dettes relatives à l'ancien business group Consumer Imaging, resté la propriété du Groupe.

#### ■ (G) REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES ET ÉCARTS D'ACQUISITION

L'écart d'acquisition correspond à l'excès de coût d'une acquisition par rapport aux intérêts du Groupe dans la juste valeur nette de l'actif, du passif et du passif éventuel identifiables de la filiale acquise à la date d'acquisition. Tous les regroupements d'entreprises sont comptabilisés sur la base de la méthode de l'achat.

L'écart d'acquisition n'est pas amorti mais soumis à un test de dépréciation chaque année et lorsqu'il apparaît que l'entité génératrice de trésorerie à laquelle l'écart d'acquisition a été attribué pourrait être dépréciée. La procédure de test de dépréciation est décrite dans la section correspondante des principes.

L'écart d'acquisition est comptabilisé au coût de l'acquisition, déduction faite de l'amortissement cumulé.

Pour ce qui est des entreprises associées, la valeur comptable de l'écart d'acquisition est incluse dans la valeur comptable de la participation détenue dans chaque entreprise.

Si les intérêts du Groupe dans la juste valeur nette de l'actif, du passif et du passif éventuel identifiables comptabilisée sont supérieurs au coût du regroupement d'entreprises, cet excédent généré est immédiatement comptabilisé dans le compte de résultat.

#### ■ (H) IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles dont la vie utile est indéfinie, telles que les marques commerciales, sont comptabilisées au coût d'acquisition, déduction faite des pertes de valeur cumulées.

Les immobilisations incorporelles ayant une durée de vie utile indéfinie ne sont pas amorties. Elles sont en revanche soumises à des tests de dépréciation chaque année et s'il apparaît qu'elles pourraient être dépréciées.

Les immobilisations incorporelles ayant une durée de vie utile définie sont comptabilisées au coût d'acquisition, déduction faite de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles ayant une durée de vie utile définie, telles que la technologie acquise et les relations avec la clientèle, sont amorties selon un principe linéaire sur leur durée de vie utile estimée, généralement sur des périodes allant de 3 à 20 ans.

Conformément à la norme IFRS 3 *Business Combinations*, si une immobilisation incorporelle a été acquise lors d'un regroupement d'entreprises, le coût de cette immobilisation est fixé à sa juste valeur à la date d'acquisition. La juste valeur d'une immobilisation incorporelle reflète les attentes du marché quant à la probabilité que les avantages économiques futurs que représente cette immobilisation seront acquis par l'entité.

Les dépenses de recherche et de développement sont prises en charge lorsqu'elles sont encourues, sauf certaines dépenses de développement qui sont capitalisées lorsqu'il y a une forte probabilité qu'un projet de développement soit un succès et que certains critères, dont la faisabilité technologique et commerciale, sont réunis. Les coûts de développement capitalisés sont amortis de façon systématique tout au long de leur durée de vie utile estimée.

## ■ (I) IMMOBILISATIONS CORPORELLES

### ■ Immobilisations acquises

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition ou de production, déduction faite de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur.

Le prix de revient des immobilisations corporelles produites par l'entreprise englobe le coût direct des matières premières, les frais directs de fabrication, des quotes-parts adéquates de matériel et frais généraux de fabrication, ainsi qu'une quote-part adéquate d'amortissement et de réduction de valeur des actifs utilisés pour la fabrication. Ceci inclut la part des dépenses dévolue aux régimes de retraite de l'entreprise et aux avantages sociaux attribuables à la fabrication. Les coûts d'emprunt ne sont pas activés.

Les dépenses consacrées à la remise en état des immobilisations corporelles sont normalement imputées en charges, en contrepartie des produits. Elles sont en revanche activées si elles résultent en un accroissement des avantages futurs découlant des immobilisations corporelles.

Les immobilisations corporelles sont amorties linéairement sur leur durée de vie utile estimée, sauf si la méthode dégressive semble plus appropriée compte tenu de l'utilisation réelle de l'immobilisation.

Les terrains ne sont pas amortis.

La durée de vie utile estimée des différentes catégories d'immobilisations se chiffre comme suit:

Immeubles	20 à 50 ans
Infrastructure extérieure	10 à 20 ans
Installations des usines	6 à 20 ans
Matériel et équipement	6 à 12 ans
Laboratoires et centres de recherche	3 à 5 ans
Matériel de transport	4 à 8 ans
Équipement informatique	3 à 5 ans
Mobilier et aménagements	4 à 10 ans

### ■ Immobilisations louées

Les contrats de location pour lesquels le Groupe assume pratiquement tous les risques et détient pratiquement tous les avantages inhérents à la propriété des actifs loués sont classés dans les contrats de location-financement. Les immobilisations corporelles acquises sur la base de tels contrats sont comptabilisées au montant le plus faible de leur valeur de marché ou de la valeur actuelle des échéances minimales des loyers à l'entrée en vigueur du contrat de location-financement, diminué de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur.

La période d'amortissement coïncide avec la durée de vie utile estimée de l'immobilisation ou la durée du contrat de location, selon la période la plus courte.

## ■ (J) INVESTISSEMENT DANS DES TITRES DE PARTICIPATION

Les participations classifiées comme actifs à long terme englobent les participations dans des sociétés dont le Groupe ne détient pas le contrôle.

Si le Groupe dispose, directement ou indirectement, de plus de 20% des droits de vote et/ou influence notablement les politiques financière et opérationnelle d'une société, les participations sont comptabilisées comme s'il s'agissait d'entreprises associées. Les participations dans des entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. S'il existe des indices mentionnant qu'une participation dans une société associée s'est vue déprécier, la règle comptable des pertes de valeur est appliquée.

Les autres investissements dans les titres de participation sont classés comme étant disponibles à la vente et sont comptabilisés à leur juste valeur, à l'exception des instruments de participation qui n'ont pas un prix du marché coté sur un marché actif et dont la juste valeur ne peut être mesurée de manière fiable. Ces instruments de participation exclus d'une évaluation de la juste valeur sont comptabilisés au coût de l'acquisition.

Un bénéfice ou une perte résultant d'un changement de juste valeur d'un investissement classé comme disponible à la vente et ne faisant pas partie d'une relation de couverture est inscrit directement dans les capitaux propres. Lorsque l'investissement est vendu, recouvert ou cédé d'une autre manière, ou si la valeur comptable de l'investissement se déprécie, le bénéfice ou la perte cumulé(e) comptabilisé(e) antérieurement dans les capitaux propres est transféré(e) dans le compte de résultat.

La juste valeur des investissements disponibles pour la vente est leur prix d'achat coté à la date du bilan.

### ■ (K) PRÊTS ET CRÉANCES

Les prêts et les créances sont comptabilisés à leur coût amorti diminué des pertes de valeur. Une estimation des créances et prêts douteux est effectuée sur la base d'un examen de tous les montants impayés à la date du bilan. Une perte de valeur est constatée dans le compte de résultat pour la différence entre la valeur comptable des créances recouvrables et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés.

### ■ (L) PERTE DE VALEUR

L'écart d'acquisition et les immobilisations incorporelles ayant une durée de vie utile indéfinie sont soumis à des tests de dépréciation au moins une fois par an et à chaque fois qu'une perte de valeur semble apparaître.

Les tests de dépréciation sont effectués chaque année à la même période et au niveau de l'entité génératrice de trésorerie. Le Groupe définit ses entités génératrices de trésorerie selon son mode de contrôle de l'écart d'acquisition et déterminera l'avantage économique à partir de l'écart d'acquisition et des immobilisations incorporelles acquis. Les tests de dépréciation sont effectués en comparant la valeur comptable de l'actif des entités génératrices de trésorerie avec leur montant recouvrable, sur la base des flux de trésorerie futurs estimés actualisés au taux d'intérêt avant impôt approprié. Le taux d'actualisation reflète l'évaluation de la valeur temporelle de l'argent et des risques spécifiques à l'entité génératrice de trésorerie. Une moins-value est constatée chaque fois que la valeur comptable de l'entité génératrice de trésorerie est supérieure à son montant recouvrable. Ces moins-values sont comptabilisées dans le compte de résultat.

À la date de chaque bilan, il sera déterminé si, éventuellement, il existe une dépréciation des valeurs comptables des immobilisations corporelles, des immobilisations incorporelles avec durée de vie utile définie et de l'actif financier du Groupe. Si tel semble être le cas, on estime le montant recouvrable de l'actif. Une moins-value est constatée chaque fois que la valeur comptable d'un élément de l'actif est supérieure à son montant recouvrable. Ces moins-values sont comptabilisées dans le compte de résultat.

Le montant recouvrable des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles dont la durée de vie utile est définie correspond à la valeur maximale de la juste valeur, déduction faite des frais de vente et de la valeur d'usage. En estimant la valeur d'usage, les flux de trésorerie escomptés sont actualisés en utilisant un taux avant impôts reflétant les estimations actuelles du marché concernant la valeur temporelle de l'argent et les risques inhérents à l'actif. Le montant recouvrable des prêts et des créances du Groupe est la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés au taux d'intérêt réel initial inhérent à l'actif financier. Une moins-value précédemment constatée pour un élément de l'actif autre que l'écart d'acquisition doit être contre-passée si et seulement si les estimations utilisées pour déterminer le montant recouvrable de cet élément ont été modifiées depuis la dernière constatation de la moins-value.

### ■ (M) STOCKS

Les matières premières, les fournitures et les biens achetés destinés en vue de leur revente sont évalués à leur coût d'acquisition. Les en-cours de production ainsi que les produits finis sont évalués, quant à eux, à leur prix de revient. Le prix de revient englobe le coût direct des matériaux, les frais directs de fabrication, des quotes-parts adéquates de matériel et frais généraux de fabrication, ainsi qu'une quote-part adéquate d'amortissement et de réduction de valeur des actifs utilisés pour la production. Ceci inclut la part des dépenses dévolue aux régimes de retraite de l'entreprise et aux avantages sociaux attribuables à la fabrication. Les frais administratifs attribuables à la production sont également inclus.

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré.

Si le prix d'achat ou de revient est supérieur à la valeur de réalisation nette, les stocks sont amortis jusqu'à la valeur de réalisation nette. Par valeur de réalisation nette, on entend le prix de vente estimé dans des conditions de marché normales, déduction faite des coûts liés à l'achèvement et des frais de commercialisation estimés.

### ■ (N) LIQUIDITÉS ET ÉQUIVALENTS DE LIQUIDITÉS

Les liquidités et les équivalents de liquidités se composent du solde de caisse et des dépôts à vue.

## ■ (O) ACTIVITÉS ABANDONNÉES ET ACTIF À LONG TERME (OU GROUPES À VENDRE) RÉSERVÉS À LA VENTE

Une activité abandonnée est une branche du Groupe qui a été cédée ou qui est considérée comme réservée à la vente et qui représente un secteur d'activité indépendant important faisant l'objet d'un plan coordonné individuel de cession d'une branche indépendante importante, soit d'une filiale acquise uniquement en vue de sa revente.

Le Groupe considère un actif à long terme (ou un groupe à vendre) comme réservé à la vente si sa valeur comptable doit être normalement récupérée, principalement par le biais d'une transaction de vente plutôt que par une utilisation continue. Avant d'être classé comme réservé à la vente, le Groupe évalue la valeur comptable de l'actif (ou de l'ensemble de l'actif et du passif du groupe à vendre), conformément aux normes IFRS applicables. Une fois classés comme réservés à la vente, l'ensemble de l'actif à long terme et les groupes à vendre sont comptabilisés au plus bas de leur valeur comptable et de leur juste valeur, déduction faite des frais de vente. Les moins-values sont constatées pour toute réduction initiale ou ultérieure de l'actif (ou du groupe à vendre) à leur juste valeur, en déduisant les frais de vente. L'actif à long terme réservé à la vente n'est plus amorti ni déprécié.

## ■ (P) CAPITAL SOCIAL

### ■ *Rachat du capital social*

En cas de rachat de capital social inclus dans les capitaux propres, le montant de la contrepartie versée, y compris les frais directement imputables, est comptabilisé comme une évolution de l'avoir. Les actions rachetées sont assimilées à des actions non émises et déduites des capitaux propres.

### ■ *Dividendes*

Les dividendes sont comptabilisés en éléments du passif pour la période au cours de laquelle ils ont été déclarés.

## ■ (Q) PRÊTS ET EMPRUNTS PRODUCTIFS D'INTÉRÊTS

Les prêts et les emprunts productifs d'intérêts sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, après déduction des frais de transaction. Après la comptabilisation initiale, les prêts et les emprunts productifs d'intérêts sont comptabilisés au coût amorti, les différences éventuelles entre le montant initial et la valeur de remboursement étant portées au compte de résultat pour la durée de vie prévue de l'instrument sur la base d'un taux d'intérêt effectif.

## ■ (R) IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

Les impôts sur les résultats perçus sur les bénéfices ou pertes de l'exercice regroupent les impôts courants et différés. Ils sont inscrits au compte de résultat sauf s'ils portent sur des éléments repris dans les capitaux propres; auquel cas ils sont eux aussi comptabilisés dans les capitaux propres.

Les impôts courants désignent les impôts à payer sur le revenu imposable de l'exercice, calculés selon les taux d'imposition en vigueur ou promulgués à la date de clôture du bilan, ainsi que les redressements relatifs aux exercices antérieurs.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, laquelle engendre des différences temporaires entre la valeur comptable des actifs et des passifs inscrite dans les rapports financiers et leur valeur fiscale. Les différences temporaires suivantes ne sont pas prises en compte: comptabilisation initiale de l'écart d'acquisition; comptabilisation initiale d'un élément de l'actif ou du passif dans une transaction n'étant pas un regroupement d'entreprises et n'affectant pas les bénéfices comptables ou imposables (perte fiscale) au moment de la transaction; différences se rapportant à des participations dans des filiales pour lesquelles aucune contre-passation n'est prévue dans un avenir proche. La charge des impôts différés mentionnée est calculée selon le mode de réalisation ou de règlement prévu de la valeur comptable des actifs et passifs, sur la base des taux d'imposition en vigueur ou promulgués à la date de clôture du bilan. Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que s'ils sont susceptibles d'engendrer des bénéfices imposables permettant de tirer profit des différences temporaires déductibles, des crédits et débits d'impôts inutilisés. Les actifs d'impôts différés sont réduits si la réalisation des bénéfices imposables y afférents se révèle improbable.

Des impôts supplémentaires sur le revenu résultant de la distribution de dividendes sont inscrits en même temps que l'obligation de verser le dividende correspondant.



## ■ (S) AVANTAGES SOCIAUX

### ■ *Avantages liés à la retraite*

Les avantages liés à la retraite comprennent les prestations de retraite, d'assurance-vie et de soins de santé. La majorité des salariés du Groupe perçoivent des allocations de retraite dans le cadre de régimes à cotisations déterminées ou à prestations déterminées, gérés par des fonds indépendants, des régimes d'assurance ou des régimes reposant sur une semi-capitalisation.

#### **(1) Régimes à cotisations déterminées :**

Les cotisations versées aux régimes de retraite à cotisations déterminées sont passées en charges dans le compte de résultat à la date du paiement.

#### **(2) Régimes à prestations déterminées :**

En ce qui concerne les régimes à prestations déterminées, le montant inscrit au bilan équivaut à la valeur actualisée de l'obligation de prestation ajustée en fonction des pertes et gains actuariels non constatés, diminuée des éventuels coûts afférents au service antérieur non encore constatés et de la juste valeur des actifs de régime. Si le calcul débouche sur un excédent net, l'actif comptabilisé ne dépasse pas le total net cumulé des pertes actuarielles et des coûts afférents au service antérieur non constaté et la valeur actualisée des bénéfices économiques disponibles sous forme de futurs remboursements provenant du régime ou de réductions des futures cotisations versées au régime.

La prise en compte des gains et pertes actuariels s'effectue séparément pour chaque régime à prestations déterminées. Si le bénéfice ou la perte net(te) cumulé(e) non constaté(e) dépasse 10% de la valeur actualisée de l'obligation de prestation ou de la juste valeur des actifs du régime, selon celle qui est la plus élevée, cet excédent est inscrit au compte de résultat sur la durée de service restante moyenne des salariés participant au régime. Dans les autres cas, le bénéfice ou la perte actuariel(le) n'est pas comptabilisé(e). Les coûts afférents au service antérieur sont linéairement passés en charges sur la période moyenne écoulée jusqu'à l'acquisition des droits. Si les droits ont été acquis à la suite de la mise en place ou de la modification d'un régime de retraite à prestations déterminées, les coûts afférents au service antérieur sont immédiatement passés en charges.

La valeur actualisée des obligations de prestations déterminées et les coûts de service y afférents sont calculés par un actuaire qualifié au moyen de la méthode des unités de crédit projetées. Le taux d'actualisation appliqué correspond au rendement enregistré à la date de clôture du bilan sur les obligations de sociétés de premier choix dont la date d'échéance coïncide approximativement avec celle des obligations du Groupe. Le montant imputé au compte de résultat se compose des coûts afférents au service courant, des charges d'intérêts, du rendement attendu sur les actifs du régime et des gains et pertes actuariels. Les allocations de pré-retraite sont traitées au même titre que les indemnités de licenciement.

### ■ *Autres avantages à long terme*

L'obligation nette du Groupe en matière d'avantages sociaux à long terme, autres que les prestations de retraite, d'assurance-vie et de soins de santé, équivaut aux avantages futurs obtenus par les salariés au vu de leur ancienneté acquise au cours des périodes actuelle et antérieure. Cette obligation est calculée au moyen de la méthode des unités de crédit projetées. Le montant obtenu est actualisé et diminué de la juste valeur des actifs connexes. Le taux d'actualisation appliqué correspond au rendement enregistré à la date de clôture du bilan sur les obligations de sociétés de premier choix dont la date d'échéance coïncide approximativement avec celle des obligations du Groupe.

### ■ *Indemnités de licenciement*

Les indemnités de licenciement sont comptabilisées comme dette et comme dépense lorsqu'une société du Groupe s'engage visiblement à : (a) licencier un employé ou un groupe d'employés avant la date normale de la retraite; ou (b) verser des indemnités de licenciement à la suite d'une offre destinée à encourager les départ volontaires.

Lorsque les indemnités de licenciement arrivent à échéance plus de douze mois après la date du bilan, elles sont actualisées à l'aide du taux d'actualisation. Celui-ci correspond au rendement à la date de clôture du bilan sur les obligations de sociétés de premier choix dont la date d'échéance coïncide approximativement avec celle des obligations du Groupe.

### ■ Prestations sociales liées à l'actionnariat

Le Groupe fait état de transactions de paiement sous forme d'actions des capitaux propres. La juste valeur des services du personnel reçus en échange de l'octroi d'options est comptabilisée comme une dépense. Le montant total à dépenser sur la période d'acquisition est déterminé en fonction de la juste valeur des options octroyées, sans tenir compte de l'impact des conditions d'acquisition non marchandes. Les conditions d'acquisition non marchandes sont incluses dans les prévisions concernant le nombre d'options susceptibles d'être exercées. À la date de chaque bilan, le Groupe revoit ses estimations du nombre d'options susceptibles d'être exercées. Il comptabilise l'impact de l'éventuelle révision des estimations initiales dans le compte de résultat, ainsi qu'un ajustement correspondant aux capitaux propres pour la période d'acquisition restante. Lorsque les options sont exercées, les capitaux propres sont augmentés du montant des produits reçus.

### ■ (T) PROVISIONS

Les provisions sont portées au bilan lorsqu'une société du Groupe doit s'acquitter d'une obligation (légale ou présumée) découlant d'un événement antérieur; il est probable qu'une sortie de ressources représentant des avantages économiques sera nécessaire pour honorer cette obligation et que la valeur de l'obligation peut être estimée de manière fiable.

Le montant identifié comme provision correspond à l'estimation la plus précise de la dépense requise pour régler l'obligation à la date de clôture du bilan.

Si l'effet est matériel, des provisions sont déterminées en actualisant les flux de trésorerie futurs escomptés à l'aide d'un taux avant impôts reflétant les estimations actuelles du marché concernant la valeur temporelle de l'argent et, selon le cas, les risques inhérents à l'actif.

Les provisions pour restructuration ne sont comptabilisées que si le Groupe a approuvé un plan de réorganisation détaillé et formel et si la restructuration a commencé ou a été annoncée aux personnes concernées. Les frais d'exploitation futurs ne sont pas pris en compte.

Conformément à la politique du Groupe en matière d'environnement et aux réglementations en vigueur, les provisions pour assainissement de sites pollués ne sont comptabilisées que si la pollution a pu être vérifiée.

Une provision pour contrats onéreux est comptabilisée lorsque le profit que le Groupe espère générer d'un contrat est inférieur aux coûts inévitables auxquels il doit faire face pour tenir ses engagements contractuels.

### ■ (U) DETTES COMMERCIALES ET AUTRES

Les dettes commerciales et autres sont comptabilisées au coût.

### ■ (V) RECETTES

Le Groupe comptabilise ses recettes dans le compte de résultat lorsque les risques et avantages importants inhérents à la propriété ont été transférés à l'acheteur, lorsque le montant des recettes peut être évalué avec fiabilité et quand il n'y a aucune incertitude réelle quant au recouvrement de la somme due, aux coûts y afférents ou à un possible retour de marchandise.

Pour ce qui est de la vente des produits, y compris la vente des consommables, des produits chimiques, des pièces de rechange, d'équipements autonomes ou de licences de logiciel, ces critères sont généralement remplis au moment où le produit est expédié et livré au client et, selon les conditions de livraison, les droits de propriété et les risques sont transférés au client et le produit est accepté.

Les recettes liées aux services, notamment la maintenance, sont comptabilisées selon un principe linéaire tout au long de la période pendant laquelle le service est fourni.

Le Groupe signe également des contrats portant sur la fourniture d'un ensemble de produits et de prestations, tels qu'un logiciel, un matériel/équipement informatique et des services qui comprennent la formation, la maintenance et un service après-vente d'assistance clientèle. De tels contrats sont évalués pour déterminer si les produits livrables doivent être comptabilisés séparément. Les éléments livrés sont constatés indépendamment uniquement (a) s'ils ont une valeur marchande lorsqu'ils sont vendus séparément, (b) s'il existe des preuves objectives et fiables de la juste valeur d'un ou plusieurs éléments non livrés et (c) dans le cas où un droit général de retour relatif au(x) élément(s) livré(s) est prévu, si la livraison ou l'exécution de ou des éléments non livrés est considéré comme probable et sous la responsabilité de la société.

Dans la mesure où les contrats comportant des éléments multiples n'impliquent pas de modification ou d'adaptation du logiciel, les coûts y afférents sont répartis selon les éléments à livrer prévus au contrat, sur la base de la preuve objective de la juste valeur comptable (VSOE). La preuve objective de la juste valeur comptable des éléments d'un contrat est établie suivant la liste des prix de chaque élément lorsqu'il est vendu séparément sur le marché.

Les recettes attribuées à chaque produit livrable d'un contrat d'éléments multiples, qui n'implique pas de modification significative du logiciel, sont comptabilisées selon la valeur de chaque élément, lorsqu'il existe des preuves tangibles d'un contrat, que la livraison a été effectuée, que le prix de vente a été fixé ou qu'il peut être déterminé et que la possibilité de recouvrement est raisonnablement assurée.

Lorsque la juste valeur d'un ou plusieurs éléments du contrat ne peut être matériellement évaluée, mais qu'il existe des preuves objectives d'une juste valeur pour tous les éléments non livrés, le Groupe reporte les recettes des éléments non livrés et comptabilise le montant résiduel du prix du contrat relatif aux éléments non livrés une fois que les critères de comptabilisation susmentionnés sont remplis.

Dans le cas du segment des soins de santé, la grande majorité des contrats à éléments multiples ne nécessite pas de modification ou d'adaptation du logiciel. Les recettes liées au matériel informatique proposé dans le contrat sont généralement comptabilisées lorsque le produit est livré au client et qu'il crée à lui seul de la valeur. Les recettes générées par le logiciel proposé dans le contrat sont comptabilisées une fois que le logiciel a été installé avec succès chez le client. Tous les services connexes sont constatés lorsque les prestations ont été fournies.

En ce qui concerne la vente d'équipements nécessitant un service d'installation important, comme cela se produit dans le segment graphique, les recettes sont comptabilisées lorsque l'installation des équipements est achevée, conformément aux dispositions contractuelles, et que le système est prêt à l'emploi.

Les recettes provenant de contrats à éléments multiples qui comportent des adaptations ou des modifications du logiciel sont constatées selon la méthode de comptabilisation à l'avancement des travaux. Cette méthode est également utilisée pour les solutions proposées par le business group HealthCare qui ne rentrent pas dans le cadre des trois étapes définies dans le processus de lancement des produits (Solution Launch Process) dit projets pilotes. L'étape d'avancement du contrat équivaut au ratio du total des coûts du contrat engagé par rapport au total des coûts du contrat estimé à l'achèvement du projet. Si les bases de mesure de la progression du projet sont insuffisantes, les recettes sont comptabilisées sur acceptation définitive du client.

Les recettes enregistrées tiennent compte des taxes sur la vente, des remises accordées au client, des rabais ainsi que d'autres charges similaires. Une provision pour la garantie du produit est constatée au moment où les recettes sont enregistrées et reflète le coût estimé du remplacement dont le Groupe devra s'acquitter, le cas échéant.

## ■ (W) DÉPENSES

### ■ Produits/(charges) d'intérêts

Les produits/(charges) d'intérêts comprennent les intérêts à payer sur les emprunts et les intérêts à recevoir sur les fonds investis. Les autres produits/(charges) hors exploitation incluent les bénéfices et les pertes de change relatifs aux activités hors exploitation sur les instruments de couverture contractés pour les activités hors exploitation.

Les produits d'intérêts sont inscrits au compte de résultat au fur et à mesure qu'ils se présentent, compte tenu du rendement réel de l'actif. Les produits de dividendes sont, quant à eux, comptabilisés le jour de la déclaration des dividendes.

Tous les intérêts et coûts liés aux emprunts sont passés en charge dès qu'ils se présentent. Les charges d'intérêts provenant des contrats de location-financement sont reprises dans le compte de résultat au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

### ■ Paiements des baux d'exploitation

Les paiements versés dans le cadre de baux d'exploitation sont inscrits au compte de résultat selon la méthode linéaire sur toute la durée du bail.

Les primes de concession perçues sont présentées dans le compte de résultat comme faisant partie intégrante du total des dépenses relatives aux loyers versés.

## ■ (X) NOUVELLES NORMES ET INTERPRÉTATIONS PAS ENCORE ADOPTÉES

Une série de nouvelles normes et d'amendements des normes et interprétations publiés n'étaient pas encore en vigueur au 31 décembre 2007 et n'ont pas encore été implémentées dans la préparation des états financiers consolidés. Elles portent sur:

### ■ Norme IFRS 8 – *Operating segments*

En novembre 2006, le bureau des normes comptables internationales (IASB) a publié la nouvelle norme IFRS 8 *Operating Segments* applicable aux périodes annuelles débutant à partir du premier janvier 2009. Cette norme requiert la divulgation des informations financières segmentées au niveau des segments d'exploitation dans les notes aux états financiers. L'identification des segments d'exploitation doit être basée sur des rapports internes qui sont régulièrement revus par le décideur des opérations de l'entité lors de l'évaluation des performances du segment et lors de la décision sur la manière d'attribuer des ressources aux différents segments d'exploitation.

Le Groupe présente actuellement des informations sectorielles en rapport avec ses activités et secteurs géographiques (voir note 4 relative aux informations sectorielles). Le Groupe évalue actuellement l'impact de l'application de la nouvelle norme sur ses informations sectorielles.

### ■ Norme IAS 1 révisée – *Presentation of Financial Statements*

En septembre 2007, l'IASB a effectué une révision de la norme existante IAS 1 *Presentation of Financial Statements*. La norme révisée présente un état de revenus complet, comprenant tous les éléments de revenus et toutes les dépenses qui ne sont pas reconnus en pertes et profits (c'est-à-dire changements de capital non propriétaire). Appliquer la norme révisée IAS 1, composants de revenus complets, ne peut plus être présenté dans l'état des changements de capital. L'impôt sur le revenu pour chaque composant d'autres revenus complets doit être indiqué séparément.

La norme révisée s'applique à des périodes annuelles commençant à partir du 1 janvier 2009.

La nouvelle norme affecte la présentation des états consolidés du capital des actionnaires dans les annexes des états financiers mais n'affecte pas la reconnaissance ni la mesure des éléments de revenus complets ou des bénéfices et des pertes.

■ Norme IAS 23 révisée – *Borrowing costs*

En mars 2007, l'IASB a effectué une révision de la norme existante IAS 23 *Borrowing Costs*. La norme révisée supprime la possibilité de passer en charge les coûts d'emprunt directement attribuables aux actifs qui prennent un certain temps pour être prêts à être utilisés ou vendus. Une entité sera requise de capitaliser de tels coûts d'emprunt dans les coûts d'un tel actif.

La norme révisée s'applique aux coûts d'emprunt relatifs aux actifs validés pour lesquels la date de début de la capitalisation se situe à partir du 1 janvier 2009. La norme IAS 23 révisée ne doit pas avoir d'effet matériel sur les états financiers consolidés.

■ IFRIC 11 – *IFRS 2 – Group and Treasury Share Transactions*

En novembre 2006, l'IFRIC a publié la norme IFRIC 11 *IFRS 2 – Group and Treasury Share Transactions*, d'application pour les périodes annuelles débutant à partir du 1 mars 2007. L'interprétation requiert un accord de paiement réalisé sous forme d'actions où une entité reçoit des biens et des services en considération de ses propres instruments de fonds propres représentant une transaction de paiement réalisée sous forme d'actions des capitaux propres, indépendamment de la manière dont les instruments de fonds propres sont obtenus. L'application de cette interprétation ne doit pas avoir un impact matériel sur les états financiers consolidés.

■ IFRIC 12 – *Service Concession Agreements*

En novembre 2006, l'IFRIC a publié la norme IFRIC 12 *Service Concession Agreements*, applicable aux périodes annuelles commençant à partir du 1 janvier 2008. Les concessions de services sont des arrangements par lesquels une entité du secteur public octroie aux opérateurs du secteur privé des contrats pour fournir des services publics. Cette norme IFRIC révisée ne s'applique pas au Groupe.

■ Norme IFRIC 13 – *Customer Loyalty Programmes*

En juin 2007, l'IFRIC a publié la norme IFRIC 13 *Customer Loyalty Programmes*, applicable aux périodes annuelles commençant à partir du 1 juillet 2008. L'interprétation traite de la comptabilité pour les programmes de fidélisation de la clientèle selon lesquels le client peut utiliser ses crédits en échange de biens gratuits ou à prix réduits. Au moment de la vente initiale, la valeur correcte des crédits de prix est reportée. L'application de cette interprétation ne doit pas avoir un impact matériel sur les états financiers consolidés.

■ Norme IFRIC 14 – *IAS 19 – The limit on a Defined Benefit Asset, Minimum Funding Requirements and their Interaction*

En juillet 2007, l'IFRIC a publié la norme IFRIC 14 *IAS 19 – The limit on a Defined Benefit Asset, Minimum Funding Requirements and their Interaction*, applicable aux périodes annuelles commençant à partir du 1 janvier 2008. L'interprétation clarifie le moment auquel les remboursements ou les réductions des contributions futures relatives à des actifs définis doivent être considérés comme disponibles et l'effet des conditions de financement minimum sur ces actifs. Elle traite également du moment auquel les conditions de financement minimum peuvent donner lieu à une responsabilité. L'application de cette interprétation ne doit pas avoir un impact matériel sur les états financiers consolidés.



## 2 ESTIMATIONS COMPTABLES IMPORTANTES ET APPLICATION DES NORMES COMPTABLES AVEC JUGEMENT

La préparation des états financiers consolidés selon les normes IFRS nécessite l'utilisation de certaines estimations et hypothèses d'une grande importance. Elle impose également à la direction d'exercer son jugement avec discernement lors de l'application des conventions comptables du Groupe. Les domaines qui impliquent un haut degré d'analyse ou de complexité, ou les points des états financiers consolidés comportant une grande part d'hypothèses et d'estimations importantes sont expliqués ci-dessous.

### (A) ÉCARTS D'ACQUISITION ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

#### **Allocation du prix d'acquisition: écarts d'acquisition et justes valeurs des immobilisations incorporelles acquises lors d'un regroupement d'entreprises**

Selon les définitions de la norme IFRS 3 *Business Combinations*, la valeur standard à utiliser dans l'application des conventions comptables d'achat est la "juste valeur". La "juste valeur" représente le montant pour lequel un élément de l'actif peut être échangé, ou un passif émis, entre deux parties volontaires et bien informées dans le cadre d'une transaction à intérêt de valeur contradictoire. À titre indicatif, les cours des titres sur les marchés animés constituent les sources d'informations les plus fiables pour évaluer la juste valeur des immobilisations incorporelles acquises lors d'un regroupement d'entreprises. S'il n'existe aucun marché pour un élément de l'actif, la juste valeur représente le montant qu'une entité aurait payé pour cet élément, à la date d'acquisition, entre deux parties volontaires et bien informées dans le cadre d'une transaction à intérêt de valeur contradictoire, y compris les produits de transactions récentes pour des éléments d'actif similaires et les résultats issus d'autres techniques d'évaluation de la juste valeur, telles que l'actualisation du flux de trésorerie futur net estimé de l'élément de l'actif. Étant donné que les immobilisations incorporelles du Groupe sont normalement uniques en leur genre, notamment si l'on considère la propriété intellectuelle, et ne sont pas échangées sur les marchés animés, les justes valeurs sont déterminées en imaginant le prix de marché s'il existait effectivement un marché pour ces immobilisations, en s'appuyant sur des hypothèses de gestion sur l'avenir et grâce à des modèles d'évaluation. Lorsqu'il s'agit d'évaluations plus complexes, le Groupe fait généralement appel à des spécialistes en évaluation externes. La méthode d'évaluation généralement utilisée par le Groupe repose sur une approche fondée sur les résultats. Les justes valeurs estimées suite à l'application de "l'approche par les résultats" représentent des valeurs actuelles nettes des flux de trésorerie ou des économies, en raison de la possession des immobilisations incorporelles. L'allocation du prix d'acquisition implique une grande part de jugement et d'estimations de gestion. L'allocation du prix d'acquisition affecte le résultat futur du Groupe car les immobilisations incorporelles dont la durée de vie utile est définie sont amorties, contrairement aux écarts d'acquisition et aux immobilisations incorporelles ayant une durée de vie utile indéfinie qui eux, ne sont pas amortis et peuvent engendrer des reports de frais d'amortissement liés à l'allocation des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles ayant des durées de vie utile définies et indéfinies. Pour en savoir plus, consultez le note 12.

#### **Durée de vie utile des immobilisations incorporelles ayant une durée de vie utile définie**

La durée de vie utile d'une immobilisation incorporelle correspond à la période pendant laquelle l'immobilisation doit normalement contribuer, directement ou indirectement, aux flux de trésorerie futurs du Groupe. La technologie acquise et les relations avec la clientèle sont les immobilisations incorporelles constatées les plus importantes du Groupe. En ce qui concerne la technologie acquise, les estimations sur la durée de vie restante s'appuient sur l'analyse de facteurs tels que les cycles de vie typiques du produit dans le secteur et l'obsolescence technologique et commerciale qui résulte des actions possibles entreprises par les concurrents actuels ou potentiels. Au 31 décembre 2007, la valeur comptable nette de la technologie acquise du Groupe s'élevait à 135 millions d'euros. La durée de vie utile restante moyenne pondérée de la technologie acquise du Groupe est estimée à environ onze ans. Les cycles de vie des produits plus courts et une obsolescence technologique et commerciale plus forte que prévu peuvent réduire la durée de vie utile et augmenter les dépenses d'amortissement. Les durées de vie utile sont réévaluées et révisées de manière périodique si nécessaire. Quant aux relations contractuelles avec la clientèle acquises, la durée de vie utile restante est évaluée à l'aide des taux de perte de clients. Pour évaluer les taux de perte de clients adéquats, le Groupe détermine la probabilité de renégocier des contrats actuels. Pour définir la probabilité que les contrats actuels puissent être renégociés, des facteurs importants tels que la demande, la concurrence, ou le verrouillage technologique et les fonds perdus qu'ils engendrent, sont pris en compte. Au 31 décembre 2007, la valeur comptable nette des relations contractuelles avec la clientèle du Groupe s'élevait à 56 millions d'euros. La durée de vie utile restante moyenne pondérée des relations contractuelles avec la clientèle acquises du Groupe est estimée à environ seize ans. Une augmentation des taux de perte de clients peut réduire la durée

de vie utile et augmenter les dépenses d'amortissement. Les durées de vie utile sont réévaluées et révisées de manière périodique si nécessaire.

Pour en savoir plus, consultez la note 12.

### ■ **Tests de dépréciation des entités génératrices de trésorerie dont les écarts d'acquisition ont été attribués**

Le test des entités génératrices de trésorerie avec écarts d'acquisition est un domaine qui implique un solide jugement de gestion, et suppose d'évaluer si le montant comptable de l'entité génératrice de trésorerie peut être pris en charge par la valeur nette actuelle des flux de trésorerie futurs qui découle de l'actif de l'entité génératrice de trésorerie, à l'aide de projections de trésorerie actualisées au taux adéquat. Le calcul de la valeur nette actuelle des flux de trésorerie nécessite l'utilisation de certaines hypothèses relatives à de grandes incertitudes, comme indiqué ci-dessous.

Il existe un certain nombre d'hypothèses et d'estimations utilisées dans le calcul de la valeur nette actuelle des flux de trésorerie futurs des entités du Groupe, notamment: les prévisions de croissance des bénéfices émanant de la direction, l'évolution de la marge d'exploitation, les échéances et le montant des dépenses d'investissement futures, les incertitudes concernant les développements technologiques à venir, les taux de croissance sur le long terme et le choix des taux d'actualisation pour refléter les risques encourus.

Le Groupe prépare et approuve en interne les plans quinquennaux officiels de ses activités et utilise ces programmes pour réévaluer les pertes de valeur. Pour des périodes excédant cinq ans, les taux de croissance des prévisions restent inférieurs au taux moyen sur le long terme pour les secteurs dans lesquels l'entité génératrice de trésorerie évolue.

La modification des hypothèses choisies par la direction, en particulier le taux d'actualisation et les hypothèses liées à la marge d'exploitation et au taux de croissance utilisés dans les projections de flux de trésorerie, peut avoir des répercussions importantes sur le résultat du Groupe.

Pour en savoir plus, consultez la note 12.

### ■ **(B) IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES**

Le Groupe est soumis aux impôts sur les bénéfices dans de nombreux pays. L'évaluation des impôts sur les bénéfices dont devra s'acquitter le Groupe requiert un sens certain du discernement. Il existe de nombreuses transactions et les calculs d'évaluation des impôts produisent des résultats aléatoires durant le cours normal des activités. Le Groupe comptabilise le passif, pour d'éventuels problèmes liés aux contrôles fiscaux, qui repose sur des estimations quant à un possible paiement d'impôts dus. Si les impôts à payer diffèrent des montants initialement constatés, ces différences auront un impact sur le montant des impôts sur les bénéfices durant la période à laquelle les estimations ont été réalisées.

Le Groupe réévalue régulièrement ses éléments d'actif d'impôts différés pour récupération en tenant compte des bénéfices antérieurs, des estimations sur les impôts à verser, de l'échéance à laquelle la contre-passation des différences temporaires existantes devrait avoir lieu et des stratégies de gestion fiscale. Si le Groupe continue de fonctionner à perte dans certains pays ou n'est pas en mesure de générer des bénéfices imposables suffisants, ou si une modification matérielle intervient au niveau des taux effectifs d'imposition en vigueur ou de la période à laquelle les différences temporaires sous-jacentes sont imposables ou déductibles, le Groupe pourrait être contraint à contre-passer certains éléments d'actif d'impôts différés, ce qui provoquerait une hausse significative du taux d'imposition effectif du Groupe.

Pour en savoir plus, consultez la note 10.

### ■ **(C) AMORTISSEMENT POUR DÉPRÉCIATION DUE À L'EXCÉDENT ET À L'OBSOLESCENCE DES STOCKS**

Le Groupe comptabilise l'amortissement pour l'excédent et/ou l'obsolescence des stocks à partir des prévisions sur la demande des produits. Plusieurs facteurs influencent une éventuelle constitution de stocks, notamment la suppression d'une ligne de produits, l'évolution technologique et la conception de nouveaux produits. Ces facteurs peuvent engendrer une augmentation du surplus des stocks ou des stocks obsolètes. En outre, les estimations du Groupe sur la demande de produits à venir peuvent se révéler inexactes, ce qui signifie que le Groupe aura sous-estimé ou surestimé l'amortissement requis pour l'excès et l'obsolescence des stocks. Bien que le Groupe s'efforce de garantir l'exactitude de ses prévisions sur la demande de produits à venir, des changements importants et non anticipés de la demande ou des développements technologiques peuvent avoir de fortes répercussions sur la valeur des stocks et sur le résultat d'exploitation reporté si ses estimations s'avèrent inexactes. Cependant, il n'y a pas de grandes différences entre le résultat réel et les estimations du Groupe. Le Groupe a enregistré 46 millions d'euros de frais d'amortissement pour les stocks au 31 décembre 2007 et 43 millions d'euros au 31 décembre 2006.

## ■ (D) COMPTABILITÉ DES RETRAITES

Le passif et le coût net périodique des retraites relatifs au régime de retraite du Groupe sont estimés à l'aide d'évaluations actuarielles qui incluent plusieurs hypothèses actuarielles, principalement le taux d'actualisation et le rendement escompté sur les actifs du régime.

Les estimations sur le taux actuariel reflètent les taux disponibles des obligations de sociétés de premier choix d'une durée appropriée à la date du bilan.

Le rendement escompté sur les actifs du régime est évalué de manière uniforme, en tenant compte des rendements historiques à long terme, des attributions d'actif et des prévisions sur les rendements des investissements à long terme.

Le résultat réel, s'il diffère des estimations actuarielles du Groupe ou des modifications d'estimations actuarielles, est comptabilisé comme bénéfice ou perte non constaté(e). Si le bénéfice ou la perte net(te) cumulé(e) non constaté(e) dépasse 10% de l'obligation de prestation ou de la juste valeur des actifs du régime, selon celle qui est la plus élevée, cet excédent est inscrit au compte de résultat sur la durée de service restante moyenne des salariés participant au régime. La prise en compte des gains et pertes actuariels s'effectue séparément pour chaque régime à prestations déterminées. Bien que le Groupe considère que les estimations actuarielles utilisées sont pertinentes, des différences significatives constatées dans la réalité ou des modifications importantes des estimations peuvent avoir des répercussions sur les obligations du Groupe et le coût net périodique futur des retraites.

Les informations suivantes illustrent la sensibilité au changement au 31 décembre 2007 de certaines estimations sur les régimes de retraite des principaux pays du Groupe (Belgique, Allemagne, États-Unis et Royaume-Uni).

Modification des estimations	Effets sur le coût net périodique avant impôts des retraites en 2008	Effets sur les obligations de prestations déterminées au 31 décembre 2007
Millions d'euros		
Diminution d'un point du taux d'actualisation	11	222
Augmentation d'un point du taux d'actualisation	(4)	(194)
Diminution d'un point du rendement estimé du régime	10	-
Augmentation d'un point du rendement estimé du régime	(10)	-
Amélioration de la table de mortalité, en supposant que les employés vivent un an de plus	5	44

Pour en savoir plus, consultez la note 21A.

## ■ (E) PROVISIONS POUR INSOLVABILITÉ D'AGFAPHOTO GMBH – ANCIENNEMENT CONSUMER IMAGING ACTIVITIES

Le 1er novembre 2004, le Groupe a vendu l'ensemble de ses activités Consumer Imaging à AgfaPhoto Holding GmbH, y compris la production, la vente et les services liés au film photographique, aux produits de finition et aux équipements de laboratoire. Depuis lors, l'activité Consumer Imaging opérait via un groupe de sociétés sous le nom AgfaPhoto. Fin mai 2005, AgfaPhoto GmbH a été déclarée en cessation de paiement, suivie d'autres agences commerciales d'AgfaPhoto. En octobre 2005, l'administrateur judiciaire a procédé à la liquidation de la société. Bien qu'AgfaPhoto GmbH et ses filiales aient mené leurs activités indépendamment du Groupe, la cessation de paiement et la liquidation d'AgfaPhoto GmbH et de certaines de ses filiales ont eu des incidences sur le Groupe. Selon le contrat de vente, le Groupe avait consenti à faire office de fournisseur de services et de distributeur d'AgfaPhoto pendant une période limitée. En tant que tel, il avait préfinancé le fonds de roulement d'AgfaPhoto et obtenait son remboursement sur les créances commerciales des clients.

Après la cessation de paiement d'AgfaPhoto GmbH, le Groupe s'était engagé à poursuivre certaines activités de distribution, de facturation et de recouvrement pour le compte d'AgfaPhoto GmbH et de ses filiales.

À cette fin, le Groupe avait signé un contrat avec l'administrateur judiciaire d'AgfaPhoto GmbH et la nouvelle équipe dirigeante de la société. Selon les termes du contrat, le Groupe devait payer les biens fournis par AgfaPhoto GmbH uniquement lorsque le client final avait honoré ses factures et dans la mesure où le Groupe lui-même n'était pas exposé à des risques commerciaux et financiers.

Durant l'année 2007, le Groupe a poursuivi des négociations avec plusieurs administrateurs judiciaires de différents pays afin de recevoir les paiements dus au titre des contrats de distribution, d'approvisionnement et de services. Ces négociations ont débouché sur un certain nombre de règlements, par exemple en Belgique, en Espagne et en France. Les négociations avec l'administrateur judiciaire de AgfaPhoto GmbH, toujours en cours, n'ont pas permis d'arriver à un accord et l'administrateur judiciaire de AgfaPhoto GmbH a entamé une procédure d'arbitrage en décembre 2007 auprès de la Cour internationale d'arbitrage à Paris, en France, concernant un litige relatif aux bilans en suspens à la suite d'accords de distribution, d'approvisionnement et de services.

Quant aux filiales d'AgfaPhoto qui n'ont pas été déclarées en cessation de paiement, le Groupe a coopéré avec l'ensemble des parties concernées, en particulier la direction d'AgfaPhoto ainsi que d'autres créanciers, en vue d'organiser la liquidation de la société. Les entités d'AgfaPhoto établies notamment en Italie et dans d'autres pays d'Amérique latine soit ont été liquidées soit sont sur le point de l'être. Le processus de démantèlement d'un certain nombre d'entités d'AgfaPhoto est en cours.

Le Groupe doit également faire face à une série de poursuites intentées par d'anciens employés qui ont été transférés vers AgfaPhoto. Le Groupe est persuadé d'avoir fourni aux organes consultatifs et aux employés concernés toutes les informations correctes à ce moment-là et qu'il a agi dans le strict respect des procédures et des réglementations légales en matière de consultation.

Le Groupe s'est prémuni contre les pertes éventuelles liées au contrat de distribution et aux différents règlements, et également contre d'autres actions et coûts, tels que les poursuites des employés.

Le Groupe a constaté des provisions pour les pertes possibles estimées lorsqu'il est apparu que le Groupe risquait de subir des pertes et que le montant pouvait être raisonnablement estimé. Le calcul des provisions pour pertes éventuelles se fonde sur des hypothèses et des estimations, et tient compte de l'avis du conseiller juridique concernant l'issue probable de la situation. Au fur et à mesure du déroulement de l'affaire et de la disponibilité des informations, il est possible que les hypothèses et les estimations soient modifiées.

Pour en savoir plus, consultez les notes 15 et 26.

#### ■ (F) COMPTABILISATION DES RECETTES VIS-À-VIS DES CONTRATS À ÉLÉMENTS MULTIPLES

L'application des conseils en matière de comptabilisation des recettes issues de la vente de contrats à éléments multiples exige que l'on détermine avec discernement si le contrat porte sur des éléments multiples et, le cas échéant, si la preuve objective de la juste valeur comptable existe pour chacun des éléments. L'attribution du coût total du contrat, y compris des remises, de chaque produit livrable, et qui s'appuie sur la preuve objective de la juste valeur comptable implique l'utilisation d'estimations et d'hypothèses. Les modifications des éléments d'un contrat à éléments multiples et la juste valeur de chaque élément sont susceptibles de se répercuter sur le montant des recettes réalisées et latentes.

### 3 SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

Les états financiers consolidés de 2007 du Groupe comprennent la Société et 126 filiales consolidées (95 en 2006) contrôlées par la Société. Pour en savoir plus, consultez la note 29.

Huit filiales (2006: neuf filiales) qui, globalement sont non significatives au regard de la valeur nette, de la situation financière et des bénéfices du Groupe, ont été exclues de la consolidation en 2007. À un niveau global, les filiales exclues représentaient moins de 1% des ventes du Groupe.

Le Groupe n'a pas procédé à des acquisitions majeures en 2007.

Le 13 février 2007, le Groupe a vendu Xitron, Inc., qui avait été acquise dans le cadre de l'acquisition de Autologic Information International Inc. fin 2001, au groupe d'entreprises Vanguard Graphics International. Xitron est un développeur et intégrateur de RIP (Raster Image Processors) et de logiciels.

### 4 PUBLICATION D'INFORMATIONS SECTORIELLES

La publication des informations sectorielles s'effectue selon deux formats. Pour le format principal, le Groupe distingue trois business groups: Graphics, HealthCare et Specialty Products. Le second format sert à la présentation des quatre zones géographiques desservies par le Groupe: Europe, ALÉNA, Amérique latine et Asie/Océanie/Afrique.

La publication des informations sectorielles reflète le niveau de responsabilité des activités, c'est-à-dire des business groups Graphics, HealthCare et Specialty Products. Depuis le 1er janvier 2006, les business groups sont entièrement responsables de leur compte de résultat, de leur bilan et de leur flux de trésorerie d'exploitation.

En outre, toujours depuis le 1er janvier 2006, l'unité de production appelée Materials a été créée. En effet, cette unité résulte d'une combinaison entre une branche liée au business group Specialty Products et la production de consommables film dans le monde (pour tous les segments). Il est à noter que cette unité n'est pas soumise à publication des informations sectorielles et, par conséquent, ne possède ni son propre compte de résultat ni son bilan. La partie de Materials chargée de la fabrication de film produit des biens pour l'ensemble des business groups. Elle réalise ses ventes essentiellement sur le marché interentreprises et, de fait, celles-ci sont supprimées au niveau consolidé. Ses ventes, ses dépenses, son actif, son passif et son personnel ont été attribués aux segments soumis à publication des informations sectorielles, c'est-à-dire Graphics, HealthCare et Specialty Products.

Les business groups Graphics, HealthCare et Specialty Products englobent les activités décrites ci-dessous.

Graphics offre des solutions prépresse complètes, y compris des consommables, des équipements et des logiciels, destinées au marché de l'impression de labeur, de journaux et d'emballages. Il fournit également des systèmes d'impression complets pour le marché de l'impression jet d'encre industrielle.

HealthCare offre aux hôpitaux et autres centres de soins de santé des systèmes à la pointe de la technologie, notamment des consommables, des équipements, des logiciels et des services, pour la collecte, le traitement et la gestion d'images diagnostiques, ainsi que des solutions informatiques qui intègrent les systèmes cliniques, y compris les informations concernant les diagnostics, avec les données administratives sur l'ensemble des services hospitaliers.

Specialty Products se concentre sur la production de consommables spécifiques pour des industries spécialisées. Les principaux produits de cette branche sont les pellicules cinématographiques, les microfilms et les films pour essais non destructifs.

Les chiffres constatés sous la rubrique Non attribué comprennent les éléments qui ne peuvent être affectés à un ou plusieurs segments, c'est-à-dire:

- *Le résultat (essentiellement des dépenses), l'actif et le passif liés aux employés inactifs.*  
La catégorie des employés inactifs regroupe le personnel parti définitivement en retraite, les anciens employés bénéficiant de droits acquis, ainsi que d'autres employés qui ne sont pas susceptibles de réintégrer l'entreprise (par exemple: les employés en départ à la retraite anticipée). Les employés qui, en théorie, sont temporairement inactifs (par exemple: en longue maladie, en invalidité, en congé maternité, au service militaire, etc.) sont considérés comme des employés actifs et, par conséquent, sont attribués à un business group.
- *Les bilans en suspens résultant des accords de distribution, d'approvisionnement et de service conclus entre le Groupe et AgfaPhoto.*  
Pour en savoir plus, consultez la note 15.
- *Les dettes de l'ancien business group Consumer Imaging, resté la propriété du Groupe.*



Les données-clés par business segment et par région ont été calculées comme suit:

- ## ■ DONNÉES-CLÉS PAR ACTIVITÉ ET PAR RÉGION

[illegible]

## RAPPROCHEMENT DES ACTIFS ET PASSIFS SECTORIELS DU BILAN TOTAL ET RAPPROCHEMENT DU RÉSULTAT SECTORIEL DU RÉSULTAT NET TOTAL DU GROUPE

Millions d'euros	2007	2006
<b>Résultat sectoriel</b>	<b>387</b>	<b>346</b>
Frais généraux d'administration	(262)	(281)
Produits/(charges) d'intérêts – net	(35)	(32)
Autres produits/(charges) hors exploitation – net	(28)	(32)
Impôts sur les bénéfices	(19)	15
Intérêts minoritaires	(1)	(1)
<b>Résultat net pour la période comptable</b>	<b>42</b>	<b>15</b>
<b>Actif sectoriel</b>	<b>2.816</b>	<b>2.983</b>
Immobilisations financières	20	29
Prêts à long terme	-	65
Créances au titre de contrats de location-financement	208	241
Liquidités et équivalents de liquidités	152	85
Actifs d'impôts différés	330	351
Instruments financiers dérivés	11	4
Autres créances non affectées	22	74
<b>Total actif</b>	<b>3.559</b>	<b>3.832</b>
<b>Passif sectoriel</b>	<b>1.628</b>	<b>1.887</b>
Dettes financières	873	789
Dettes fiscales différées	65	113
Fonds propres	891	933
Instruments financiers dérivés	3	7
Autres dettes non affectées	99	103
<b>Passif total</b>	<b>3.559</b>	<b>3.832</b>

## 5 ACQUISITIONS ET CESSIIONS

### CESSIONS RÉALISÉES EN 2007

Le 13 février 2007, le Groupe vendait son investissement dans Xitron Inc. Cette cession avait l'effet suivant sur les actifs et passifs du Groupe au 31 décembre 2007:

Millions d'euros	
Écarts d'acquisition	1
Stocks	1
Créances commerciales	1
Pertes pour cession	(1)
<b>Rentrée de fonds nette</b>	<b>2</b>

### CESSIONS RÉALISÉES EN 2006

Le 6 juillet 2006, le Groupe a cédé sa branche logistique Gevaert 8 au Groupe H. Essers. Cette branche s'occupait du stockage et de la distribution des consommables film et des équipements d'Agfa-Gevaert. Cette cession a eu les effets suivants sur l'actif et le passif du Groupe au 31 décembre 2006:

Millions d'euros	
Immobilisations corporelles	4
Dettes à long terme pour engagements de personnel	12
Dettes à court terme pour engagements de personnel	1
Pertes pour cession	(4)
<b>Rentrée de fonds nette</b>	<b>13</b>

### ACQUISITIONS PRÉCÉDENTES

En janvier 2007, la dernière partie de la contrepartie conditionnelle (38 millions d'euros) relative à l'acquisition de GWI (acquise en 2005) a été versée pour la réalisation de certains objectifs.

## 6 GESTION DU RISQUE FINANCIER

Dans le cadre normal de ses activités, le Groupe est exposé à une série de risques financiers tels que le risque de change, le risque de taux, le risque des prix des produits de base, le risque des liquidités et le risque de crédit qui pourraient affecter sa position financière et ses résultats des opérations. Les objectifs, politiques et processus du Groupe au niveau de la gestion des risques financiers sont décrits plus avant dans cette note.

En gérant ces risques, le Groupe peut utiliser des instruments financiers dérivés. L'utilisation d'instruments financiers dérivés est soumise à des contrôles internes et à des procédures uniformisées édictées par le Comité du Trésor central, qui régit toutes les opérations bancaires et financières tierces au sein du Groupe. Les instruments dérivés sont des contrats de gré à gré, en particulier les contrats de change à terme, les contrats d'options et les swaps de taux d'intérêt, conclus avec des banques présentant une très bonne notation.

### A RISQUE DE MARCHÉ

#### I Risque de change

Le risque de change désigne le risque de variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie d'un instrument financier en raison des fluctuations des cours de change. La gestion du risque de change distingue trois types de risque de change: risque de change, risque de conversion et risque économique.

Le Groupe est exposé au risque de change à travers les créances et les dettes libellés dans une devise autre que la devise de fonctionnement de la société. Le risque de change dans les opérations du Groupe résulte également de la variabilité des cash-flow relatifs à la transaction prévue. Les entités étrangères qui ne possèdent pas l'euro comme devise fonctionnelle génèrent un risque de conversion. Le risque de change économique est le risque que les futurs cash-flow et résultats générés par les entités étrangères varient. Le risque économique de change est fortement lié à d'autres facteurs tels que la position concurrentielle de l'entité étrangère au sein de l'industrie, ses relations avec les clients et fournisseurs.

En contrôlant les expositions aux risques de change, le service du trésor central se concentre sur les expositions de transaction et de conversion alors que la gestion commerciale cherche à gérer le risque économique de change via des couvertures naturelles.

Chacun des types d'exposition de change ci-dessus a un impact différent sur les états financiers. Le service du trésor central contrôle et gère l'exposition de change du point de vue de son impact soit sur le bilan, soit sur le compte de résultat.

#### Risque de change du bilan

Les devises qui ont un impact important sur l'exposition aux effets de change sur le bilan sont le dollar américain, la livre sterling et le dollar canadien.

En ce qui concerne ces devises, au 31 décembre 2007, le Groupe a été exposé au risque de change suivant:

En millions de la devise étrangère	Exposition nette des créances et des dettes	Couverture		Position nette
		Prêts et dépôts en espèces	Dérivés	
USD	90,9	40,3	(114,9)	16,3
GBP	46,6	29,3	(114,6)	(38,7)
CAD	7,6	(75)	65,5	(1,9)

L'objectif de la direction du Groupe au niveau de l'exposition aux transactions du bilan est de minimiser, à court terme, les résultats de la réévaluation – tant réalisés que non réalisés – des éléments du bilan qui sont libellés dans une autre devise que la devise fonctionnelle de l'entreprise. Pour garder les expositions dans les limites de risque ajusté prédéfinies, le service du trésor central couvre économiquement les éléments du bilan monétaire nets en suspens en devise qui utilisent des instruments financiers dérivés tels que des contrats de change à terme et des contrats d'option. Au 31 décembre 2007, les instruments financiers dérivés en suspens sont tous des contrats de change à terme assortis d'échéances à généralement moins d'un an.

Lorsque les instruments financiers sont utilisés pour couvrir de manière économique l'exposition au risque de change des éléments d'actif ou de passif monétaires constatés, aucune comptabilité de couverture n'est appliquée. Les variations de la juste valeur de ces instruments financiers sont comptabilisées dans le compte de résultat.

**Risque de conversion du bilan**

Lorsque la devise fonctionnelle de l'entité qui détient l'investissement est différente de la devise fonctionnelle de la filiale associée, les fluctuations de change de l'investissement net affectent directement le capital des actionnaires (Différences de conversion) sauf s'il existe un mécanisme de couverture.

Toutes les filiales et entreprises associées possèdent comme devise fonctionnelle la devise du pays dans lequel elles travaillent, sauf pour les entités étrangères du Groupe en Amérique latine où la devise fonctionnelle est le dollar américain. Les devises qui génèrent le risque de conversion du bilan du Groupe sont principalement le dollar américain et le dollar canadien.

En millions de la devise étrangère	Investissements nets dans une entité étrangère	
	31 décembre 2007	31 décembre 2006
USD	443	427
CAD	385	356

Le service du trésor central contrôle l'exposition de conversion du bilan du Groupe au moins sur une base trimestrielle. Le Comité du Trésor propose des actions correctives éventuelles au Conseil d'administration.

Le Groupe recourt à des prêts bancaires libellés en USD (119 millions d'euros) pour couvrir le risque de change découlant de sa participation nette dans sa filiale aux États-Unis (Agfa Corporation). Au 31 décembre 2007, la couverture de la participation nette dans Agfa Corporation (États-Unis) a été qualifiée d'effective et, par conséquent, la portion effective du résultat sur les instruments financiers a été constatée directement en fonds propres (Différences de conversion: 36 millions d'euros).

### Risque de change du compte de résultat

Le risque de change du compte de résultat englobe le risque de variabilité des cash-flow relatifs aux transactions prévues comme résultat des modifications des taux de change et le risque que le revenu net généré par les entités étrangères varient lors de la conversion dans la devise de présentation (euros). Le service du Trésor central contrôle et gère les deux risques simultanément.

Les devises qui ont un impact important sur l'exposition de change net sur le compte de résultat sont le dollar américain, les devises fortement liées au dollar américain – c'est-à-dire pour le Groupe le dollar de Hong Kong et le yuan chinois – et la livre sterling. L'exposition du Groupe au dollar américain est affectée par l'influence du prix de l'argent et de l'aluminium.

Le Conseil d'administration décide de la politique de couverture des expositions de change susmentionnées compte tenu de la situation du marché et sur proposition du Comité du Trésor. L'objectif de la direction du Groupe au niveau de l'exposition du compte de résultat est principalement d'augmenter la prévisibilité des résultats mais aussi de protéger les activités dans un horizon de temps défini pendant lequel l'entreprise ne peut pas réagir à l'environnement changeant (ex. en adaptant les prix ou modifiant la production).

Au 31 décembre 2007, aucune couverture de cash-flow n'a été indiquée.

Les montants retirés des fonds propres et reconnus dans les pertes et les profits se sont élevés à 1 million d'euros et ont été inclus dans l'élément de ligne Chiffre d'affaires net des états consolidés.

### Analyse de sensibilité

Un renforcement/affaiblissement de l'euro de 10% par rapport aux devises reprises ci-après en conservant constantes toutes les autres variables, impliquerait des profits ou des pertes supérieurs (inférieurs) indiqués ci-dessous. L'analyse a été effectuée sur l'exposition nette, après l'utilisation d'instruments financiers dérivés.

Pour le dollar américain et canadien, l'analyse de sensibilité comprend également l'impact sur les fonds propres du Groupe (Différences de conversion) d'un changement de 10% calculé sur base des taux de clôture à la fin de l'année. L'analyse a été effectuée sur l'exposition nette au risque de conversion, c'est-à-dire après les prêts bancaires libellés en dollar américain qui sont utilisés pour couvrir l'exposition à la devise étrangère de l'investissement net du Groupe dans sa filiale Agfa Corporation.

L'analyse de sensibilité a été effectuée sur la même base pour 2006.

#### Millions d'euros

#### Bénéfice et perte

	2007		2006	
	Renforcement de l'euro de 10%	Affaiblissement de l'euro de 10%	Renforcement de l'euro de 10%	Affaiblissement de l'euro de 10%
USD et devises fortement liées au USD: HKD – CNY	2,1	(2,1)	1,3	(1,3)
CAD	(6,3)	6,3	(5,1)	5,1
GBP	(3,4)	3,4	(5,4)	5,4

#### Millions d'euros

#### Différences de conversion

	2007		2006	
	Renforcement de l'euro de 10%	Affaiblissement de l'euro de 10%	Renforcement de l'euro de 10%	Affaiblissement de l'euro de 10%
USD	(19)	19	(23)	23
CAD	(27)	27	(23)	23



## ■ II Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt désigne le risque de variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie d'un instrument financier en raison des fluctuations des taux d'intérêt du marché. L'exposition du Groupe aux changements des taux d'intérêt est liée aux obligations de la dette financière du Groupe qui, à la date du rapport, présentent le profil de taux d'intérêt suivant:

En millions de la devise étrangère	2007			2006		
	Montant en suspens		Instruments financiers dérivés montant notionnel	Montant en suspens		Instruments financiers dérivés montant notionnel
	A taux variable	A taux fixe		A taux variable	A taux fixe	
EUR	408	200	100	360	200	100
USD	136	-	-	103	-	-
GBP	59	-	-	97	-	-
CNY	6	-	-	14	-	-
JPY	16	-	-	17	-	-

Au 31 décembre 2007, une partie du risque du taux d'intérêt du Groupe était couvert via une fourchette de taux d'intérêt pour un montant notionnel total de 100 millions d'euros, arrivant à échéance en 2009. La fourchette de taux d'intérêt est désignée comme une "couverture de flux de trésorerie", et couvre la variation des taux d'intérêt sur les prêts bancaires à long terme libellés en euros. Les taux d'intérêt sont plafonnés entre 4% (plafond) et 3,15% (seuil minimal). La portion des bénéfices ou des pertes sur l'instrument de couverture qui est considérée comme effective est comptabilisée directement en fonds propres (0 million d'euros au 31 décembre 2007).

### Analyse de sensibilité

Un changement de 100 points de base dans les taux d'intérêt au 31 décembre 2007 entraînerait une augmentation (diminution) des bénéfices ou pertes et fonds propres des montants indiqués ci-dessous. Cette analyse suppose que toutes les autres variables, en particulier les taux de change, restent constantes. L'analyse a été effectuée sur la même base pour 2006.

	Bénéfice et perte		Réserve de couverture de fonds propres	
	Augmentation 100 pb	Diminution 100 pb	Augmentation 100 pb	Diminution 100 pb
31 décembre 2007				
Impact net	(5,6)	5,3	1,2	(0,6)
31 décembre 2006				
Impact net	(5,4)	4,7	2,1	(0,4)

## ■ III Risque des prix des produits de base

Le Groupe achète la plus grande partie de ses matières premières en dollars américains. Les plus grandes expositions de matières premières en dollar américain sont l'argent et l'aluminium.

Pour minimiser son exposition à la volatilité des prix des produits de base, le Groupe conclut parfois des contrats à terme, principalement pour l'argent et l'aluminium, lorsque la situation s'y prête. Ces contrats sont désignés comme des contrats exécutoires. Au 31 décembre 2007, le Groupe était couvert économiquement par des contrats à terme pour un volume limité d'argent et pour un volume plus important d'aluminium.

Selon les achats totaux de biens et services pour 2007, l'argent et l'aluminium représentaient environ 27%.

## B RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit désigne le risque que l'une des parties à un instrument financier ne puisse s'acquitter de son obligation et entraîne de ce fait une perte financière pour le Groupe. Le Groupe gère l'exposition au risque de crédit en travaillant avec des limites de crédit des contreparties convenues à l'avance et via la diversification des contreparties. Le risque de crédit provient principalement des créances des clients du Groupe, des investissements et des contrats à terme pour les devises étrangères.

L'exposition au risque de crédit des créances des clients est contrôlée sur une base permanente par le Comité de Crédit. Les limites de crédit sont définies pour chaque client sur base de sa solvabilité et sont revues périodiquement par le Comité. En contrôlant le risque de crédit, les clients sont groupés en catégories selon leurs caractéristiques.

Les biens vendus sont soumis à des clauses de réserve de propriété de manière à ce que, en cas de non paiement, le Groupe puisse disposer d'une créance garantie. Le Groupe n'exige pas de garantie pour les créances commerciales ou autres.

Les transactions impliquant des instruments financiers dérivés ne sont autorisées qu'avec des contreparties présentant des notations plus élevées. Pour minimiser la concentration du risque des contreparties, le Groupe conclut des transactions dérivées avec différentes institutions financières. Les investissements ne sont autorisés qu'en disponibilités.

### Exposition au risque de crédit

En raison de l'étendu portefeuille client du Groupe, il n'y a pas eu de grandes concentrations de risque de crédit à la date du bilan. Les montants comptabilisés en actifs financiers au bilan, y compris les instruments financiers dérivés, reflètent les expositions maximales au risque de crédit. L'exposition maximum au risque de crédit à la date du rapport par catégorie d'actif financier est la suivante:

Millions d'euros	2007	2006
Actifs financiers disponibles à la vente	17	15
Investissements conservés jusqu'à échéance	-	-
Actifs financiers à la juste valeur via les bénéfices et pertes:		
Instruments financiers dérivés – actifs	11	4
Autre	3	4
Prêts et créances	1.150	1.269
Fonds disponibles, dépôts à vue et chèques *	147	82

(\*) Les titres négociables ont été classés comme disponibles à la vente (2007: 5 millions d'euros; 2006: 3 millions d'euros).

La Société a garanti les dettes dues aux banques pour certaines de ses filiales à part entière. Le montant maximum garanti est de 192 millions d'euros et la dette en suspens et la position de la gestion de trésorerie sous ces garanties, s'élèvent à 66 millions d'euros.

Le Groupe a négocié un accord financier de matériel avec une société financière mondiale qui offre des services financiers à des clients spécifiques du Groupe. Cet accord nécessite le paiement par le Groupe en cas de défaut de paiement par le débiteur respectif limité à un pourcentage prédéterminé de la base de capital total de l'équipement financé. Le Groupe a comptabilisé une responsabilité financière calculée sur base des pertes de crédit attendues. Le montant comptabilisé avoisine la juste valeur.

### Moins-values

Le Groupe évalue à chaque date de bilan s'il y a une preuve objective qu'un actif financier ou un groupe d'actifs financiers se déprécie. Le Groupe fixe une tolérance pour la dépréciation qui représente son estimation des pertes subies au niveau des créances commerciales et autres, étant la différence entre la valeur comptable et la valeur réelle des flux de trésorerie futurs estimés. Des tolérances de perte spécifiques sont fixées individuellement pour toute exposition importante, après consultation du Comité de Crédit. Les groupes d'actifs similaires qui sont de moindre importance sont sujets à une tolérance de perte collective.

L'ancienneté des prêts et créances à la date du rapport était:

Millions d'euros	2007		2006	
	Valeur brute	Moins-value	Valeur brute	Moins-value
<b>Créances commerciales</b>				
Non échues	724	(4)	754	(6)
Échues 0–30 jours	41	(1)	39	(1)
Échues 31–90 jours	41	(1)	46	(1)
Échues plus de 90 jours	120	(59)	112	(58)
<b>Créances au titre de contrats de location-financement</b>				
Non échues	208	(4)	236	(4)
Échues 0–30 jours	1	(1)	5	-
Échues 31–90 jours	3	(1)	1	-
Échues plus de 90 jours	7	(5)	6	(3)
<b>Prêts à long terme et intérêt lié</b>				
Non échus	5	-	77	-
Échus 0–30 jours	-	-	-	-
Échus 31–90 jours	-	-	-	-
Échus plus de 90 jours	-	-	-	-

Les montants échus n'ont pas été dépréciés si leur recouvrement est toujours considéré comme probable ou si une garantie suffisante a été obtenue.

Le mouvement de tolérance pour la moins-value au niveau des prêts et des créances au cours de l'année était:

Millions d'euros	2007	2006
<b>Solde au 1 janvier</b>	<b>73</b>	<b>70</b>
Ajouts/contrepassations facturés aux bénéfices et pertes	6	8
Déductions des tolérances *	(10)	(3)
Reclassification	5	-
Écarts de conversion	2	(2)
<b>Solde au 31 décembre</b>	<b>76</b>	<b>73</b>

(\*) pertes pour lesquelles une tolérance avait été enregistrée précédemment.

Aucune moins-value n'a pas été comptabilisée sur les actifs financiers disponibles à la vente.

## C RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est le risque que le Groupe rencontre des difficultés pour répondre à ses engagements liés à des responsabilités financiers à leur échéance.

Le Groupe assure posséder suffisamment de liquidités pour répondre à ses responsabilités à leur échéance, dans des conditions normales et plus difficiles, sans subir de pertes inacceptables. Le risque de liquidité est géré en maintenant un degré suffisant de diversification des sources de financement.

Le Groupe possède une politique visant à limiter les concentrations liées au risque de liquidité. La part totale de la dette à terme brute fixée et de toutes les installations engagées non définies fournies par une banque ou un groupe de banque ne doit pas dépasser les limites prédéterminées. Aucune exposition de prêt n'est autorisée avec les banques ou les groupes financiers classés sous le niveau A. Les concentrations de risque sont contrôlés sur une base permanente par le Comité du Trésor.

En gérant son risque de liquidité, le Groupe dispose de facilités de crédit multidevise renouvelables disponibles pour répondre à ses besoins de liquidité. Les facilités de crédit multidevise renouvelables ont été négociées pour une période allant jusqu'en 2012. Les retraits dans le cadre de ces facilités de crédit sont effectués pour des périodes courtes mais le Groupe a, sous le contrat de prêt engagé existant, la possibilité de prolonger les prêts pour des périodes plus longues, postérieur à la clôture, et il s'attend de se servir de cette possibilité.

Dans l'analyse des liquidités, comme présenté au-dessous, les remboursements des facilités de crédit multidevise renouvelables sont inclus dans la première période au cours de laquelle le Groupe pourrait devoir rembourser même si le Groupe prévoit de prolonger les retraits, dans le cadre des facilités de crédit négociées, sur une base à long terme. Les dates d'échéance contractuelles du montant notionnel des facilités de crédit engagées sont fournies dans la Note 22. Dettes financières.

Les échéances contractuelles restantes des responsabilités financières, y compris le paiement du principal et des intérêts, sont les suivantes:

2007			Echéances contractuelles restantes			
Millions d'euros	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels non escomptés *	3 mois au plus	3-12 mois	1-5 ans	Plus de 5 ans
<b>Dettes financières non dérivées</b>						
Obligations	200	270	-	9	44	217
Facilités de crédit multidevise renouvelables – partie définie	568	571	571	-	-	-
Facilités et découverts bancaires non engagés	41	41	35	4	1	1
Programme de titres de créances négociables	63	63	63	-	-	-
Dettes commerciales	275	275	275	-	-	-
<b>Instruments financiers dérivés</b>						
Contrats de change à terme désignés comme couvertures de flux de trésorerie:	-	-	-	-	-	-
Sortie						
Entrée						
Autres contrats de change à terme:						
Sortie	-	(935)	(555)	(380)	-	-
Entrée	7	942	557	385	-	-

Les échéances des futurs loyers des dettes de location-financement sont prévues dans la note 22 Dettes financières.

(\*) Le montant des flux de trésorerie contractuels non escomptés lié aux dettes financières non dérivées est déterminé sur base des conditions existantes à la date du bilan, c'est-à-dire les taux de change et les taux d'intérêt. Le montant des paiements des intérêts est basé sur les montants impayés à la date du bilan. Les flux de trésorerie contractuels non escomptés pour les contrats de change à terme sont déterminés à l'aide des taux de change à terme.

**2007****Echéances contractuelles restantes**

Millions d'euros	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels non escomptés *	3 mois au plus	3-12 mois	1-5 ans	Plus de 5 ans
<b>Dettes financières non dérivées</b>						
Obligations	200	279	-	9	44	226
Facilités de crédit multidevise renouvelables – partie définie	235	236	214	22	-	-
Facilités et découverts bancaires non engagés	66	66	47	16	2	1
Programme de titres de créances négociables	277	277	275	2	-	-
Dettes commerciales	313	313	313	-	-	-
<b>Instruments financiers dérivés</b>						
Contrats de change à terme désignés comme couvertures de flux de trésorerie:						
Sortie	(1)	(89)	(19)	(70)	-	-
Entrée	-	88	19	69	-	-
Autres contrats de change à terme:						
Sortie	(4)	(689)	(607)	(82)	-	-
Entrée	-	685	600	85	-	-

Les échéances des futurs loyers des dettes de location-financement sont prévues dans la note 22

Dettes financières.

(\*) Le montant des flux de trésorerie contractuels non escomptés lié aux dettes financières non dérivées est déterminé sur base des conditions existantes à la date du bilan, c'est-à-dire les taux de change et les taux d'intérêt. Le montant des paiements des intérêts est basé sur les montants impayés à la date du bilan. Les flux de trésorerie contractuels non escomptés pour les contrats de change à terme sont déterminés à l'aide des taux de change à terme.

## **D GESTION DU CAPITAL**

Le Comité Exécutif contrôle le capital sur base du coefficient d'utilisation des fonds propres. Le Comité Exécutif cherche à conserver un équilibre entre les composants des fonds propres et la dette financière nette à un niveau convenu. La dette financière nette est définie comme des dettes financières à long et à court terme moins les liquidités et équivalents de liquidités. Il n'y a pas eu de changements dans l'approche par le Groupe de la gestion du capital en cours d'année.

Le Groupe n'est pas sujet à des besoins de capitaux exigés par l'extérieur, à l'exception des besoins de financement des fonds propres minimum fixés par statut qui s'appliquent à ses filiales dans les différents pays.

Au cours des dernières années, le Groupe a acheté ses propres actions sur le marché. Ces actions sont destinées à être utilisées pour l'émission d'actions sous les différents plans d'option du Groupe. Le Groupe ne dispose pas d'un plan de rachat d'actions défini.

## ■ E JUSTES VALEURS ET VALEURS COMPTABLES DES ACTIFS ET DETTES FINANCIERS

La juste valeur représente le montant pour lequel un élément de l'actif peut être échangé, ou un passif émis, entre deux parties volontaires et bien informées dans le cadre d'une transaction à intérêt de valeur contradictoire. Tous les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur dans le bilan.

Les justes valeurs des actifs et dettes financiers par classe, avec les valeurs comptables illustrées dans le bilan, sont présentées dans le tableau ci-dessous. Le Groupe additionne ses instruments financiers en classes sur base de leur nature et de leurs caractéristiques.

Millions d'euros	Note	31 décembre 2007		31 décembre 2006	
		Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
<b>Actifs financiers disponibles à la vente</b>	14				
<i>comptabilisés à leur juste valeur</i> <i>(titres négociables compris)</i>		9	9	7	7
<i>comptabilisés au coût d'acquisition</i>		8	-	8	-
<b>Actifs/dettes financiers à la juste valeur via les bénéfices et pertes:</b>					
<b><i>Classé comme réservé pour le commerce</i></b>					
Contrats de change à terme désignés comme couvertures de flux de trésorerie					
Actif		-	-	-	-
Passif		-	-	(2)	(2)
Autres contrats de change à terme					
Actif		10	10	2	2
Passif		(3)	(3)	(5)	(5)
Instruments de taux d'intérêt désignés comme couvertures de flux de trésorerie		1	1	-	-
Autres instruments financiers dérivés					
Actif		-	-	2	2
Passif		-	-	-	-
<b><i>Désigné à la valeur juste via les pertes et bénéfices</i></b>	14	3	3	4	4
<b>Investissements conservés jusqu'à échéance</b>	14	-	-	-	-
<b>Prêts et créances</b>					
Prêts à long terme LT – AgfaPhoto	15	-	-	65	65
Prêts à long terme LT – autres	14	4	4	11	11
Intérêts courus sur les prêts		1	1	1	1
Créances commerciales		861	861	885	885
Créances au titre de contrats de location-financement	17	208	208	241	241
Autres créances – AgfaPhoto	15	24	24	25	25
Autres créances – autres	17	52	52	41	41
Liquidités et équivalents de liquidités	18	147	147	82	82
<b>Dettes financières au coût amorti</b>	22				
Dettes vis-à-vis des banques		41	41	66	66
Facilité de crédit multidevise		568	568	235	235
Obligations		200	182	200	194
Programme de titres de créances négociables		63	63	277	277
Dettes de location-financement		1	1	11	11
Dettes commerciales		275	275	313	313
Autres créances – AgfaPhoto	15	28	28	45	45
Autres créances – contrepartie conditionnelle GWI	23	-	-	38	38



## ■ BASE POUR DÉTERMINER LES JUSTES VALEURS

Les méthodes et hypothèses significatives utilisées dans l'estimation de la juste valeur des instruments financiers sont les suivantes:

### ■ *Actifs financiers disponibles à la vente*

Les investissements dans les titres de participation autres que ceux des sociétés associées sont classés comme étant disponibles à la vente et sont comptabilisés à leur juste valeur, à l'exception des instruments de participation qui n'ont pas un prix du marché coté sur un marché actif et dont la juste valeur ne peut être mesurée de manière fiable. La juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente est déterminée par référence à leur prix du marché coté à la date du bilan.

### ■ *Actifs et dettes financiers à la juste valeur via les bénéfices et pertes*

La juste valeur des contrats de change à terme est leur prix du marché coté à la date du bilan, c'est-à-dire la valeur actuelle du prix à terme coté. Les justes valeurs des contrats d'intérêt dérivés sont estimées en actualisant les flux de trésorerie futurs escomptés à l'aide des taux d'intérêt actuels du marché et la courbe de rendement sur le terme restant de l'instrument.

La juste valeur des actifs financiers désignés à la juste valeur via les bénéfices et pertes est leur prix du marché coté.

### ■ *Prêts et créances*

La juste valeur des créances commerciales et autres est estimée comme la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs, escomptés au taux d'intérêt du marché à la date du rapport. La juste valeur des créances locatives est basée sur la valeur actuelle des futures créances locatives minimum escomptées au taux d'intérêt du marché pour des actifs similaires.

### ■ *Dettes financières au coût amorti*

La juste valeur est calculée sur base de la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs du principal et des intérêts, escomptés aux taux d'intérêt du marché à la date du rapport. A l'exception des obligations, toutes les valeurs comptables des dettes financières avoisinent la juste valeur si des retraits sont effectués pour de courtes périodes. La juste valeur de l'obligation est le prix du marché coté à la date bilan. Pour les locations-financements, le taux d'intérêt du marché est déterminé par référence aux contrats de location-financement similaires.

## ■ 7 AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

Millions d'euros	2007	2006
Gains de change	195	175
Modifications de la juste valeur des instruments financiers	29	27
Reprise des provisions inutilisées	23	15
Plus-values sur cession d'actifs immobilisés	20	23
Produits de location-financement	15	18
Écritures différées sur prêts et créances	13	10
Revenus locatifs	3	2
Produits liés aux filiales du Groupe AgfaPhoto	-	3
Autres produits	35	39
<b>TOTAL</b>	<b>333</b>	<b>312</b>

Les modifications de la juste valeur des instruments financiers sont principalement liées aux gains de réévaluation sur les dérivés, non désignés comme instruments de couverture (2007: 27 millions d'euros; 2006: 24 millions d'euros), et aux gains liés à l'inefficacité des instruments de couverture désignés comme des couvertures de flux de trésorerie (2007: 2 millions d'euros; 2006: 3 millions d'euros).

## 8 AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

Millions d'euros	2007	2006
Pertes de change	201	189
Dépenses liées aux activités abandonnées (note 15)	28	51
Modifications de la juste valeur des instruments financiers	27	23
Réductions de valeur sur prêts et créances	19	18
Frais de restructuration	17	137
Perte de valeur des immobilisations incorporelles et corporelles	8	1
Provisions	6	9
Moins-values résultant de la cession d'actifs immobilisés	3	2
Loyers	2	1
Perte sur la vente de la branche logistique au Groupe H. Essers	-	4
Autres charges	68	73
<b>TOTAL</b>	<b>379</b>	<b>508</b>

Les modifications de la juste valeur des instruments financiers sont principalement liées aux gains de réévaluation sur les dérivés, non désignés comme instruments de couverture (2007: 26 millions d'euros; 2006: 21 millions d'euros), et aux pertes liées à l'inefficacité des instruments de couverture désignés comme des couvertures de flux de trésorerie (2007: 1 million d'euros; 2006: 2 millions d'euros).

### FRAIS DE RESTRUCTURATION

En 2007, le Groupe a enregistré 17 millions d'euros de frais de restructuration. Ces frais comprennent principalement les coûts de licenciement d'employés.

## 9 PRODUITS ET DÉPENSES

Millions d'euros	2007	2006
<b>Produits d'intérêts (charges)</b>		
Produits d'intérêts		
sur actifs financiers disponibles à la vente	-	-
sur dépôts bancaires	3	3
sur prêts et créances	10	2
Charges d'intérêts		
sur dettes bancaires, y compris frais bancaires	43	36
sur d'autres dettes	5	1
<b>Produits d'intérêts (charges) – net</b>	<b>(35)</b>	<b>(32)</b>
<b>Autres produits (charges) hors exploitation</b>		
Produits de dividende sur actifs financiers disponibles à la vente	-	-
Changement net en juste valeur des instruments financiers dérivés ne faisant pas partie d'une relation de couverture	10	1
Changement net en juste valeur des actifs/dettes financiers désignés à la juste valeur via les bénéfices et les pertes	-	-
Changement net en juste valeur des couvertures de flux de trésorerie transférées des fonds propres	-	-
Partie inefficace des changements des couvertures de flux de trésorerie	-	-
Gains (pertes) de change sur les instruments financiers	(13)	1
Résultat de la vente des investissements – Indaver	16	-
Part des intérêts des provisions productives d'intérêts	(35)	(33)
Autres produits (charges) hors exploitation	(6)	(1)
<b>Autres produits hors exploitation (charges) – net</b>	<b>(28)</b>	<b>(32)</b>

La part des intérêts des provisions productives d'intérêts reprend essentiellement la dotation aux intérêts relative aux provisions pour engagement de personnel, pour retraites et autres avantages liés à la retraite.

## 10 IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

### ENREGISTRÉS DANS LE COMPTE DE RÉSULTAT

Millions d'euros	2007	2006
Impôts courants	53	54
Produits fiscaux/(charges fiscales) différé(e)s	(34)	(69)
<b>Total des charges fiscales/(produits fiscaux) dans le compte de résultat</b>	<b>19</b>	<b>(15)</b>

### RAPPORT ENTRE LES CHARGES FISCALES ET LE BÉNÉFICE COMPTABLE

#### Résumé pour l'année 2007

Millions d'euros	Base de calcul	Charges fiscales (produits fiscaux)	Taux d'imposition
Bénéfice comptable avant impôts et écritures de consolidation	63	19	30,16%
Écritures de consolidation (principalement liées aux dividendes interentreprises)	(1)	-	
Bénéfice comptable avant impôts	62	19	30,65%

#### État de rapprochement du taux d'imposition réel

Millions d'euros	Avant écritures de consolidation	Écritures de consolidation	Après écritures de consolidation
Bénéfice comptable avant impôts	63	(1)	62
Charges fiscales théoriques	16		16
<b>Taux d'imposition théorique (*)</b>	<b>25,40%</b>		<b>25,81%</b>
Éléments non déductibles	14		14
Impact des crédits d'impôt et autres déductions de la base fiscale	(31)		(31)
Revenus exemptés: principalement liés aux gains des ventes de parts	(7)		(7)
Charges fiscales dues aux contrôles fiscaux	2		2
Pertes fiscales de l'année pendant laquelle aucun actif d'impôts n'a été enregistré	36		36
Pertes fiscales sur l'année 2007 pendant laquelle aucun actif d'impôts n'a été enregistré	(1)		(1)
Contrepassation des soldes pour impôts différés enregistrés les années précédentes: principalement liée aux pertes fiscales	7		7
Impact des modifications des taux d'imposition	(8)		(8)
Autre	(9)		(9)
<b>Charges fiscales effectives/produits fiscaux effectifs</b>	<b>19</b>		<b>19</b>
<b>Taux d'imposition effectif</b>			<b>30,65%</b>

(\*) Le taux d'imposition théorique représente le taux d'imposition moyen pondéré de la Société et de l'ensemble de ses filiales incluses dans la consolidation.

#### Résumé pour l'année 2006

Millions d'euros	Base de calcul	Charges fiscales (produits fiscaux)	Taux d'imposition
Bénéfice comptable avant impôts et écritures de consolidation	163	39	23,93%
Écritures de consolidation (principalement liées aux dividendes interentreprises)	(162)	(54)	33,33%
Bénéfice comptable avant impôts	1	(15)	

## ■ État de rapprochement du taux d'imposition réel

Millions d'euros	Avant écritures de consolidation	Écritures de consolidation	Après écritures de consolidation
Bénéfice comptable avant impôts	163	(162)	1
Charges fiscales théoriques	50	(54)	(4)
<b>Taux d'imposition théorique (*)</b>	<b>30,67%</b>	<b>33,33%</b>	
Transfert d'investissements à incidences fiscales au sein du Groupe	1		1
Éléments non déductibles	10		10
Impact du statut fiscal spécial: centre de coordination belge	(30)		(30)
Charges fiscales dues aux contrôles fiscaux	7		7
Pertes fiscales de l'année pendant laquelle aucun actif d'impôts n'a été enregistré	7		7
Pertes fiscales sur l'année 2006 pendant laquelle aucun actif d'impôts n'a été enregistré	(10)		(10)
Actifs d'impôts différés sur les différences temporaires non constatés	56		56
Avantage fiscal sur la perte liée à l'investissement dans Agfa-Gevaert AG enregistré en 2004 et en partie contre-passé en 2005 qui a pu être réalisé	(54)		(54)
Reprise d'actifs d'impôts différés enregistrés les années précédentes: Autre	2		2
Crédits d'impôt sur l'année 2006 pendant laquelle aucun actif d'impôts n'a été enregistré	(6)		(6)
Dettes fiscales différées sur les incidences fiscales relatives aux dividendes prévus à moyen terme	1		1
Crédits d'impôt pour lesquels aucun actif d'impôts n'a été constaté	4		4
Impact des modifications des taux d'imposition	1		1
<b>Charges fiscales effectives/(produits fiscaux effectifs)</b>	<b>39</b>	<b>(54)</b>	<b>(15)</b>
<b>Taux d'imposition effectif</b>	<b>23,93%</b>	<b>33,33%</b>	

(\*) Le taux d'imposition théorique représente le taux d'imposition moyen pondéré de la Société et de l'ensemble de ses filiales incluses dans la consolidation.

## ■ ACTIF ET PASSIF D'IMPÔTS DIFFÉRÉS

L'actif et le passif d'impôts différés se répartissent comme suit:

Millions d'euros	31 décembre 2007			31 décembre 2006		
	Actif	Passif	Net	Actif	Passif	Net
Immobilisations incorporelles	209	73	136	217	105	112
Immobilisations corporelles	10	32	(22)	7	44	(37)
Immobilisations financières	9	-	9	(2)	-	(2)
Stocks	24	1	23	24	3	21
Créances	48	3	45	61	3	58
Provisions et dettes pour avantages liés à la retraite	59	37	22	112	28	84
Autre actif à court terme et autre passif	5	51	(46)	11	61	(50)
<b>Actif et passif d'impôts différés liés à des différences temporaires</b>	<b>364</b>	<b>197</b>	<b>167</b>	<b>430</b>	<b>244</b>	<b>186</b>
Reports de pertes fiscales	91	1	90	41	1	40
Excédents de crédits d'impôt	8	-	8	12	-	12
<b>Actif/passif d'impôts différés</b>	<b>463</b>	<b>198</b>	<b>265</b>	<b>483</b>	<b>245</b>	<b>238</b>
Compensation fiscale	(133)	(133)	-	(132)	(132)	-
<b>Actif/passif d'impôts différés nets</b>	<b>330</b>	<b>65</b>	<b>265</b>	<b>351</b>	<b>113</b>	<b>238</b>

La récupération d'actifs d'impôts différés dépend de la réalisation des plans commerciaux des segments Graphics et HealthCare.

## ■ ACTIFS D'IMPÔTS DIFFÉRÉS NON CONSTATÉS

Les actifs d'impôts différés n'ont pas été constatés par rapport aux "reports de pertes fiscales", aux "crédits d'impôt" et aux "différences temporaires" pour les montants précités car il est peu probable que des bénéfices fiscaux soient réalisés vis-à-vis desquels le Groupe peut utiliser les avantages suivants:

- Reports de pertes fiscales: 85 millions d'euros (2006: 34 millions d'euros);
- Crédits d'impôt: 24 millions d'euros (2006: 19 millions d'euros);
- Différences temporaires: 54 millions d'euros (2006: 56 millions d'euros).

## ■ MOUVEMENT DES DIFFÉRENCES TEMPORAIRES PENDANT 2006–2007

	31 décembre 2005	Constaté au résultat	Écarts de conversion	31 décembre 2006	Constaté au résultat	Écarts de conversion	31 décembre 2007
<b>Millions d'euros</b>							
Immobilisations incorporelles	(43)	154	1	112	25	(1)	136
Immobilisations corporelles	(40)	4	(1)	(37)	15	-	(22)
Immobilisations financières	(3)	1	-	(2)	11	-	9
Stocks	28	(6)	(1)	21	3	(1)	23
Créances	64	(6)	-	58	(13)	-	45
Provisions et dettes pour avantages liés à la retraite	94	(4)	(6)	84	(57)	(5)	22
Autre actif à court terme et autre passif	(62)	11	1	(50)	4	-	(46)
Actif et passif d'impôts différés liés à des différences temporaires	38	154	(6)	186	(12)	(7)	167
Reports de pertes fiscales	112	(71)	(1)	40	50	-	90
Excédents de crédits d'impôt	26	(14)	-	12	(4)	-	8
<b>Actif/passif d'impôts différés</b>	<b>176</b>	<b>69</b>	<b>(7)</b>	<b>238</b>	<b>34</b>	<b>(7)</b>	<b>265</b>

## ■ 11 FRAIS DE PERSONNEL

Les frais de personnel en 2007 se sont élevés à 975 millions d'euros par rapport à 1.071 millions d'euros en 2006. Les frais de personnel se répartissent comme suit:

<b>Millions d'euros</b>	<b>2007</b>	<b>2006</b>
Salaires et traitements	769	822
Charges sociales	206	249
<b>TOTAL</b>	<b>975</b>	<b>1.071</b>

Le nombre moyen de salariés en 2007 avoisinait les 13.553 (2006: 14.162). Répertoire par fonction au sein de l'entreprise, ce nombre moyen peut se répartir comme suit:

	<b>2007</b>	<b>2006</b>
Fabrication/Ingénierie	4.552	4.834
R & D	1.646	1.555
Ventes et marketing	5.099	5.227
Administration	2.256	2.546
<b>TOTAL</b>	<b>13.553</b>	<b>14.162</b>

## 12 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	Écarts d'acquisition	Immobilisations incorporelles ayant une durée de vie utile indéfinie	Immobilisations incorporelles ayant une durée de vie utile définie							TOTAL
		Marques commerciales	Coûts de développement capitalisés	Technologie	Relations contractuelles avec les clients	Marques commerciales	Systèmes d'information de gestion	Droits de propriété industrielle et autres licences	Paielements anticipés pour acquisitions d'immobilisations incorporelles	
<b>Millions d'euros</b>										
<b>Valeur comptable brute 31 décembre 2006</b>	<b>558</b>	<b>17</b>	<b>20</b>	<b>205</b>	<b>91</b>	<b>5</b>	<b>89</b>	<b>84</b>	<b>1</b>	<b>1.070</b>
Écarts de conversion	(6)	-	-	(3)	(2)	-	(4)	(1)	-	(16)
Modification du périmètre de consolidation	(1)	-	-	-	-	-	-	-	-	(1)
Dépenses en capital	2	-	9	2	1	-	4	11	-	29
Reprises	-	-	-	(1)	-	-	-	(9)	-	(10)
Transferts	-	-	-	-	-	-	1	-	(1)	0
<b>Valeur comptable brute 31 décembre 2007</b>	<b>553</b>	<b>17</b>	<b>29</b>	<b>203</b>	<b>90</b>	<b>5</b>	<b>90</b>	<b>85</b>	<b>0</b>	<b>1.072</b>
<b>Amortissement, réductions et pertes de valeur accumulés au 31 décembre 2006</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>43</b>	<b>25</b>	<b>3</b>	<b>76</b>	<b>65</b>	<b>-</b>	<b>214</b>
Écarts de conversion	-	-	-	(1)	(1)	(1)	(4)	-	-	(7)
Modification du périmètre de consolidation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Amortissement et réductions de valeur réalisés au cours de l'exercice	-	-	3	21	10	1	5	9	-	49
Pertes de valeur réalisées au cours de l'exercice	-	-	3	5	-	-	-	-	-	8
Reprises	-	-	-	-	-	-	-	(8)	-	(8)
Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Amortissement, réductions et pertes de valeur accumulés au 31 décembre 2007</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>8</b>	<b>68</b>	<b>34</b>	<b>3</b>	<b>77</b>	<b>66</b>	<b>-</b>	<b>256</b>
<b>Valeur comptable nette 31 décembre 2006</b>	<b>558</b>	<b>17</b>	<b>18</b>	<b>162</b>	<b>66</b>	<b>2</b>	<b>13</b>	<b>19</b>	<b>1</b>	<b>856</b>
<b>Valeur comptable nette 31 décembre 2007</b>	<b>553</b>	<b>17</b>	<b>21</b>	<b>135</b>	<b>56</b>	<b>2</b>	<b>13</b>	<b>19</b>	<b>0</b>	<b>816</b>

Les écarts de conversion résultent de la conversion des résultats des sociétés étrangères aux taux de change d'ouverture et de fermeture respectifs. Dans le courant de 2007, le Groupe a enregistré une moins-value sur les frais de développements capitalisés (3 millions d'euros) et sur la technologie acquise (5 millions d'euros) en raison de performances économiques de ces actifs inférieures aux prévisions. La moins-value est comprise dans les autres charges d'exploitation (note 8).



## ■ TESTS DE DÉPRÉCIATION DU FONDS DE COMMERCE

Pour les états financiers du Groupe, la dépréciation du fonds de commerce est évaluée chaque année et chaque fois qu'il y a une indication de moins-value. Aux fins des tests de moins-value, le fonds de commerce est attribué à une entité génératrice de trésorerie.

La direction du Groupe a défini les business groups Graphics, HealthCare et Specialty Products comme des entités génératrices de trésorerie d'après les caractéristiques de celles-ci. Le segment commercial est le niveau le plus bas au sein du Groupe auquel le fonds de commerce est contrôlé aux fins de gestion interne.

Le test de moins-value pour le fonds de commerce est réalisé en comparant la valeur comptable de chaque entité génératrice de trésorerie (cash-generating unit, CGU) à son montant recouvrable. Le montant recouvrable de l'entité génératrice de trésorerie a été déterminé sur base d'un calcul de valeur d'utilisation.

La valeur d'usage se définit comme la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés qui émanent du plan actuel à long terme élaboré par le Groupe. Le taux actuariel utilisé dans le calcul de la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés est un taux avant impôts reflétant les estimations actuelles du marché concernant la valeur temporelle de l'argent et, selon le cas, les risques inhérents au CGU.

Le Groupe évalue le coût du capital à l'aide de la formule du coût moyen pondéré du capital (CMPC). Le coût des fonds propres, qui correspond aux rendements attendus par les actionnaires, est calculé en fonction des informations disponibles sur les marchés de capitaux. Le coût des dettes, utilisé pour calculer le CMPC, se fonde sur l'émission d'obligations de sociétés d'une durée de dix ans.

Les taux d'actualisation avant impôts utilisés pour calculer les valeurs actuelles des flux de trésorerie futurs estimatifs découlent du CMPC par itération.

### ■ Entité génératrice de trésorerie Graphics

Au 31 décembre 2007, la valeur comptable de l'entité génératrice de trésorerie Graphics englobait un fonds de commerce de 27 millions d'euros.

Au cours du quatrième trimestre de 2007, le Groupe a réalisé son test de dépréciation annuel du fonds de commerce pour l'entité génératrice de trésorerie Graphics et, sur base des hypothèses utilisées, la valeur calculée utilisée est supérieure à sa valeur comptable et aucune moins-value n'est requise.

Le calcul de la valeur actuelle de l'entité génératrice de trésorerie Graphics se fonde sur des projections de trésorerie pour les cinq prochaines années. Ces projections de trésorerie estimées sont basées sur le plan stratégique formellement approuvé par le Conseil d'administration. Après cinq ans, une valeur finale est calculée à partir d'un taux de croissance entre 0 et 2%.

Les hypothèses clés utilisées dans le test de dépréciation annuel sont déterminées par la direction du segment et sont basées sur les performances passées et les attentes de la direction pour le développement du marché.

Les hypothèses clés sont les suivantes:

- Taux d'actualisation avant impôts: 9,29%.
- Taux de croissance final (après 5 ans): 0% pour les activités de prépresse et 2% pour les activités jet d'encre.
- Aluminium: 1.942 euros/tonne.
- Argent: 9,35 euros/Troz.
- Fonds de roulement: les flux de trésorerie futurs estimés tiennent compte des efforts importants consentis pour améliorer le fonds de roulement.
- Ventes et marge brute: les ventes et la marge brute reflètent les meilleures prévisions de la direction, sur base de l'expérience passée compte tenu des risques spécifiques.

### ■ **Entité génératrice de trésorerie HealthCare**

Au 31 décembre 2007, la valeur comptable de l'entité génératrice de trésorerie HealthCare englobait un fonds de commerce de 525 millions d'euros.

Au cours du quatrième trimestre de 2007, le Groupe a réalisé son test de dépréciation annuel du fonds de commerce pour l'entité génératrice de trésorerie HealthCare et, sur base des hypothèses utilisées, la valeur calculée utilisée est supérieure à sa valeur comptable et aucune moins-value n'est requise.

Le calcul de la valeur actuelle de l'entité génératrice de trésorerie HealthCare se fonde sur des projections de trésorerie pour les cinq prochaines années. Ces projections de trésorerie estimées sont basées sur le plan stratégique formellement approuvé par le Conseil d'administration. Après cinq ans, une valeur finale est calculée à partir d'un taux de croissance de 2,2% dans la division Information Technology Solutions (IT) et une croissance négative de 7,2% dans la division Medical Imaging Systems.

Les hypothèses clés utilisées dans le test de dépréciation annuel sont déterminées par la direction du segment et sont basées sur les performances passées et les attentes de la direction pour le développement du marché.

Les hypothèses clés sont les suivantes:

- Taux de croissance final (après cinq ans): 2,2% pour les solutions IT et 7,2% pour les Medical Imaging Systems.
- Prix de l'argent: 9,35 euros/Troz.
- Fonds de roulement net: les futurs flux de trésorerie estimés dans le plan de cinq ans tiennent compte des importants efforts consentis dans l'amélioration du fonds de roulement.
- Ventes et marge brute: les ventes et la marge brute reflètent les meilleures prévisions de la direction, sur base de l'expérience passée compte tenu des risques spécifiques. Le plan à cinq ans suppose que le déclin des ventes du secteur de l'imagerie traditionnelle sera absorbé par l'augmentation de la division Information Technology Solutions. La croissance mondiale des solutions informatiques d'HealthCare est l'atout principal sur lequel repose la stratégie d'expansion, qui prévoit la commercialisation de solutions informatiques existantes (par exemple: IMPAX, ORBIS, Cardio) dans plusieurs pays. L'accent sur les économies est intégré dans le plan.

### ■ **Entité génératrice de trésorerie Specialty Products**

Au 31 décembre 2007, la valeur comptable de l'entité génératrice de trésorerie Specialty Products englobait un fonds de commerce de 1 million d'euros.

Pour cette entité, la valeur actuelle obtenue est supérieure à la valeur comptable. Le calcul de la valeur actuelle de l'entité génératrice de trésorerie Specialty Products se fonde sur des projections de trésorerie pour les cinq prochaines années. Ces projections reposent sur une stratégie d'expansion approuvée officiellement par le Conseil d'administration, et prévoit une croissance sur le marché des cartes d'identité hautement sécurisées et des consommables hautes technologies qui devrait largement compenser le déclin des autres lignes de produits. Par conséquent, la direction anticipe une hausse de la marge brute.

## 13 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Millions d'euros	Terrains, constructions et infrastructure	Machines et équipements techniques	Mobilier, aménagements et autre équipement	En-cours de fabrication et paiements anticipés aux fournisseurs et entrepreneurs	TOTAL
<b>Valeur comptable brute au 31 décembre 2006</b>	<b>427</b>	<b>1.543</b>	<b>316</b>	<b>16</b>	<b>2.302</b>
Écarts de conversion	(11)	(18)	(5)	(1)	(35)
Modification du périmètre de consolidation	-	-	-	-	-
Dépenses en capital	7	17	23	24	71
Reprises	(43)	(73)	(33)	(2)	(151)
Transferts	1	(35)	(45)	(11)	(90)
<b>Valeur comptable brute au 31 décembre 2007</b>	<b>381</b>	<b>1.434</b>	<b>256</b>	<b>26</b>	<b>2.097</b>
<b>Amortissement, réductions et pertes de valeur accumulés au 31 décembre 2006</b>	<b>275</b>	<b>1.306</b>	<b>266</b>	<b>-</b>	<b>1.847</b>
Écarts de conversion	(6)	(16)	(4)	-	(26)
Modification du périmètre de consolidation	-	-	-	-	-
Amortissements et réductions de valeur réalisés au cours de l'exercice	9	55	27	-	91
Pertes de valeur réalisées au cours de l'exercice	-	-	-	-	-
Reprises	(28)	(72)	(31)	-	(131)
Transferts	-	(43)	(48)	-	(91)
<b>Amortissement, réductions et pertes de valeur accumulés au 31 décembre 2007</b>	<b>250</b>	<b>1.230</b>	<b>210</b>	<b>-</b>	<b>1.690</b>
<b>Valeur comptable nette au 31 décembre 2006</b>	<b>152</b>	<b>237</b>	<b>50</b>	<b>16</b>	<b>455</b>
<b>Valeur comptable nette au 31 décembre 2007</b>	<b>131</b>	<b>204</b>	<b>46</b>	<b>26</b>	<b>407</b>

Les écarts de conversion résultent de la conversion des résultats des sociétés étrangères aux taux de change d'ouverture et de fermeture respectifs.

Le Groupe, en tant que locataire, loue principalement du matériel de production en vertu de divers contrats de location-financement. À l'échéance de ces contrats, le Groupe a la possibilité d'acheter l'actif préalablement loué à un tarif préférentiel. Au 31 décembre 2007, la valeur comptable nette des actifs immobilisés faisant l'objet d'un contrat de location-financement s'est élevée à 1 million d'euros (2006: 15 millions d'euros). Les actifs loués sont soumis aux obligations locatives (cf. note 22). Les paiements de loyers n'incluent pas les loyers conditionnels.

Le Groupe, en sa qualité de bailleur, a inclus des actifs faisant l'objet de baux d'exploitation dans le bilan, sous la mention "Bâtiments" et "Autre équipement". Les actifs loués sont amortis conformément à la politique habituelle du Groupe en la matière. Fin décembre 2007, les actifs soumis à des baux d'exploitation avaient une valeur comptable nette de 9 millions d'euros (2006: 11 millions d'euros). Les futurs produits de location-financement minimaux relatifs à des baux d'exploitation non résiliables sont présentés à la note 25.

## 14 PARTICIPATIONS

Millions d'euros	2007	2006
Investissements conservés jusqu'à échéance	-	-
Actifs financiers à la juste valeur via les bénéfices et pertes	3	4
Actifs financiers disponibles à la vente	12	12
Investissements dans les sociétés associées	1	2
Prêts et créances	4	11
<b>TOTAL</b>	<b>20</b>	<b>29</b>

Les investissements dans les titres de participation autres que ceux des sociétés associées sont classés comme étant disponibles à la vente et sont comptabilisés à leur juste valeur, à l'exception des instruments de participation qui n'ont pas un prix du marché coté sur un marché actif et dont la juste valeur ne peut être mesurée de manière fiable. Les actifs financiers disponibles à la vente et comptabilisés à la valeur

juste (2007: 4 millions d'euros; 2006: 4 millions d'euros) comprennent principalement l'investissement dans Medivision Medical Imaging Ltd. et quelques actions dans un fonds d'investissement coté. Les actifs financiers disponibles à la vente et comptabilisés au coût (2007: 8 millions d'euros; 2006: 8 millions d'euros) comprennent des investissements plus petits dans des instruments de fonds propres qui ne possèdent pas un prix du marché coté et dont la juste valeur ne peut pas être estimée raisonnablement.

Les actifs financiers désignés à la valeur juste via les bénéfices et les pertes comprennent un investissement dans un fonds mutuel désigné comme telle lors de l'enregistrement initial. Les changements au niveau de la valeur juste des actifs financiers et de la responsabilité correspondante sont enregistrés dans les bénéfices et les pertes.

## 15 CESSIION DE CONSUMER IMAGING – ACTIVITÉS ABANDONNÉES

### CRÉANCES ET DETTES LIÉES AUX ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Millions d'euros		31 décembre 2007	31 décembre 2006
<b>Actif</b>			
Prêts à long terme	A	-	65
Autres créances	B	24	25
<b>Passif</b>			
Autres dettes	B	28	45

#### A "Vendor Note" (paiement échelonné) concernant le règlement de la cession de Consumer Imaging

Le 1 novembre 2004, le Groupe a vendu l'ensemble de ses activités Consumer Imaging à AgfaPhoto Holding GmbH, y compris la production, la vente et les services liés au film photographique, aux produits de finition et aux équipements de laboratoire.

L'acheteur a soulevé des objections (par le biais d'un avis de désaccord) concernant les états financiers de clôture, qui pouvaient avoir des répercussions sur le prix d'achat de 112 millions d'euros. Un expert comptable a été désigné pour réviser et se prononcer sur l'objet du litige. Dans un avis d'expert rendu le 5 juillet 2007, Ernst & Young a identifié une réduction de prix d'achat d'un montant d'environ 30,5 millions d'euros, fixant donc le prix d'achat à 81 millions d'euros.

Dans le courant de l'année, le prix d'achat a été entièrement réglé.

#### B Autres créances et dettes vis-à-vis d'AgfaPhoto

Depuis novembre 2004, l'activité Consumer Imaging opérait via un groupe de sociétés sous le nom d'AgfaPhoto.

Selon le contrat de vente, le Groupe avait consenti à faire office de fournisseur de services et de distributeur d'AgfaPhoto pendant une période limitée. En tant que tel, il avait préfinancé le fonds de roulement d'AgfaPhoto et obtenait son remboursement sur les créances commerciales des clients.

Les autres créances et dettes mentionnées dans la présentation ci-dessus résultent essentiellement du contrat de distribution et de services conclu entre le Groupe et AgfaPhoto.

Fin mai 2005, AgfaPhoto GmbH a été déclarée en cessation de paiement, suivie par d'autres agences commerciales d'AgfaPhoto.

Après la cessation de paiement d'AgfaPhoto GmbH, le Groupe s'était engagé à poursuivre certaines activités de distribution, de facturation et de recouvrement pour le compte d'AgfaPhoto GmbH et de ses filiales, afin d'aider l'administrateur judiciaire et la nouvelle direction à préserver les emplois et à assurer le fonctionnement normal de la société. À cette fin, le Groupe avait signé un contrat avec l'administrateur judiciaire d'AgfaPhoto GmbH et la nouvelle équipe dirigeante de la société. Selon les termes du contrat, le Groupe devait payer les biens fournis par AgfaPhoto GmbH uniquement lorsque le client final avait honoré ses factures et dans la mesure où le Groupe lui-même n'était pas exposé à des risques commerciaux et financiers.

En octobre 2005, l'administrateur judiciaire d'AgfaPhoto GmbH a procédé à la liquidation de la société. Durant l'année 2007, le Groupe a mené des négociations avec l'administrateur judiciaire d'AgfaPhoto GmbH ainsi qu'avec plusieurs administrateurs judiciaires locaux des agences commerciales de la société.

afin de recevoir le paiement dû au titre des contrats de distribution, d'approvisionnement et de services. Ces négociations ont débouché sur un certain nombre de règlements, par exemple en Belgique, en Espagne et en France. Les négociations avec l'administrateur judiciaire de AgfaPhoto GmbH, toujours en cours, n'ont pas permis d'arriver à un accord et l'administrateur judiciaire de AgfaPhoto GmbH a entamé une procédure d'arbitrage en décembre 2007 auprès de la Cour internationale d'arbitrage à Paris, en France, concernant un litige relatif aux bilans en suspens à la suite d'accords de distribution, d'approvisionnement et de services.

Quant aux filiales d'AgfaPhoto qui n'ont pas été déclarées en cessation de paiement, le Groupe a coopéré avec l'ensemble des parties concernées, principalement avec la direction d'AgfaPhoto ainsi qu'avec d'autres créanciers, en vue d'organiser la liquidation de la société. Le processus de démantèlement d'un certain nombre d'entités d'AgfaPhoto est en cours.

Le Groupe s'est prémuni contre les pertes éventuelles liées au contrat de distribution et aux différents règlements, et également contre d'autres actions et coûts, tels que les poursuites des employés.

## ■ RÉSULTAT DES ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Le tableau ci-dessous détaille les pertes dues à l'abandon d'activités en 2007, qui s'élèvent à 28 millions d'euros avant impôts sur les bénéfices, soit 24 millions d'euros nets d'impôts.

	2007	2006
Millions d'euros	Résultat des activités abandonnées	Résultat des activités abandonnées
Chiffre d'affaires net	-	-
Charges d'exploitation	(28)	(51)
<b>Résultat d'exploitation d'activités abandonnées</b>	<b>(28)</b>	<b>(51)</b>
Résultat hors exploitation	-	-
<b>Bénéfices (pertes) avant impôts</b>	<b>(28)</b>	<b>(51)</b>
Impact fiscal (actuel et différé)	4	15
<b>Bénéfices (pertes) net(te)s d'impôts</b>	<b>(24)</b>	<b>(36)</b>

## ■ 16 STOCKS

Millions d'euros	2007	2006
Matières premières et fournitures	69	92
En-cours de fabrication, produits finis et biens achetés destinés à la revente	507	530
Acomptes versés	2	2
<b>TOTAL</b>	<b>578</b>	<b>624</b>

Les réductions de valeur accumulées sur les stocks ont diminué de 6 millions d'euros en 2007 (contre une diminution de 3 millions d'euros en 2006).

Les coûts liés aux stocks sont passés en charges dans le compte de résultat de la manière suivante:

Millions d'euros	2007	2006
Coût des matières premières, des fournitures et des biens achetés destinés à la revente	1.232	1.264
Coût des services achetés	81	61
<b>TOTAL</b>	<b>1.313</b>	<b>1.325</b>

## ■ 17 AUTRES CRÉANCES ET ACTIFS DIVERS

Millions d'euros	2007	2006
Créances au titre de contrats de location-financement	208	241
Créances fiscales	60	121
Créances vis-à-vis des sociétés du Groupe AgfaPhoto (cf. note 15)	24	25
Intérêts courus sur les prêts	1	1
Autre	70	68
<b>TOTAL</b>	<b>363</b>	<b>456</b>

Les contrats de location aux termes desquels le preneur est à considérer comme le propriétaire économique des biens loués donnent naissance à une créance à concurrence du montant actualisé des paiements futurs de loyers. Ces créances se chiffraient à 219 millions d'euros au 31 décembre 2007 (248 millions d'euros en 2006) et rapportaient des intérêts d'une valeur de 26 millions d'euros (2006: 29 millions d'euros). Au 31 décembre 2007, la réduction de valeur des créances faisant l'objet d'un contrat de location-financement s'est élevée à 11 millions d'euros (2006: 7 millions d'euros).

Les créances faisant l'objet d'un contrat de location-financement sont les suivantes:

Millions d'euros	2007			2006		
	Total des paiements futurs	Produits d'intérêts non perçus	Valeur actuelle	Total des paiements futurs	Produits d'intérêts non perçus	Valeur actuelle
Échéance à un an maximum	95	13	82	105	15	90
Échéance entre un et cinq ans	149	13	136	169	14	155
Échéance supérieure à cinq ans	1	-	1	3	-	3
<b>TOTAL</b>	<b>245</b>	<b>26</b>	<b>219</b>	<b>277</b>	<b>29</b>	<b>248</b>

Le Groupe loue son équipement commercial dans le cadre de locations financements principalement via Agfa Finance (c'est-à-dire Agfa Finance NV et ses filiales) et Agfa Corporation (USA).

À l'entrée en vigueur du contrat de location, la valeur actuelle des loyers minimaux représente au moins 90% de la juste valeur des actifs loués.

La majeure partie des baux sont conclus avec Agfa Finance pour une période non résiliable de quatre ans. Après cette période, la plupart des contrats prévoient une option d'achat des équipements loués, comprise généralement entre 2% et 5% de l'investissement brut à échéance du contrat. Parfois, la juste valeur de l'actif loué est remboursée par le biais d'une obligation d'achat des consommables à une valeur supérieure à celle du marché, de manière à ce que la marge dégagée soit suffisante pour couvrir le montant initialement investi par le bailleur. Dans ce type de contrats, la marge et/ou l'échéance de la location sont susceptibles d'être modifiées.

Agfa Finance propose ses produits à travers ses filiales établies aux États-Unis, au Canada, en Australie, en France, en Italie, en Pologne et via ses branches en Europe (Espagne, Suisse, Bénélux, Allemagne, Royaume-Uni et les pays nordiques) et au Japon. Au 31 décembre 2007, la valeur actuelle des loyers totaux futurs s'élevait pour Agfa Finance à 187 millions d'euros (162 millions d'euros en 2006).

Agfa Corporation possède un portefeuille de produits de location avec un terme moyen restant de 30 mois. Les options offertes à la fin de ces contrats sont: l'achat, le renouvellement ou la restitution des équipements loués à une valeur qui doit normalement correspondre à la juste valeur à la date où l'option peut être exercée. Au 31 décembre 2007, la valeur actuelle des loyers totaux futurs s'élevait à 32 millions d'euros (2006: 79 millions d'euros).

## 18 LIQUIDITÉS ET ÉQUIVALENTS DE LIQUIDITÉS

Le rapprochement des liquidités et équivalents de liquidités des éléments de bilan correspondants peut être présenté comme suit:

Millions d'euros	2007	2006
Titres négociables et autres instruments	5	3
Fonds disponibles, dépôts à vue et chèques	147	82
<b>Total des liquidités et équivalents de liquidités tels que repris dans le bilan</b>	<b>152</b>	<b>85</b>
Créances sous forme d'accords de gestion de trésorerie (reprises dans le bilan en tant qu'autres créances)	-	-
Dettes sous forme d'accords de gestion de trésorerie (reprises dans le bilan en tant qu'autres dettes)	(1)	(2)
<b>Total des liquidités et équivalents de liquidités tels que repris dans le tableau de financement</b>	<b>151</b>	<b>83</b>



## 19 ACTIFS À LONG TERME DISPONIBLES À LA VENTE

Millions d'euros	2007	2006
Immobilisations corporelles	-	1
Machines et équipements techniques	-	1
Autres titres destinés à être cédés	-	2

La cession de ces actifs à long terme classés comme réservés pour la vente a généré des entrées de liquidités pour 19 millions d'euros.

## 20 FONDS PROPRES

Les diverses composantes des fonds propres et leur évolution du 31 décembre 2006 au 31 décembre 2007 sont présentées dans les Fonds propres consolidés.

### CAPITAL SOCIAL ET PRIME D'ÉMISSION

Le capital souscrit de la Société au 31 décembre 2007 se monte à 140 millions d'euros. Il représente 128.888.282 d'actions ordinaires entièrement libérées sans désignation de valeur nominale.

### RÉSERVES POUR ACTIONS PROPRES

Les réserves d'actions propres comprennent le coût des actions de la Société détenues par le Groupe. Au 31 décembre 2007, le Groupe détenait 4.099.852 (2006: 4.102.752) des actions de la Société. Durant l'année 2007, 2.900 options d'achat d'actions, couvertes par les actions propres, ont été exercées.

### PLUS-VALUE DE RÉÉVALUATION

La plus-value de réévaluation comprend la réévaluation de l'investissement du Groupe dans la société Medivision Medical Imaging Ltd., classé comme disponible à la vente, ainsi que d'autres investissements mineurs.

### RÉSERVE DE PAIEMENT FONDÉ SUR DES ACTIONS

Selon la norme IFRS 2, la juste valeur calculée des transactions de paiement fondé sur des actions – les tranches n° 5, n° 6, n° 6a, n° 7 et n° 8 du Long Term Incentive Plan (Plan d'intéressement à long terme) – est inscrite en résultat sur la période d'acquisition avec une augmentation correspondante des capitaux propres (2 millions d'euros).

### RÉSERVE DE COUVERTURE

A la date du bilan, le Groupe n'avait pas désigné d'instruments financiers dérivés comme couvertures de flux de trésorerie. La perte cumulée de l'instruments de couverture des couvertures de trésorerie anciennement désignées avait été enlevée des fonds propres dans l'état des produits au moment de la transaction prévue (1 million d'euros).

### ÉCARTS DE CONVERSION

Les écarts de conversion englobent tous les écarts de change qui résultent de la conversion des états financiers des sociétés étrangères du Groupe, ainsi que de la conversion des dettes couvrant la participation nette de la Société dans une filiale étrangère.

### DIVIDENDE

Un dividende de 63 millions d'euros a été payé en 2007, suivant la décision de l'Assemblée générale des actionnaires au 24 avril 2007.

## 21 AVANTAGES SOCIAUX

### A DETTES POUR LES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'AVANTAGES SOCIAUX À LONG TERME

Les sociétés du Groupe Agfa-Gevaert disposent de régimes de prestations de retraite dans la plupart des pays d'implantation du Groupe. Ces régimes couvrent généralement tous les salariés et procurent des avantages liés à la rémunération et à l'ancienneté de chacun. Le Groupe dispose également de régimes de prestations médicales post retraite aux États-Unis et d'avantages sociaux à long terme en Allemagne. Ces avantages sont comptabilisés conformément à la norme IAS 19 au même titre que les régimes de retraite et d'avantages sociaux à long terme.

Au 31 décembre 2007, les dettes nettes totales du Groupe relatives aux régimes de retraite et d'avantages sociaux à long terme s'élevaient à 654 millions d'euros (721 millions d'euros au 31 décembre 2006), et se répartissaient comme suit:

Millions d'euros	31 décembre 2006	31 décembre 2007
Dettes nettes pour les pays jouant un rôle important	504	480
Dettes nettes pour prestations de cessation d'emploi	170	137
Dettes nettes pour les pays jouant un rôle d'importance moindre	47	37
<b>Dettes nettes totales</b>	<b>721</b>	<b>654</b>

Les critères de détermination des pays dits importants du Groupe reposent sur le montant de leurs charges de retraite conformément à la norme IAS 19. Les pays importants comptent pour plus de 90% des charges de retraite du Groupe au titre de la norme IAS 19.

#### ■ Régimes de retraite à cotisations déterminées

Dans le cadre des régimes à cotisations déterminées, les sociétés du Groupe Agfa-Gevaert cotisent auprès de fonds de retraite gérés publiquement ou par initiative privée, ou auprès de sociétés d'assurance. Une fois les cotisations versées, les sociétés du Groupe sont exemptées de toute autre obligation de paiement. Les cotisations périodiques sont considérées comme une charge pour l'année au cours de laquelle elles sont dues. En 2007, les dettes liées aux régimes à cotisations déterminées des pays dits importants du Groupe s'élevaient à 11 millions d'euros (10 millions d'euros en 2006).

En Allemagne, les employés d'Agfa-Gevaert HealthCare GmbH, d'Agfa-Gevaert Graphic Systems GmbH et d'Agfa Deutschland Vertriebsgesellschaft mbH & Cie sont membres de la Caisse de retraite Bayer (Bayer Pensionskasse). La Caisse de retraite Bayer est un régime multiemployeur comptabilisé comme régime à cotisations déterminées (IAS 19 .30 (a)). Ce régime à cotisations déterminées est contrôlé par Bayer AG, l'ancienne société mère du Groupe. Il n'existe pas suffisamment d'informations pour permettre au Groupe de comptabiliser ce régime comme un régime à cotisations déterminées. En 2003, il a été décidé que l'indexation des avantages liés à la retraite offerts par la Caisse de retraite Bayer serait constatée comme régime de retraite à cotisations déterminées, conformément à la norme IAS 19. La Caisse de retraite Bayer était fermée après le 31 décembre 2004 pour des nouveaux employés. Après cette date, les nouveaux employés rejoignent le Rheinische Pensionkasse.

#### ■ Régimes de retraite à prestations déterminées

En Allemagne, au Royaume-Uni et aux États-Unis, les régimes de retraite à prestations déterminées ne sont plus proposés aux nouveaux employés. En effet, ce type de régime pratiqué aux États-Unis est gelé pour les employés actuellement en poste, ce qui signifie qu'ils ne bénéficieront plus des avantages sociaux liés à l'ancienneté dans le cadre de ce régime. En Allemagne, les nouveaux employés, après le 31 décembre 2004, accumulent des bénéfices sous un nouveau régime de prestations définies.

En ce qui concerne les régimes à prestations déterminées, la charge totale pour 2007 se chiffre à 48 millions d'euros (69 millions d'euros en 2006) pour les pays importants du Groupe:

Millions d'euros	2006			2007		
	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages sociaux liés à la retraite et à long terme	TOTAL	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages sociaux liés à la retraite et à long terme	TOTAL
Coût afférent du service, cotisations salariales non comprises	32	2	34	20	1	21
Charge d'intérêts	86	5	91	87	4	91
Rentabilité estimée du régime	(72)	0	(72)	(74)	0	(74)
Coût afférent du service constaté	0	(4)	(4)	1	1	2
Amortissement des (bénéfices)/pertes non constaté	19	0	19	10	(2)	8
(Plus-values)/moins-values résultant de liquidations ou compressions de régime	1	0	1	0	0	0
<b>Charges de retraite périodiques nettes</b>	<b>66</b>	<b>3</b>	<b>69</b>	<b>44</b>	<b>4</b>	<b>48</b>

L'évolution de la dette nette constatée 2006 et 2007 est illustrée dans le tableau ci-dessous.

Millions d'euros	2006			2007		
	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages sociaux liés à la retraite et à long terme	TOTAL	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages sociaux liés à la retraite et à long terme	TOTAL
Dette nette au 1er janvier	459	58	517	452	52	504
Charges de retraite périodiques nettes	66	3	69	44	4	48
Cotisations patronales	(68)	(4)	(72)	(64)	(5)	(69)
Impact monétaire: charge ou (crédit)	(5)	(5)	(10)	1	(4)	(3)
<b>Dette nette au 31 décembre</b>	<b>452</b>	<b>52</b>	<b>504</b>	<b>433</b>	<b>47</b>	<b>480</b>

Durant l'année fiscale prochaine (2008), le Groupe prévoit de cotiser à hauteur de 85 millions d'euros pour les régimes de retraite importants ainsi que pour d'autres régimes d'avantages sociaux.

L'obligation de prestations déterminées, l'actif du régime et le mode de financement des pays importants du Groupe sont présentés ci-dessous.

Au 31 décembre 2007, l'obligation totale de prestations déterminées du Groupe s'élevait à 1.698 millions d'euros (1.901 millions d'euros au 31 décembre 2006), dont 1.043 millions d'euros (1.193 millions d'euros au 31 décembre 2006) liés aux régimes par capitalisation ou semi-capitalisation et 655 millions d'euros (708 millions d'euros au 31 décembre 2006) liés aux régimes par répartition.

Millions d'euros	2006			2007		
	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages sociaux liés à la retraite et à long terme	TOTAL	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages sociaux liés à la retraite et à long terme	TOTAL
<b>Évolution de l'obligation de prestations déterminées</b>						
Obligation de prestations déterminées au 1er janvier	1.935	97	2.032	1.829	72	1.901
Coût afférent du service, cotisations salariales non comprises	32	2	34	20	1	21
Cotisations salariales	1	0	1	1	0	1
Charge d'intérêts	86	5	91	87	4	91
Paiements des prestations	(93)	(4)	(97)	(101)	(5)	(106)
Coût afférent du service antérieur	0	0	0	1	0	1
Liquidation ou compression	0	0	0	0	0	0
(Gains)/pertes actuariel(le)s	(93)	(20)	(113)	(130)	0	(130)
Impact monétaire: charge ou (crédit)	(39)	(8)	(47)	(74)	(7)	(81)
<b>Obligation de prestations déterminées au 31 décembre</b>	<b>1.829</b>	<b>72</b>	<b>1.901</b>	<b>1.633</b>	<b>65</b>	<b>1.698</b>
<b>Évolution de l'actif de régime</b>						
Juste valeur de l'actif au 1er janvier	1.013	0	1.013	1.045	0	1.045
Cotisations patronales	68	4	72	64	5	69
Cotisations salariales	1	0	1	1	0	1
Rendement effectif de l'actif	86	0	86	38	0	38
Paiements des prestations	(93)	(4)	(97)	(101)	(5)	(106)
Impact monétaire: (charge) ou crédit	(30)	0	(30)	(62)	0	(62)
<b>Juste valeur de l'actif au 31 décembre</b>	<b>1.045</b>	<b>0</b>	<b>1.045</b>	<b>985</b>	<b>0</b>	<b>985</b>
<b>Mode de financement au 31 décembre</b>						
Mode de financement	(784)	(72)	(856)	(648)	(65)	(713)
(Plus-value) ou moins-value nette non constatée	332	16	348	215	15	230
Coût afférent du service antérieur	0	4	4	0	3	3
<b>(Dette) nette au 31 décembre</b>	<b>(452)</b>	<b>(52)</b>	<b>(504)</b>	<b>(433)</b>	<b>(47)</b>	<b>(480)</b>

**Principales hypothèses actuarielles à la date de clôture du bilan (moyennes pondérées)**

	31 décembre 2006	31 décembre 2007
Taux d'actualisation	5,0%	5,7%
Rendement attendu sur les actifs du régime	7,3%	7,1%
Futures augmentations salariales	3,1%	3,0%

Le taux d'actualisation et les augmentations de salaires ont été pondérés par l'obligation de prestations définies. Le rendement attendu sur les actifs du régime a été pondéré en fonction de la juste valeur des actifs du régime.

**Historique des valeurs d'actif, de l'obligation de prestations déterminées, des excédents/Déficits du régime ainsi que des bénéfices et des pertes actuariel(le)s**

Millions d'euros	31 décembre 2006	31 décembre 2007
Juste valeur de l'actif du régime	1.045	985
Valeur actuelle de l'obligation de prestations déterminées	1.901	1.698
<b>Excédent/(déficit) du régime</b>	<b>(856)</b>	<b>(713)</b>

Millions d'euros	2006	2007
Bénéfices/(pertes) actuariel(le)s sur les actifs du régime	14	(36)
Bénéfices/(pertes) actuariel(le)s sur les dettes du régime	37	3
Bénéfices/(pertes) actuariel(le)s sur les dettes du régime du(e)s aux modifications des hypothèses	76	127

**Juste valeur des actifs, divisés en principales catégories d'actif**

Millions d'euros	31 décembre 2007
Instruments de fonds propres	578
Titres de créance	385
Autre	22
<b>TOTAL</b>	<b>985</b>

**B PRESTATIONS SOCIALES LIÉES À L'ACTIONNARIAT****1 Long Term Incentive Plan (Plan d'intéressement à long terme, tranche n°1)**

Le 10 novembre 1999, le Groupe a mis en place un plan de souscription d'actions (Long Term Incentive Plan [Plan d'intéressement à long terme], tranche n°1) pour les membres du Conseil de direction (appelé aujourd'hui Comité exécutif) de la Société, du Comité de direction ("Vorstand") d'Agfa-Gevaert AG et pour certains directeurs importants. Chaque bon de souscription donne droit à "une" action ordinaire de la Société. Au total, 581.000 bons de souscription ont été émis et distribués aux bénéficiaires du programme. Pour chaque action achetée et déposée comme placement de départ, chaque bénéficiaire s'est vu remettre 13 bons de souscription. Ces bons ont été offerts gracieusement en échange d'actions acquises au prix unitaire de 22 euros (ou plus) lors du placement de départ. Si ce dernier était inférieur à 22 euros par action, un montant égal à 1/13ième de la différence positive entre le prix de 22 euros par action et le prix effectivement payé devait être versé. En vertu du programme, les bons de souscription doivent être exercés entre le 1er janvier 2003 et le 10 novembre 2008, date après laquelle ils perdent toute valeur. Le prix d'exercice des bons de souscription est fixé à 22 euros.

Le tableau suivant résume les informations concernant les bons de souscription en circulation au 31 décembre 2007:

Bons offerts	581.100
Bons perdus durant l'année 2001	19.500
Bons perdus durant l'année 2002	78.000
Bons perdus durant l'année 2003	58.500
Bons perdus durant l'année 2004	249.600
Bons perdus durant l'année 2005	13.000
Bons exercés durant l'année 2005	88.282
Bons perdus durant l'année 2006	18.359
<b>Bons en suspens au 31 décembre 2007</b>	<b>55.859</b>

## ■ 2 Long Term Incentive Plan (Plan d'intéressement à long terme, tranche n°2)

Le 25 avril 2000, le Groupe a mis en place un plan d'option d'achat d'actions (Long Term Incentive Plan [Plan d'intéressement à long terme], tranche n°2) à destination des membres du Conseil de direction (appelé aujourd'hui Comité exécutif) de la Société et les directeurs employés au niveau VII, VIII et IX de la Société ou à des niveaux équivalents au sein du Groupe, désignés par le Conseil de direction (appelé aujourd'hui: Comité exécutif) de la Société. Chaque option donne le droit d'acheter "une" action ordinaire de la Société. Au total, 416.950 options ont été émises et distribuées aux bénéficiaires du programme. Les options ont été offertes gracieusement. En vertu du programme, les options doivent être exercées entre le 1 janvier 2004 et le 5 juin 2009, date après laquelle elles perdent toute valeur. Le prix d'exercice des options est fixé à 22 euros.

Le tableau suivant résume les informations concernant les options d'achat d'actions en circulation au 31 décembre 2007:

Options offertes	416.950
Options perdues durant l'année 2001	15.000
Options perdues durant l'année 2003	17.100
Options perdues durant l'année 2004	193.300
Options exercées durant l'année 2004	4.200
Options exercées durant l'année 2005	86.778
Options perdues durant l'année 2006	6.300
Options perdues durant l'année 2007	10.500
<b>Options en suspens au 31 décembre 2007</b>	<b>83.772</b>

## ■ 3 Long Term Incentive Plan (Plan d'intéressement à long terme, tranche n°3)

Le 18 juin 2001, le Groupe a mis en place un plan d'option d'achat d'actions (Long Term Incentive Plan [Plan d'intéressement à long terme], tranche n°3) à destination des membres du Conseil de direction (appelé aujourd'hui Comité exécutif) de la Société et les directeurs employés au niveau A, B et C de la Société ou à des niveaux équivalents au sein du Groupe. Chaque option donne le droit d'acheter "une" action ordinaire de la Société. Au total, 522.940 options ont été émises et distribuées aux bénéficiaires du programme. Les options ont été offertes gracieusement. En vertu du programme, les options doivent être exercées entre le 6 juillet 2004 et le 6 juillet 2010, date après laquelle elles perdent toute valeur. Le prix d'exercice des options est fixé à 20 euros.

Le tableau suivant résume les informations concernant les options d'achat d'actions en circulation au 31 décembre 2007:

Options offertes	522.940
Options perdues durant l'année 2001	19.000
Options perdues durant l'année 2003	19.000
Options perdues durant l'année 2004	6.200
Options exercées durant l'année 2004	50.480
Options exercées durant l'année 2005	164.230
Options perdues durant l'année 2006	3.100
Options perdues durant l'année 2007	3.100
<b>Options en suspens au 31 décembre 2007</b>	<b>257.830</b>

## ■ 4 Long Term Incentive Plan (Plan d'intéressement à long terme, tranche n°4)

Le 17 juin 2002, le Groupe a mis en place un plan d'option d'achat d'actions (Long Term Incentive Plan [Plan d'intéressement à long terme], tranche n°4) à destination des membres du Conseil de direction (appelé aujourd'hui Comité exécutif) de la Société et les directeurs employés au niveau A, B et C de la Société ou à des niveaux équivalents au sein du Groupe. Chaque option donne le droit d'acheter "une" action ordinaire de la Société. Au total, 600.300 options ont été émises et distribuées aux bénéficiaires du programme. Les options ont été offertes gracieusement. En vertu du programme, les options doivent être exercées entre le 26 août 2005 et le 27 août 2011, date après laquelle elles perdent toute valeur. Le prix d'exercice des options est fixé à 18 euros.

Le tableau suivant résume les informations concernant les options d'achat d'actions en circulation au 31 décembre 2007:

Options offertes	600.300
Options perdues durant l'année 2002	6.300
Options perdues durant l'année 2003	31.500
Options exercées durant l'année 2005	7.800
Options exercées durant l'année 2006	2.460
Options perdues durant l'année 2006	5.800
Options exercées durant l'année 2007	2.900
Options perdues durant l'année 2007	2.900
<b>Options en suspens au 31 décembre 2007</b>	<b>540.640</b>

La moyenne pondérée du prix de l'action pour les options exercées durant l'année 2007 était de 19,74 euros.

#### ■ 5 Long Term Incentive Plan (Plan d'intéressement à long terme, tranche n°5)

Le 29 avril 2003, le Groupe a mis en place un plan d'option d'achat d'actions (Long Term Incentive Plan [Plan d'intéressement à long terme], tranche n°5) à destination des membres du Conseil de direction (appelé aujourd'hui Comité exécutif) de la Société et les directeurs employés au niveau A, B et C de la Société ou à des niveaux équivalents au sein du Groupe. Chaque option donne le droit d'acheter "une" action ordinaire de la Société. Au total, 567.974 options ont été émises et distribuées aux bénéficiaires du programme. Les options ont été offertes gracieusement. En vertu du programme, les options doivent être exercées entre le 28 juillet 2006 et le 27 juillet 2013, date après laquelle elles perdent toute valeur. Le prix d'exercice des options est fixé à 18,27 euros.

La juste valeur du Long Term Incentive Plan (Plan d'intéressement à long terme), tranche n°5 à la date d'offre a été calculée à l'aide d'une méthode d'arbre trinomial pour les options bermudiennes avec paramètres de dividende discrets.

Les paramètres-clés suivants ont été utilisés dans le modèle d'évaluation:

Juste valeur des options offertes	6,60
Prix de l'action	18,63
Prix d'exercice	18,27
Date d'offre	26 septembre 2003
Volatilité estimée	32,40 %
Dividendes estimés/an	0,60
Courbe de taux d'intérêt sans risque	2,09%–4,34 %

La volatilité estimée est calculée sur la base de la volatilité historique du prix de l'action sur une période d'un an. Les options octroyées dans le cadre du Plan d'intéressement à long terme, tranche n°5 en juillet 2006, après une période de trois ans à partir de la date d'octroi. La juste valeur calculée a été dépensée sur la période conformément à la méthode de date d'octroi modifiée, par référence au nombre d'options dévolues.

Le tableau suivant résume les informations concernant les options d'achat d'actions en circulation au 31 décembre 2007:

Options offertes	567.974
Options perdues durant l'année 2004	2.800
Options exercées durant l'année 2006	2.800
Options perdues durant l'année 2006	5.600
Options perdues durant l'année 2007	11.450
<b>Options en suspens au 31 décembre 2007</b>	<b>545.324</b>



## ■ 6 Long Term Incentive Plan (Plan d'intéressement à long terme, tranche n°6 et n°6a)

Le 22 juin 2004, le Groupe a mis en place un plan d'option d'achat d'actions (Long Term Incentive Plan [Plan d'intéressement à long terme], tranche n°6 et n°6a) à destination des membres du Conseil de direction (appelé aujourd'hui Comité exécutif) de la Société et les directeurs employés au niveau A, B et C de la Société ou à des niveaux équivalents au sein du Groupe. Chaque option donne le droit d'acheter "une" action ordinaire de la Société. Au total, 488.880 options ont été offertes aux bénéficiaires du programme. Les options ont été offertes gracieusement. En vertu du programme, les options de la tranche n°6 doivent être exercées entre le 10 août 2007 et le 10 août 2011, date après laquelle elles perdent toute valeur. Le prix d'exercice des options est fixé à 19,95 euros.

En vertu du programme, les options de la tranche n°6a doivent être exercées entre le 15 décembre 2007 et le 14 décembre 2011, date après laquelle elles perdent toute valeur. Le prix d'exercice des options est fixé à 24,02 euros.

La juste valeur du Long Term Incentive Plan (Plan d'intéressement à long terme), tranche n°6 et n°6a à la date d'offre a été calculée à l'aide d'une méthode d'arbre trinomial pour les options bermudiennes avec paramètres de dividende discrets.

Les paramètres-clés suivants ont été utilisés dans le modèle d'évaluation:

	Tranche n°6	Tranche n°6a
Juste valeur des options offertes	6,84	8,00
Prix de l'action	23,27	26,59
Prix d'exercice	19,95	24,02
Date d'offre	10 octobre 2004	13 février 2005
Volatilité estimée	24,61%	27,83%
Dividendes estimés/an	0,60	0,56
Courbe de taux d'intérêt sans risque	3,67%	3,00%

La volatilité estimée est calculée sur la base de la volatilité historique du prix de l'action sur une période d'un an. Les options octroyées dans le cadre du Plan d'intéressement à long terme, tranche n°6 et 6a respectivement en août et en décembre 2007, après une période de trois ans à partir de la date d'octroi. La juste valeur calculée a été dépensée sur la période conformément à la méthode de date d'octroi modifiée, par référence au nombre d'options dévolues. Pour 2007, les montants de dépense se chiffraient à 1 million d'euros.

Le tableau suivant résume les informations concernant les options d'achat d'actions en circulation au 31 décembre 2007:

	Tranche n°6	Tranche n°6a
Options offertes	471.380	17.500
Options perdues durant l'année 2005	3.080	-
Options perdues durant l'année 2006	5.600	-
Options perdues durant l'année 2007	11.300	-
<b>Options en suspens au 31 décembre 2007</b>	<b>451.400</b>	<b>17.500</b>

## ■ 7 Long Term Incentive Plan (Plan d'intéressement à long terme, tranche n°7)

Le 22 juin 2005, le Groupe a mis en place un plan d'option d'achat d'actions (Long Term Incentive Plan [Plan d'intéressement à long terme], tranche n°7) à destination des membres du Comité exécutif de la Société, des directeurs employés au niveau I et II de la Société et à des membres du personnel du Groupe spécifiquement désignés. Chaque option donne le droit d'acheter "une" action ordinaire de la Société. Au total, 589.650 options ont été offertes aux bénéficiaires du programme. Les options ont été offertes gracieusement. En vertu du programme, les options de la tranche n°7 doivent être exercées entre le 15 juillet 2008 et le 15 juillet 2012, date après laquelle elles perdent toute valeur. Le prix d'exercice des options est fixé à 22,57 euros.

La juste valeur du Long Term Incentive Plan (Plan d'intéressement à long terme), tranche n°7 à la date d'offre a été calculée à l'aide d'une méthode d'arbre trinomial pour les options bermudiennes avec paramètres de dividende discrets.

Les paramètres-clés suivants ont été utilisés dans le modèle d'évaluation:

Juste valeur des options offertes	6,23
Prix de l'action	22,85
Prix d'exercice	22,57
Date d'offre	14 septembre 2005
Volatilité estimée	28 %
Dividendes estimés/an	0,56
Courbe de taux d'intérêt sans risque	3 %

La volatilité estimée est calculée sur la base de la volatilité historique du prix de l'action sur une période d'un an. Les options sont acquises pour une durée de trois ans à compter de la date d'offre. La juste valeur calculée est inscrite au résultat sur la période acquise selon la méthode de la date d'offre modifiée. Les hypothèses acquises sont basées sur des données historiques des pertes d'options. Pour 2007, les montants de dépense se chiffraient à 0,5 million d'euros.

Le tableau suivant résume les informations concernant les options d'achat d'actions en circulation au 31 décembre 2007:

Options offertes	589.650
Options perdues durant l'année 2006	33.200
Options perdues durant l'année 2007	72.160
<b>Options en suspens au 31 décembre 2007</b>	<b>484.290</b>

#### ■ 8 Long Term Incentive Plan (Plan d'intéressement à long terme, tranche n°8)

Le 21 juin 2006, le Groupe a mis en place un plan d'option d'achat d'actions (Long Term Incentive Plan [Plan d'intéressement à long terme], tranche n°8) à destination des membres du Comité exécutif de la Société, des directeurs employés au niveau I et II de la Société et à des membres du personnel du Groupe spécifiquement désignés. Chaque option donne le droit d'acheter "une" action ordinaire de la Société. Au total, 733.570 options ont été offertes aux bénéficiaires du programme. Les options ont été offertes gracieusement. En vertu du programme, les options de la tranche n°8 doivent être exercées entre le 17 juillet 2009 et le 17 juillet 2013, date après laquelle elles perdent toute valeur. Le prix d'exercice des options est fixé à 18,60 euros.

La juste valeur du Long Term Incentive Plan (Plan d'intéressement à long terme), tranche n°8 à la date d'offre a été calculée à l'aide d'une méthode d'arbre trinomial pour les options bermudiennes avec paramètres de dividende discrets.

Les paramètres-clés suivants ont été utilisés dans le modèle d'évaluation:

Juste valeur des options offertes	4,17
Prix de l'action	18,12
Prix d'exercice	18,60
Date d'offre	15 septembre 2006
Volatilité estimée	28,50 %
Dividendes estimés/an	0,56
Courbe de taux d'intérêt sans risque	4,18 %

La volatilité estimée est calculée sur la base de la volatilité historique du prix de l'action sur une période d'un an. Les options sont acquises pour une durée de trois ans à compter de la date d'offre. La juste valeur calculée est inscrite au résultat sur la période acquise selon la méthode de la date d'offre modifiée. Les hypothèses acquises sont basées sur des données historiques des pertes d'options. Pour 2007, les montants de dépense se chiffraient à 0,5 million d'euros.

Le tableau suivant résume les informations concernant les options d'achat d'actions en circulation au 31 décembre 2007:

Options offertes	733.570
Options exercées durant l'année 2007	48.810
<b>Options en suspens au 31 décembre 2007</b>	<b>684.760</b>

Les actions soumises aux plans d'achat d'actions susmentionnés sont couvertes par des actions du trésor et des instruments dérivés.

## 22 DETTES FINANCIÈRES

Millions d'euros	2007	2006
<b>Passif à long terme</b>	<b>740</b>	<b>445</b>
Facilités de crédit multidevise renouvelables <sup>1</sup>	538	235
Dettes vis-à-vis des banques <sup>2</sup>	2	3
Obligations <sup>3</sup>	200	200
Dettes sous contrats de location-financement <sup>4</sup>	-	7
<b>Passif à court terme</b>	<b>133</b>	<b>344</b>
Programme de titres de créances négociables	63	277
Facilités de crédit multidevise renouvelables <sup>1</sup>	30	-
Dettes vis-à-vis des banques <sup>2</sup>	39	63
Dettes sous contrats de location-financement <sup>4</sup>	1	4

### 1 Facilités de crédit multidevise renouvelables non garanties

La Société a négocié des facilités de crédit multidevise renouvelables non garanties d'une valeur notionnelle totale de 775 millions d'euros. En général, les retraits sur ces lignes de crédit sont effectués pour des périodes allant d'un mois à un an mais le Groupe a la possibilité de prolonger cette dette dans le cadre du contrat de prêt engagé existant, et il s'attend de se servir de cette possibilité. Ces facilités de prêt ne sont pas garanties.

Les taux d'intérêt d'une partie des facilités à long terme libellées en euro sont plafonnés entre 4% (plafond) et 3,15% (seuil minimal) en utilisant une fourchette de taux d'intérêt avec une valeur notionnelle de 100 millions d'euros, qui arrive à échéance en 2009 (cf. note 6). La Société a désigné la fourchette de taux d'intérêt comme couverture de flux de trésorerie.

La répartition par période s'établit comme suit:

Millions d'euros	Valeur notionnelle		Montant impayé		Devise	Taux d'intérêt	
Date d'échéance	2007	2006	2007	2006		2007	2006
2007	-	40	-	-	EUR	-	-
2008	60	40	-	12	AUD	-	5,88%
			30	-	EUR	4,88%-4,92%	-
2009	25	25	-	2	USD	-	6,03%-6,10%
			7	7	CNY	5,02%	5,02%
			3	-	COP	15,39%	-
2012	690	690	83	93	USD	5,18%-5,70%	5,72%-6,08%
			445	100	EUR	4,83%-5,18%	3,88%
			-	21	GBP	-	5,65%
<b>TOTAL</b>	<b>775</b>	<b>795</b>	<b>568</b>	<b>235</b>			

### 2 Dettes vis-à-vis des banques

Les échéances des facilités à long terme non garanties se présentent comme suit:

Millions d'euros	2007		2006	
Échéance à	Montant impayé	Taux d'intérêt moyen pondéré	Montant impayé	Taux d'intérêt moyen pondéré
< 5 ans	1	2,30%	2	1,82%
> 5 ans	1	6,58%	1	6,62%
<b>TOTAL</b>	<b>2</b>		<b>3</b>	

#### Facilités à court terme

Les dettes à court terme vis-à-vis des banques sont essentiellement non garanties. Le taux d'intérêt moyen pondéré de ces facilités est égal à 5,32% (2006: 4,09%).

### 3 Obligations

En mai 2005, la Société a émis une obligation d'une valeur nominale de 200 millions d'euros. Le coupon de l'obligation est calculé à un taux de 4,375% et arrive à échéance en juin 2015. Les intérêts sont payables à l'année en arriéré. Le prix d'émission était de 101,956%. L'obligation est inscrite au coût amorti.

#### 4 Dettes sous contrats de location-financement

Les contrats de location conclus par le Groupe en tant que preneur se traduisent par des dettes financières dans le bilan, égales à la juste valeur à l'entrée en vigueur du contrat ou à la valeur actuelle des paiements de loyers minimaux, si elle est inférieure. Ces dettes s'élevaient à 1 million d'euros au 31 décembre 2007.

Les dettes financières sont payables comme suit:

Millions d'euros	2007			2006		
	Total des paiements futurs	Charges d'intérêt non expirées	Valeur actuelle	Total des paiements futurs	Charges d'intérêt non expirées	Valeur actuelle
Échéance à 1 an maximum	1	-	1	5	1	4
Échéance entre 1 et 5 ans	-	-	-	11	4	7
Échéance supérieure à 5 ans	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>16</b>	<b>5</b>	<b>11</b>

## 23 AUTRES DETTES

Les dettes diverses se décomposent comme suit:

Millions d'euros	2007	2006
Dettes fiscales	62	111
Dettes sociales	37	35
Dettes vis-à-vis des sociétés du Groupe AgfaPhoto (cf. note 15)	28	45
Dettes salariales	17	22
Intérêts courus non échus sur dettes	8	8
Contrepartie conditionnelle GWI (cf. note 5)	-	38
Autres dettes	85	82
<b>TOTAL</b>	<b>237</b>	<b>341</b>

Les dettes fiscales comprennent non seulement les dettes fiscales de chacune des sociétés du Groupe, mais également les impôts retenus pour le compte de tiers.

Les dettes sociales recouvrent quant à elles essentiellement les cotisations de sécurité sociale en souffrance à la date de bilan.

Les autres dettes englobent toute une série d'éléments, tels que les garanties, les commissions aux clients, les dettes soumises à une gestion de trésorerie, etc.

## 24 PROVISIONS

### A PROVISIONS À COURT TERME

Millions d'euros	Environnement	Commerce	Impôts	Autre	TOTAL
<b>Provisions au 31 décembre 2006</b>	<b>13</b>	<b>71</b>	<b>72</b>	<b>163</b>	<b>319</b>
Modification du périmètre de consolidation	-	-	-	-	-
Provisions constituées au cours de l'exercice	5	158	41	91	295
Provisions utilisées au cours de l'exercice	(1)	(161)	(29)	(99)	(290)
Provisions reprises au cours de l'exercice	-	(7)	(6)	(25)	(38)
Écarts de conversion	-	(3)	(2)	(1)	(6)
Transferts	(4)	(1)	-	-	(5)
<b>Provisions au 31 décembre 2007</b>	<b>13</b>	<b>57</b>	<b>76</b>	<b>129</b>	<b>275</b>

Les provisions pour les engagements de nature commerciale comprennent les paiements ultérieurs aux clients concernant les biens et services acquis au cours de la période comptable. Il peut s'agir de primes ou de remises en nature ou en espèces accordées au client, d'engagements de garanties, de commissions perçues par les agents ou de pertes imminentes ou anticipées réalisées sur des contrats d'achat ou de vente. Les autres provisions sont liées essentiellement aux charges de restructuration (cf. note 8). D'autres provisions ont été constituées en cas de litiges, de plaintes et d'issues négatives des engagements.

Le Groupe est tenu de respecter les réglementations environnementales en vigueur dans les différents pays où il est représenté, y compris celles concernant les émissions atmosphériques et les eaux usées, la manipulation des substances dangereuses ainsi que la prévention et le nettoyage en cas de fuites et débordements. Le Groupe a engagé des dépenses et constitué des provisions considérables afin de se conformer aux normes et réglementations applicables. Les provisions pour la protection de l'environnement concernent la remise en état de sites, la modernisation des décharges et l'assainissement de terrains pollués par des activités industrielles antérieures.

Les provisions pour la protection de l'environnement comprennent également des provisions pour des litiges relatifs aux contaminations.

### B PROVISIONS À LONG TERME

Millions d'euros	
<b>Provisions au 31 décembre 2006</b>	<b>72</b>
Provisions constituées au cours de l'exercice	10
Provisions utilisées au cours de l'exercice	(10)
Provisions reprises au cours de l'exercice	(6)
Écarts de conversion	-
Transferts	3
<b>Provisions au 31 décembre 2007</b>	<b>69</b>

## 25 BAUX D'EXPLOITATION

### Contrats en tant que preneur

Le Groupe loue essentiellement des locaux et des infrastructures en vertu de divers contrats de location-exploitation. Les futurs loyers de ces contrats de location-exploitation non résiliables sont dus aux échéances ci-dessous:

Millions d'euros	2007	2006
Échéance à 1 an maximum	39	34
Échéance entre 1 et 5 ans	68	62
Échéance supérieure à 5 ans	4	7
<b>TOTAL</b>	<b>111</b>	<b>103</b>

### Contrats en tant que bailleur

Le Groupe loue également d'autres équipements en vertu de contrats de location-exploitation. Les paiements de loyers résultant des baux d'exploitation non résiliables sont répartis comme suit:

Millions d'euros	2007	2006
Échéance à 1 an maximum	4	7
Échéance entre 1 et 5 ans	5	7
Échéance supérieure à 5 ans	-	1
<b>TOTAL</b>	<b>9</b>	<b>15</b>

## 26 ENGAGEMENTS ET DETTES ÉVENTUELLES

Millions d'euros	2007	2006
Émission et endossement de factures	-	1
Cautions	44	39
Autre	2	2
<b>TOTAL</b>	<b>46</b>	<b>42</b>

Le total des engagements d'achats se rapportant aux principaux projets de dépenses en capital dont les contrats ont déjà été alloués ou les commandes déjà passées s'élève à 3 millions d'euros au 31 décembre 2007 (2006: 3 millions d'euros).

### RISQUES JURIDIQUES ET DETTES ÉVENTUELLES

**AgfaPhoto** Dans le cadre de la cession des activités Consumer Imaging d'Agfa-Gevaert AG et de certaines filiales, le Groupe a signé plusieurs contrats avec AgfaPhoto Holding GmbH et AgfaPhoto GmbH, Leverkusen, en Allemagne, et ses filiales dans divers pays (le "Groupe AgfaPhoto"), prévoyant le transfert de la branche Consumer Imaging, y compris l'actif, le passif, les contrats et les employés, aux sociétés du Groupe AgfaPhoto.

Suite à cette cession, Agfa-Gevaert AG s'est retrouvée impliquée dans une procédure d'arbitrage suivie par un expert et relative à un litige concernant le prix d'achat payé par AgfaPhoto Holding GmbH. Le 5 juillet 2007, Ernst & Young, l'expert désigné par les parties, a identifié une réduction de prix d'achat d'un montant d'environ 30,5 millions d'euros, fixant donc le prix d'achat à 81 millions d'euros.

La cession a été suivie d'une procédure pour cessation de paiement concernant AgfaPhoto GmbH et certaines de ses filiales en Allemagne et dans d'autres pays. Le Groupe a été entendu comme défendeur dans le cadre de poursuites ou d'autres actions en justice dans de nombreux pays et liées à un certain nombre de litiges, notamment des poursuites intentées par des employés en Allemagne, avec réclamation de dommages et intérêts ainsi que d'autres types d'indemnisations face à la procédure de cessation de paiement et de liquidation des sociétés du Groupe AgfaPhoto. Le Groupe estime que ses défenses sont exemplaires face aux poursuites et autres actions en justice dont il fait l'objet, et défend vigoureusement ses positions.

À la suite de la cession, Agfa-Gevaert NV et Agfa-Gevaert AG ont entamé une procédure d'arbitrage auprès de la Cour internationale d'arbitrage à Paris, en France, concernant un litige relatif à la licence de marque commerciale avec AgfaPhoto Holding GmbH. Durant la procédure, le Groupe a reçu une série de demandes reconventionnelles.



Le Groupe les a toutes rejetées car elles sont non fondées. À cette date, le tribunal s'est réservé pour AgfaPhoto Holding GmbH sur les mérites mais les procédures d'arbitrage sont continues concernant quantum. Le Groupe estime que ses défenses sont exemplaires face aux demandes reconventionnelles dont il fait l'objet, et défend vigoureusement ses positions.

Toujours dans le cadre de la cession, AgfaPhoto Holding GmbH a entamé une procédure d'arbitrage auprès de la Cour internationale d'arbitrage à Paris, en France, pour des dommages qu'elle aurait subis en raison de la mauvaise conduite du vendeur liée la vente de la division Consumer Imaging et de la cessation de paiement d'AgfaPhoto GmbH. Le Groupe a rejeté toutes les réclamations car elles sont non fondées. Le Groupe estime que ses défenses sont exemplaires face aux réclamations dont il fait l'objet, et défend vigoureusement ses positions.

Toujours dans le cadre de la cession, l'administrateur juridique d'AgfaPhoto GmbH a entamé une procédure d'arbitrage auprès de la Cour internationale d'arbitrage à Paris, en France, pour des dommages qu'elle aurait subis en raison de la mauvaise conduite du vendeur liée la vente de la division Consumer Imaging et de la cessation de paiement d'AgfaPhoto GmbH. Le Groupe a rejeté toutes les réclamations car elles sont non fondées. Le Groupe estime que ses défenses sont exemplaires face aux réclamations dont il fait l'objet, et défend vigoureusement ses positions.

**Litiges relatifs aux brevets** Le Groupe est exposé à d'autres risques juridiques, relatifs aux litiges survenus aux États-Unis et portant sur les brevets.

Agfa-Gevaert NV et Agfa Corporation sont toutes deux demandereses ou défenderesses dans l'affaire portant sur une contrefaçon de brevet dans laquelle la société Eastman Kodak est impliquée.

Dans un autre litige, Agfa Corporation est demanderesse dans une action intentée par Compression Labs Inc.

Ces affaires sont soit en phase de signification des défenses, soit en appel. Le Groupe estime que ses défenses sont exemplaires face à toutes ces actions en justice, et défend vigoureusement ses positions.

## 27 TRANSACTIONS AVEC DES ASSOCIÉS

### Transactions avec des administrateurs ou des membres du Comité exécutif (personnel de direction de haut rang)

Les indemnités dues au personnel de direction de haut rang sont constatées dans le compte de résultat et se répartissent comme suit:

Millions d'euros	2007		2006	
	Administrateurs	Comité exécutif	Administrateurs	Comité exécutif
Avantages sociaux à court terme	0,8	3,3	0,8	4,2
Avantages liés à la retraite	-	0,6	-	0,4
Indemnités de licenciement	-	1,5	-	-
Paielements sous forme d'actions	-	0,3	-	0,5
<b>TOTAL</b>	<b>0,8</b>	<b>5,7</b>	<b>0,8</b>	<b>5,1</b>

Au 31 décembre 2007, aucun prêt à recouvrer auprès des membres du Comité exécutif ou du Conseil d'administration n'est à signaler.

Les provisions pour les cotisations retraite des membres actifs et retraités du Comité exécutif, qui s'élèvent à 17 millions d'euros, ont été portées au bilan du Groupe au 31 décembre 2007.

### Autres transactions avec des associés

Les transactions menées avec les sociétés associées sont principalement d'ordre commercial et au prix normal du marché. Les recettes et les dépenses liées à ces transactions ont peu d'incidence sur les états financiers dans leur ensemble.

## 28 BÉNÉFICES PAR ACTION

### Résultat de base par action

Le résultat de base par action au 31 décembre 2007 est calculé selon le bénéfice net imputable aux actionnaires ordinaires à concurrence de 42 millions d'euros (2006: bénéfice net de 15 millions d'euros) et une moyenne pondérée d'actions ordinaires en circulation au cours de l'année se terminant le 31 décembre 2007 de 124.788.263 (2006: 124.781.170).

Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires est calculé comme suit:

Nombre d'actions ordinaires au 1er janvier 2007	124.785.530
Effets sur les actions propres détenues	2.733
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires au 31 décembre 2007	124.788.263

En euro	2007	2006
Résultat de base par action	0,34	0,12

### Résultat de base par action provenant des activités poursuivies

Le résultat de base par action au 31 décembre 2007 provenant des activités poursuivies est calculé selon le bénéfice net imputable aux actionnaires ordinaires à concurrence de 66 millions d'euros (2006: bénéfice net de 51 millions d'euros) et une moyenne pondérée d'actions ordinaires en circulation au cours de l'année se terminant le 31 décembre 2007 de 124.788.263 (2006: 124.781.170).

En euro	2007	2006
Résultat de base par action provenant des activités poursuivies	0,53	0,41

### Résultat dilué par action

Le résultat dilué par action au 31 décembre 2007 est calculé selon le bénéfice net imputable aux actionnaires ordinaires à concurrence de 42 millions d'euros (2006: bénéfice net de 15 millions d'euros) et une moyenne pondérée d'actions ordinaires en circulation au cours de l'année se terminant le 31 décembre 2007 de 124.788.263 (2006: 124.781.170).

Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (dilué) est calculé comme suit:

Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires au 31 décembre 2007	124.788.263
Effet des options d'achat d'actions à émission (cf. note 21)	-
Nombre moyen pondéré des actions ordinaires (dilué) au 31 décembre 2007	124.788.263

La juste valeur moyenne d'une action ordinaire en 2007 s'élevait à 15,73 euros.

En euro	2007	2006
Résultat dilué par action	0,34	0,12

### Résultat dilué par action provenant des activités poursuivies

Le résultat dilué par action au 31 décembre 2007 provenant des activités poursuivies est calculé selon le bénéfice net imputable aux actionnaires ordinaires à concurrence de 66 millions d'euros (2006: bénéfice net de 51 millions d'euros) et une moyenne pondérée d'actions ordinaires en circulation au cours de l'année se terminant le 31 décembre 2007 de 124.788.263 (2006: 124.781.170).

En euro	2007	2006
Résultat dilué par action provenant des activités poursuivies	0,53	0,41

## 29 PARTICIPATIONS DANS DES FILIALES ET DANS D'AUTRES SOCIÉTÉS GROUPE AGFA-GEVAERT

La société mère du Groupe est Agfa-Gevaert NV, dont le siège est à Mortsel, en Belgique. Ses principales filiales sont les suivantes:

### Sociétés consolidées – 31 décembre 2007

Raison sociale	Emplacement	Participation effective en %
Agfa (Pty.) Ltd.	Isando/Rép. d'Afrique du Sud	100
Agfa (Wuxi) Imaging co., Ltd.	Wuxi/RP de Chine	99,16
Agfa (Wuxi) Printing Plate Co. Ltd.	Wuxi/RP de Chine	100
Agfa ASEAN Sdn. Bhd.	Petaling Jaya/Malaisie	100
Agfa Corporation	Ridgefield Park/États-Unis	100
Agfa de México S.A. de C.V.	Sta. Clara Ecatepec/Mexique	99,80
Agfa Deutschland Vertriebsgesellschaft mbH & Cie	Cologne/Allemagne	100
Agfa Finance Corp.	Wilmington/États-Unis	100
Agfa Finance Inc.	Toronto/Canada	100
Agfa Finance Italy S.p.A.	Milan/Italie	100
Agfa Finance NV	Mortsel/Belgique	100
Agfa Finance Poland Sp.z.o.o.	Varsovie/Pologne	100
Agfa Finance Pty. Ltd.	Nunawading/Australie	100
Agfa Graphics Argentina S.A.	Buenos Aires/Argentine	100
Agfa Graphics Ireland Ltd.	Kildare/Irlande	100
Agfa Graphics Ltd.	Leeds/Royaume-Uni	100
Agfa Graphics Netherlands B.V.	Amstelveen/Pays-Bas	100
Agfa Graphics Norway AS	Skytta/Norvège	100
Agfa Graphics NV	Mortsel/Belgique	100
Agfa Graphics Portugal, Unipessoal Lda.	Fregesia de Pago d'Arcos/Portugal	100
Agfa Graphics S.r.l.	Manerbio/Italie	100
Agfa Graphics Sp. z.o.o.	Varsovie/Pologne	100
Agfa HealthCare AG	Dübendorf/Suisse	100
Agfa HealthCare Argentina S.A.	Buenos Aires/Argentine	100
Agfa HealthCare Australia Limited	Melbourne/Australie	100
Agfa HealthCare Brazil Ltda.	Sao Paulo/Brésil	100
Agfa HealthCare Chile Ltda.	Santiago du Chili/Chili	100
Agfa HealthCare Colombia Ltda.	Bogota/Colombie	100
Agfa HealthCare Corporation	Ridgefield Park/États-Unis	100
Agfa HealthCare Czech s.r.o.	Prague/République tchèque	100
Agfa HealthCare Denmark A/S	Holte/Danemark	100
Agfa HealthCare Enterprise Solutions S.A.	Artigues-près-Bordeaux/France	100
Agfa HealthCare Finland Oy AB	Espoo/Finlande	100
Agfa HealthCare Germany GmbH	Bonn/Allemagne	100
Agfa HealthCare Ges.mbh	Vienne/Autriche	100
Agfa HealthCare GmbH	Bonn/Allemagne	100
Agfa HealthCare HELLAS A.E.B.E.	Peristeri/Grèce	100
Agfa HealthCare Hungary Kft.	Budapest/Hongrie	100
Agfa HealthCare Inc.	Waterloo/Canada	100
Agfa HealthCare India Private Ltd.	Mumbai/Inde	100
Agfa HealthCare International NV	Mortsel/Belgique	100
Agfa HealthCare Korea Ltd.	Séoul/Corée du Sud	100
Agfa HealthCare Luxembourg S.A.	Helfenterbrück/Luxembourg	100
Agfa HealthCare Malaysia Sdn. Bhd.	Kuala Lumpur/Malaisie	100
Agfa HealthCare Mexico S.A. de C.V.	Mexico City/Mexique	100
Agfa HealthCare Norway AS	Skytta/Norvège	100
Agfa HealthCare NV	Mortsel/Belgique	100
Agfa HealthCare Shanghai Ltd.	Shanghai/RP de Chine	100
Agfa HealthCare Singapore Pte. Ltd.	Singapour	100
Agfa HealthCare South Africa Pty. Ltd.	Isando/Rép. d'Afrique du Sud	100
Agfa HealthCare Spain S.A.U.	Barcelone/Espagne	100
Agfa HealthCare Sweden AB	Kista/Suède	100
Agfa HealthCare Systems Taiwan Co. Ltd.	Taipei/Taiwan	100

Agfa HealthCare UK Limited	Brentford/Royaume-Uni	100
Agfa HealthCare Venezuela S.A.	Caracas/Venezuela	100
Agfa Hong Kong Ltd.	Hong-Kong/RP de Chine	100
Agfa Hungaria Kft.	Budapest/Hongrie	100
Agfa Inc.	Toronto/Canada	100
Agfa India Private Ltd.	Mumbai/Inde	100
Agfa Industries Korea Ltd.	Kyunggi-do/Corée du Sud	100
Agfa Korea Ltd.	Séoul/Corée du Sud	100
Agfa Limited	Dublin/Irlande	100
Agfa Materials Corporation	Ridgefield Park/États-Unis	100
Agfa Materials GmbH	Cologne/Allemagne	100
Agfa Materials Hong Kong Ltd.	Hong-Kong/RP de Chine	100
Agfa Materials Japan Ltd.	Tokyo/Japon	100
Agfa Materials Ltd.	Pinewood/Royaume-Uni	100
Agfa Materials Taiwan Co. Ltd.	Taipei/Taiwan	100
Agfa NDT S.A.	Limonest/France	100
Agfa OOO Ltd.	Moscou/Fédération de Russie	100
Agfa s.r.o. (République tchèque)	Prague/République tchèque	100
Agfa Singapore Pte. Ltd.	Singapour	100
Agfa Solutions SAS	Rueil-Malmaison/France	100
Agfa Sp. z.o.o.	Varsovie/Pologne	100
Agfa Taiwan Co. Ltd	Taipei/Taiwan	100
Agfa-Dotrix NV	Gand/Belgique	100
Agfa-Gevaert A.E.B.E.	Athènes/Grèce	100
Agfa-Gevaert A/S (Danemark)	Holte/Danemark	100
Agfa-Gevaert AB (Suède)	Kista/Suède	100
Agfa-Gevaert AG/SA	Dübendorf/Suisse	99,12
Agfa-Gevaert Aktiengesellschaft für Altersversorgung	Leverkusen/Allemagne	100
Agfa-Gevaert Argentina S.A.	Buenos Aires/Argentine	100
Agfa-Gevaert B.V.	Rijswijk/Pays-Bas	100
Agfa-Gevaert Colombia Ltda.	Bogota/Colombie	99,99
Agfa-Gevaert de Venezuela S.A.	Caracas/Venezuela	100
Agfa-Gevaert do Brasil Ltda.	Sao Paulo/Brésil	100
Agfa-Gevaert GmbH	Vienne/Autriche	100
Agfa-Gevaert Graphic Systems GmbH	Wiesbaden/Allemagne	100
Agfa-Gevaert HealthCare GmbH	Munich/Allemagne	100
Agfa-Gevaert International Holding S.à r.l.	Luxembourg/Luxembourg	100
Agfa-Gevaert International NV	Mortsel/Belgique	100
Agfa-Gevaert International Holding S.à r.l.	Luxembourg/Luxembourg	100
Agfa-Gevaert Investment Fund NV	Mortsel/Belgique	100
Agfa-Gevaert Japan, Ltd.	Tokyo/Japon	100
Agfa-Gevaert Limited (Australie)	Melbourne/Australie	100
Agfa-Gevaert Limited (Angleterre)	Brentford/Royaume-Uni	100
Agfa-Gevaert Ltda. (Chili)	Santiago du Chili/Chili	100
Agfa-Gevaert NV & Co. KG	Leverkusen/Allemagne	100
Agfa-Gevaert NZ Ltd.	Glenfield/Nouvelle-Zélande	100
Agfa-Gevaert S.A. (France)	Rueil-Malmaison/France	99,99
Agfa-Gevaert S.A.U.	Barcelone/Espagne	100
Agfa-Gevaert S.p.A.	Milan/Italie	100
Agfa-Gevaert, Lda.	Linda-a-Velha/Portugal	100
Autologic Information International Inc.	Thousand Oaks/États-Unis	100
BOSS AG	Brême/Allemagne	100
BOSS VertriebsGmbH	Brême/Allemagne	100
Cea AB	Strängnäs/Suède	100
GWI AG	Trier/Allemagne	100
GWI Research Ges.mbh	Vienne/Autriche	100
GWI Research GmbH	Trier/Allemagne	100
Heartlab Holding Co.	Westerly/États-Unis	100
Heartlab Inc.	Westerly/États-Unis	100
HYDmedia GmbH	Rottenburg/Allemagne	100

Lastra Attrezzature S.r.l.	Manerbio/Italie	60
Lastra Deutschland GmbH	Hainburg/Allemagne	100
Luithagen NV	Mortsel/Belgique	100
Med2Rad S.r.l.	Macerata/Italie	100
New Prolmage America Inc.	Ridgefield Park/États-Unis	100
New Prolmage Ltd.	Or Akiva/Israël	100
OY Agfa-Gevaert AB	Espoo/Finlande	100
PlanOrg Medica GmbH	Iéna/Allemagne	63,50
Plurimetal do Brasil Ltda.	Rio de Janeiro/Brésil	100
Quadrat NV	Mortsel/Belgique	100
Shanghai Agfa Imaging Products Co., Ltd.	Shanghai/RP de Chine	100
Tiani Medgraph GmbH	Bühl/Allemagne	100
Tiani Nordic ApS	Aalborg/Danemark	100

#### Filiales non prises en compte dans les états financiers consolidés – 31 décembre 2007

Raison sociale	Emplacement	Participation effective en %
Agfa Argentina S.A.C.I.	Buenos Aires/Argentine	100
Agfa Deutschland Vertriebsverwaltungsgesellschaft mbH	Cologne/Allemagne	100
Agfa-Gevaert SKK	Téhéran/Iran	76
Agfa-Gevaert Unterstützungskasse GmbH	Leverkusen/Allemagne	100
CAWO Photochem. Werk GmbH	Schrobenhausen/Allemagne	100
GST Grafic-Service-Team GmbH & Co.	Leverkusen/Allemagne	100
GST Grafic Service Team Verwaltungs GmbH	Leverkusen/Allemagne	100
Mortselse Immobiliënvennootschap NV	Mortsel/Belgique	100

#### Sociétés associées – 31 décembre 2007

Raison sociale	Emplacement	Participation effective en %
ADM C.V.	Anvers/Belgique	12,50
GWI Klinik Management GmbH	Feldafing/Allemagne	50
Idoc NV	Bruxelles/Belgique	33,33
Lastra Niraj Pvt. Ltd.	Mumbai/Inde	39
Medicalis Corp.	Waterloo/Canada	20,78
Medivision Medical Imaging Ltd.	Yokneam Elit/Israël	19,43
PlanOrg Informatik GmbH	Iéna/Allemagne	25,50
SIEDA GmbH	Kaiserslautern/Allemagne	25,18
Smart Packaging Solutions SAS	Rousset/France	30
ZTG	Krefeld/Allemagne	6

## 30 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Le 29 janvier 2008, le Groupe annonçait son intention d'arrêter le développement et la production d'équipements d'exposition directe des plaques (CtP) à Wilmington aux États-Unis et qu'il achètera ce type d'équipement de tiers. L'objectif est de fermer l'usine. Un plan de gestion du personnel excédentaire sera mis en place pour environ 150 employés concernés, principalement dans les secteurs de R&D, de la production et des départements connexes. D'autres activités de Graphics aux États-Unis, telles que le service, l'informatique, les ventes et le marketing resteront opérationnelles depuis le site de Wilmington. Le coût estimé de ce plan s'élève à 10 millions d'euros.

# Comptes statutaires

## Comptes statutaires

Les pages suivantes sont extraites des états financiers d'Agfa-Gevaert NV établis conformément aux règles comptables belges. Le rapport de gestion du Conseil d'administration à l'Assemblée générale des actionnaires, les états financiers d'Agfa-Gevaert NV et le rapport du commissaire aux comptes seront déposés à la Banque Nationale de Belgique dans les délais légaux. Ces documents sont disponibles sur demande auprès du département Investor Relations de la société, ainsi qu'à l'adresse [www.agfa.com/investorrelations](http://www.agfa.com/investorrelations).

Seuls les comptes annuels consolidés évoqués dans les pages précédentes représentent de manière complète et fidèle la situation et les résultats financiers du Groupe Agfa-Gevaert.

Le rapport du commissaire aux comptes ne stipule pas de réserves et précise que les comptes financiers non consolidés d'Agfa-Gevaert NV pour l'exercice qui a pris fin le 31 décembre 2007 représentent la situation et les résultats de la société de manière complète et fidèle, et ceci conformément à toutes les dispositions légales et statutaires.



## RÉSUMÉ DES COMPTES STATUTAIRES D'AGFA-GEVAERT NV

### COMPTE DE RÉSULTATS

Millions d'euros		2007	2006
<b>I</b>	Produits d'exploitation		
<b>A</b>	Chiffre d'affaires	911	2.018
<b>B.</b>	Augmentation (+); diminution (–) des stocks de produits finis, travaux et en-cours de production	(5)	3
<b>C</b>	Production immobilisée	14	144
<b>D</b>	Autres produits d'exploitation	156	724
<b>TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		<b>1.076</b>	<b>2.889</b>
<b>II</b>	Charges d'exploitation		
<b>A</b>	Matières premières, consommables et fournitures destinées à la revente		
<b>1</b>	Achats	545	1.300
<b>2</b>	Augmentation (–); diminution (+) des stocks	16	61
<b>B</b>	Services et autres biens	206	342
<b>C</b>	Salaires, traitements et charges sociales	232	355
<b>D</b>	Amortissement et dépréciations, frais de formation, immobilisations corporelles et incorporelles	112	152
<b>E</b>	Amortissement et dépréciations, frais de formation, immobilisations corporelles et incorporelles	(4)	
<b>F</b>	Augmentation (+); diminution (–) des provisions pour risques et charges	(42)	83
<b>G</b>	Autres charges d'exploitation	12	24
<b>TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION</b>		<b>1.077</b>	<b>2.317</b>
<b>III</b>	Résultat d'exploitation	(1)	572
<b>IV</b>	Produits financiers	50	240
<b>V</b>	Charges financières	(182)	(221)
<b>VI</b>	Résultat courant avant impôts	(133)	591
<b>VII</b>	Profits exceptionnels	83	84
<b>VIII</b>	Charges exceptionnelles	(75)	(6)
<b>IX</b>	Résultat de l'exercice avant impôts	(125)	669
<b>IXbis B</b>	Affectation aux impôts différés	0	0
<b>X</b>	Impôts sur les bénéfices	3	0
<b>XI</b>	Bénéfice après impôts	(122)	669
<b>XII</b>	Affectation aux réserves non taxées	0	0
<b>XIII</b>	Bénéfice de l'exercice disponible à affecter	(122)	669
<b>Affectation du résultat</b>			
<b>A</b>	Bénéfice à affecter	530	714
<b>1</b>	Bénéfice de l'exercice à affecter	(122)	669
<b>2</b>	Bénéfice reporté	652	45
<b>B</b>	Prélèvements sur les capitaux propres	0	0
<b>C</b>	Affectations aux autres réserves	0	0
<b>D 1</b>	Bénéfice à reporter	(530)	(652)
<b>F</b>	Bénéfice à distribuer	0	(62)

## RÉSUMÉ DES COMPTES STATUTAIRES D'AGFA-GEVAERT NV

### BILAN

Millions d'euros		31 déc. 2007	31 déc. 2006
<b>Actif</b>			
<b>II.</b>	Immobilisations incorporelles	100	192
<b>III.</b>	Immobilisations corporelles	27	43
<b>IV.</b>	Immobilisations financières	3.890	3.894
<b>V.</b>	Créances à plus d'un an	8	73
<b>VI.</b>	Stocks et en-cours de production	144	165
<b>VII.</b>	Créances à moins d'un an	143	896
<b>VIII.</b>	Investissements	43	79
<b>IX.</b>	Disponibilités/Trésorerie	1	10
<b>X.</b>	Charges différées et produits à recevoir	0	2
		<b>4.356</b>	<b>5.354</b>
<b>Passif</b>			
<b>I.</b>	Capital	140	140
<b>II.</b>	Primes d'émission	109	109
<b>IV.</b>	Réserves	412	412
<b>V.</b>	Report à nouveau	530	652
<b>VI.</b>	Aide fiscale à l'investissement	1	3
		<b>1.192</b>	<b>1.316</b>
<b>VII.</b>	Provisions et impôts différés	176	218
<b>VIII.</b>	Dettes à plus d'un an	322	322
<b>IX.</b>	Dettes à moins d'un an	2.616	3.392
<b>X.</b>	Charges à payer et revenus différés	50	106
		<b>4.356</b>	<b>5.354</b>

## **RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LES COMPTES STATUTAIRES D'AGFA-GEVAERT NV**

Mortsel, le 20 février 2008

### **Commentaires sur les comptes annuels**

Les comptes annuels, qui seront présentés à l'Assemblée générale des actionnaires le 29 avril 2008, ont été approuvés par le Conseil d'administration.

Les comptes annuels ont été clôturés avec une perte de 121.862.992,49 euros pour l'exercice 2007.

La proposition de répartition du bénéfice à affecter se présente comme suit:

– une diminution de 121.862.992,49 euros au bénéfice à reporter. Le bénéfice à reporter s'élève donc à 529.798.405,05 euros.

Les honoraires de KPMG concernant l'exercice 2007 sont inclus intégralement dans les annexes aux comptes consolidés.

## **INFORMATIONS RELATIVES À LA MISE EN ŒUVRE DE LA DIRECTIVE EUROPÉENNE SUR LES OFFRES PUBLIQUES D'ACQUISITION**

Le Conseil d'administration d'Agfa-Gevaert déclare par la présente que le Rapport Annuel 2007 a été préparé conformément l'article 34 de l'Arrêté Royale du 14 novembre 2007. Le Conseil d'administration apporte, par la présente, les explications suivantes:

- Une présentation globale de la structure actuelle (dd. 26 mars 2008) du capital figure au chapitre Gouvernance d'entreprise (p.47) et Bloc-notes de l'actionnaire;
- Les actions émises par la société ne bénéficient pas de droits spéciaux;
- Agfa-Gevaert n'est partie prenante d'aucun accord majeur qui entrerait en vigueur, serait modifié et/ou prendrait fin en raison d'une modification du contrôle de la société à la suite d'une offre publique d'achat; et
- Agfa-Gevaert n'a passé aucun accord avec les membres de leur Conseil d'administration ou leurs employés, qui prévoirait le versement d'indemnités de départ spéciales en cas de résiliation d'un contrat de travail à la suite d'une offre publique d'achat, exception faite de ceux mentionné dans le point Principales conditions de nomination et de cessation de mandat des administrateurs et membres du Comité exécutif (p.46).

# glossaire

## ALÉNA

L'ALÉNA ou Accord de libre-échange nord-américain (en anglais, North American Free Trade Agreement abrégé en NAFTA) est un traité créant une zone de libre-échange entre les trois pays d'Amérique du Nord: le Mexique, les États-Unis et le Canada.

## carte à circuits imprimés (PCB)

Une fine plaque sur laquelle sont placés des puces et d'autres composants électroniques. Les ordinateurs se composent d'une ou plusieurs cartes.

## coloscopie virtuelle

Examen à l'aide de CT scans pour détecter les polypes et les tumeurs cancéreuses dans le colon. Le logiciel d'Agfa combine les images CT dans une reproduction 3D de l'intérieur du colon. Le radiologue a la possibilité de parcourir virtuellement le colon pour détecter les irrégularités dans le mur de l'intestin. Contrairement à la coloscopie conventionnelle, cette technologie ne requiert pas l'insertion d'un tube dans le colon du patient.

## computer-to-film (CtF)

Procédé par lequel les pages finales, p. ex. des journaux ou des magazines, sont copiées numériquement sur un film (transparent) directement à partir de fichiers informatiques. Les films sont ensuite traités par un procédé chimique et utilisés pour produire les *plaques d'impression*.

voir aussi *computer-to-plate*

## computer-to-plate (CtP)

Procédé par lequel les pages imposées, p. ex. des journaux ou des magazines, sont copiées numériquement sur des *plaques d'impression* directement à partir de fichiers informatiques sans l'utilisation intermédiaire de film.

voir aussi *exposition directe des films*

## Dossier Médical Électronique (DME)

Un DME est créé lorsque le *dossier électronique du patient* est lié à ses fichiers électroniques non-médicaux d'organisations telles que le gouvernement et les compagnies d'assurances.

## Dossier Électronique du Patient (DEP)

Le dossier électronique du patient représente une alternative au dossier papier. Le DEP contient toutes les données relatives au patient et notamment ses données démographiques, ses demandes et résultats d'examen, ses rapports de laboratoire, ses clichés et rapports radiographiques, ses plans de traitement, etc., et permet d'y avoir facilement accès quel que soit l'endroit où l'on se trouve dans l'hôpital et, le cas échéant, depuis d'autres sources.

## EBIT

Résultat avant intérêts et impôts.

## EBITDA

Résultat avant intérêts, impôts et dotations aux amortissements.

## électroluminescence (EL)

Le phénomène par lequel une matière émet de la lumière en réponse à un champ électrique intense. Agfa fournit des encres et de films de sérigraphie pour la production de lampes électroluminescentes flexibles.

## encre U.V.

Les encres U.V. sont principalement composées de monomères acryliques. Après l'impression, l'encre est transformée en film dur polymérisé par une forte dose de rayons U.V. Ces encres présentent l'avantage de sécher instantanément; elles sont adaptées à de nombreux substrats sans enduit et donnent une image très résistante. Elles ne contiennent pas de composants dangereux tels que des composés organiques volatils ou des solvants et ne s'évaporent pas.

## enregistrement sonore (film pour)

Ce type de film à base de polyester a été spécialement conçu pour l'enregistrement et l'impression de tous les types courants de bandes sons, notamment analogiques, Dolby, Digital, DTS (Digital Theater Systems) et SDDS (Sony Dynamic Digital Sound).

## épreuve

Une épreuve contractuelle est une épreuve approuvée par le client (celui qui achète le tirage) et qui représente la manière dont les couleurs seront reproduites sur la presse. Cette représentation du résultat final est rendue possible grâce aux systèmes des logiciels de gestion de couleurs haute technologie d'Agfa.

## essais non-destructifs

Permet de vérifier la structure et la tolérance des matériaux sans les endommager ou les déformer.

## film de copie couleur

Film sur lequel on copie la version master d'un film de cinéma. Ces copies sont distribuées dans tous les cinémas.

## GW

Gesellschaft für Wirtschaftliche Informatik, fondée en 1990 et établie à Bonn, Allemagne. Fournisseur de systèmes d'information hospitaliers. Acquis par Agfa en janvier 2005.

## Heartlab

Concepteur et fournisseur de systèmes d'imagerie numérique et de réseaux d'information dans le domaine de la cardiologie. Créée en 1994, la société siégeait à Westerly, Rhode Island (États-Unis). Acquis par Agfa en 2005.

## IMPAX

Voir PACS (Picture Archiving and Communication System).

## impression flexo

Méthode d'impression similaire à l'impression typographique traditionnelle avec des plaques d'impression souples en caoutchouc ou en synthétique fixées aux rouleaux. L'image encrée est transférée de la plaque directement sur le papier ou un autre substrat.

## imprimante grand format

Une imprimante grand format est une imprimante numérique qui imprime sur des feuilles ou rouleaux de 24 pouces/60 cm de large ou plus.

## laser

Abréviation de "Light Amplification by Stimulated Emission of Radiation": un dispositif qui amplifie une fréquence unique de la lumière dans le spectre pour créer un faisceau intense directionnel. Ce faisceau de lumière peut être utilisé pour écrire des données sur une *plaque d'impression* ou sur un film. On distingue les lasers thermiques des lasers à lumière visible. Les premiers sont utilisés avec des matériaux thermosensibles, les seconds exposent des matériaux photosensibles et peuvent être divisés en faisceaux laser verts, violets et rouges. Le rouge est rarement choisi de nos jours car la popularité du laser violet a augmenté sensiblement en raison de son fonctionnement aisé, de sa grande fiabilité et de son moindre coût.

## laser violet

Les technologies à laser violet exposent les plaques à la gamme violette du spectre de lumière visible, ce qui offre un débit rapide, permet une manipulation aisée des plaques et un degré de fiabilité élevé.

voir aussi *laser*

## logiciel de gestion du flux de travail

Logiciel qui permet aux opérateurs de gérer le processus de prépresse à l'aide d'une interface logique. Il rationalise aussi les flux d'opérations en automatisant les différentes étapes du processus de prépresse – et permet donc de gagner du temps et de réduire les coûts.

## modalités

Dans ce rapport, ce terme est utilisé pour plusieurs systèmes d'imagerie, notamment l'équipement radiologique, les *machines TEP*, les *scanners IRM* et les *CT scans*. Ces systèmes peuvent tous être connectés à un système PACS d'Agfa.

## non-destructive testing

Voir *essais non-destructifs*.

## numériseur

Voir *radiographie informatisée*.

## offset

Technique d'impression où de fines plaques d'impression en aluminium sont enveloppées et fixées autour d'un cylindre sur une presse d'impression (litho). En tournant, les plaques d'impression obtiennent de l'encre et de l'eau. L'encre adhère à l'image alors que l'eau empêche l'encre d'adhérer aux zones à ne pas imprimer. L'image encrée est transférée sur un blanchet fixé à un second cylindre et est ensuite transférée du blanchet au papier ou à un autre support.

## PET (polyéthylène téréphtalate ou polyester)

Le polyéthylène téréphtalate ou polyester est un produit chimique préparé à base d'éthylène glycol et d'acide téréphtalique. C'est la principale matière première utilisée pour fabriquer le substrat des pellicules photographiques; il est enrobé de plusieurs types de couches chimiques spécifiques, notamment à des fins médicales et graphiques.

## Picture Archiving and Communication System (PACS)

Les solutions d'archivage et de communication d'images PACS d'Agfa sont commercialisées sous le nom IMPAX. À l'origine, les systèmes PACS ont été mis au point pour permettre la gestion, la diffusion et l'archivage de façon efficace des images diagnostiques des services de radiologie. Les évolutions technologiques et les développements logiciels spécifiques ont rapidement permis d'utiliser les systèmes PACS d'Agfa dans d'autres services

hospitaliers. Un grand nombre de systèmes PACS sont utilisés pour relier tous les services hospitaliers qui utilisent de manière intensive des images cliniques en réseau. Le logiciel Musica d'Agfa est utilisé pour traiter et optimiser les images dans le système PACS.

### **plaque d'impression**

- pour CtF

Plaques d'impression composées d'un substrat d'aluminium de qualité et d'un revêtement conçu pour réagir à des niveaux relativement élevés de photoénergie ultraviolette (U.V.). Un film graphique exposé est mis en contact sous vide avec une plaque. La source de lumière U.V. copie la maquette du film sur la plaque. Dans ce cadre, les éléments de la maquette sont les parties opaques du film et le reste est transparent. La lumière U.V. n'atteint la plaque qu'aux endroits où le film est transparent. Un procédé de développement chimique attaque les parties exposées de la plaque et laisse les parties non exposées intactes. L'encre adhère aux parties exposées – ou traitées chimiquement – sur la presse d'impression.

- pour CtP

Plaque d'impression composée d'un substrat d'aluminium de haute qualité grainé et anodisé et d'un revêtement (argent ou photopolymère) plusieurs milliers de fois plus sensible que celui des plaques analogiques. Les lasers utilisés pour exposer ces plaques sont généralement basés sur l'énergie thermique ou la lumière visible. Les revêtements réagissent à l'énergie laser en induisant des modifications chimiques/physiques à la surface de la plaque. Comme les plaques CtF, les plaques CtP sont ensuite traitées chimiquement pour créer une plaque prête à imprimer mais il existe aussi des technologies de plaques CtP ne nécessitant pas ce traitement.

### **plaque d'impression sans chimies**

Une plaque d'impression qui n'a pas besoin de traitement chimique après l'étape d'imagerie.

### **polymère**

Un polymère est une grosse molécule composée de nombreuses unités plus petites (les monomères) qui sont assemblées. Les polymères peuvent être naturels (par exemple, des protéines ou du caoutchouc) ou fabriqués par l'homme (par exemple, le plastique et le nylon).

### **préresse**

Ensemble des étapes de la préparation et du traitement du contenu et des fichiers jusqu'à la création des plaques d'impression, y compris la numérisation haute résolution des images, la sélection des couleurs, les différents types d'épreuves, notamment.

### **presse à plat**

Avec la presse à plat : M-Press de Agfa Graphics, le papier (ou d'autres matériaux) est mis sur une surface plate et les têtes d'impression se déplacent dessus pour imprimer l'image.

### **radiographie directe (RD)**

Technologie radiographique qui convertit l'énergie des rayons X en données numériques sans recourir à des plaques intermédiaires pour la capture de l'image. Ces données numériques génèrent une image diagnostique sur un PC. Le caractère numérique des données ouvre un large éventail de possibilités en matière d'optimisation ou de remplissage des images, de même qu'en matière d'archivage des images sur les systèmes PACS. Les systèmes de radiographie directe sont surtout utilisés dans des environnements de radiologie centralisés.

voir également radiographie informatisée

### **radiographie informatisée (RI)**

Technologie qui consiste à réaliser des images radiographiques avec un équipement radiographique traditionnel mais par laquelle les images sont capturées sur des plaques réutilisables plutôt que sur un film radiographique à usage unique. L'information contenue sur les plaques est lue par un numériseur et fournit une image numérique. Un logiciel dédié (notamment Musica d'Agfa) peut être utilisé pour maximiser automatiquement la qualité des images lors de leur utilisation à des fins diagnostiques. Les images numériques peuvent également être complétées par des insertions manuelles (annotations, mesures, etc...) et peuvent être archivées sur un système PACS. voir également radiographie directe

### **reprographie**

Une reprographie est la version imprimée d'une image numérique. Les reprographes d'Agfa sont utilisés pour imprimer les images médicales de différentes sources : radiographies, scanners, RMN, radiographie informatisée, etc. Agfa produit des tireuses "mouillées" et "à sec". La technologie laser humide implique l'utilisation de solutions chimiques aqueuses pour développer les images. La technologie à sec, respectueuse de l'environnement, imprime les images directement à partir de l'ordinateur sur un film spécial par effet thermique.

### **scanner IRM (imagerie par résonance magnétique)**

Le scanner IRM crée un champ magnétique autour du patient. Il crée des images en envoyant des ondes radio dirigées vers les différentes parties du corps à examiner. Le portefeuille de produits Agfa ne comporte pas d'appareils IRM. Ce sont les systèmes PACS qui sont utilisés pour la gestion et la visualisation des images numériques. Les reprographes d'Agfa sont utilisés pour produire des imprimés de haute qualité des images.

### **sérigraphie**

Le procédé d'impression au cours duquel on applique une encre à l'aide d'une gaze en métal ou en nylon sur le papier. La gaze est imperméabilisée par l'utilisation de pochoirs dans les parties à ne pas imprimer.

### **Symphonie On Line**

Leader des solutions d'informatique hospitalière en France. Société fondée en 1984 et établie à Bordeaux, France. Agfa l'a acquise en octobre 2004.

### **système de gestion de projet**

Logiciel qui permet aux utilisateurs de suivre l'évolution d'un travail d'impression et de gérer le flux et la livraison des différents travaux d'impression du début à la fin. Il permet également à l'imprimante de coopérer et de communiquer en ligne avec les clients et partenaires.

voir aussi logiciel de gestion du flux de travail

### **système d'information radiologiques (RIS)**

Solution informatisée pour la planification, le suivi et la communication de toutes les données relatives aux patients et à leurs examens dans les services de radiologie, c.-à-d. de la demande d'examen au protocole diagnostique du radiologue. Le système RIS est étroitement lié au système d'archivage et de communication d'images PACS (pour les images contenues dans les examens).

### **technologie jet d'encre**

Une imprimante qui dépose des gouttelettes d'encre de dimension extrêmement réduite sur du papier afin de créer une image, des plus petites pour les applications bureau-tiques aux plus grandes pour les applications industrielles en passant par les moyennes pour l'impression d'affiches, par exemple.

### **téléradiologie**

À l'aide d'un système PACS évolué et d'une connexion Internet sécurisée, les centres hospitaliers et d'imagerie peuvent envoyer des images médicales numériques aux radiologues et aux centres de diagnostics situés partout dans le monde. Ce procédé s'appelle téléradiologie. Il peut compenser le manque de radiologues ; les médecins les utilisant pour envoyer des images à des collègues pour obtenir rapidement un second avis.

### **thermique (plaque d'impression)**

Technologie où l'exposition des plaques utilise l'énergie thermique pour l'exposition des plaques d'impression.

voir aussi laser

### **ThermoFuse**

ThermoFuse fixe physiquement les images à la plaque d'impression sans aucun traitement chimique. Il en résulte une exposition thermique extrêmement stable et prévisible qui élimine efficacement les variables, et ce sans aucun compromis sur la qualité et le confort d'impression.

### **tomographie assistée par ordinateur (CT)**

Un CT scan utilise une série de rayons X pour créer des "tranches" d'images de l'organisme. Le portefeuille de produits Agfa ne comporte pas de CT scan. Ce sont les systèmes PACS qui sont utilisés pour la gestion et la visualisation en 3D des images numériques. Les reprographes d'Agfa sont utilisés pour produire des imprimés de haute qualité des images.

### **tomographie par émission de positons (TEP)**

Une substance radioactive administrée à un patient avant qu'il ne soit examiné avec la machine TEP. La substance s'accumulera dans les organes. Si les organes sont affectés par des tumeurs malignes, la substance se concentrera dans les zones affectées. La machine PET enregistre l'énergie de la substance et permet de situer les tumeurs principales et secondaires. Le portefeuille de produits Agfa ne comporte pas de machines TEP. Ce sont les systèmes PACS qui sont utilisés pour la gestion et la visualisation des images numériques.

### **trame**

La création d'un schéma de points de différentes tailles utilisé pour reproduire des images de couleur ou de niveaux de gris. Il existe deux types principaux de tramage : les schémas réguliers ou tramage traditionnel et les schémas aléatoires appelés tramage stochastique.

### **unité d'exposition**

Les unités d'exposition des plaques exposent le résultat de fichiers numériques sur une plaque qui est ensuite développée et montée sur la presse. On distingue les unités d'exposition des plaques à plat ou à tambour. Les plaques d'impression restent à plat pendant le traitement de l'image dans le cas du premier type de système ; elles sont enroulées autour ou à l'intérieur d'un tambour pour le deuxième.

Publié par Agfa-Gevaert NV  
Corporate Communication  
Septestraat 27  
B-2640 Mortsel  
Belgique  
Tél. +32-(0)3 444 7124  
Fax +32-(0)3 444 4485  
[www.agfa.com](http://www.agfa.com)

Agfa, le losange Agfa et les autres produits et services Agfa mentionnés sont des marques du Groupe Agfa.

Mise en page, production & coordination: Magelaan, Gand

Photographie: Jaap van den Beukel, Agfa Publishing Library

Préresse & impression: Maes, Gand



**■ GROUPE AGFA-GEVAERT COMPTES DE RÉSULTATS CONSOLIDÉS 2003–2007**

Millions d'euros	2007	2006	2005	2004 <sup>(1)</sup>	2003
Chiffre d'affaires	3.283	3.401	3.308	3.762	4.215
Coût des ventes	(2.136)	(2.102)	(2.096)	(2.265)	(2.449)
Bénéfice brut	1.147	1.299	1.212	1.497	1.766
Frais de distribution	(523)	(564)	(583)	(701)	(790)
Frais de recherche et de développement	(191)	(193)	(191)	(191)	(233)
Frais généraux d'administration	(262)	(281)	(228)	(269)	(297)
Autres produits d'exploitation	333	312	326	540	661
Autres charges d'exploitation	(379)	(508)	(404)	(1.005)	(579)
Résultat d'exploitation	125	65	132	(129)	528
Produits (charges) d'intérêts – net	(35)	(32)	(18)	(19)	(28)
Autres produits (charges) hors exploitation – net	(28)	(32)	(7)	(37)	(43)
Résultat hors exploitation	(63)	(64)	(25)	(56)	(71)
Résultat avant impôts	62	1	107	(185)	457
Impôts sur les bénéfices	(19)	15	(125)	39	(135)
Résultat net des sociétés consolidées (avant part des résultats des sociétés associées)	43	16	(18)	(146)	322
Résultat net des sociétés consolidées	43	16	(18)	(146)	322
dû à des intérêts minoritaires	1	1	1	(1)	(1)
dû aux actionnaires d'Agfa-Gevaert SA (résultat net pour la période comptable)	42	15	(19)	(145)	323
dont activités abandonnées	(24)	(36)	(120)	(340)	(61)
Résultat de base par action (en euro)	0,34	0,12	(0,15)	(1,15)	2,44
Résultat dilué par action (en euro)	0,34	0,12	(0,15)	(1,15)	2,44

<sup>(1)</sup> Comme déclaré en 2004, après redressement pour l'impact de la norme IFRS 2 *Paiement fondé sur des actions* (2 millions d'euros)

**■ GROUPE AGFA-GEVAERT BILANS CONSOLIDÉS 2003–2007**

Millions d'euros	31 déc. 2007	31 déc. 2006	31 déc. 2005	31 déc. 2004 <sup>(1)</sup>	31 déc. 2003
<b>ACTIF</b>					
Actifs immobilisés	1.243	1.407	1.561	1.011	976
Immobilisations incorporelles	816	856	924	338	325
Immobilisations corporelles	407	455	502	519	616
Immobilisations financières	20	29	32	38	32
Prêts à long terme	-	65	102	112	-
Instruments financiers dérivés	-	2	1	4	3
Actifs à long terme disponibles à la vente	-	3	5	-	-
Actifs circulants	1.986	2.071	2.129	2.035	2.652
Stocks	578	624	586	576	813
Créances commerciales	861	885	854	744	826
Autres créances et actifs divers	363	456	498	391	569
Liquidités et équivalents de liquidités	152	85	169	293	397
Charges à reporter	21	19	20	18	18
Instruments financiers dérivés	11	2	2	13	29
Impôts différés	330	351	287	310	211
<b>Actif total</b>	<b>3.559</b>	<b>3.832</b>	<b>3.982</b>	<b>3.356</b>	<b>3.839</b>
<b>PASSIF</b>					
Fonds propres	891	933	1.032	1.082	1.373
Capital social d'Agfa-Gevaert NV	140	140	140	140	140
Prime d'émission d'Agfa-Gevaert NV	109	109	109	107	107
Bénéfices non répartis	939	987	1.069	1.284	1.056
Réserves	(288)	(289)	(301)	(262)	(260)
Résultat net	42	15	(19)	(145)	323
Écarts de conversion	(54)	(32)	31	(44)	5
Intérêts minoritaires	3	3	3	2	2
Passif à long terme	1.488	1.269	1.394	1.052	1.424
Dettes pour avantages liés à la retraite	654	721	709	727	799
Dettes pour engagements de personnel	24	30	29	35	36
Dettes financières à plus d'un an	740	445	552	247	558
Provisions à plus d'un an	69	72	102	43	27
Produit reporté	1	1	2	-	-
Instruments financiers dérivés	-	-	-	-	4
Passif à court terme	1.115	1.517	1.445	1.185	1.010
Dettes financières à moins d'un an	133	344	296	239	72
Dettes commerciales	275	313	309	313	259
Avances et acomptes versés	96	87	66	46	45
Autres dettes	237	341	365	211	205
Dettes pour engagements de personnel	89	93	77	72	85
Provisions à moins d'un an	275	319	301	282	327
Produit reporté	7	13	15	5	7
Instruments financiers dérivés	3	7	16	7	10
Impôts différés	65	113	111	37	32
<b>Passif total</b>	<b>3.559</b>	<b>3.832</b>	<b>3.982</b>	<b>3.356</b>	<b>3.839</b>

<sup>(1)</sup> Comme déclaré en 2004, après redressement pour l'impact de la norme IFRS 2 *Paiement fondé sur des actions* (2 millions d'euros)

**■ GROUPE AGFA-GEVAERT TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS 2003–2007**

Millions d'euros	2007	2006	2005	2004 <sup>(1)</sup>	2003
Liquidités et équivalents de liquidités en début d'exercice	83	168	290	394	141
Résultat d'exploitation	125	65	132	(129)	528
Impôts courants	(53)	(54)	(106)	(84)	(102)
Pertes de dépréciation, d'amortissement et de valeur	148	159	161	291	216
Changements de la juste valeur des instruments financiers divers	(2)	(3)	7	4	3
Régularisation pour le résultat hors trésorerie	(2)	(1)	-	-	-
Variation de provisions à long terme	(106)	9	(50)	(11)	(86)
(Plus-values)/moins-values sur reprise d'actifs à long terme	(17)	(21)	(11)	(17)	2
Moins-values découlant de la vente de Consumer Imaging	-	-	-	270	-
Impôts sur cessions	-	-	-	46	63
Moins-values (Plus-values) sur cessions	1	4	-	(126)	(231)
<b>Liquidités brutes résultant des activités d'exploitation</b>	<b>94</b>	<b>140</b>	<b>133</b>	<b>244</b>	<b>393</b>
dont activités abandonnées	(35)	(51)	(55)	(138)	(59)
Diminution/(Augmentation) des stocks	26	(58)	2	81	80
Diminution/(Augmentation) des créances commerciales	1	(57)	(37)	(58)	62
Augmentation/(Diminution) des dettes commerciales et du produit reporté	(17)	38	(26)	83	7
Variation de provisions à court terme	(14)	37	23	(34)	(9)
Autres variations du fonds de roulement	18	7	(13)	(13)	(11)
<b>Liquidités nettes résultant des activités d'exploitation</b>	<b>108</b>	<b>107</b>	<b>82</b>	<b>303</b>	<b>522</b>
dont activités abandonnées	(13)	(25)	(27)	(117)	48
Sorties de fonds pour acquisition d'immobilisations incorporelles	(29)	(28)	(28)	(12)	(28)
Sorties de fonds pour acquisition d'immobilisations corporelles	(71)	(77)	(78)	(100)	(150)
Entrées de fonds résultant de la cession d'immobilisations incorporelles	2	-	-	1	-
Entrées de fonds résultant de la cession d'immobilisations corporelles	37	27	27	55	8
Entrées de fonds résultant de la cession d'actifs à long terme négociables	19	4	-	-	-
Entrées (sorties) de fonds provenant des fonds propres et des titres de créance	67	62	12	6	6
Sorties de fonds pour impôts sur cessions antérieures	-	-	(42)	-	-
Sorties de fonds pour acquisitions	-	-	(361)	(122)	-
Sorties de fonds pour acquisitions antérieures	(38)	(53)	-	-	-
Entrées de fonds résultant de cessions	2	13	-	129	241
Entrées de fonds provenant d'ajustements de la valeur d'acquisitions antérieures	-	-	3	-	-
Intérêts et dividendes perçus	11	6	21	18	24
<b>Liquidités nettes provenant des/(consacrées aux) activités d'investissement</b>	<b>0</b>	<b>(46)</b>	<b>(446)</b>	<b>(25)</b>	<b>101</b>
dont activités abandonnées	38	37	21	59	51
Distribution de dividendes aux actionnaires	(63)	(63)	(76)	(95)	(67)
Rachat d'actions propres	-	-	(31)	-	(253)
Apports en capital	-	-	2	-	-
Préfinancement par/(de) AgfaPhoto pour la cession de Consumer Imaging	(17)	(4)	27	-	-
Émissions nettes de titres de créances	106	(39)	319	(231)	19
Intérêts versés	(48)	(38)	(28)	(39)	(56)
Autres rentrées/sorties de fonds	(12)	14	36	(20)	(1)
<b>Liquidités nettes consacrées aux activités de financement</b>	<b>(34)</b>	<b>(130)</b>	<b>249</b>	<b>(385)</b>	<b>(358)</b>
dont activités abandonnées	(17)	(4)	27	-	-
Variations de liquidités et d'équivalents de liquidités résultant des activités courantes	74	(69)	(115)	(107)	265
Variations de liquidités et d'équivalents de liquidités résultant des fluctuations des cours de change	(6)	(16)	(7)	3	(12)
<b>Liquidités et équivalents de liquidités en fin d'exercice</b>	<b>151</b>	<b>83</b>	<b>168</b>	<b>290</b>	<b>394</b>

<sup>(1)</sup> Comme déclaré en 2004, après redressement pour l'impact de la norme IFRS 2 *Paiement fondé sur des actions* (2 millions d'euros)

## BLOC-NOTES DE L'ACTIONNAIRE

Lieux de cotation	Bourse de Bruxelles
Ticker Reuters	AGFAt.BR
Ticker Bloomberg	AGFB BB/AGE GR
Datastream	B:AGF

### STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT (LE 26 MARS 2008)

11,50%	Franklin Resources
5,94%	Nordea Investments Funds
5,14%	Classic Fund
3,15%	Actions propres
3,00%	Pioneer
71,27%	Actionnariat flottant

### DONNÉES PAR TITRE

Premier jour de cotation	1er juin 1999
Nombre d'actions en circulation au 31 décembre 2007	124.788.430
Capitalisation boursière au 31 décembre 2007	1.352 millions d'euros

En euro	2007	2006	2005	2004	2003
Bénéfice par titre (résultat net)	0,34	0,12	(0,15)	(1,15)	2,44
Flux de trésorerie nets d'exploitation par titre	0,87	0,86	0,65	2,40	3,95
Dividende brut	0	0,50	0,50	0,60	0,75
Cours de fin d'année	10,49	19,36	15,41	24,96	22,60
Cours maximum de l'année	20,2	21,35	27,50	25,90	22,71
Cours minimum de l'année	6,63	13,95	14,92	18,24	16,35
Volume moyen des titres échangés/jour	1.020.110	851.267	471.175	364.220	207.507
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	124.788.263	124.781.170	125.603.444	126.008.540	132.045.438

### ADRESSE DE CONTACT POUR LES ACTIONNAIRES

Département Investor Relations	TÉL +32-(0)3-444 7124
Septestraat 27, B-2640 Mortsel, Belgique	FAX +32-(0)3-444 4485
www.agfa.com/investorrelations	investor.relations@agfa.com

### CALENDRIER FINANCIER 2008

Résultats du 1er trimestre 2008	29 avril 2008
Assemblée générale annuelle	29 avril 2008 à 11 h
Résultats du 2ième trimestre 2008	30 juillet 2008
Résultats du 3ième trimestre 2008	30 octobre 2008

